

John Adams
Library,



IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF NO.

ADAMS

243.1

v. 5



13.21.45



John Adams Paris March 12. 1780. 41: 0: 0

PRINCIPES
DE
MORALE, DE POLITIQUE
ET DE DROIT PUBLIC,
Puifés dans l'Histoire de notre Monarchie,
OU
DISCOURS
SUR
L'HISTOIRE DE FRANCE.
Dédiés au Roi.

Par M. MOREAU, Historiographe de France.

Tome Cinquième.



A PARIS,
DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

M. DCCLXXVIII.

ADAMS

243.1 v5



DISCOURS

SUR

L'HISTOIRE DE FRANCE,

ou

PRINCIPES DE MORALE,

*de Politique & de Droit public, puisés
dans les Événemens de notre Monarchie,
d'après le Plan formé par feu M.^{gr} LE
DAUPHIN pour l'instruction des Princes.*

SIXIÈME DISCOURS.

Les Rois fainéans.

A COMMENCER du règne de Thierry III, l'histoire de France n'est plus celle de ses Rois; les descendans de Clovis n'ont plus qu'un vain titre. Toute l'autorité est entre les mains des Grands, & le premier Magistrat du Royaume en est, dans le fait, non le légitime, mais le véritable Souverain.

Tome V.

A

Cette époque serre le cœur ; mais elle n'est certainement pas la moins instructive de celles que nous aurons à parcourir.

Pépin d'Héristal, dont la Maison va maintenant jouer un si grand rôle, s'étoit fait déferer, par les Magistrats d'Austrasie, la dignité de Duc : il s'étoit associé l'un de ses cousins ; celui-ci, dont le nom étoit Martin, devoit partager avec lui l'odieux de la rébellion, mais n'étoit pas en état de lui en disputer les succès. L'un & l'autre reconnoissoient Thierry pour leur véritable Souverain ; mais ayant pour eux le vœu & les suffrages de tous les Magistrats Austrasiens, ils se croyoient en droit de forcer le Prince à leur donner des provisions. On regardoit comme une Loi cette possession récente, qu'avoient usurpée les plaids généraux, de se nommer leur Chef suprême. Ce n'est jamais impunément que les Rois laissent entreprendre sur leurs droits ; l'exemple reste & devient un titre. Les Austrasiens, qui eussent pu faire un Maire

du Palais, s'applaudirent peut-être de leur modération.

Ébroin étoit celui de Neustrie; ce fut contre lui qu'ils prirent les armes. Ses talens & son génie triomphèrent de tous les efforts de ceux qu'il traitoit alors de rebelles, quoiqu'ils ne fissent que suivre son exemple. Dans les différens combats qui se livrèrent, Martin perdit la vie. Pépin, désespérant de chasser son rival, prit un moyen sûr d'acquérir sur lui la plus grande supériorité. Ébroin étoit injuste & violent, il fut équitable & populaire; il avoit usurpé le pouvoir; pour se l'approprier, il en fit un bon usage; il respecta les Loix, on ne lui reprocha ni vengeances, ni exactions, ni coups d'autorité arbitraire; il mit à profit jusqu'à ses défaites qui le détournèrent de faire de nouvelles tentatives. On lui fut gré de ce que se bornant à rendre les Austrasiens heureux, il avoit abandonné le projet d'obtenir le vœu du Monarque : mais on fit commettre à celui-ci la plus grande de toutes les fautes;

il falloit, ou donner à Pépin les provisions de son Office, ou achever de le dompter. Ce gouvernement d'Austrasie parut bientôt isolé & indépendant du reste de la Monarchie, parce qu'on ne voulut point reconnoître & qu'on ne put soumettre le Magistrat suprême que les Austrasiens s'étoient donné.

Bientôt ses États furent l'asile de tous ceux que l'on opprimoit en Neustrie : chaque jour les violences d'Ébroin aliénoient les esprits, & lorsqu'ils furent irrités à un certain point, ce qu'il fit même pour maintenir l'autorité de son Maître, se tourna contre elle; enfin il fut assassiné. Plusieurs Maires lui succédèrent, tous furent aussi injustes que lui; aucun n'eut ses talens.

Pépin, maître des volontés de tous les Grands d'Austrasie, s'étoit tenu sur la défensive depuis la mort de Martin. Son autorité s'étoit affermie par la régularité de son administration; il attendoit une occasion favorable de l'étendre sur la Monarchie entière; il connoissoit la force des pouvoirs

naturels, il voulut que celui de la justice parût du moins seconder la démarche irrégulière, mais décisive, qui lui étoit nécessaire.

Tous ceux qui avoient été forcés d'abandonner leurs possessions en Neustrie & en Bourgogne, en sollicitèrent hautement la restitution : Pépin eut l'air de se laisser forcer par leurs instances. On examina leurs demandes dans un plaïd ; on arrêta qu'on auroit recours à la justice du Souverain.

Thierry avoit alors pour Maire un Ministre altier & imprudent ; on le nommoit Berthaire : il répondit que le Roi ne traitoit point avec des rebelles, & qu'il sauroit se faire justice à lui-même les armes à la main. Pour faire une pareille réponse, il faut toujours être sûr, & de la justice de sa conduite, & de la supériorité de ses forces.

Pépin avoit compté sur ce refus : si le Maire eût proposé au Roi d'assembler son plaïd, d'écouter, d'examiner les plaintes des Grands qui s'adressoient à lui ; s'il leur

eût promis la justice qui leur étoit dûe, peut-être eût-il épargné aux Austrasiens la honte de leur victoire, à lui-même celle de sa défaite; mais c'étoit le Ministre qui répondoit au nom du Roi, & c'étoit le Ministre dont on se plaignoit au nom de la Nation; il n'osa soumettre au jugement du plaïd les injustices dont il étoit accusé.

Il fut donc résolu, dans l'assemblée des Grands d'Austrasie, non-seulement que l'on continueroit la guerre, mais qu'on la porteroit même jusqu'au centre des États demeurés fidèles à Thierry. Ce Prince, de son côté, assemble ses armées & marche à la rencontre des Austrasiens; arrivé à Testri, entre Saint-Quentin & Péronne, sur les bords du Domignon, Pépin renouvelle ses offres de pacification, déclare que si le Roi veut convoquer le plaïd, non-seulement on se soumettra à sa justice que l'on invoque, mais on le dédommagera même des frais de la guerre. Aucune proposition n'est écoutée; & dans un combat sanglant, qui

coûte la vie à Berthaire, le Duc d'Austrasie fait admirer aux vaincus, & sa valeur, & ses talens, & sa bonté.

Constant dans ses projets , & voilant toujours son ambition sous le spécieux titre de Libérateur des opprimés, il continue de vaincre & d'écarter l'ennemi ; déjà il est aux portes de Paris qui lui sont ouvertes. Maître *An. 690.* de la personne & possesseur des trésors du Souverain, également cher & aux Soldats qu'il enrichit, & aux Grands dont il favorise les prétentions, & au Peuple qu'il sauve du pillage, il tombe aux pieds de Thierry, se fait nommer son Maire du Palais, & commence réellement à régner sur toute la France.

De ce moment le Monarque, renfermé dans son Palais, ne jouit plus que des honneurs du Sceptre ; il a des Gardes, il paroît en public pour recevoir les respects des Grands & du Peuple ; son nom est en tête de toutes les Ordonnances, mais l'autorité toute entière est entre les mains du Maire, & pour l'affermir, voici comment il en use.

Il fait tenir avec soin tous les plaids destinés à rendre la justice; il fait rentrer dans leurs biens tous ceux qui en ont été injustement dépouillés; il veille sur l'administration des finances; il réforme une foule d'abus; il rétablit la discipline dans les troupes : enfin , on voit en peu de temps le Gouvernement changer de face. La Nation oublie le nom du Roi , & bénit celui du Vainqueur.

Après avoir établi l'ordre dans les Provinces qui composoient les États de Neustrie & de Bourgogne , Pépin voulut réduire ceux des Peuples qui , alliés ou tributaires de la France , cherchoient à se rendre indépendans : c'étoit , sur-tout , sur les frontières d'Austrasie que les Étrangers avoient besoin d'être contenus. Pépin repassa dans sa patrie; il falloit qu'il fût bien sûr des Grands qu'il laissoit auprès de Thierry pour s'éloigner de la Cour; mais outre qu'ils lui devoient tous leur fortune & n'attendoient plus rien que de lui , il avoit tout soumis à cet unique pouvoir de la raison & de la justice , qui,

dans tous les temps, fera seul la force des États. Norbert fut placé auprès du Roi comme son premier Ministre; c'étoit un homme dont le Maire du Palais étoit sûr & qu'il gouvernoit lui-même. Après s'être fait charger, par l'Assemblée générale, de faire la guerre aux Étrangers dont il seroit mécontent, Pépin partit pour se mettre à la tête des troupes, bien sûr de fixer la légèreté des François, toutes les fois qu'il fauroit les occuper dans les combats.

La France n'avoit eu aucuns démêlés avec ses voisins, depuis que sous Clotaire III elle étoit venue au secours de Pertharit, contre l'usurpateur du Trône de Lombardie; & il y avoit près de vingt ans qu'elle étoit en paix, quand le grand-homme qui la gouvernoit alors, entreprit de lui rendre la réputation qu'elle s'étoit autrefois acquise par les armes. Il commença par les Frisons; leur Duc Adalgise avoit, depuis plusieurs années, travaillé à s'affranchir de toute subordination, & avoit laissé pour héritier

de ses projets Ratbode son fils ; je n'examinerai point si ces Frisons avoient été autrefois sujets de la France ou simplement ses alliés tributaires. Dans le premier cas, leur Duc se croyant aussi maître dans sa province que Pépin l'étoit lui-même en Austrasie, s'étoit vraisemblablement approprié les impôts, & avoit refusé de payer au Fisc la somme moyennant laquelle il en avoit la perception indéfinie ; dans le second, il avoit cru ses engagements rompus, par la révolution qui avoit substitué, dans une partie des États de la France, le pouvoir du Maire à l'autorité du Monarque. Ce qu'il y a de sûr, c'est que les Frisons furent vaincus. Pépin traita avec eux ; & leur Duc, obligé de payer le tribut qu'il avoit refusé, donna des ôtages de sa parole.

Au retour de cette glorieuse campagne, Pépin assemble un plaid qui fut principalement composé d'Évêques, & dans lequel on fit plusieurs Règlemens qui tendoient à maintenir le respect pour la Religion &

la régularité de la discipline. Il vouloit que les Evêques fussent eux-mêmes les Panégyristes de son administration. Il cherchoit à multiplier les Conseils; il étoit trop habile pour opprimer les peuples, sa puissance avoit besoin de leur liberté.

Thierry ne survécut que deux ans à la bataille, qui avoit livré sa puissance au premier Magistrat de son royaume : sa mort fit en *An. 692* France moins de sensation que n'en eût excité celle d'un particulier. Pépin obéi de tous les Grands, disposant des places, toujours secondé par le pouvoir militaire des Ducs & des Comtes qu'il avoit nommés, ne se servant des troupes que pour faire respecter la France au dehors, & n'employant l'autorité que pour faire chérir au dedans la sagesse de son administration, Pépin avoit abandonné au mépris & à l'obscurité un malheureux Prince, qui n'avoit pas même paru regretter la perte de son pouvoir, & qui, pour jamais, étoit hors d'état de le recouvrer. Quant aux peuples,

qui ne connoissoient que le Ministre, il leur étoit égal quel nom seroit substitué sur les Monnoies à celui d'un Monarque ignoré, dont ses plus fidèles sujets n'avoient pu que plaindre la foiblesse.

Cependant, il falloit que le nouveau Prince, sous le nom duquel le Maire gouverneroit en grand Roi, fût encore du Sang de Clovis. Cette famille étoit avilie, mais la première des Loix de la Monarchie lui assuroit le sceptre ; & quelque puissant que fût Pépin, il sentit que tout étoit perdu pour lui, s'il eût voulu être plus que le représentant du Souverain. Pépin étoit un grand-homme ; Charles-Martel son fils, eut les mêmes talens, moins de bonté peut-être, mais autant d'ambition & plus d'audace : cependant, ni l'un ni l'autre n'osa mettre la couronne sur sa tête ; & sous le règne de ces enfans, dont nous n'avons presque plus qu'à rappeler les noms, il fallut encore cinquante ans, pour que la Nation pût prévoir, sans s'indigner, une révolution

préparée avec tant d'art & de génie.

Tel a toujours été en France le respect & l'attachement des peuples pour le Sang de leurs Maîtres : la tyrannie & la foiblesse peuvent faire perdre à ceux-ci la confiance & l'estime ; mais pour leur ravir le sceptre, il ne suffit pas de l'ambition & des talens d'un rébelle ; il faut qu'ils descendent eux-mêmes de leur place, & qu'après des temps infinis on ose enfin s'y asseoir en tremblant. Il est des Nations chez lesquelles un Prince cruel a été chassé par un sujet aussi méchant que lui : alors, on a vu des Monarques, indignes de régner, se défendre du moins contre l'audace qui les attaquoit, & ensanglanter le Trône avant que d'en être précipités. En France, trois Maisons ont régné successivement : l'auguste Monarque, qui nous gouverne, est destiné à rendre immortelle la gloire de la troisième ; mais pour l'honneur de la Nation, dont il est le père, il se rappellera que le sceptre n'a point été arraché aux deux premières, il

leur est tombé des mains. Si les descendans de Clovis eussent eu ce courage de l'ame, qui caractérisa ce fondateur de la Monarchie, la postérité de Pépin ne se fût point assise à leur place; si les petits-fils de Charlemagne eussent eu, du moins, quelques-unes des qualités de ce grand-homme, une partie de l'Europe seroit peut-être encore aujourd'hui l'héritage de sa postérité.

Thierry III avoit laissé deux enfans en bas âge. Pépin fit proclamer Roi l'aîné, nommé Clovis III, & reçut, en son nom, le serment des Magistrats; sans doute il le lui prêta lui-même : le bas âge du Prince affermit encore l'autorité du Ministre absolu; mais quelque confiance qu'il eût dans l'attachement des Grands, il craignoit encore leur inconstance. Tant qu'il vécut, il les tint dans un mouvement continuel; il les occupa sur les frontières; il continua ses conquêtes : on attaqua successivement les Frisons & les Allemands. La guerre maintenoit parmi les François la subordination

& la discipline : le butin les consolait quelquefois de leur obéissance. On observe que la seule année où l'on ne se mit point en campagne fut l'année 713, qui précéda la mort du Maire du palais.

Clovis III mourut en bas âge. Childebert *An. 697.* III son cadet, fut mis à sa place, & porta le vain titre de Roi pendant seize ou dix-sept ans. Ce fut pendant ce temps-là que Pépin songea plus que jamais à assurer à sa famille sa fortune & ses dignités : il avoit employé ses plus belles années à rendre à la France la considération des Étrangers, & à corriger les désordres de l'intérieur. Après avoir achevé de gagner l'affection des peuples, il leur montra ses fils : il dispoit du nom du Monarque, il étoit le maître du plaid ; il lui fut donc aisé de faire son aîné Duc de Bourgogne, & de conférer au second l'Office de Maire du palais de Neustrie. Par-là, conservant le Gouvernement immédiat de l'Austrasie, il se crut assuré de toutes les parties de l'Empire françois.

Cette démarche annonçoit clairement les vues de Pépin. On craignit que la famille royale ne disparût pour jamais; elle excita la pitié; & l'ambitieux s'attira l'envie, dès qu'il parut occupé de ses avantages personnels. Drogon, l'aîné de ses fils, meurt; Grimoald, le second, lui succède dans le duché de Bourgogne : les inquiétudes naissent, les intrigues s'agitent en secret.

Childebert meurt; & Dagobert II son fils, encore enfant, est revêtu des ornemens royaux, & reçoit le stérile hommage des Grands.

Pépin, lui-même, tombe malade; on prévoit sa mort, & l'on veut perdre avec lui celui qu'il paroît avoir désigné pour son successeur. Grimoald est assassiné à Liège dans l'église de S.^t Lambert.

Déjà les Ducs & les Comtes formoient, en secret, des confédérations éventuelles, qui n'attendoient, pour éclater, que la mort ou l'infortune du Maire. Celui-ci, revenu de sa maladie, fait arrêter les assassins de son

son fils : le crime étoit avéré ; il n'avoit pas besoin d'employer , pour se venger , une autorité arbitraire : ils font jugés , & effrayent par leur supplice ceux qui eussent pu les imiter.

Il semble qu'alors Pépin veuille étonner les peuples par son audace ; pour cette fois seulement on le voit s'écarter de l'ordre que prescrivent la Nature & la raison ; il fait nommer son petit-fils, encore enfant , Maire du palais de Neustrie.

Cet acte d'autorité qui prouve à quel point il étoit alors le maître des suffrages des Grands & des Évêques , fut vraisemblablement nécessité par le moment. Il étoit prêt de mourir , & il sentoit qu'ayant eu le malheur de survivre à ses enfans , il laissoit perdre à sa Maison le fruit de ses longs travaux , s'il ne tentoit du moins cette voie extraordinaire.

Je supprime ici toutes les réflexions ; elles couperoient trop mon récit. Pépin meurt regretté de la Nation , au comble *An. 714.*

de la gloire que donnent les succès , & maître de la plus vaste Monarchie qui fût alors en Europe ; mais il meurt malheureux & inquiet ; il a perdu les appuis les plus chers de sa fortune , & ne fait encore s'il peut la regarder comme l'héritage de sa Maison.

A quel point l'audace fait triompher de la foiblesse , sur-tout lorsque la première a pour elle l'ombre de l'autorité légitime ! Dagobert II étoit sur le trône ; c'étoit en son nom que Theudoalde , fils de Grimoald & petit-fils de Pépin , avoit été investi du premier Office de la Monarchie. Ce choix fut respecté. Un enfant sous la tutelle de sa mère devient le premier Ministre d'un jeune Roi enfant lui-même : une administration si vicieuse ne pouvoit être durable. Qui fait cependant combien de temps elle eût pu subsister , si Plectrude , veuve de Grimoald , eût eu la prudence & les talens de son beau-père ?

Un jeune ambitieux inspiroit alors

une juste terreur à cette femme hardie : c'étoit Charles , fils naturel de Pépin , & né , avant son mariage , d'une concubine nommée Alpaide. Dans un temps où la violence décidoit de tout , il pouvoit tout attendre de son propre génie.

On ne craignoit pas qu'il rendît à la Maison royale l'exercice de ses droits ; mais on le jugeoit très-disposé à s'emparer seul du pouvoir dont son père avoit joui. Plectrude qui le connoissoit , commença par le faire arrêter au nom du Roi , & tant que dura sa prison , le jeune Theudoalde se trouva Duc d'Austrasie & Maire du palais de Neustrie & de Bourgogne.

Bientôt les Grands murmurèrent. Plectrude ne sut ni les ménager , ni les occuper : on découvrit quelques complots contre un gouvernement aussi irrégulier. La sévérité n'est utile que lorsqu'elle vient à l'appui de la plus évidente justice. On arrêta , on fit mourir quelques Conjurés ; par-là on en augmenta le nombre. La plupart des

Magistrats suprêmes de Neustrie, effrayés ou indignés se révoltèrent ouvertement. Plectrude fait venir une armée d'Austrasiens & met son fils à leur tête. La guerre civile s'allume, & une bataille sanglante se donne dans la forêt, qui est aujourd'hui celle de Compiègne. Les Austrasiens sont battus, l'enfant de Plectrude disparoît; & les Grands de Neustrie & de Bourgogne, assemblés à la hâte, nomment un nouveau Maire, nommé Rainfroy.

C'est dans ces circonstances que Charles se sauve de prison. La Magistrature d'Austrasie lui rend sa liberté, dès qu'elle sent qu'il peut être son appui contre Rainfroy. Il paroît au milieu d'elle; il est nommé son Chef, & prend, comme son père, le titre de Duc des Austrasiens, environ deux ans

An. 716. après la mort de celui-ci.

C'est alors que meurt le jeune Dagobert II; il ne laissoit qu'un fils au berceau. La France est en proie à ses tyrans; ils sont tous sous les armes: cependant ils sentent qu'il leur

faut un Roi, & que celui d'entr'eux qui pourra faire parler un descendant de Clovis aura pour lui le vœu des peuples. Rainfroy se rappelle un fils de Childéric II, caché, depuis la mort de son père, dans un Monastère où il avoit pris l'habit de Clerc; il va le chercher & le place sur le Trône. Quelle raison déterminâ le Maire & les Grands à le préférer au fils de Dagobert? Je développerai dans un moment mes conjectures à cet égard. Suivons l'ordre des faits.

Ce Prince avoit porté dans le cloître le nom de Daniel; en le couronnant, on lui fit prendre celui de Chilpéric II. Ce qui surprendra sans doute, c'est qu'il ne vécut point comme son prédécesseur, caché dans un Palais & sans aucune connoissance du gouvernement. Cette circonstance qui paroît d'abord rendre plus étonnant le choix de Rainfroy, peut dans la suite nous en expliquer les motifs.

Sous ce règne, la guerre continua plus

vivement que jamais. Charles, quoiqu'absolu en Austrasie, étoit alors dans la situation la plus inquiétante; il avoit contre lui le nom & toutes les troupes du Roi, les talens & la politique de Rainfroy. Tels étoient ses ennemis au couchant: au Nord & à l'Orient, il avoit les Frisons & leurs Alliés, que le Maire de Neustrie avoit soulevés contre l'héritier de Pépin leur vainqueur. Dans le sein même de l'Austrasie, il avoit encore contre lui le parti de Plectrude, qui, maîtresse de Cologne, où étoient les trésors de son beau-père, étoit de plus soutenue par plusieurs Grands, qui gênés par les projets de Charles, eussent mieux aimé avoir à leur tête un enfant qu'un guerrier.

Ce guerrier paroît d'abord céder, & se garde bien de commettre ses forces dans une action décisive; il se contente d'acquérir des partisans, & de fortifier la confédération dont il est le Chef; il recule sans se laisser entamer; & ne pouvant empêcher la jonction des François & des Frisons, il

les voit, avec quelque plaisir, ravager un pays dont ils doivent bientôt être chassés par la disette. Rainfroy s'avance jusqu'à Cologne que Plectrude refuse de lui livrer. Il ne peut l'y forcer; & après avoir reçu d'elle des sommes qui satisfirent du moins son avarice, il fait rentrer en France des troupes harcelées, fatiguées par des détachemens, toujours observées & suivies par un ennemi prudent & attentif. Enfin lorsque Charles se trouve assez heureusement posté pour être presque sûr du succès, il profite de la négligence des Chefs de l'armée Royale, & dans le combat d'Amblef, il donne à son parti la plus haute idée de ses talens; il consterne les Neustriens par son courage.

Cet avantage le met en état de porter la guerre jusque dans les États de Chilpéric II. Au printemps suivant il passe la forêt Charbonnière, & ravage le pays jusqu'à Cambrai: le Roi & le Maire s'avancent avec une armée supérieure, mais avec moins d'ordre & de discipline. Charles suit la méthode familière

aux rebelles; il demande justice; il offre de quitter les armes; il réclame toutes les dignités de Pépin, comme un héritage qui lui est assuré par la loi. Sur le refus, la bataille se donne auprès de Vincy : elle fut meurtrière; mais Charles y eut tout l'avantage, & sa victoire, après laquelle les Neufstriens se retirent jusqu'à Paris, le laisse le maître d'assiéger Cologne. Plectrude est obligée de lui livrer cette Capitale de l'ancien pays des Ripuaires, & c'est-là qu'il se fait une seconde fois proclamer duc d'Austrasie.

Il sentit bientôt qu'il lui seroit très-difficile d'accoutumer les Peuples à se passer d'un Roi; ce nom si cher réunissoit les vœux & faisoit taire les intérêts particuliers. On pouvoit tout contester au Maire; & les Grands ne se soumettoient à lui qu'à proportion de ce qu'il savoit, ou les lier à sa puissance par des grâces, ou flatter leur ambition par des espérances. Voyoient-ils un Prince de la Maison royale? ils recon-

noissoient leur maître ; c'étoit à lui qu'ils prêtoient serment , & de ce moment il n'avoient plus rien à refuser à son Ministre.

Tels furent les motifs qui déterminèrent Charles à montrer aux Peuples un jeune Prince du Sang royal, nommé Clotaire IV. Il lui fait prendre le titre de Roi d'Austrasie & règne sous son nom.

Chilpéric & Rainfroy, aidés de l'armée des Frisons, n'avoient pu vaincre les Austrasiens ; il fallut se procurer de nouveaux secours : on alla les chercher au midi de la France ; & pour arrêter Charles on eut recours aux Gascons. Ces Peuples, tant de fois soumis par les armes de nos Rois, étoient du nombre de ceux qui avoient eu autrefois des Ducs héréditaires du sang de leurs anciens Chefs. Le Prince qui les gouvernoit alors étoit de celui de Clovis. C'étoit Eudes, petit-fils de Charibert & fils de Boggis, à qui l'on prétend que Dagobert son oncle, avoit accordé autrefois le titre de Duc d'Aquitaine : quoi qu'il en

soit, Eudes avoit profité des troubles de la Maison royale & des désordres du Gouvernement, pour étendre sa domination jusqu'à la Loire. Rainfroy traita avec lui; on lui promit de reconnoître l'hérédité de son titre & de lui confirmer la possession de tout le territoire qu'il s'étoit soumis, s'il vouloit joindre ses troupes aguerries & disciplinées, à l'armée des François, si affoiblie & si découragée par ses défaites.

C'est dans cette occasion, que Charles développe toutes les ressources de son actif & infatigable génie. Il apprend qu'Eudes traverse la France; & à la tête des Austrasiens, il s'avance entre Reims & Soissons. Ce fut là qu'il rencontra les armées combinées; il les battit & les poursuivit jusqu'à la rivière de Seine. Chilpéric ne se croit pas en sûreté dans Paris, il suit le duc d'Aquitaine au-delà de la Loire.

Cet Allié, qui pouvoit avoir lui-même des prétentions au Trône, étoit trop ambitieux pour être fidèle; il n'y avoit plus

rien à gagner à demeurer attaché à la Maison royale ; en traitant avec Charles il pouvoit se rendre indépendant : il le fit, & allégua la crainte de voir son Duché mis à feu & à sang. Chilpéric fut livré au duc d'Austrasie, qui le reçut avec tout le respect dû à son Souverain : bientôt il se fait nommer Maire du palais de Neustrie & de Bourgogne, & continue la guerre contre Rainfroy. Celui-ci, assiégé dans Angers, est forcé de rendre la Ville ; & pour dédommagement de la dignité qu'il a perdue, Charles lui accorde, au nom de Chilpéric, l'investiture du Comté de cette Ville.

Que devient alors ce jeune Clotaire IV, ce simulacre de Roi que Charles avoit montré à l'Austrasie ? Les uns croient qu'il le fit disparaître, dès qu'il n'eut plus besoin de son nom ; les autres pensent qu'il continua d'être regardé comme Souverain d'Austrasie & ne mourut que quelque temps avant Chilpéric ; ce qu'il y a de sûr, c'est que Charles resta le maître de toute la France,

& que sous le nom de duc d'Austrasie & de Maire du palais de Neustrie & de Bourgogne, il gouverna comme Pépin son père, en grand-homme, en bon Prince, mais en Général d'Armée.

Tout étoit en paix autour de lui, lorsque Chilpéric mourut à Noyon. Charles aussitôt après, place sur le Trône un enfant de sept
An. 720. à huit ans; c'étoit le jeune Thierry III, fils de Dagobert II. On le nomma Thierry de Chelles, parce que depuis la mort de son père, il avoit toujours été élevé dans cette Maison.

L'autorité de Charles n'étoit point appuyée sur les Loix de la Monarchie; elle tendoit, au contraire, à en altérer la constitution. Elle ne pouvoit donc se soutenir par elle-même; elle étoit le prix de la victoire & le pouvoir d'un Conquérant.

De-là deux effets nécessaires: 1.^o les grands Magistrats du Royaume, qui ne voyoient en lui qu'un Vainqueur, se regardoient tous comme ayant à-peu-près les

mêmes droits que lui. Leurs suffrages lui avoient conféré la Mairie; sous ce titre il n'étoit que leur Chef, ils pouvoient un jour l'en dépouiller; & en attendant, il n'avoit pour lui que le droit du plus fort. Mais ce droit, en enchaînant le Prince lui-même, diminueoit insensiblement le respect & l'affection que l'on avoit pour le sang de Clovis. Le nom de son héritier n'étoit plus qu'un mot de ralliement, dont tout Général d'armée pouvoit un jour faire usage comme lui, en attendant qu'il pussent tous s'en passer.

2.^o Charles qui connoissoit également, & la foiblesse de ses titres, & les dispositions de tous ceux qui avoient les troupes sous leurs ordres immédiats, sentoît à merveille qu'il ne pouvoit perpétuer son autorité, s'il n'avoit toujours les armes à la main, & s'il ne réunissoit, par un intérêt commun, cette multitude d'ambitieux auxquels il ne falloit pas laisser le temps de se liguier contre lui.

Il commença par réduire les Nations

Germaniques, qui, jusque-là avoient tant inquiété les frontières d'Austrasie, après avoir secoué le joug de la France. La première guerre qu'il fit fut contre les Saxons; les Frisons, les Thuringiens, les Allemands furent ensuite soumis; mais ce n'étoit pas assez de les vaincre, il vouloit encore les attacher au Gouvernement François, & pour cela leur donner des mœurs. Ce fut dans cette vue, que Charles s'occupa du soin de faire prêcher la Religion chrétienne chez tous ses Peuples livrés aux superstitions de l'Idolâtrie. Grégoire II, qui étoit alors assis sur le Siége de S.^t Pierre, seconda les sages projets du Maire. On le voit par les lettres que celui-ci reçut du Pontife; elles prouvent que ce fut par un heureux effet du concert qui régna toujours entr'eux, que l'évêque Boniface fut envoyé aux Thuringiens, tandis que S.^t Willebrod & S.^t Hubert, Évêque de Mastreich instruisoient les Frisons, le Brabant & le pays de Liège.

Ces guerres qui firent respecter la France & placèrent Charles à la tête des plus grands Capitaines qui fussent alors connus, l'occupèrent pendant les dix premières années du règne de Thierry. Un ennemi plus à craindre le rapela ensuite dans le cœur du Royaume. L'imprudence que l'on avoit eue de flatter l'ambition du duc d'Aquitaine, pensa perdre la France.

Eudes voyant Charles occupé sur les frontières d'Austrasie, crut que l'occasion étoit favorable pour s'étendre encore : il voyoit expirer l'autorité de la branche régnante, il avoit lui-même des droits à l'héritage de Clovis; il entreprit de les faire valoir, mit de nombreuses armées en campagne, & menaça de passer la Loire. Il ne connoissoit pas l'incroyable activité du Général auquel il avoit à faire.

En très-peu de temps Charles traverse les vastes provinces qui le séparoient de l'Aquitaine. Ses ordres sont donnés partout : les troupes l'attendent à son passage.

Si Eudes eût été vainqueur, il eût été regardé comme le libérateur de la France & le vengeur de sa propre Maison. Il perdit deux batailles & fut un rébelle.

An. 731. Forcé de recevoir la loi du Vainqueur, mais plus que jamais irrité & jaloux, il négocie avec les Maures. Je dirai dans un moment comment, à cette époque, ils se trouvoient maîtres de l'Espagne, & comment le crime du dernier des Rois Visigots avoit livré aux ennemis du nom Chrétien cette belle partie de l'Europe. Il y avoit en-deçà des Pyrénées, quelques Villes des Gaules qui avoient toujours appartenu à la monarchie d'Espagne. Les Sarrafins s'en étoient emparés, & depuis quelque temps Eudes se trouvoit importuné de trop près par ces redoutables voisins; se voyant trop foible pour leur résister, il avoit traité avec eux; & il s'étoit cru sûr de leur foi lorsqu'il avoit entrepris la guerre contre Charles. Ses défaites l'avoient persuadé qu'il ne pourroit terrasser en France celui

celui qu'il regardoit comme l'ennemi de sa Maison, s'il ne faisoit espérer à ces Infidèles quelques établissemens considérables en-deçà des Pyrénées. Il avoit marié sa fille avec un Maure, Gouverneur de Cerdagne : par son moyen il se lia, dit-on, avec Abdérame, Général suprême de tous les Sarrafins établis en Espagne. Quel étoit son projet ? Croira-t-on qu'il voulût livrer la France à une Puissance qui l'eût écrasé lui-même dans la suite ? Non, mais comme il n'étoit pas de bonne foi, il pensa être victime de ses intrigues. Son gendre & Abdérame se brouillèrent. Le premier fut tué dans une déroute. L'armée des Sarrafins, qui avoit enlevé au gendre la Cerdagne, vint ensuite fondre sur les États du beau-père, qui, alors, fut obligé d'appeler à son secours ce même Charles, contre lequel il avoit voulu exciter ce terrible orage.

Charles voyoit venir le torrent & songeoit à l'arrêter. Il avoit assemblé la plus nombreuse armée qui eût paru depuis long-temps. Elle

étoit composée, non-seulement des Troupes répandues dans les Provinces en - deçà du Rhin; mais encore de tous les peuples Germaniques, qui, dans cette occasion, se réunirent pour l'intérêt commun. Tout plioit devant Abdérame; la Provence, la Bourgogne, la Saintonge, le Périgord, la Touraine, le Poitou étoient déjà la proie des Maures. Les Villes situées sur les bords du Rhin & de la Saône fumoient de l'incendie des églises, lorsqu'entre Tours & Poitiers, Charles rencontra cette armée formidable, qui surpassoit la sienne pour le nombre, & ne lui cédoit en rien pour la valeur.

La bataille qui se donna entre ces deux Généraux, les plus célèbres de l'Europe, a été le texte que tous nos Romanciers ont ensuite commenté. Rien n'égale leurs descriptions pompeuses de cette action décisive, dans laquelle Charles fut véritablement le Sauveur de la Monarchie.

An. 732. Si on en croit les Historiens qui, sous

Charlemagne; recueillirent les monumens de la gloire de sa Maison, Abdérame perdit dans cette bataille trois cents soixante & quinze mille hommes, & il n'en coûta que quinze mille à la France. J'ai déjà prévenu mes Lecteurs contre ces exagérations. Les mêmes Auteurs, en effet, conviennent que les Sarrafins trompèrent les François, & trouvèrent le moyen de leur dérober leur retraite, en abandonnant au pillage leur camp & tous leurs équipages. Ce qu'il y a de sûr, c'est que cette victoire & les succès rapides dont elle fut suivie, forcèrent les Sarrafins de repasser les Pyrénées; Charles, que l'on trouve alors pour la première fois nommé Martel, y acquit une gloire qui ne contribua pas peu dans la suite à porter son fils sur le trône.

Pour profiter de ce grand avantage, il parcourt ensuite en maître le Royaume de Bourgogne & toutes les frontières, dont les Comtes, trop voisins ou des Sarrafins ou des Lombards, pouvoient, à l'exemple du

duc d'Aquitaine, s'aider de leurs secours pour se rendre presqu'indépendans. Quelques-uns furent destitués & remplacés; Charles parloit au nom du Roi & dispoisoit de son sceau; il avoit de plus la force en main; mais fidèle à son plan, qui étoit de substituer ses enfans à ces Princes que les peuples oublioient de plus en plus, il eut soin de ne conférer les offices & les dignités qu'à ses amis & à ses créatures. Il vouloit la conservation de la Monarchie, mais il travailloit alors très-efficacement à la ruine du Monarque.

Constant dans ce projet, & pendant qu'il est occupé à contenir les Frisons, il apprend la mort de ce duc d'Aquitaine, dont il avoit arraché les Provinces à l'avidité des Maures. Il y vole avec une armée, assiége Bordeaux, le prend, soumet toute l'Aquitaine; & maître du Pays, il le rend, comme sa propre conquête, à Hunalde, fils d'Eudes, & exige de lui, non le serment de fidélité que devoient au Roi les Ma-

gistrats suprêmes des Provinces, mais celui qui attachoit le nouveau Duc à sa propre personne & à ses deux fils Pépin & Carloman. C'étoit bien s'annoncer comme le maître de la Monarchie; c'étoit, sous prétexte de conquête, dénaturer le titre qui soumettoit l'Aquitaine à la domination de nos Rois.

Thierry, absolument hors d'état de ré- *An. 735.*
parer ou de venger cet affront, meurt après avoir traîné pendant dix-sept ans le nom de Roi. Alors Martel ose essayer jusqu'où la Nation aura porté l'oubli du Sang royal. Il ne prend point le titre de Monarque; mais sous celui de duc des François, il continue d'en faire toutes les fonctions, signalant toutes les années de son Gouvernement par quelque expédition mémorable, caressant, occupant, dominant les François, satisfaisant leur vanité par la gloire du succès, & leur avidité par les richesses qu'il distribue, par les dignités dont il dispose. La mort du Roi ne suspendit pas seulement la campagne
C iij

ouverte contre les Frisons. Martel acheva de les soumettre, tua de sa main leur Chef, & réunit leur pays à l'empire François. Il paroît que cette Nation perdit alors le droit d'avoir, comme les Saxons, les Bavares & les Bretons, des Magistrats suprêmes héréditaires, nés dans son sein.

Telles furent les occupations de Martel, pendant les quatre années qu'il survécut au Roi. Il ne quitta presque jamais les armes. Des frontières de la Saxe, il voloît aux pieds des Alpes & des Pyrénées. Maître des troupes, dont les Chefs lui étoient vendus; allié des Lombards, dont les secours lui étoient utiles contre les Sarrazins, tantôt il réprimoit les révoltes des Provinces, tantôt il repouffoit l'ennemi des frontières, employant tantôt l'argent du Fisc, & tantôt les domaines des Églises pour se faire des créations; mais ne paroissant jamais dans une contrée, qu'en faisant marcher devant lui le bruit des victoires qu'il avoit remportées dans une autre. C'est ainsi qu'après avoir

subjugué les Saxons qu'il soumit au même tribut dont Dagobert I.^{er} les avoit déchargés, il vient reprendre Avignon sur les rebelles de Provence, & en imposer, par sa présence, aux Sarrafins qu'il avoit battus près de Narbonne, avant que d'aller triompher en Saxe.

L'année 740 fut la seule où il put se *An. 740.* reposer sur ses lauriers. Tout étoit soumis, depuis la Germanie jusqu'aux Pyrénées; & le duc de France ne s'occupa plus qu'à régler l'intérieur du Royaume, & à réparer les désordres que la guerre avoit occasionnés. Tel étoit le grand objet qu'il se proposoit, lorsque la querelle des Empereurs & des Papes vint lui offrir une nouvelle carrière, & frayer à sa Maison le chemin du Trône qu'il n'avoit jamais perdu de vue. Jusqu'ici nous n'avons vu dans Charles-Martel que l'un des plus grands Guerriers de l'Europe, découvrons maintenant tous les ressorts de sa politique; & pour mieux développer son plan, reprenons les choses de plus haut.

J'ai déjà parlé, dans mon troisième Discours, des disputes aussi insensées que dangereuses, qui divisoient la cour de Constantinople. De vaines spéculations y occupoient les Moines, les femmes, les Grands, l'Empereur lui-même : les Princes, s'ils étoient religieux, se croyoient obligés de protéger toutes les opinions des Ecclésiastiques auxquels ils avoient confiance : au lieu de s'en rapporter à l'Eglise sur les dogmes, ils se faisoient gloire d'étudier eux-mêmes la Théologie ; & cette curiosité stérile, nourrie par des Sophistes, & flattée par des ambitieux, qui venoient ainsi à bout de s'emparer de l'esprit de l'Empereur, le portoit souvent à favoriser de tout son pouvoir des erreurs condamnées par l'Eglise.

Léon l'Isaurien, assis alors sur le trône des Grecs, proscrivit le culte des images. Il fit plus, il voulut & briser toutes les statues, & effacer tous les tableaux qui ornoient les Eglises. Cet ordre, digne d'un Thrace,

fut exécuté à Constantinople, où cependant il occasionna de grands soulèvemens; mais il fut méprisé en Italie, où le Pape Grégoire II assembla des Conciles, écrivit à l'Empereur pour l'engager à rétracter son Édit, & autorisa, par ses instructions, non la révolte contre une Puissance légitime; mais la désobéissance à une loi que les Chrétiens ne pouvoient se dispenser de rejeter. L'armée se mutina à Ravenne & dans le pays de Venise: elle voulut proclamer un autre Empereur. Le Pape lui-même s'y opposa, & apprit aux peuples à concilier tous leurs devoirs.

Luitprand, roi des Lombards, plus ambitieux que le Pontife, songeoit sérieusement à profiter du mécontentement général pour enlever aux Empereurs les États qui leur restoit encore en Italie; il commença par se présenter devant Ravenne avec une armée, & y fut reçu.

L'Empereur attribuoit au Pape, & les soulèvemens d'Italie, & les succès des

Lombards. Il tonnoit contre Grégoire , menaçoit de le punir comme un Sujet rébelle, & donnoit à l'Exarque les ordres les plus positifs de se rendre maître de sa personne.

A ne considérer que les intérêts temporels des Papes, il leur étoit bien plus avantageux de ne reconnoître pour Souverains que les Empereurs. Cette cour de Constantinople, trop éloignée pour être fort à craindre, trop pressée en Italie par des puissances rivales, pour y exercer une autorité absolue sur les propres Sujets, laissoit le Pontife jouir, dans cette Capitale du Monde Chrétien, de toute la considération & de tout le crédit attachés à ce Ministère de paix qu'il exerçoit comme Pasteur. Rome s'embarassoit peu des ordres qui venoient du Bosphore; son Sénat y étoit à la tête du Gouvernement municipal. Le Peuple étoit presque le maître, & l'Eglise gouvernoit le Peuple. Les Lombards établis en Italie étoient pour la liberté du Saint-

Siège une puissance beaucoup plus redoutable. Ainsi dans ces temps de troubles, si le devoir du Pape étoit de résister à l'Empereur qui attaquoit & les dogmes & le culte de l'Église, son intérêt n'étoit pas de se mettre sous la protection des Lombards & de les rendre trop puissans.

Luitprand de son côté, maître de Ravenne, avoit encore des vues sur Rome. Il craignoit le Pape, & il vouloit le gagner. Ce fut pour cette raison que lorsque l'Exarque reçut des ordres de le faire arrêter, le roi des Lombards déclara hautement qu'il prendroit sa défense; déjà il se préparoit à effectuer ses promesses, lorsqu'il apprit qu'une flotte envoyée par l'Empereur, & qui devoit débarquer en Italie les troupes destinées à s'emparer de Rome, avoit été battue & dispersée par la tempête. Grégoire II venoit de mourir; mais Grégoire III son successeur, prit les mêmes mesures que lui & se conduisit par les mêmes principes.

Il sentit que les services que Luit-

prand vouloit rendre à l'église Romaine étoient ambitieux & intéressés. Il n'espéroit point de se réconcilier avec l'Empereur qui continuoit de persécuter les Catholiques; il vouloit se faire un Protecteur dont il n'eût rien à craindre , & il écrivit à Charles-Martel.

Il paroît, par sa lettre, que l'ennemi contre lequel il avoit le plus besoin de secours, étoit le roi des Lombards. Ce Prince alors étoit hautement déclaré contre le Pape , qui avoit reçu dans Rome les ducs de Spolette & de Bénévent auxquels il faisoit la guerre. Charles ne crut pas dans ce moment devoir se mêler des affaires d'Italie. Les Lombards étoient ses alliés naturels contre les Sarrafins; il eût été contre ses intérêts de se priver d'un secours si nécessaire. Cependant il ne voulut pas que le Pape perdît l'espérance de celui qu'il avoit demandé. Son refus ne fut pas absolu. Il sentoît bien que, dans l'état où étoit alors l'église de Rome , tôt ou tard elle auroit recours à lui; & dès-lors il prévoyoit

l'usage qu'il pourroit faire un jour de l'autorité du Saint-Siége. Telle étoit alors la considération qu'il avoit acquise par la sagesse de ses médiations & la continuité de ses bienfaits, que ses décisions étoient regardées comme des loix par les Princes & les Peuples qui n'en avoient que d'imparfaites. En différant de secourir Rome, Charles eut soin de laisser entrevoir au Pontife que nulle autre Puissance ne pouvoit le faire aussi efficacement que lui.

L'année suivante, Grégoire III ne se contenta pas d'une lettre, il envoya des Négociateurs; il avoit sans doute été secrètement instruit des motifs & de la politique de Charles. Pour cette fois il ne parla point des Lombards, mais beaucoup de l'Empereur, de son injuste domination, de la persécution qu'il exerçoit contre les Catholiques. Ici le Pape commence à s'écarter un peu des devoirs de Pasteur, toujours conciliables avec ceux de Sujet. Ses Ministres, qui portoient avec eux les clefs du tombeau de S.^t Pierre &

quelques anneaux des chaînes des Apôtres, offrent au Chef de la Nation françoise (a) la suprême puissance dans Rome avec le titre de Consul; & promettent, s'il l'accepte, que le peuple Romain se soustraira à la domination de l'Empereur Grec.

Flatté de ces propositions, Charles promet d'envoyer en Italie des Députés en état de traiter cette grande affaire; on avoit peut-être intérêt d'en faire un mystère aux Grands; ce furent deux Moines qui en furent chargés. Grimon, abbé de Corbie, & Sigebert, moine de S.^t Denys, furent destinés à faire le voyage de Rome; mais la mort des trois Princes qui étoient intéressés à cette importante négociation la suspendit. La même année 741, vit périr l'Empereur, le duc des François & le Pape.

Arrêtons-nous sur les derniers momens de Charles-Martel; ils ont trop influé sur

(a) La lettre du Pape donne à Martel le titre de *Subregulus*, que l'on peut traduire par *Vice-Roi*.

le sort de la Monarchie pour nous être indifférens.

Il étoit déjà frappé de la maladie dont il mourut, lorsque de Chiersi-sur-Oise, où il faisoit sa résidence, il convoque à Verberie une assemblée des Grands, & leur propose de partager l'État entre ses enfans. Il y avoit encore des Princes de la Maison royale, en fut-il fait mention dans ce plaid ? Je suis tenté de le croire, lorsque je vois le fils de Charles en placer un sur le Trône, & lorsque je fais réflexion que les François ne firent point un Roi ; mais se contentèrent de nommer deux Maires du palais.

Si cela est, je ne suis plus surpris de voir la proposition de Charles acceptée sans la moindre difficulté. Depuis long-temps les Évêques & les Magistrats étoient en possession de nommer les Maires, & ce choix étoit sur-tout regardé comme leur appartenant, lorsque le véritable Souverain, ou n'avoit point encore été proclamé, ou étoit par son âge hors d'état de gouverner. Charles

ne demanda pour ses fils, que la Magistrature suprême. Il connoissoit leur caractère, les dispositions des Grands, l'état de la Famille royale, les circonstances des temps; il faisoit tout pour sa famille, s'il lui assuroit le pouvoir, sous quelque titre que ce fût.

Il avoit eu deux femmes : la première, nommée Crotrude, lui avoit donné Carloman & Pépin; Sonnéchilde, la seconde, nièce d'Odilon, duc de Bavière, n'avoit eu qu'un fils nommé Gripon. Carloman eut l'Austrasie & la France germanique; la Neustrie & la Bourgogne furent le partage de Pépin. Pourquoi le troisième n'eut-il aucune part aux dignités de son père? On a cru que Sonnéchilde sa mère étoit entrée dans une conspiration contre Charles, & qu'en punition de ce crime, Gripon avoit été exclu de la succession paternelle. On s'est trompé. Ce n'étoit point une succession à partager. Le titre de Carloman & de Pépin étoit le choix des Chefs de la Nation; & nous allons voir que les François
ne

ne regardèrent nullement la volonté de Charles, comme donnant un droit suffisant à ses fils.

En effet, comme il y avoit des Grands qui n'avoient point assisté à cette assemblée, & que sur-tout ceux de Bourgogne n'avoient pu s'y rendre, Charles crut devoir mettre son fils Pépin à la tête d'une armée, & l'envoyer dans cette Province pour s'y faire reconnoître; il prévoyoit de la résistance, & se croyoit obligé d'employer la force.

Pendant ce voyage, dans lequel Pépin fut accompagné par le duc Childebrand son oncle, Charles songea à consoler Gripon de ce qu'il avoit été oublié dans le partage. Il lui fit donc, de sa propre autorité, une espèce d'apanage, composé de quelques villes qu'il démembra des territoires d'Austrasie, de Neustrie & de Bourgogne; mais cet arrangement, qui n'étoit point l'ouvrage des Grands, fut regardé comme nul par ceux-ci & par les deux Princes, après la mort de Charles. Gripon ayant voulu défendre,

par les armes, les dernières volontés de son père, fut assiégé avec sa mère dans la ville de Laon; & obligés l'un & l'autre de se rendre à discrétion, ils furent enfermés, le fils dans un château des Ardennes, nommé Neufchâtel, la mère dans le monastère de Chelles.

La mort de Martel eût jeté le trouble dans toute la France, & précipité la Nation dans tous les désordres de l'anarchie, si ses deux fils, & Pépin sur-tout, n'eussent été eux-mêmes dignes d'achever l'ouvrage commencé par leur père, & capables, en attendant, d'étonner la licence des Magistrats, & l'indocilité des Peuples. La politique des deux frères fut d'être invariablement unis, & de se prêter sans cesse les secours réciproques de leurs conseils & de leurs armées.

An. 742. La première année de leur gouvernement fut employée toute entière à réprimer les troubles qui, à chaque changement de Maîtres, s'élevoient dans les Provinces frontières, dont les Ducs ne pouvoient

s'accoutumer à la dépendance. Celui d'Aquitaine, cet Hunalde qu'ils regardoient comme tenant tout de leur père, fut le premier qui voulut briser les nœuds par lesquels Charles avoit cru le lier. Ce que l'on nomma sa révolte ne fut pas de longue durée. Les deux Maires marchèrent contre lui, défirent, les unes après les autres, toutes les troupes qu'il leur opposa; & reçurent de lui ce serment déjà prêté à leur Maison entre les mains de Charles.

Ce fut pendant cette expédition, que s'étant arrêtés dans une ville nommée le vieux-Poitiers, ils fixèrent tranquillement entr'eux les limites de leurs départemens respectifs. Un règlement qui, sous les Rois, eût été la cause d'une guerre civile, fut entre les deux Maires l'ouvrage d'une journée. Après la réduction de l'Aquitaine, Carloman part pour l'Austrasie, passe le Rhin, s'avance jusque sur les bords du Danube, & fait jurer aux Allemands l'obéissance qu'ils avoient promise à son père.

Tout étoit tranquille au-dehors, & déjà les deux Ducs ne s'occupoient plus que du réglemeut de l'intérieur, lorsqu'ils crurent devoir mettre entre leur pouvoir & la licence des Peuples, le seul rempart que ceux-ci fussent accoutumés à respecter. Depuis longtemps les Austrasiens se passoient, non peut-être du titre, mais de la personne du Roi; le Souverain étoit trop loin d'eux. Lors même que le trône étoit rempli, leur Maire étoit seul à la tête du plaïd général; à peine s'étoient-ils aperçus de l'interrègne.

Il avoit été plus sensible aux Neustriens, qui avoient toujours vu au milieu d'eux un descendant de Clovis, recevoir les honneurs du sceptre. Dès que l'on fut en repos, dès que les délibérations des plaïds furent substituées au mouvement & au tumulte des camps, Pépin n'osa se placer à la tête des Grands, s'il ne se présentoit à eux comme le représentant de leur légitime Maître.

Il connoissoit leurs dispositions, & les avoit sans doute aperçues dans l'assemblée

qui lui avoit conféré la dignité de Maire. On avoit élu des Maires parce qu'il n'étoit pas permis d'élire un Roi : mais le droit de celui-ci subsistoit ; & comme ce n'étoient pas les Grands qui lui conféroient le pouvoir, il suffisoit de le montrer aux Peuples , & de ce moment tout le monde se rangeoit autour de lui & lui juroit fidélité. Voilà le parti que prit Pépin : il alla chercher le jeune Childéric, fils de Thierry-de-Chelles. Ce Prince, que Charles-Martel avoit fait élever dans l'obscurité, fut proclamé Roi ; le Maire, avant tous, lui prêta serment, & reçut, au nom de ce nouveau Monarque, ceux de toute la Magistrature immédiate.

Cette proclamation ne changea rien dans l'administration. On mit le nom de Childéric en tête des chartes, & tout se fit, comme auparavant, par l'ordre des Maires.

Quelques-uns ont cru que Carloman s'étoit même passé du nom du Roi. On en rapporte comme une preuve, l'Ordonnance qui fut le résultat d'un plaïd auquel on a

donné le nom de Concile, & qui fut tenu dans le palais des Estines.

Voici les termes dans lesquels le duc d'Austrasie y annonce ses droits & son autorité. « Au nom de N. S. J. C. Moi » Carloman, Duc & Prince des François, » l'année 742, depuis l'Incarnation du » Seigneur, le 11.^e avant les Calendes » de Mai, avec le conseil des Serviteurs de » Dieu & des Grands; j'ai assemblé les Évêques qui sont dans mon État. »

Mais d'un côté il est probable que Childéric n'étoit point encore sur le Trône quand cette Assemblée se tint (*c*); d'un autre côté, tout Magistrat, quoique revêtu d'une autorité dont le titre appartenoit au Roi, prononçoit en son propre nom : un Duc appeloit *son État* le département dans lequel il exerçoit le pouvoir suprême; il y donnoit des ordres

(*c*) Elle est du 19 Avril 742; & ce n'est que dans la même année, ayant commencé à Pâques (1.^{er} Avril), que nos Historiens placent la proclamation de Childéric.

pour la convocation des plaids, & tout ce que l'assemblée arrêtoit, il l'ordonnoit ensuite (*d*). Il ne résulte donc nullement des actes de ce plaid que le duc même d'Austrasie, lorsque Childéric eût été placé sur le Trône (*e*), se soit regardé comme un Souverain absolu & indépendant.

Une des loix les plus remarquables qui furent faites dans ce plaid de 742, fut celle qui concerne la restitution des biens ecclésiastiques, dont Charles-Martel avoit fait des récompenses militaires. Pour différer cette restitution entière, on allègue le prétexte de la guerre d'Aquitaine qui duroit encore;

(*d*) C'est par une suite de cet usage, que tout ce qui nous reste de l'ancienne Magistrature prononce encore en son nom; les Baillis & Sénéchaux, le Prévôt de Paris, les Seigneurs haut-Justiciers, mettent leur nom aux Sentences des Tribunaux, quoiqu'autrefois ils n'aient exercé le pouvoir que comme simples Officiers du Prince.

(*e*) Thierry-de-Chelles, père de Childéric, avoit été reconnu Roi, aussi-bien en Austrasie qu'en Neustrie. Voyez la Dissertation de M. de Foncemagne, *Mém. de l'Académie des Belles-Lettres*, t. VI, p. 723.

mais il est ordonné que tous les possesseurs des fonds enlevés aux Églises & aux Monastères seront tenus de reconnoître leur domaine direct, ne se regarderont plus que comme de simples usufruitiers, & payeront jusqu'à leur mort, une redevance annuelle pour chaque domaine. Cette rente ne doit durer que jusqu'à la mort du détenteur, dont les héritiers doivent alors restituer à l'Église ses fonds dans toute leur intégrité. Il faut convenir cependant que Carloman réserve à la Souveraineté le droit, ou plutôt le pouvoir d'éluder cette promesse. Il ne déclare l'autorité liée que dans le cas où les besoins de l'État auroient eux-mêmes cessé; s'ils durent encore, non-seulement il veut que l'on laisse subsister ces possessions bénéficiaires, mais il s'attribue le droit d'en créer encore de nouvelles. Telle est l'origine des plus anciennes redevances que les Églises aient perçues sur les fonds (f).

(f) Voyez dans les Discours suivans les dispositions des Capitulaires de Compiègne.

C'étoient des rentes foncières, prix des aliénations forcées auxquelles on les obligea; & ces aliénations elles-mêmes furent le prix qui servit aux Maires du palais, pour acheter les services & la condescendance de tous les Grands du royaume.

La mention que l'on fait ici de la guerre d'Aquitaine, prouve l'union des deux frères. L'Aquitaine n'étoit point étrangère à Carloman, & Pépin se regarda comme l'ennemi des Bavarois, dès que ceux-ci eurent pris les armes contre les *Austrasiens*.

Le pouvoir des Maires, s'il étoit soutenu dans l'intérieur du Royaume par tous les Grands dont ils avoient fait la fortune, commençoit à alarmer ces Princes qui aux extrémités de l'empire François, ne pouvoient partager les bienfaits, & se voyoient sur le point de partager la dépendance. Hunalde, duc d'Aquitaine, n'avoit point oublié qu'il étoit l'un des Princes de ce Sang que l'on avilissoit tous les jours. Odilon,

duc de Bavière, étoit irrité de ce que Gripon neveu de sa nièce, loin d'avoir aucune part aux dignités de son père, avoit été au contraire persécuté & enfermé. Il s'étoit lié avec Sonnéchilde veuve de Charles; & malgré la résistance des ducs François, il avoit épousé une de leurs sœurs du second lit. Déjà une ligue puissante menace les deux Maires, & paroît d'autant plus formidable, que les Princes qui l'ont formée peuvent attaquer la France par quatre frontières. Hunalde, duc d'Aquitaine; Odilon, duc de Bavière; Théodebalde, duc des Allemands; & Théodoric, duc des Saxons, se sont encore fortifiés par le secours des Esclavons. Tous croient avoir autant de droits à la suprême puissance dans leur pays que Carloman dans le sien. Tous déclarent la guerre à la fois, & Odilon s'avance sur les bords de la rivière de Lech, entre la Souabe & la Bavière.

Les ducs des François ont connu ses vues, & ont marché pour le prévenir. Ils

trompent la vigilance, passent la rivière, le combat s'engage, Odilon est battu; & les deux Princes confédérés qu'il avoit avec lui sont bientôt obligés de repasser dans leurs Pays pour les défendre contre l'attaque des Vainqueurs. Dejà ceux-ci maîtres de la Bavière marchent pour punir les Saxons, & la ligue devient moins redoutable. Pépin laisse à Carloman le soin de réprimer les nations Germaniques, rentre lui-même en France & va repousser le duc d'Aquitaine qui ravageoit les Provinces situées entre la Loire & Paris. Chartres avoit été brûlé, & tout fuyoit devant Hunalde; celui-ci, dès qu'il apprend le retour de Pépin qui s'avance à la tête d'une armée, repasse la Loire & va prendre ses quartiers. Les François ne croient pas devoir le poursuivre, il leur suffit cette année de l'avoir arrêté.

La guerre continua pendant les deux
suivantes avec des succès qui répondirent
aux talens & à l'activité des deux Maires.
Saxons, Allemands, Bavarois, Aquitains,

*An. 744
& 745.*

tout fut réduit ; Pépin & Carloman firent plus que les Rois n'avoient fait jusque-là : ils assurèrent la souveraineté de la France sur des Provinces qui n'avoient jamais été qu'imparfaitement soumises : car il faut avouer qu'une partie de l'empire de Charlemagne lui fut acquise par les conquêtes de son père & de son aïeul.

Ce fut immédiatement après ces succès ; qu'au grand étonnement de l'Europe , l'un de ces deux Princes abdiqua le pouvoir. Carloman , égal à son frère par le génie , la valeur & les talens , crut que les embarras & les fonctions de sa dignité étoient incompatibles avec le soin de son salut. Il prend la résolution de renoncer au monde & de se consacrer à la retraite du cloître. Il remet à Pépin le gouvernement de l'Austrasie & part pour Rome avec un cortège digne de sa naissance & de son titre. Là , il reçoit du Pape , qu'il comble de présens , la tonsure & l'habit ecclésiastique. Fondateur d'un Monastère à quelques lieues de Rome , il le

gouverna pendant quelque temps, & dans la suite se retira au mont Cassin pour y suivre la règle de S.^t Benoît. Sa retraite ne laissa qu'un champ plus vaste aux projets de Pépin, & son séjour auprès de Rome contribua peut-être dans la suite à leurs succès.

Un Prince plus coupable que Carloman venoit de lui donner le même exemple. Hunalde, ce duc d'Aquitaine à qui je ne ferai pas un crime d'avoir déclaré la guerre aux usurpateurs du pouvoir de sa Maison, mais à qui l'on ne pardonnera pas d'avoir été le fléau de sa Patrie par son alliance avec les Sarrafins, avoit abandonné sa dignité; assassin de son propre frère, destructeur des églises, il s'étoit enfermé dans un monastère, & avoit déclaré hautement qu'il ne lui restoit plus qu'à faire pénitence de ses forfaits.

Carloman, dit-on, avoit un fils nommé Drogon, dont vraisemblablement Pépin se chargea; car si l'on peut reprocher à ce Prince l'ambitieux & injuste projet d'enlever

la couronne à son légitime Souverain ; on ne l'accusera pas du moins d'aucun des crimes par lesquels, dans d'autres contrées de l'Europe, tant d'illustres brigands se sont frayé le chemin du trône. Il connut le vrai moyen de s'élever au-dessus des autres hommes, l'art de leur faire du bien & de les défendre contre leur propre licence.

Il crut gagner tous les cœurs en rendant la liberté à Gripon, ce frère consanguin qu'il avoit jusque-là tenu enfermé à Neufchâtel : mais ce Prince se croyoit déplacé tant qu'il ne partageoit point la suprême puissance. Comblé des bienfaits de Pépin qui le logea dans son Palais & lui donna plusieurs Comtés, il intrigue bientôt avec les mécontents & se lie avec le duc des Saxons qui lui promet une retraite dans son pays. Bientôt il s'échappe, & cet illustre fugitif assemble des troupes, se met à la tête d'une armée, fait des courses dans la Turinge, & demande hautement l'exécution des dernières volontés de son père.

Pépin passe le Rhin, & avec l'aide de ces Esclavons Vinides, qui autrefois avoient fait si long-temps la guerre à Dagobert I, il ravage les terres des Saxons, rase leurs forts & prend prisonnier leur Duc. Gripon ne cède point, il encourage les mécontents, rallie les Saxons, & retranché sur les bords d'une rivière, paroît résolu d'accepter la bataille; mais une trêve qu'il fait négocier sous main & qu'il obtient de son frère, le met en état de former & d'exécuter un nouveau projet.

Odilon, duc de Bavière, venoit de mourir & ne laissoit qu'un fils en bas âge, né de cette Princesse françoise qu'il avoit épousée malgré Pépin & Carloman. Gripon, oncle du jeune Tassillon, marche en Bavière à la tête de ses Saxons & de plusieurs rebelles François; une armée auxiliaire commandée par le duc des Allemands, seconde cette entreprise rapide. La Duchesse & son fils sont arrêtés: les Bavarois forcés de se soumettre, pro-

clament & reconnoissent le vainqueur.

Quel fut le prétexte de cette invasion? Gripon se donna-t-il d'abord pour le protecteur de son neveu? prétendit-il au contraire que le mariage d'Odilon étoit nul, & comme neveu de ce Prince aspirait-il au Duché? On n'en fait rien, il est même incertain s'il chercha des prétextes; ce qu'il y a de sûr, c'est que Pépin prit la défense de Tassillon. Ici le parti le plus juste étoit évidemment le plus prudent. La France avoit à espérer plus de soumission du jeune Duc que de l'ambitieux Gripon.

Déjà Pépin est prêt d'entrer en Bavière pour en chasser l'usurpateur. Celui-ci qui joignit toujours l'intrigue à l'audace, avoit envoyé à l'abbé du Mont-cassin & à Carloman un Négociateur chargé de leur demander leurs bons offices auprès du Pape; on ignore si Zacharie écrivit à Pépin pour l'engager à faire la paix avec Gripon, mais on a la lettre par laquelle il exhorte tout le Clergé de France à employer
son

son crédit pour moyenner un accommodement entre les deux frères.

Il est peu d'occasions où Pépin ait mieux prouvé que dans celle-ci, combien il avoit déjà les talens de régner; il sentit que dans de pareilles circonstances, le crédit des Evêques, si leur médiation réussissoit, leur donneroit une prépondérance terrible dans l'administration publique. Il ne manqua jamais de les consulter dans le plaïd; mais il eût craint de les accoutumer à se mêler en Corps des affaires de la guerre & de la paix; & résolu de faire grâce à son frère, il ne voulut point qu'on pût imaginer qu'elle eût été arrachée à sa clémence par les Ministres de la religion. Il leur refusa donc tout, & n'eut pas plus d'égards pour les recommandations & les instances de Carloman son frère & de l'abbé du Montcassin.

Gripon n'avoit pas assez compté sur le succès de ses négociations, pour négliger de se défendre. La guerre continua, on

la fit de part & d'autre avec vigueur; mais la France demeura tranquille, & la Bavière fut le théâtre des hostilités. L'usurpateur ne put s'y soutenir, il fut enfin pris, dans une bataille, avec la plupart des mécontents qui s'étoient attachés à son parti.

C'étoit le moment le plus intéressant pour la fortune de Pépin, & ce grand homme en sentit tout le prix.

Maître d'un ennemi qui l'avoit tant de fois inquiété par ses révoltes, & qui lui eût en vain promis une fidélité que son caractère ne lui permettoit pas de garder, il lui pardonne; ce n'est point assez, il veut le gagner par ses bienfaits, il l'exhorte à ne plus se livrer à des conseils violens, & lui donne le duché du Mans & le ressort sur douze Comtés qui en dépendoient (g); mais il étoit plus difficile de désarmer Gripon que de l'accoutumer au rang de sujet. Peu de temps après, il se sauve dans les États du duc d'Aquitaine & cherche

(g) On expliquera dans la suite ces expressions.

encore à les soulever. Pépin ne s'embarrassa *An. 749.*
pas de le poursuivre. Il avoit fait grâce à
la plupart des rebelles ; tout le monde
étoit enchanté de la sagesse de son gou-
vernement & de la bonté de son caractère ;
il sentit qu'il étoit temps de recueillir le
fruit de sa politique & de ses victoires.

Nous avons vu la Religion catholique
favoriser dans les Gaules les progrès du
fondateur de la Monarchie. Les peuples
avoient volé au-devant de Clovis, parce
qu'il étoit le seul Monarque catholique.
Nous allons voir encore l'Église porter sur
le trône Pépin son protecteur ; mais les
temps étoient changés, les motifs n'étoient
ni si justes ni si purs. Je ne veux point
encore déterminer le jugement de mes
augustes Lecteurs sur la nature des ressorts,
dont l'activité produisit cette grande révo-
lution ; faisons passer rapidement les faits
sous leurs yeux, ils ouvriront un vaste
champ aux réflexions. Bientôt dans les effets
du premier mobile qui fut alors employé,

nous n'aurons que trop d'occasions d'apercevoir le vice de sa direction.

On se rappelle que quand Charles-Martel mourut, il étoit invité par le Pape Grégoire III d'accepter la souveraineté de Rome & le titre de Consul. Les négociations avoient échoué par la mort des Princes ; mais les raisons qui avoient fait desirer la révolution étoient toujours les mêmes. Constantin Copronyme , aussi zélé protecteur de l'hérésie des Iconoclastes que Léon l'Isaurien, étoit autant que lui odieux aux Romains & au pape Zacharie successeur de Grégoire. Le Sénat & le Peuple se gouvernant par leurs propres loix & depuis long-temps accoutumés à l'administration paternelle de leurs Pontifes, ne demandoient qu'une occasion pour se soustraire à la domination des Grecs, & un Protecteur qui, assez puissant pour les défendre contre leurs anciens Souverains, fût peu à portée de leur faire sentir lui-même le poids de sa souveraineté.

Pépin, héritier de la politique de Charles-Martel, avoit continué de témoigner au Saint-Siége le plus grand & le plus fidèle attachement. C'étoit même peut-être par le conseil de son frère que Carloman, dont la conversion fut sincère, mais qui pouvoit très-facilement fonder des Monastères en France, avoit choisi sa retraite au Montcassin dont l'Abbé avoit le plus grand crédit sur l'esprit des Papes. Enfin Zacharie avoit les mêmes intérêts & les mêmes vues que son prédécesseur; & si le Maire du palais de France comptoit que le suffrage & l'autorité du Pontife contribueroient à le faire Roi, le Pontife comptoit également que le secours du nouveau Monarque le rendroit à peu-près indépendant. Il ne s'agissoit plus que de savoir qui des deux feroit la première proposition.

Les liaisons du Saint-Siége avec la Cour de France étoient devenues plus étroites & leurs relations plus fréquentes, depuis que l'on avoit entrepris de faire embrasser

la Foi chrétienne à toutes les Nations germaniques que Charles-Martel & ses enfans avoient ou soumises de nouveau, ou ramenées à la domination françoise.

Boniface, Évêque de Mayence, étoit chargé de ce grand ouvrage, & il avoit besoin sans cesse & de la protection & des secours de Pépin avec qui il avoit ordre de se concerter. Ce Prince de son côté travailloit non-seulement à nourrir, mais à augmenter encore dans l'esprit des Peuples le respect, l'attachement, la confiance qu'ils avoient pour le Successeur de Saint Pierre. Le Pape étoit consulté, & dans toutes les affaires ecclésiastiques, & même sur plusieurs objets appartenans uniquement au Gouvernement civil. Pépin sentoît qu'il avoit besoin des Évêques de France, mais il craignoit l'attachement de la plupart d'entre eux pour le Sang de Clovis. Il cherchoit à persuader les uns, à acheter les autres, à en imposer au plus grand nombre par l'autorité du Chef visible de l'église, en

qu'il parut même alors favoriser plusieurs prétentions qui jusque-là n'osoient se produire. Le Maire du palais, par exemple, refusoit l'attache de l'autorité royale à tous les réglemens de discipline auxquels le Pape n'avoit point encore donné son approbation; il procuroit aux décrets de Rome la plus prompte & la plus entière exécution : enfin depuis long-temps il cherchoit à étendre & à fortifier une Puissance qui devoit bientôt lui rendre au centuple ce qu'il faisoit pour elle.

Lorsqu'il crut être sûr du Pape, il engagea Boniface à lui proposer la question la plus étrangère à l'autorité spirituelle du Saint-Siège, mais en même temps la plus importante qui ait jamais été soumise à son examen : il est vraisemblable que le Saint Evêque la fit de bonne foi. Il s'agissoit de savoir si, *vu l'état de l'Europe & de l'Eglise, la Nation françoise gouvernée depuis plus d'un siècle par une famille de grands-hommes, pouvoit remettre entre leurs mains le sceptre*

que les descendans de Clovis n'étoient plus en état de porter ! Je diffère pour un autre moment l'examen de cette question ; mais elle fut faite , & malheur aux Rois qui à force d'abuser ou de douter de leur pouvoir , laissent enfin le Peuple douter de leurs droits ou les méconnoître !

Un Prêtre nommé Lulle fut chargé de la part de l'Évêque de Mayence de sonder là-dessus les dispositions du Pape. Pépin savoit que si la question paroïssoit d'abord n'avoir été faite que par un Évêque aussi recommandable que Boniface , la réponse répandue en France par le Clergé lui-même deviendroît une insinuation pour les Magistrats suprêmes , & une décision pour le Peuple.

Déjà la consultation est publique ; le Pape n'a rien écrit , mais il s'est expliqué en des termes que les partisans du Maire expliquent & développent à leur gré. On répand par-tout , on accrédite la doctrine dont on a besoin. Le pouvoir vient de Dieu.

C'est lui que représente le Souverain; la Divinité qui donne la puissance aux hommes ne peut-elle pas l'enlever à une famille pour la donner à une autre? Le sceptre d'Israël ne fut-il pas ôté à Saül & donné à David? Ainsi la politique sème les erreurs nécessaires à l'exécution de ses projets; ainsi lorsqu'on veut briser les loix, on met à leur place les opinions & les préjugés que l'on suggère à la multitude.

Lorsque l'on eut affermi dans tous les esprits, & le desir de la révolution, & l'idée de sa légitimité, Pépin feignit de se laisser forcer lui-même à consulter le Saint-Siège; & après s'être assuré du vœu des Grands du royaume, il députa à Rome Burcard, Évêque de Wurzburg, & Fuldrade, Abbé de Saint-Denys & maître de sa chapelle.

Le cas de conscience fut proposé au Pape à peu-près dans ces termes : *eu égard à la situation présente de l'Europe, est-il à propos que dans l'empire François, qui seul est en état de défendre la religion, la qualité de Roi soit*

séparée de la puissance royale ! Cette puissance étant depuis cent ans dans la maison de Pépin, doit-elle être réunie au nom du Roi dans un sujet aussi incapable que Childéric ! ou le nom de Roi doit-il être réuni à la puissance sur la tête d'un Prince tel que Pépin & si capable d'en soutenir la gloire en servant également & l'État & l'Église !

Le Pape étoit sans doute décidé depuis long-temps : il eut l'air d'examiner de nouveau la question, & sa réponse fut que, *vu l'état des choses, celui qui avoit l'autorité en main pouvoit y joindre le titre de Roi.*

Alors Pépin convoque à Soissons le plaid général des Grands, ecclésiastiques & laïques. On met en délibération la question sur laquelle le Pape s'étoit déjà expliqué ; on fait valoir le jugement du premier des Pasteurs, les besoins de l'Église & des Peuples, l'imbécillité & l'ignorance de celui qui pour lors portoit la couronne, les services rendus par Pépin & par ses ancêtres, ses victoires, ses talens, la sagesse de son

gouvernement, l'injustice & l'atrocité des administrations passées. Vous jugez bien qu'une assemblée qui délibéroit sur une pareille proposition, ou avoit déjà pris son parti, ou étoit remplie de gens qui l'avoient pris & qui se sentoient assez forts pour le soutenir les armes à la main. Sur le champ Pépin est proclamé Roi, & toute l'assemblée est prête à lui prêter serment.

Ce n'étoit pas assez d'avoir le vœu du Clergé & de cette Magistrature; quelque puissante qu'elle fût, elle n'étoit point la Nation. Les Membres du plaid représentoient le Roi auprès des Peuples, non les Peuples auprès du Roi; & ceux-ci étoient tellement accoutumés à ce titre de Monarque héréditaire, à ce pouvoir d'une Maison régnante depuis le premier Roi chrétien, depuis le Fondateur de la Monarchie françoise, qu'il ne leur venoit pas seulement dans l'esprit qu'ils pussent ni rejeter l'héritier du trône, ni se donner à eux-mêmes un Souverain. C'étoit pour

s'affurer des dépositaires de la force que les Grands avoient été assemblés à Soissons ; mais il falloit en imposer à la Nation , la soumettre , la persuader ; il falloit gagner , & les Cités & la Magistrature inférieure ; il falloit détruire l'opinion générale qui avoit fait de la nécessité de demeurer fidèle à son Prince un dogme politique , sacré pour toute la Nation.

C'étoit pour lui substituer une nouvelle doctrine plus favorable à ses vues , que Pépin faisoit depuis long-temps répandre parmi le Peuple le système , qui se produisit alors sous les prétextes les plus spécieux , & sous le plus magnifique appareil.

On ne connoissoit presque plus alors d'autre érudition que celle des livres saints. On y puisoit sans doute les plus grandes & les plus précieuses vérités , mais on en abusoit. Rien de plus sublime dans ces livres que l'idée qui nous y est donnée d'un Roi. C'est le représentant de Dieu même , il exerce sur la société le pouvoir du Bien-

fauteur éternel, qui voulut que l'homme vécût avec ses semblables; c'est donc de Dieu qu'il tient son autorité.

Voilà des maximes générales très-vraies; mais en tiroit-on toujours des conséquences également sûres? Ce pouvoir que les Rois tiennent de la Divinité, s'il étoit de la même nature, étoit-il conféré de la même manière que celui dont Saül avoit été investi, lorsque les Israélites lassés de cette merveilleuse théocratie, à laquelle ils avoient été soumis jusque-là, demandèrent un Roi au prophète Samuel?

Les Évêques qui étoient attachés à Pépin n'y virent aucune différence. Il y en avoit sans doute qui ne demandoient que des moyens spécieux pour défendre sa cause. Ceux-là n'avoient feuilleté l'Écriture que pour pouvoir seconder le parti qu'ils avoient déjà pris; mais il falloit le justifier dans l'esprit des autres, il falloit que le Peuple lui-même en vînt jusqu'à se convaincre que le Souverain qu'on alloit lui

montrer , recevroit de Dieu même la couronne de France, comme Saül, David & Jéhu avoient autrefois reçu celle des Hébreux.

La Nation peu instruite alors , ne faisoit pas réflexion que chez ce Peuple extraordinaire, tout étoit miracle, jusqu'à son gouvernement politique & civil, & que les Juifs, destinés à être, dans tous les temps, un signe qui avertît l'Univers, une preuve toujours subsistante qui lui attestât la mission de son libérateur, appelés eux-même par une révélation surnaturelle, à être les dépositaires des promesses de Dieu, avoient toujours reçu de lui immédiatement & par la même voie de la révélation, leurs dogmes, leurs loix, leur police, leurs Magistrats & leurs Rois.

Dans ce Gouvernement théocratique, il falloit une marque sensible qui rappelât au Prince, non-seulement qu'il n'étoit que le Ministre de la Divinité, ce qui est vrai de quiconque exerce l'autorité souveraine,

mais qu'après l'avoir élevé sur le Trône, elle pouvoit encore l'en précipiter, s'il n'étoit pas fidèle à ses Ordonnances, & s'il cessoit de reconnoître Dieu comme le véritable Souverain de son Peuple. Là l'onction sainte étoit donc le titre de la mission du Monarque; là l'idolâtrie étoit le crime de lèse-majesté, elle méritoit la mort; là il n'y avoit aucune administration qui ne fût liée à la religion; là le Roi étoit institué par elle; là il n'étoit même Roi que parce que Dieu l'avoit avoué pour son représentant.

Ces idées qui se lient aux preuves de cette religion aussi ancienne que le monde, dont J. C. fut toujours l'objet, le terme, le centre; ce plan d'un gouvernement destiné à la transmettre, à la conserver, à la prouver un jour aux Nations, n'avoient rien de commun avec les autres constitutions politiques & civiles. Par-tout la fin du Gouvernement étoit la même; mais par-tout, excepté chez les Juifs, les Chefs

des Nations n'étoient investis du pouvoir, que comme les premiers pères de famille avoient eux-mêmes été revêtus de leur autorité, par l'ordre naturel, par l'effet immédiat & certain de cette loi éternelle qui, ayant destiné l'homme à être libre & à vivre avec ses frères, avoit attaché au Gouvernement, & tous les avantages de la liberté, & toutes les douceurs de la société.

Au moment de la révolution qui plaça Pépin sur le trône, ce Prince qui détruisoit les loix de la Nation, crut en imposer aux Peuples, en leur présentant les loix de Dieu même, & il alla les chercher dans l'Histoire & dans les Codes sacrés de la Nation juive. L'application étoit fausse. Ici en effet l'ordre de Dieu étoit violé, & Pépin qui demanda dans la suite l'absolution de son attentat, le favoit mieux que personne; mais il ne vouloit que profiter de l'erreur qu'il avoit semée, & de l'enthousiasme qu'il avoit excité. Observons ce qu'il fit.

A peine

A peine a-t-il réuni les vœux & les suffrages des Grands & des Évêques, qu'il leur fait proposer la résolution qu'il a prise de devenir l'oint du Seigneur, en recevant la consécration par les mains du Prélat le plus respectable de l'assemblée. On se transporte à l'église ; & Pépin prosterné aux pieds des autels, promettant fidélité à Dieu même, est sacré Roi des François par l'archevêque de Mayence, par ce même Boniface qui le premier avoit négocié avec Rome sur les moyens de préparer ce grand évènement.

Pépin se relève ; & la couronne sur la tête, le sceptre à la main, il est placé sur le Trône avec Bertrade sa femme. Il est proclamé Roi ; il reçoit les sermens des Grands, des Magistrats & du Clergé.

Le malheureux Childéric n'apprend cette révolution que lorsqu'on vient lui signifier que Dieu a donné un nouveau Roi à la Nation. Il se laisse couper les cheveux. Il est ensuite conduit au monastère

de Sitieu, diocèse de Téroüane; c'est aujourd'hui l'abbaye de Saint Bertin à Saint-Omer. Le Prince son fils fut également rasé, & passa sa vie dans le monastère de Fontenelle, qui est aujourd'hui Saint Vandrille en Normandie. Le père ne survécut que trois ans à sa dégradation.

Ainsi finit la race royale de Clovis; ainsi ses successeurs, après avoir long-temps mis leurs propres volontés à la place des loix de la justice, finirent par se laisser garotter sur le Trône, & en furent enfin précipités après une possession de deux cents soixante ans. Terminons ici l'exposé des faits, & venons aux réflexions qui doivent être pour les Princes le fruit de l'Histoire.

Comme sous le gouvernement des Maires du palais, rien ne changea dans les formes essentielles de l'administration, de la législation & de la juridiction, comme nous les allons retrouver toutes au commencement de la seconde race; je n'ai point à indiquer

d'autres effets de la révolution que ceux que j'ai déjà fait observer. Le plaid devenu plus nombreux, parce que le Maire ne pouvoit rien sans lui; celui-ci gouvernant avec une autorité absolue, mais gouvernant au nom du Roi. Voilà quel est l'état de la Monarchie, au moment où expire l'autorité des Mérovingiens. Bornons donc nos réflexions à ce seul changement, & joignons-y seulement celles que doivent faire naître les relations politiques de la France à cette époque.

ARTICLE PREMIER.

Enchaînement & progrès des causes de la dégradation des Mérovingiens.

C'est au règne de Thierry III que j'ai fixé le commencement de la souveraineté dont les Maires se mirent en possession. J'ai ajouté que jusqu'à lui, quoique la puissance des Rois eût toujours été en décroissant, peut-être eût-il été encore

possible de faire rentrer le Sang de Clovis dans ses droits si un grand-homme l'eût entrepris ; mais qu'à l'époque de 689, & après cette mémorable bataille qui livra à Pépin la personne du Monarque, tout fut perdu pour la Maison règnante. De ce moment Pépin maître de l'Austrasie, gouverne toute la Monarchie comme si elle eût été son héritage.

De-là au sacre du premier de nos Rois de la deuxième race, on compte soixante ans. Les Grands de Neustrie firent dans cet intervalle quelques efforts pour attacher un contre-poids à l'énorme pouvoir dont cette ambitieuse famille jouissoit en Austrasie. Je parlerai dans un moment des fautes par lesquelles Pépin lui-même les avoit réveillés ; de-là Rainfroi nouveau Maire en Neustrie ; de-là cette guerre civile qui donna à Charles-Martel l'occasion de déployer tous ses talens, & qui le porta à la suprême Puissance par les mêmes voies que son grand-père l'avoit acquise. Mais que

l'on y prenne garde , le combat n'étoit plus, ne pouvoit plus être entre la Maison royale & les Maires qui vouloient la dépouiller; il n'étoit qu'entre ceux-ci; & le Sang de Clovis n'en eût pas été moins dégradé quand Rainfroy eût été vainqueur. Pourquoi cela? c'est que la constitution étoit altérée, & qu'elle ne pouvoit être rétablie que par la suppression de la Mairie. Or dans l'état des choses, elle ne pouvoit disparaître que lorsque le Maire lui-même seroit devenu Roi.

Ce Chilpéric II à qui Rainfroi mit la couronne sur la tête après la mort de Dagobert II, ne fut ni un imbécille, ni un enfant; il parut à la tête des troupes, il se montra au Peuple. Rainfroi lui-même avoit intérêt qu'il donnât quelques espérances, & cependant ce maire de Neustrie n'étoit pas assez fidèle à la Famille royale, pour renoncer au pouvoir attaché depuis si long-temps à sa dignité; mais irréconciliable ennemi de Charles-Martel, il se connoissoit

assez pour sentir qu'il n'étoit pas fait pour être son rival. Déjà la famille de Pépin régnoit sur la moitié de la France & sur les cœurs des François. On pressentoit ses vues, on en supportoit l'idée, on ne blâmoit plus les bienfaiteurs de la Monarchie d'en vouloir être les justes Princes.

En prenant pour Roi l'enfant en bas âge que Dagobert avoit laissé, Rainfroy donnoit une nouvelle force aux projets de Martel : il confirmoit les Peuples dans le desir de voir à leur tête un Souverain en état de gouverner ; mais si Chilpéric II, qu'il substitua à cet enfant eût pu se maintenir sur le trône de Neustrie, cet avantage qu'il eût dû au Maire n'eût rendu celui-ci que plus absolu, & quelque Roi qui vînt s'asseoir sur le Trône, il n'étoit plus rien lorsque celui qui le représentoit dans l'universalité de ses fonctions, & qui, à la tête des conseils, avoit de plus l'entière disposition des troupes, étoit indépendant du Monarque dont il empruntoit le nom.

Ce titre de Rois fainéans, dont la fidélité de l'Histoire a flétri les derniers descendans du fondateur de la Monarchie, annonce donc plutôt la nullité de leur gouvernement que l'entière incapacité de leur personne, & peut-être que plusieurs d'entr'eux ont gémi de l'obscurité & de l'inaction qui les humilioit.

Il est donc vrai, & c'est la première des grandes leçons que nous fournit cette partie de notre Histoire, qu'un Prince peut avoir & le jugement sain, & des connoissances, & d'excellentes dispositions pour administrer, & cependant n'être qu'un Roi *fainéant*, lorsqu'il a une fois laissé oublier, méconnoître, altérer les loix qui doivent lui assurer la puissance suprême; & il ne faut pas s'imaginer alors que ses fautes ne nuisent qu'à lui seul, & qu'il soit toujours libre à sa postérité de les réparer. Charles-Martel, Maire du palais, fit tomber du Trône les descendans de Clovis. Charles-Martel, si sa naissance l'y eût placé,

F iv

n'auroit peut-être pas pu s'y soutenir dans les circonstances qui concoururent à son élévation.

Mais quoi ! ces hommes féroces qui avoient su vaincre & conquérir , ces guerriers qui avoient commencé par asservir leur Nation , & qui pendant plus d'un siècle s'étoient cru les maîtres de disposer de la vie , de l'état & des biens de tous ceux qui portoient les armes sous leurs ordres , avoient-ils donc laissé aliéner leur puissance ? Ils en étoient si jaloux ! comment avoient-ils pu la perdre ?

Ils en avoient abusé , ce mot dit tout : & c'est précisément parce qu'ils avoient voulu disposer de la vie & des propriétés de leurs sujets , qu'ils ne purent dans la suite disposer de leur propre couronne.

Voudrois-je autoriser par cette réflexion la défection des Grands , leurs révoltes , leurs entreprises & ces projets injustes qu'ils formèrent pour se donner d'autres Maîtres ? On ne m'en soupçonnera point. Mais qui-

conque commet le crime, doit aussi prévoir les attentats : il doit penser qu'il trouvera des gens aussi coupables, & qu'étant seul il les trouvera plus forts que lui.

Un Monarque ne fait jamais jusqu'où peuvent s'étendre les suites funestes d'une première atteinte qu'il laisse donner à l'essence de la Monarchie. La Nation se soutient par elle-même, elle existoit avant le Prince; mais un Roi n'existe que par la constitution. Son unique appui est dans la réunion des loix fondamentales, & celles-ci se tiennent toutes. Une de ces loix assuroit au Roi la nomination & le choix de quiconque exerçoit en son nom la suprême puissance. Cette loi une fois détruite le fut pour toujours; car l'abus prolongé par les minorités des Princes & réclamé par la Magistrature, fut bientôt regardé lui-même comme une loi; & l'exécution de celle-ci étoit entre les mains des Grands auxquels le Roi ne pouvoit l'enlever.

De ce moment vous voyez s'écrouler

l'édifice politique, vous le voyez du moins se miner insensiblement; car cette première base renversée, tout ce qui jusque-là avoit contribué au maintien de l'autorité du Prince dut se tourner contr'elle. Que dis-je? le caractère que les loix donnoient à la Magistrature, acheva de la rendre indépendante, & le nom même de Souverain servit à dégrader la souveraineté.

Consultez les Diplomes de cette époque, tous sont l'ouvrage des Maires, tous portent le nom & le sceau du Roi. Qu'arriva-t-il de-là? Il dut se passer un temps très-considérable, avant que l'on pût s'apercevoir de l'énorme pouvoir de ces Ministres nécessaires du Souverain. C'étoit à celui-ci que l'on croyoit obéir: disons mieux, c'étoit aux loix, car elles avoient réglé la suite graduelle des pouvoirs intermédiaires; mais celui auquel le dernier recours s'arrêtoit devenoit nécessairement le Souverain, quelque titre qu'il portât; & ce qu'il y avoit de plus funeste pour le Prince, tandis que les Maires

usurpoient peu-à-peu l'autorité royale, le Gouvernement peu-à-peu devenoit plus juste & l'administration plus populaire.

Ici que de réflexions se présentent, elles se pressent dans mon esprit. Je ne ferai que les indiquer, mes augustes Lecteurs sauront mieux que personne les développer & les étendre.

1.^o Hélas! nous en voyons ici la preuve; ce qui fait le bien général de la société, fait quelquefois la ruine du Souverain, lorsqu'il est fait par un autre que par lui. Pour lui ôter son autorité, il suffit qu'un autre s'empare de ces pouvoirs naturels qui font la force du Gouvernement, & se serve seul de ces instrumens de bienfaisance qu'un Roi doit sans cesse manier lui-même. Que deviendra-t-il, lorsqu'on ne lui aura plus obligation de rien?

2.^o J'ai déjà dit que le coupable Clotaire se crut obligé de se prêter aux circonstances; c'est-là le grand mot de ces Politiques qui sont toujours foibles, parce que jamais ils

ne sont justes ; mais qu'est-ce que se prêter aux circonstances , sinon se détourner du chemin ou s'arrêter par crainte ou par ménagement ? Cela peut être nécessaire dans toutes les affaires avec les étrangers , vis-à-vis desquels le Prince n'est lui-même que Membre de la société générale. Mais chez soi ! mais dans l'intérieur de son royaume & au milieu d'une administration qui a essentiellement une règle ; se prêter aux circonstances , c'est annoncer que l'on craint une résistance fondée ; c'est avouer des fautes passées. O Rois ! que rien ne vous écarte des loix de cette morale éternelle qui doit guider toutes vos actions ; loin d'être forcés de vous prêter aux circonstances , vous les dominerez , & vous ferez naître vous-même celles qui doivent seconder l'exercice raisonnable de votre autorité. Clotaire II se prêta aux circonstances ; mais qu'étoient-elles , sinon les funestes effets de son ambition & de ses crimes. Revenons au changement qui se fit alors.

J'ai dit que la constitution étoit altérée, & cela est vrai ; chose étrange cependant, le chef-d'œuvre de la politique des Maires fut d'en conserver le mécanisme dans son entier. C'étoit un bâtiment dont on travailloit à détacher une pièce essentielle à sa structure, pour y en insérer une autre de la même forme, mais beaucoup plus forte ; au moment de ce travail terrible, tout est en l'air & tout peut crouler. Si donc à cette époque les Grands, en conservant le droit qu'ils avoient acquis de nommer le Maire du palais, & ce qui en est une suite, le pouvoir de lui prescrire des conditions, se fussent perpétuellement opposés à son couronnement, le gouvernement de monarchique qu'il étoit, fût nécessairement devenu la plus orageuse aristocratie.

Ces Maires du palais n'avoient jamais formé le projet insensé de tout détruire. Ils conservèrent le Prince, ils firent respecter son nom & ils cachèrent sa personne ;

mais ils maintinrent avec le plus grand soin cette hiérarchie graduelle d'autorités intermédiaires mues par le ressort unique dont ils s'emparèrent. Ils veillèrent donc sur l'édifice qu'ils ne pouvoient renverser sans se perdre eux-mêmes; & après avoir rassemblé sur leur tête & l'administration suprême dont ils avoient été chargés de très-bonne heure, & le pouvoir de juridiction qu'ils exercèrent quand ils eurent réuni à leur dignité les fonctions du Comte du palais, & le commandement des troupes sous les longues minorités, sûrs que dans aucun temps ils ne pourroient être destitués par le Roi, dont le nom pouvoit au besoin leur servir de rempart, ils se trouvèrent en moins de cinquante ans, non sur son Trône, mais à côté de lui & n'ayant qu'un pas à faire pour s'asseoir à sa place dès qu'il en tomberoit.

Que leur falloit-il en attendant? En imposer à la Nation par de brillans exploits militaires au-dehors, au-dedans la gou-

verner avec modération & avec sagesse , & exercer à la satisfaction ce dernier ressort de puissance suprême , qui seul caractérise la souveraineté dans toutes les Monarchies réglées. Telle fut constamment la marche des Maires. Par-là rien ne changea de place dans le Gouvernement , à l'exception du Souverain & de son Ministre. Sous Charles-Martel les choses même en étoient au point qu'il falloit , pour sauver la constitution , sacrifier la Maison régnante. Si les Mérovingiens eussent conservé le titre de Rois , il n'y eût plus eu de Monarchie.

La lutte entre Martel & les restes du Sang de Clovis n'en étoit plus une ; mais quand le Prince eût encore été capable de résistance , ce combat n'intéressoit plus la Nation. Les Cités accoutumées à leur administration municipale , avoient toujours les mêmes loix , les mêmes Magistrats , & le Simulacre de la royauté gouvernoit mieux que ne l'avoit jamais fait la personne du Roi.

A l'égard des Grands, leurs dignités étoient les mêmes, leur pouvoir plus réglé, mais plus assuré; leurs espérances plus étendues & mieux fondées; plus de destitutions arbitraires, chacun étoit jugé par ses Pairs. Plus d'ordres inattendus, le plaïd étoit consulté sur tout; le Maire n'écartoit de l'assemblée aucun de ceux dont l'ambition étoit d'y être appelés; il caressoit, il se piquoit de respecter les Evêques; mais il récompensoit, par des grâces, les talens & les services des Magistrats; & voulant lui-même perpétuer le pouvoir dans sa descendance, il n'étoit pas fâché qu'ils se flattassent eux-mêmes de transmettre à leurs enfans les charges dont ils étoient revêtus. On comparoit les douceurs de cette administration avec les atrocités de ce Gouvernement barbare qui avoit précédé.

Nous verrons la Maison de Pépin, lorsqu'elle fut une fois sur le Trône, rappeler elle-même les droits supérieurs du Monarque,

Monarque, disposer des dignités & braver sur-tout les prétentions des Grands à l'hérédité de leurs Offices; au temps dont nous parlons, elle cachoit ses vues & ne vouloit que gagner les esprits.

Voilà en peu de mots l'histoire générale de la révolution qui ôta le sceptre aux Mérovingiens. Pesons en détail quelques-unes de ses circonstances.

Pépin, après avoir mis entre le Roi & tous les Grands de la Nation, une Magistrature unique & suprême, veut de son vivant l'assurer à sa famille; il partage l'empire François entre ses fils. Combien il avoit eu raison de s'assurer du nom & du sceau d'un Roi! sans ce nom, il n'eût point triomphé des obstacles qui vinrent traverser ses projets, dès qu'il eût eu la hardiesse de les annoncer dans toute leur étendue. Les Grands jusque-là si dociles pour tous ses ordres, sentent alors que ces enfans de Pépin vont devenir leurs maîtres & ceux du Royaume; & quelques-uns

d'eux s'en indignent. De-là les complots, les intrigues qui affligent les dernières années de ce grand-homme. Il voit un de ses fils assassiné : la mort de l'autre paroît plus naturelle, mais lui laisse d'horribles soupçons ; c'est alors que voulant tout risquer pour ne pas perdre le fruit de plus de trente ans de travaux, il fait nommer son petit-fils en bas âge Maire du palais d'un Roi encore enfant.

Il falloit pour faire approuver par la Nation un choix si bizarre, toute la docilité à laquelle les Rois eux-mêmes l'avoient accoutumée ; & pour le faire adopter aux Grands, il fallut que le Maire leur présentât l'attrait le plus grand qui put tenter leur ambition : d'un côté cette hérédité à laquelle ils aspiroient depuis si long-temps, & dont on leur donnoit un exemple si singulier & si frappant ; d'un autre côté, tout le pouvoir dont ils se flattèrent de jouir pendant la minorité & du Roi & du Maire. Les Grands se dirent, ce choix nous est avan-

tageux, & dirent aux Cités & aux Peuples, le Roi le veut, & il faut vous soumettre.

Mais ce qui est directement contraire aux loix de la Nature, n'est jamais de longue durée. Pépin mourant ne peut se dissimuler que la fortune de sa postérité est de ce moment livrée au hasard des événemens qu'il est hors d'état de combiner ou de prévoir; il expire incertain du succès de trente ans de travaux, ayant survécu à ses enfans pour qui il avoit tout fait, laissant une veuve qui a plus de courage que de prudence, & un petit-fils dont le sort va être abandonné aux mouvemens des factions.

Grande leçon pour les ambitieux! Cet enfant pour qui il avoit violé les loix & bravé les opinions; ce rejeton chéri à qui peut-être il destinoit en secret la couronne de France, bientôt rentre dans la foule & dispaçoit. Un nouveau Maire est élu : celui qui doit conserver l'autorité de Pépin & s'approprier le fruit de ses projets, est un

filz naturel dont il a négligé la fortune, dont rien même ne nous apprend qu'il eût prononcé le nom, & qui dut peut-être toute son élévation aux fautes que commit Plectrude, & à l'irrégularité des dispositions de Pépin.

Il ne faut pas s'étonner qu'elles eussent fait des mécontents. Une femme se trouvoit à la tête du gouvernement François, & n'avoit d'autre titre en sa faveur que la tutelle de son petit-fils, revêtu au sortir du berceau d'un Office qui lui donnoit la souveraine administration de l'État & le commandement des armées. Plectrude se flatta de gouverner; elle s'y prit mal: au lieu de s'attacher le jeune Charles, fils de son mari, de le rendre le défenseur & l'appui de son neveu, elle s'en fait un ennemi en le persécutant. Elle veut maîtriser les Grands sans lesquels elle ne peut rien. La révolte des Neustriens l'oblige d'appeler à son secours les guerriers d'Austrasie; mais ceux-ci n'avoient point à

leur tête le seul Chef qui pût leur rappeler le grand-homme sous lequel ils avoient triomphé tant de fois.

Vaincus & désespérés de voir Rainfroy possesseur de la personne du Monarque, ils se hâtent de se nommer à eux-mêmes un Magistrat suprême; ils élisent, ils reconnoissent Charles pour leur Duc: ils en ont le droit, il ne manque à celui-ci que l'investiture du Souverain, & il saura bien se la procurer.

Ici on doit observer la différence que met Charles-Martel dans sa manière de faire la guerre, suivant la diversité des ennemis qu'il va combattre. Attaque-t-il les troupes des Frisons, des Saxons? Se défend-il contre ces armées qui le vinrent chercher en Austrasie? Il est le Général des troupes du Royaume: il est dépositaire du pouvoir du Roi; c'est comme duc d'Austrasie qu'il combat; il n'a point encore les provisions du Monarque, mais le Monarque est entre les mains d'un Maire injuste qui

veut renverser les loix & qui ne permet pas à son maître de ratifier le choix légal qui a nommé le fils de Pépin à l'Office de son père.

Telle est la conduite de Charles jusqu'à la bataille d'Amblef. Se trouve-t-il au contraire obligé de combattre Chilpéric lui-même? Il ne se présente qu'avec tout le respect dû à un Souverain par un Sujet; il ne demande que justice; il réclame un titre dont l'assemblée des Grands d'Austrasie l'a revêtu. Le Roi veut-il assembler le plaïd & juger entre lui & Rainfroy? Martel est prêt de poser les armes & de se soumettre. Ainsi la révolte même s'appuyoit sur ces maximes autorisées depuis Clotaire II & Dagobert; & c'étoit parce que la première Magistrature étoit alors à la disposition des Grands, que celui qui avoit leur vœu, se croyoit en droit d'employer la force pour maintenir un usage que l'on regardoit comme une loi.

Cette bataille de Vincy décida la supé-

riorité des Austrasiens ; mais malgré les grands talens de Charles, & après même des succès si décidés, il lui falloit ou Chilpéric ou un autre Roi ; sans cela il lui est impossible de réunir tous les Grands. En vain pour leur prouver qu'il n'est point un rébelle, il s'est mis aux pieds du Monarque la veille de la bataille ; Chilpéric ayant refusé de le reconnoître, qui fait s'il eût pu les conduire jusqu'à Paris ? Ceux-là surtout qui ne s'étoient point trouvés au plaïd qui l'avoit nommé duc d'Austrasie, ne se croyoient tenus à rien, tant qu'il n'avoit point l'investiture de son Office, que le Roi seul pouvoit donner ; & ce fut principalement pour ceux-ci qu'il alla chercher Clotaire IV : tous ces Princes portoient le titre de Roi en naissant, il ne s'agissoit que d'en montrer un comme le légitime héritier de la couronne, du moins comme ayant droit de partager. Les Austrasiens prêtèrent serment à ce Prince. Martel reçut ses provisions ; & tout de suite il alla chercher

dans le cœur de la Neustrie, non plus son Souverain, mais l'ennemi de son maître. Chilpéric, vaincu de nouveau, se réfugie dans les États du duc d'Aquitaine. Martel traite avec celui-ci, & bientôt maître de la personne même du monarque de Neustrie, il se fait reconnoître pour son Maire.

C'est alors que tout est subjugué : Chilpéric II en Neustrie, Clotaire IV en Austrasie ne sont plus que des noms; mais ces noms sont encore sacrés & nécessaires: les deux Princes qui les portoient disparaissent l'un après l'autre, & il faut encore placer sur le Trône Thierry-de-Chelles.

Alors cependant Charles ne dissimule plus ses vues; son but est d'accoutumer la Nation à se passer même du titre de Roi, & pour cela il commence par réduire sa personne à la plus entière inaction. Sous son règne, le Maire travaille à se rendre le centre unique de toutes les relations que les pouvoirs inférieurs avoient eues jusque-là avec le Trône. Ce changement

important , qui éloigna d'un degré tous ceux des Grands qui jusque-là avoient été Magistrats immédiats , je le développerai avec soin dans le Discours suivant ; qu'il me suffise d'observer ici , que le grand art de Martel fut d'attacher à sa personne & à sa Maison les Ducs & les Comtes auxquels il donna une nouvelle investiture. On a pu le remarquer à propos du nouveau serment qu'il fit prêter au duc d'Aquitaine , & qui fut sans doute le modèle de ceux que prêtèrent les princes Germaines qu'il soumit à la Monarchie françoise. Jusque-là le Roi n'avoit été oublié que parce qu'il étoit éclipsé par les qualités personnelles du Maire. Alors le Monarque fut regardé comme nul , parce que ce ne fut plus à lui que l'on promit service & obéissance.

A la mort de Thierry - de - Chelles , Charles veut essayer quel sera l'effet de ces nouvelles relations qu'il avoit établies : par elles il s'étoit trouvé sous un Roi , relativement aux états Germaniques , à l'Aquitaine ,

& peut-être à plusieurs autres Magistratures suprêmes de Neustrie, le seul Supérieur immédiat qui fût en droit de leur donner des ordres ; il voulut tenter si ces nouveaux liens lui suffiroient , & s'il pourroit amener tous les autres Grands à ne se regarder eux-mêmes que comme ses Officiers.

Quelque hardie que fût l'entreprise , elle lui réussit pendant près de quatre ans : aussi ne donna - t - il alors aux Grands ni le temps de réfléchir, ni les moyens de se confédérer ; ils furent toujours occupés à vaincre sous ses ordres. Sans doute que dans cet intervalle il suivit sa méthode dans les investitures & les provisions qu'il accorda : peut-être aussi lorsqu'il mouroit quelque Magistrat, avoit-il l'attention de laisser l'Office à son fils, en lui faisant prêter serment de fidélité. Les familles n'avoient pas de peine à y consentir, elles trouvoient cette transmission plus commode pour elles , que le risque qu'elles eussent couru de se voir enlever leur bénéfice par

le Souverain qui eût pu alors être placé sur le Trône.

Cependant à peine Charles-Martel est-il mort, que ses enfans, revêtus de son vivant des deux premières Magistratures de la Monarchie, sentent que ce titre important ne peut se passer de la sanction royale, & se croient obligés de couronner le fils de Chilpéric II.

Pourquoi ne continuèrent-ils pas de gouverner comme leur père? Ils étoient unis; ils connoissoient le plan de Martel; ils avoient hérité de ses projets. Leur conduite fut donc la preuve de cette loi si impérieuse & si sacrée, que l'on avoit pu perdre de vue pendant un petit nombre d'années, mais que l'on n'avoit jamais regardée comme abrogée; c'est qu'en France le Roi seul étoit propriétaire de la puissance publique; c'est qu'il n'y avoit pas une Magistrature, quelque élevée qu'elle fût, qui ne supposât la mission du Prince; c'est qu'enfin le choix même des Grands qui faisoit le

Maire, avoit besoin de la ratification du Souverain, donnoit le droit de demander ses provisions, mais n'étoit rien sans elles.

Depuis la mort de Thierry-de-Chelles, Martel avoit gouverné en vertu du titre qu'il tenoit, & de ce Monarque & de ses prédécesseurs. Il étoit arrivé pendant cet interrègne de quatre ans, ce que l'on avoit vu sous la minorité de Childebert I & de Clotaire II. Les anciennes provisions du Prince mort suffisoient tant que le Successeur n'étoit pas en état d'en donner de nouvelles; mais les deux nouveaux Maires, Pépin & Carloman, n'avoient pour eux que le vœu, les suffrages, la promesse des Grands; rien de tout cela n'étoit irrévocable; & comme on ne recevoit que du Roi seul la puissance de gouverner, il fallut un Roi aux deux Chefs de la Monarchie françoise. Voilà ce qui rendit nécessaire la proclamation & le couronnement de Childeéric : & lorsqu'on voulut enfin dépouiller celui-ci de l'autorité, il fallut recourir à des

moyens extraordinaires. La fidélité qu'on lui devoit étoit un devoir de conscience; il fallut faire taire les murmures & appaiser les remords.

Que résulte-t-il de toutes ces observations? des vérités précieuses que nous ne pouvons présenter ici avec trop de précision.

1.^o Sous cette longue suite d'enfans qui portèrent le titre de Rois, il y eut des loix oubliées, & la puissance Royale reçut plusieurs altérations; mais le Gouvernement ne cessa point d'être Monarchique. Il fut toujours vrai que le Magistrat suprême n'étoit point propriétaire, mais dépositaire de l'autorité.

2.^o Ce qui se passa même alors est peut-être l'argument le plus fort que l'on puisse opposer aux systèmes Républicains, par lesquels on a voulu de nos jours éblouir la multitude. Observez en effet l'état où la France est alors réduite. Un Maire ambitieux, mais grand-homme, a gagné tous les Grands; il dispose de la personne du

Roi, & il veut régner; tous ceux qui possèdent des Offices ou des dignités ne les doivent qu'à lui, attendent tout de ses bienfaits; il a réglé la puissance; il a écarté l'arbitraire du commandement : il est aimé. Si la France est une République, le moment est arrivé. Si le plaid Royal est une diette de la Nation; s'il est composé de ses Représentans; si elle a droit de se choisir son Souverain, qu'a-t-on besoin de Rome & du Pape? Pourquoi faire intervenir l'Église? Le choix sera juste s'il est permis. Martel dont la politique a laissé le Trône vacant, & qui dans cette vacance présente les deux fils à l'assemblée des Grands, pourquoi ne dit-il pas à ceux-ci, faisons un Roi? Le pis-aller pour lui étoit que l'on en nommât un du Sang de Clovis, & si le choix eût paru devoir tomber sur un autre que sur lui-même, ou sur un Prince de la Famille royale, il étoit assez puissant pour l'empêcher. Pourquoi se contente-t-il de demander la Magistrature suprême pour

ses deux fils ? C'est qu'il sentoit qu'il n'étoit permis ni aux Grands, ni à la Nation de se faire un Roi ; il eût fallu anéantir une loi essentielle, fondamentale, une loi qui n'étoit pas sous la main des hommes.

3.^o Et une preuve qu'on ne la regardoit pas, cette loi, comme étant sous la main des hommes ; c'est qu'enfin lorsqu'on veut la détruire, l'ambition elle-même a recours au pouvoir de la Divinité. Pépin en marchant sur la même ligne que son père & son aïeul, acheva l'ouvrage qu'ils avoient commencé ; mais il y avoit trente ans que les Maires du palais auroient pu s'asseoir sur le Trône sans cette impérieuse loi de la succession. Excitée par les créatures de Pépin, & pleine d'admiration pour ses vertus, la Nation elle-même, loin de nier l'existence de cette loi, en demanda dispense. Je suis bien éloigné de croire que le Pape ou même l'Église eût le droit de la donner ; mais enfin on la demanda à Dieu, & on s'adressa pour l'obtenir à son

Vicaire. Nous nous indignons encore & avec bien de la justice, contre les entreprises de la Cour de Rome, qui voulut dans la suite délier les Sujets de leur serment de fidélité; observons au moins que ces attentats attestent les anciennes maximes de la Monarchie, & l'insuffisance du pouvoir de la Nation, pour se soustraire à l'autorité de ses Rois.

Pépin sans doute intrigua long-temps pour parvenir à son but; mais il lui fut plus facile d'obtenir la décision de Rome que d'y préparer les esprits des Peuples. Rien de plus favorable à la révolution que les circonstances où il se trouvoit; les Papes avoient besoin de la France pour les défendre contre les Lombards & contre l'empereur Grec. Grégoire III avoit offert à Charles-Martel la souveraineté de Rome avec le titre de Consul; le Successeur de Grégoire avoit encore un intérêt plus pressant d'accorder tout à Pépin. C'étoit bien alors le cas de faire valoir en France
le

le droit d'élire, il ne vint pas seulement dans l'esprit des Grands; s'ils eussent cru l'avoir, tout le reste étoit inutile, & la dispense eût été la plus absurde & la plus honteuse des folies : ce fut pourtant cette dispense qui déterminâ les esprits, & Pépin voulut que l'on crût que Dieu seul lui donnoit le sceptre, parce qu'il savoit bien que la Nation étoit bien éloignée de s'attribuer le pouvoir de l'ôter.

Malgré tant de précautions, malgré la décision du Pape & des Evêques, Pépin étonné de son élévation, n'ose encore donner une confiance entière à son titre; s'il le tient des Grands, rien n'est plus foible : nous le verrons bientôt faire réitérer l'onction sainte par le Pape lui-même, se prosterner à ses pieds pour lui demander l'absolution d'une félonie qu'il ne peut ni ne veut réparer, & chercher à effrayer par les anathèmes les plus terribles ceux qui un jour pourroient imiter son exemple.

C'est donc en vain que l'on s'efforceroit

de trouver dans l'histoire de ces Princes, plus dignes de pitié que de haine, aucunes traces du pouvoir que l'on a voulu depuis attribuer aux Peuples : ceux-ci n'avoient point alors de représentans. Que voit-on dans cette révolution ? un enchaînement de causes naturelles. On ne trouvera sous la première race de nos Rois, ni des pactes, ni des capitulations entre les Rois & la Nation ; mais avant Clovis existoit cette autorité qui a précédé toutes les associations, & qui a gravé sur tous les monumens de l'Univers : *tu ne seras pas injuste impunément.*

Une famille est placée sur le Trône ; elle a autour d'elle des loix ; elle a dans les formes constitutives de l'État auquel elle préside, tout ce qui, en rendant utile son pouvoir, peut lui en assurer la durée : une foule d'instrumens de bienfaisance sont sous sa main ; elle les brise elle-même ; elle s'enorgueillit de la place qu'elle occupe, & dit, *je dominerai par mes volontés, car tout est à moi.*

Cette famille ne fait pas que pour agir elle a besoin de tout ce qui l'environne, & que le droit qu'elle a de commander n'est rien, dès qu'elle fera cesser le devoir de l'obéissance. Bientôt elle commet cette horrible imprudence en ordonnant le crime. Alors qui est-ce qui la sert & la seconde? Ce ne peut plus être que la crainte ou un sentiment plus vil encore. Grand Dieu! que peut-elle devenir? elle n'a plus pour exécuteurs de ses volontés que des coupables qu'il faut craindre, & des complices qu'elle est obligée d'acheter.

Si ses Ministres lui ressemblent, il n'y a plus de société; c'est le cahos de l'anarchie. Si au contraire il s'élève alors un grand-homme qui se saisisse de tous ces pouvoirs que cette famille a négligés & méconnus; mais qui ne soit pas assez désintéressé pour en faire tout l'honneur à son maître: si tandis que celui-ci se fait craindre par des actes de violence, l'autre se fait aimer par des actes de justice; si les Peuples savent

que l'un veut tout sacrifier à ses caprices, tout entraîner par ses passions, & que l'autre veut tout régler par des loix, tout tempérer par des conseils; lequel des deux sera alors tout-puissant sur l'esprit des Peuples? Qui est-ce qui réunira tous leurs vœux? fixera toutes leurs espérances? Ce ne sera point celui qui a le droit de commander, ce sera celui qui s'impose le devoir de protéger; & celui-ci ne fût-il que Ministre, obligé de prendre à tout moment l'ordre de son Prince, sera véritablement le maître de la Nation.

Que sera-ce, s'il est Magistrat suprême? Que sera-ce, s'il est en même temps ambitieux? Magistrat, il éclipsera aisément le pouvoir du Prince dont il ne montrera que le nom, & dont l'ordre même ne lui sera pas nécessaire pour faire le bien. Ambitieux, il cherchera à n'attacher qu'à lui la reconnoissance des Peuples, il leur fera desirer que la puissance se perpétue dans sa Maison, & il aura mille moyens pour

y réussir. On craindra de le perdre ; & comme sa destitution sera regardée comme un malheur public , on se persuadera sans peine qu'elle seroit une atteinte donnée aux loix. Qu'il ait raison pendant cinquante ans & que pendant cinquante ans le Monarque ait toujours tort, le pouvoir de celui-ci ne tiendra plus à rien : car il faudra faire un raisonnement pour prouver qu'on lui doit soumission & obéissance ; mais sans raisonner on obéira à l'homme que l'on regarde comme le bienfaiteur public. Le devoir sera démontré sans doute ; mais ce n'est point par des démonstrations que l'on persuade la multitude. Elle avouera tous les principes ; mais son impétueuse affection secondera tous les projets du chef en qui elle a confiance ; & si celui qui a eu le talent d'échauffer les cœurs a encore celui de séduire les esprits & d'enflammer les imaginations, les principes même se décréditeront peu-à-peu ; bientôt on les convertira en problèmes, & alors la plus incompétente

décision emportera la balance. Dans le huitième siècle cette décision fut celle de Rome; à une autre époque, au lieu d'employer le simulacre de la religion, peut-être aura-t-on recours au simulacre de l'autorité royale pour lui faire rendre contre elle-même un oracle meurtrier.

Voilà en peu de mots l'histoire de notre première race depuis les petits-fils de Clovis. Ceux-ci étoient devenus des despotes. Des Maires insensés l'avoient été comme eux; il en vint un qui ne le fut point & qui ne chercha qu'à régler la puissance : ce sera toujours le grand moyen de se l'approprier. Cette race énermée par les plaisirs n'offroit plus que des enfans, & sans doute ceux même qui étoient chargés de leur éducation, travailloient à leur propre fortune en affoiblissant encore ces ames molles & tendres. Aussi n'est-ce point à ces malheureux Princes que j'attribuerai la dégradation de leur Maison; ils expioient dans l'ombre & dans l'avilissement les fautes

de leurs féroces ancêtres. Joignons à ces causes si puissantes, mais si naturelles, le vice d'une administration presque toute militaire. Ainsi dans un corps mal constitué, les maladies sont toujours terribles. C'étoit sous les yeux des Rois; c'étoit avec leur permission; c'étoit même en alléguant ces anciens usages de la Germanie, que tout homme libre qui avoit une famille, tout riche propriétaire qui avoit des esclaves, avoit le droit d'attaquer son voisin qui l'avoit insulté; je dis le droit, je ne devrois dire que le pouvoir, car cet usage contraire aux premières loix de la société naturelle, étoit si peu un droit que le devoir de l'autorité publique fut toujours de le réprimer. La grande faute que firent nos premiers Rois & leurs Ministres, fut de laisser subsister cet usage s'ils purent le faire cesser; & s'ils ne le purent pas, ce fut leur malheur. Ce que je vois, c'est que loin d'y travailler, la Magistrature en fit elle-même un des plus funestes instrumens de son action. Les

Magistrats se firent la guerre; & ce fut les armes à la main qu'ils soutinrent leurs droits, qu'ils défendirent leur compétence, qu'ils crurent protéger leurs Justiciables.

Si, comme chez les Romains depuis Constantin, la puissance civile eût été défarmée, & absolument distincte de l'empire militaire, jamais les progrès du Maire n'eussent été si rapides; il eût été obligé d'opter : s'il eût eu le commandement général des armées, il n'eût point été le premier Magistrat du plaïd civil; & ces deux pouvoirs se servant de contre-poids, dans cette espèce d'équilibre la plus petite force, en supposant que ce fût celle du Monarque, eût emporté la balance.

Quel fut au contraire l'effet naturel de la confusion des deux pouvoirs? L'ambition fut toujours sous les armes. Ce fut à la tête de ses troupes que Grimoald, fils du premier Pépin, sollicita la Mairie; ce fut par les mêmes moyens qu'Othon la lui disputa, & le choix du plaïd ne fut

fixé qu'après la victoire qui coûta la vie au dernier. Ce fut donc le droit du plus fort qui décida des suffrages; & le Maire, lorsqu'il tint son Office de l'élection de toute cette Magistrature guerrière, se trouva nécessairement, non-seulement le Chef de toute administration politique & civile, il fut véritablement le Général d'une confédération redoutable.

Concluons que non-seulement les fautes & le mauvais gouvernement des princes Mérovingiens dégradèrent peu-à-peu leur Maison; mais qu'ils s'étoient prodigieusement trompés, quand ils avoient fait du pouvoir militaire le principal appui de leur autorité; lorsqu'ils avoient commandé aux Ducs & aux Comtes de prendre les armes contre leurs propres Sujets; lorsqu'un Monarque insensé faisoit mettre tout à feu & à sang, en Auvergne, pour punir cette Province de s'être laissée tromper par son frère; lorsque pour se venger d'un coupable, un autre Prince envoyoit contre lui un Duc

à la tête d'un détachement : ils n'envisoient tous que la ressource du moment ; ils ne s'apercevoient pas qu'en ne faisant justice que par les armes, on accoutume les Peuples à ne la demander que les armes à la main. O Rois ! quand vous verrez à vos côtés des instrumens de despotisme, gardez-vous de céder à la tentation de vous en servir. Voyez autour de vous une foule de Courtisans ; voyez à vos pieds des Peuples qui sauront s'en servir à leur tour & les tourner contre vous-même.

Les rois Mérovingiens avoient regardé les Peuples comme leur proie ; les Maires en vinrent jusqu'à regarder leur Souverain comme leur propre conquête, & les vastes provinces de la France comme le prix de leur valeur.

Et qui fait jusqu'où, devenus ainsi les maîtres de la Maison royale, ils eussent pu porter l'abus de ce pouvoir de fait qu'ils avoient sur le palais & sur la personne du Prince ? Au-dehors ils faisoient justice, ils

assembloient les Grands, ils demandoient conseil, ils avoient l'air de respecter la Religion : ne leur prêtons point des crimes dont l'Histoire ne les a point accusés. Ne soupçonnons point les Auteurs qui ont écrit sous leur gouvernement ou sous celui des Rois de leur race, d'avoir exagéré, & les vertus de leurs maîtres, & les vices des Princes que ceux-ci détrônèrent : Mais lorsque nous voyons passer rapidement sous nos yeux ces augustes Enfans tous appelés aux plus hautes destinées, tantôt sortant du cloître pour être couronnés, tantôt y rentrant pour être déposés ; & tous mourans dans l'obscurité à la fleur de leur âge, frémissons au moins du danger qu'ils couroient au milieu des intrigues des Grands & des combats de ces factions terribles que le nom du Prince ne faisoit plus que rallier ; & voilà pourtant ce que les crimes des Souverains préparent à leurs descendans.

Si la Religion, si les saintes loix de l'humanité veillèrent sur la vie de ces

Princes, si, comme j'en suis persuadé, elles empêchèrent l'ambition de se porter à des excès qu'elle eût pu dérober aux regards des Peuples, voilà, n'en doutons point, les plus puissantes sauvegardes dont les Rois aient intérêt d'envelopper leur postérité. Clovis avoit fait mourir tous ses parens; les enfans de Clodomir avoient été massacrés par leurs oncles, & leur forfait horrible avoit été public. Les deux Pépins respectèrent dans l'ombre les foibles restes de la Maison royale qui seuls arrêtoient leurs projets. O Rois! que deviendront vos Peuples, si n'ayant sur la terre aucun Tribunal qui puisse vous juger, vous ne vous dites pas sans cesse que vous avez au Ciel un Juge sévère? Mais vous-même que deviendrez-vous, si jamais un Ministre intrépide, devenu tout puissant par votre foiblesse, se met au-dessus de vos loix & ne craint point celles de Dieu même?

ARTICLE II.

*Des causes de l'élévation de la Maison
de Pépin, prises dans le caractère de
ses Princes.*

*Réflexions sur le plan de leur politique
intérieure.*

Après avoir opposé aux vices, aux imprudences, au despotisme de nos premiers Rois, la direction sage & bienfaisante que la maison de Pépin donna au pouvoir dont elle s'empara; examinons un peu plus en détail la politique des Princes dont elle nous présente la suite : car après les fautes qui préparèrent la révolution, ce qui mérite le plus de fixer l'attention de mes Lecteurs, ce sont les talens & les vertus de ceux qui n'en profitèrent qu'après l'avoir fait désirer. En effet, s'il fut à cette époque de grands-hommes dans l'Europe, ce furent ceux qui successivement possédèrent en France le premier Office de la couronne.

Tous, depuis le vieux Pépin, nommé communément Pépin de Landen, jusqu'à Charlemagne dont il fut le quadrisaïeul, soutinrent leurs dignités par les actions les plus éclatantes; il n'y en eut aucun qui ne fit un pas vers l'autorité suprême.

Ce fut ce premier Pépin, Maire du palais d'Austrasie sous Dagobert, qui jeta les fondemens de la haute fortune de sa famille; il n'eut point l'ambition de ses descendans, mais il eut toutes leurs vertus & les consacra au bonheur des Peuples. Également cher à la Nation & au Souverain, il borna ses soins à réunir deux avantages dont la France jouit sous son gouvernement, & qu'un grand Ministre ne séparera jamais: le calme dans l'intérieur, la considération au-dehors. On ne le vit point à la tête des Troupes. Les deux guerres que fit Dagobert furent portées loin des frontières, & la présence du Maire étoit nécessaire dans le Royaume, où il s'agissoit de maintenir l'autorité par la bienfaisance. Il y réussit,

& il fut après sa mort pleuré par les Peuples, & mis par les Évêques au nombre des Saints.

Grimoald, fils de Pépin, eut plus d'audace que lui, & il fut plutôt le maître du Roi que celui de la Nation. Pourquoi ? C'est qu'il ne fut pas juste comme son père. La hardiesse fait dominer les Rois, mais il n'y a que la bonté qui enchaîne les Peuples. Politique profond, malgré la violence de son caractère, il eut cependant un plan suivi dont il ne s'écarta jamais ; ce fut d'affoiblir l'autorité du Souverain en augmentant celle des Magistrats dont il étoit dès-lors le Chef ; & en rendant, autant qu'il le put, leurs Offices héréditaires. On se rappelle la guerre qu'il fit à Radulfe, duc de Turinge, qui avoit mis dans ses intérêts une partie des Grands d'Austrasie. Grimoald commence par effrayer son maître, en lui apprenant les complots formés contre lui ; le Prince qui n'est pas en état de les punir, croit retenir, par un nouveau serment prêté

avant la bataille, ceux que la vue de leur devoir n'a point indignés contre les propositions d'un traître : la sédition augmente. Le Prince intimidé croit devoir son salut au zèle du Maire qui le fait retirer, & met des gardes autour de sa tente. Il cède enfin à ses conseils intéressés, & souscrit, par son avis, le traité qui assure au duc de Thuringe l'hérédité de son titre.

Le fils de Grimoald ne lui succéda point d'abord ; plusieurs Maires du palais parurent successivement en Neustrie, il les voit passer devant ses yeux & profite de leurs fautes. Tandis qu'Ébroin, grand-homme d'ailleurs, mais trop impétueux pour être prudent, ménage peu l'affection des Grands, Pépin-d'Héristal, dont les Austrasiens n'ont point oublié l'aïeul, écoute & favorise les murmures. Sa maison devient l'asile de tous ceux que l'on opprime ; & bientôt, nommé même duc d'Austrasie, il se fait imposer par les Grands le devoir de les gouverner immédiatement, sous l'autorité d'un Prince
devenu

devenu odieux par les vexations de son Ministre. Défait d'abord par Ébroin, il se maintient en possession du pouvoir suprême en Austrasie, & s'applique uniquement à faire envier aux Neustriens le bonheur dont on jouissoit dans les Provinces soumises à son autorité.

Croira-t-on qu'Ébroin qui avoit marqué tant de prudence & de courage pour s'emparer du pouvoir suprême, n'ait pas connu combien il lui étoit important de profiter de ses premiers succès & d'écraser son rival? Il l'eût fait s'il l'eût pu; mais ce Ministre qui avoit pour lui, & le titre d'une dignité ancienne & connue, & le nom du Roi, & toutes ses troupes, & une première victoire, avoit contre lui le souvenir de ses violences. Environné de mécontents, & se fiant peu aux Chefs qui paroissent le servir, il n'osa jamais poursuivre Pépin dans des Provinces qui le chérissent; & celui-ci dut sa défense à ses vertus, à son humanité, à sa modération.

Après la mort d'Ébroin, les Maires qui lui succèdent font la guerre aux Austrasiens; Pépin ne leur en devient que plus cher & plus nécessaire : il se contente d'abord de la défense de ses Provinces qu'il ne laissa jamais entamer.

Son projet est, on n'en peut douter, de se rendre maître de tout le Royaume. Avec quelle prudence cependant il fait dissimuler ses vues ! avec quelle patience il attend l'instant décisif de couvrir son ambition de tous les dehors du zèle ! Le nombre des mécontents augmente en Neustrie, la foiblesse & l'injustice du Gouvernement y ont multiplié les intrigues : les Grands y sont dépouillés, & l'Austrasie continue d'être leur asyle. Bientôt dans cette partie de la France qui vit heureuse sous les loix de Pépin, il se forme une confédération contre la tyrannie des Ministres de Thierry. Le Duc suit de l'œil cette ligue & n'attend plus que le moment où elle le forcera de se mettre à sa

tête. Les Confédérés s'assemblent, le plaid d'Austrasie les écoute, charge son Chef de prendre les armes; il le refuse d'abord: il ne veut qu'obtenir justice par des requêtes, il envoie demander grâce pour les mécontents; mais il connoît le Ministre auquel il a affaire, & est sûr de la réponse.

Ne répétons point ce que j'ai dit ailleurs: observons seulement qu'après avoir vaincu Thierry, il pouvoit l'écraser; mais qu'il étoit trop habile pour se mettre dans la nécessité de lui donner un Successeur. Il lui est impossible de s'asseoir sur le Trône, il doit donc y laisser un Roi foible dont il sera le maître.

Veut-il alors intimider les François? Veut-il les retenir par la crainte des supplices? Cette méthode a trop mal réussi aux Princes dont il exerce le pouvoir & dont il convoite la place. Il fait taire tous les ressentimens particuliers; il pardonne aux vaincus; il récompense les vainqueurs, & la justice achève la conquête d'une Nation

qui semble voler au-devant d'un joug plus léger.

Le reste de la vie nous présente l'administration d'un grand Roi; il a tout soumis par les armes, mais tout ce qu'il craint est de laisser penser que c'est la force qui gouverne. Terrible effet de cette Providence qui punit les fautes des Princes sur leur postérité! On fait justice à tout le monde hors à celui que Dieu a chargé du soin de la rendre; & tout est libre en France excepté le Monarque. Les magistrats de la Nation s'assemblent tous les ans; tout est soumis à leur examen; ils délibèrent librement & éclairent le pouvoir par leurs conseils. Qu'importe aux Peuples des Cités sur quelle tête il réside, pourvu qu'ils ne le connoissent que par le bien qu'ils en reçoivent? Le Maire préside le plaid; il ordonne, & c'est au nom du Roi que se publient tous les actes d'autorité. De-là des réglemens généraux substitués aux ordres particuliers; de-là des loix sages pour assurer

la Police générale; de-là enfin la liberté qu'ont les Évêques de s'assembler & d'instruire les Peuples par des Canons qui leur indiquent leurs devoirs. En peu de temps tout change de face; les Peuples respirent; & si la personne du Roi paroît avilie, l'autorité du moins est ferme & respectée. Tel étoit l'état du Royaume au-dedans, & c'est ainsi que Pépin prépara cette grande & belle administration qui fit tant d'honneur à Charlemagne.

Portons maintenant nos vues sur les frontières, & nous y verrons sous la minorité de trois enfans qui se succèdent, les armes Françoises toujours couronnées par la victoire. Aucune guerre entreprise par Pépin ne fut malheureuse, & il n'y en eut qu'une d'injuste, celle qui eut pour objet de s'affujettir la personne du Monarque; encore celle-ci fut-elle accompagnée de tout ce qui pouvoit, sinon la justifier, du moins la faire excuser aux yeux des Peuples, qui l'envisagèrent comme

l'unique & dernière ressource de la liberté. C'est alors que la France redevient ce qu'elle avoit été sous les enfans de Clovis, une Puissance dont les États voisins recherchèrent l'alliance & craignirent le ressentiment. Les empereurs de Constantinople, les rois des Lombards, les Sarrafins même voulurent être les alliés de Pépin.

Son fils Charles-Martel fut moins juste, moins modéré, peut-être fut-il un génie encore plus extraordinaire. Il y avoit loin de la prison, où il fut enfermé par Plectrude, au rang qu'il occupa quelques années après : il avoit pour lui ses talens & son génie ; mais il étoit captif : il étoit le fils de Pépin ; mais on pouvoit lui opposer le vice de sa naissance & le silence de son père. Qui est-ce qui lui rendit les plus importans services ? Ce fut son ennemie ; ce fut la fière Plectrude, par ses fautes & sa mauvaise administration.

Il falloit que l'autorité du Prince fût bien avilie ; il falloit que la mémoire de

Pépin fût bien respectée pour que sa veuve osât prendre sur elle le gouvernement de l'État. Pour faire oublier qu'elle régnoit, elle eût dû faire régner avec elle la justice & la bonté.

Rainfroy est mis à la place de son fils; mais celui-ci, au lieu de regagner les Austrasiens accoutumés depuis peu à se donner des Maîtres, suscite contr'eux les Peuples même dont Pépin avoit réprimé la révolte. C'est à l'instigation du Maire de Neustrie que les Saxons & les Frisons se jettent sur des Provinces qu'il eût été essentiel de ménager, puisqu'on n'étoit pas en état de les réduire.

C'est alors que Charles se montre. Son premier chef-d'œuvre est de choisir l'instant où l'assemblée a le plus grand besoin d'un Général d'armée. Il s'agit de sauver la Patrie; qui n'eût alors oublié sa naissance?

Mais dans quel temps, dans quelles circonstances se charge-t-il du poids des affaires? Les Austrasiens ont été battus par

Rainfroy; leur pays ravagé n'offre plus de ressources, & est de tous côtés environné d'ennemis. Les Frisons & les Saxons sont d'autant plus redoutables, qu'en attaquant la France ils comptent recouvrer & assurer pour jamais leur liberté. La mort de Dagobert II & la nécessité de faire reconnoître son Successeur, suspendent pendant quelques mois les efforts de Rainfroy. Charles met ce temps à profit avec une activité incroyable; & s'il ne peut empêcher la jonction des Frisons à l'armée de Chilpéric, il leur en impose du moins, & prépare tout ce qui pouvoit rendre leurs efforts inutiles.

Alors perpétuellement en mouvement dans le cœur de ses États, n'étant point assez fort pour chasser l'ennemi, il travaille à le lasser; il divise ses propres forces; il ne perd point de vue celles qu'on lui oppose; il souffre les ravages qu'il ne peut empêcher, & sans se décourager, il attend avec impatience l'occasion qu'il trouve enfin auprès d'Amblef.

Toujours demandant justice & toujours victorieux, triomphant de son Prince, ne s'annonçant que comme son sujet, & ne réclamant que l'exécution des loix qui lui assurent la Magistrature ; il oppose la modération la plus froide aux emportemens de Rainfroy. Il fait que bientôt celui-ci va lui-même travailler à légitimer aux yeux des Peuples les entreprises des Austrasiens : & en effet, dès que Chilpéric vaincu prend l'imprudent parti de traiter avec le duc d'Aquitaine & de favoriser son ambition au préjudice des loix de la Monarchie, toute la France fit pour Charles des vœux d'autant plus sincères, que lui-même put alors se donner comme le vengeur de la constitution : alors ce n'est plus à Chilpéric, c'est à Eudes qu'il fait la guerre ; il somme celui-ci de se soumettre à la couronne & de rendre aux François le Roi qu'il leur a enlevé. Bientôt maître de sa personne, il lui prodigue tous les honneurs dûs au Trône ; il pacifie la France ; il se vante

d'avoir délivré l'un de ses Rois, & n'est plus que son Maire du palais.

Alors tous les vœux ne sont plus que pour la gloire de l'État; il en veut réunir toutes les parties, & c'est à toute la France qu'il donne un seul & même Souverain, lorsqu'après la mort de Chilpéric II & de Clotaire IV il place sur le Trône Thierry-de-Chelles.

Je dis à toute la France; nous avons en effet deux Chartes anciennes (*k*) qui prouvent que ce Prince étoit reconnu non-seulement pour roi de Neustrie & de Bourgogne, mais encore pour roi d'Austrasie. Le titre de Duc que Charles portoit depuis si long-temps, ne lui donnoit donc selon lui-même qu'un pouvoir subordonné, & qui ne ressembloit alors à la Souveraineté que parce que le Prince ne gouvernoit plus : mais par cette raison même Charles se trouva vice-Roi de toute la France. En

(*k*) Voyez la Dissertation de M. de Foncemagne, tome VI des *Mém. de l'Acad. des Belles-Lettres*.

prêtant serment à un Roi, il ôtoit, non-seulement un motif à la révolte, mais même un prétexte aux murmures. Il n'en étoit pas moins puissant, mais il étoit plus assuré de son autorité.

Pour l'affermir encore davantage, que lui restoit-il à faire? Ce que les Rois eussent dû faire eux-mêmes pour ne la point laisser perdre; joindre la valeur aux talens, être l'appui, le défenseur des Peuples, rendre la France respectable pour ne jamais cesser d'être son maître. Ce fut par ces moyens que Charles marcha vers le Trône. N'eut-il plus à combattre que les véritables ennemis de la France? Il se montra supérieur à lui-même; il étonna l'Europe & devint l'objet des regards de tout l'Univers connu. J'ai parlé plus haut des batailles qu'il gagna contre les Saxons & contre tant d'autres Nations germaniques dont il châtia la révolte ou dont il arrêta les projets. Sa plus grande gloire ne fut pas d'avoir conservé à l'empire François les bords de l'Elbe &

de lui avoir soumis ceux du Danube, ce fut d'avoir sauvé la France du joug des Sarrafins qui venoient de dévorer l'Espagne. Ce grand succès lui attacha pour jamais le Clergé & les Grands, & il n'y eut plus rien qu'il ne pût demander & espérer pour sa famille.

Malgré les vices des François à cette époque, on fait quel étoit leur attachement pour la Religion catholique? Avec quelle indignation n'avoient-ils pas regardé, & le crime de Rodrigue, & celui de ce comte Julien, qui avoient livré aux Mahométans cette belle & riche partie de l'Europe? les Sarrafins, depuis cette invasion dont j'aurai à reparler dans la suite, étoient les ennemis naturels de la France. On n'avoit pas besoin de consulter les nouvelles relations politiques qui étoient l'effet de cette révolution: mais combien cette Nation devint encore plus odieuse, lorsque l'on eut aperçu ses projets!

Il y avoit à peine quinze ans qu'elle

possédoit l'Espagne; déjà elle avoit passé les Pyrénées & se flattoit de soumettre la France. Il faut en convenir, s'il étoit un temps où l'ambition vaste de ces Conquérans pût se repaître de quelques espérances, c'étoit le moment qu'ils prirent pour descendre des montagnes, que nos Rois avoient toujours regardées comme la barrière naturelle de leurs États. L'autorité des Mérovingiens expiroit; Charles-Martel étoit un grand-homme; mais il étoit aux prises avec un ennemi puissant & avoit des rivaux inquiets & jaloux. Occupés de leurs intérêts propres, & incertains du maître dont ils devoient dépendre, leur étoit-il facile de se réunir pour la défense commune contre des armées innombrables aguerries par cent combats & encouragées par des succès constans? Déjà les Sarrafins avoient dans les Gaules un établissement assuré: possesseurs des Villes qui avoient appartenu aux Visigots, & recevant sans cesse des secours d'Espagne & d'Afrique, ils comptoient

profiter des discordes civiles. Battus d'abord par le duc d'Aquitaine, ensuite ses alliés, peu de temps après les vainqueurs, ils se répandent comme un torrent dans toutes les Provinces du midi.

Pendant ce temps-là Charles devient heureusement le Maître de la France; il falloit commencer par-là, & ce n'est qu'en dominant sa Patrie qu'il peut être son sauveur; mais ce n'est aussi qu'en devenant son sauveur qu'il peut en être constamment le maître : il le fait, & observez sa conduite.

Un Politique de mauvaise foi se fût cru un homme de génie; en regardant le danger de sa Patrie comme un degré sûr vers la fortune, il se fût dit : « en chassant » rapidement cet ennemi, j'acquiers la plus » grande gloire, mais je risque mon pou- » voir avec un Peuple ingrat & des rivaux » jaloux. Mon intérêt est de faire durer la » guerre : elle me rend le maître de la » Nation; elle nécessite l'exercice du pou- » voir que l'on m'a confié, & lorsque les

Peuples auront eu tout le temps de « s'accoutumer à mon administration, ils « n'auront ni la volonté, ni peut-être le « pouvoir de m'échapper ».

Ainsi eût raisonné l'intrigant Ministre d'un Prince foible. Charles est ambitieux, mais il est grand; il connoît l'invincible pouvoir de la vertu sur les hommes. Ceux qui s'en défient sont des ames médiocres qui ne peuvent y atteindre. Le Général françois ne voit que la Patrie en danger, & son unique fortune dans ce moment, est de suivre le premier & le plus pressant de ses devoirs. Il fait, par cet instinct sublime qui fait les Héros, que plutôt il sera vainqueur & plutôt il sera tout-puissant.

Sa politique eut-elle besoin d'efforts pour semer la méfintelligence entre les Sarrafins & le duc d'Aquitaine? Eudes, sans doute, n'étoit point assez ennemi, & de lui-même, & de sa Patrie, pour méconnoître le plus sacré de ses devoirs. Mais sa bonne volonté même eût été inutile sans la rapidité

des marches de Charles; & si ce guerrier eût tardé huit jours, Abdérame étoit dans le cœur du Royaume.

La bataille donnée entre Tours & Poitiers sauva la France, & rendit Charles le maître de prolonger ou de finir la guerre: il poursuit l'ennemi, le chasse hors de la France, & n'abandonne les Provinces dévastées par les Maures, que lorsqu'il les voit en sûreté contre leurs armes.

Est-on étonné après cela de le voir changer à son gré les Magistrats & donner tous les Offices à des hommes dont la fidélité lui est connue? Est-on même tenté de lui reprocher de s'être attaché à lui-même tous ces Chefs auxquels il étoit si important pour l'État qu'il pût commander en maître? Lorsqu'on le voit, après avoir parcouru le Languedoc, la Provence, la Bourgogne, repasser avec une activité incroyable à l'autre extrémité du Royaume, y battre les Frisons & revenir ensuite forcer le nouveau duc d'Aquitaine à lui prêter serment,

serment, on ne lui demande point de qui il tient son pouvoir; on se dit, il ne l'a employé qu'au salut de sa Patrie, & tout le monde se tait devant lui. Tant de victoires utiles, tant de travaux honorables font au-dessus de tous les titres & les suppléent. Alors il peut dédaigner de nommer un Successeur à Thierry III, il est bien sûr que qui que ce soit ne sera mécontent; mais il l'est sur-tout qu'aucun mécontent n'osera remuer.

Aussi cet interrègne d'environ huit ans fut-il le règne d'un Héros. Les soins qu'il donne à la défense du Royaume dont il observe les frontières, ne dérobent rien à l'attention qu'exige l'intérieur. Les Sarrafins, les Saxons, les Frisons sont successivement vaincus & réprimés, & pendant ce temps-là les Grands s'assemblent, proposent des loix, assurent à la France une bonne police, fixent les fonctions des Tribunaux, & maintiennent l'ordre si long-temps oublié.

Et quelle preuve plus frappante de la confiance qu'il eut dans l'affection des Evêques & des Grands, que cette indifférence qu'il montra pendant tant d'années pour le Sang royal ! Vraisemblablement si Charles eût vécu, Thierry - de - Chelles eût été le dernier de ce Sang qui eût porté la couronne. Mais en mourant même, le Maire connoît ses forces : il ne peut mettre ses fils sur le Trône, il leur partage la Magistrature suprême, & le plaïd accorde cette récompense à ses longs services.

Fidèles à ses vues, dociles aux instructions secrètes qu'ils ont sans doute reçues de lui, Pépin & Carloman connoissent le besoin qu'ils ont d'être unis, ils ont l'air de se conformer au vœu des Grands; c'est de leur suffrage qu'ils se regardent comme tenant tout; c'est à eux qu'ils ont recours pour exclure, pour chasser ce frère consanguin que le plaïd n'a point nommé.

A la tête d'une Nation guerrière, ce

qui leur paroît le plus important est de perpétuer la gloire que Charles a acquise dans les combats ; ils aperçoivent des mouvemens, ils les répriment, ils ne laissent point aux révoltes le temps de fermenter & d'éclore. Dans toutes les Provinces, des troupes disciplinées sont sous les armes ; & le duc d'Aquitaine, qui a donné l'exemple du soulèvement, ne fait qu'assurer la puissance des deux Princes, en réunissant sous leurs drapeaux tous ceux qui eussent pu embarrasser les commencemens de leur gouvernement.

L'attention qu'ils ont d'indiquer à la Nation le Roi, dont ils ne sont que les Ministres, paroît un acte libre de leur soumission aux loix de la Monarchie. Elle ôte tout prétexte aux mécontentemens ; elle n'enlève rien à leur autorité, & la lie à la constitution politique.

Alors l'inquiétude même des Nations germaniques tourne à l'avantage des deux frères ; on les voit tantôt joindre leurs

K ij

forces pour châtier le duc de Bavière, tantôt les séparer pour marcher l'un contre les Saxons, l'autre contre ce duc d'Aquitaine, qu'il étoit plus facile de vaincre que de réduire.

C'est après tous ces succès que Pépin devient le Maître du royaume par l'abdication de son frère; alors il songe plus que jamais à gagner les Grands & à profiter des circonstances que lui offre l'état de l'Europe. Sa conduite avec Gripon achève de lui attacher tous les cœurs. Voyez quel est l'empire de la clémence & de la bonté. Clovis avoit fait assassiner ses parens, ses enfans avoient égorgé eux-mêmes leurs neveux; c'étoit en immolant ses cousins, c'étoit en versant inhumainement le sang de leur grand-mère que Clotaire II avoit commencé à aliéner les esprits des Peuples & à rendre son autorité odieuse; c'est en pardonnant à son frère, infracteur des traités, c'est en cherchant à vaincre cet ingrat à force de bienfaits, que Pépin

achève de persuader à la nation que le temps est venu de substituer à cette race sanguinaire une Maison bienfaisante, qui n'a encore tiré l'épée que pour la défense des Peuples.

Arrêtons-nous ici, & réservons pour le commencement du règne de Pépin ce qui nous reste à dire sur ses grandes qualités; qu'il nous suffise d'avoir prouvé que ce furent elles qui accélérèrent la révolution qui le mit sur le Trône.

La politique de Charles-Martel & de son fils hâta sans doute leur élévation & fut mettre à profit les imprudences des empereurs Grecs, les intérêts temporels des Papes, & la crainte qu'ils eurent de la puissance des Lombards; mais tout cela n'étoit rien sans les qualités personnelles de ces hommes d'État. Le Pape ne s'adressa à Charles-Martel que parce que celui-ci étoit déjà le maître de la France; & le coup étoit irrévocablement porté à la puissance des Mérovingiens, long-temps avant que le

dernier Pépin eût regardé comme possible de succéder à leur titre.

Je ne perdrai aucune occasion de faire observer à nos Princes les bienfaits de la Providence. Que n'a-t-elle pas fait dans tous les temps pour conserver à la France & son Gouvernement & sa Religion ! Je l'ai déjà dit plus haut ; la constitution étoit changée & la Monarchie détruite, si le Sang de Clovis eût été encore cinquante ans sur le Trône ; & quant à la Religion, observons combien les évènements politiques la servirent. Clovis avoit été dans les Gaules une barrière contre les progrès de l'Arianisme, & sans Charles-Martel elles fussent devenues la proie des Mahométans : lui seul arrêta ce torrent qui étoit sur le point d'inonder l'Europe. L'Espagne est redevenue un Royaume catholique ; auroit-elle eu cet avantage, si dès la fin du huitième & au commencement du neuvième siècle, la France eût été couverte de Mosquées ?

Nous ne faisons pas assez d'attention aux

incroyables progrès de cette puissance des Arabes, que le fanatisme pouffoit alors de conquêtes en conquêtes. Il n'y avoit pas encore cent cinquante ans que l'imposteur Mahomet avoit fondé un Empire où le ministère sacré étoit joint à la puissance civile ; & déjà, malgré les schismes & les divisions qui avoient régné parmi les Successeurs, ceux-ci étoient maîtres de la plus grande partie de l'Asie, des côtes de l'Afrique & de toutes les possessions des Goths en Espagne. Que voyoient-ils devant eux, en descendant des Pyrénées ? de riches contrées que leur avidité dévoroit déjà ; des Peuples divisés, des Rois incapables. Si la France eût été conquise, les Mahométans, en moins d'un siècle & demi de succès, eussent été plus puissans que ne l'avoient été les Romains après huit cents ans de bonne conduite & de prospérités. Un seul homme sembla suscité pour arrêter leurs projets. Ici la seule possibilité fait frémir : ici notre reconnoissance

s'élève jusqu'à la Divinité qui dispose les évènements, les prépare, les arrange. Nous admirons, nous bénissons cette sagesse toute-puissante qui, pour conserver à l'Europe chrétienne sa religion & ses loix, donne à Charles-Martel le génie, le courage, la force; & qui, pour conserver à la France son Gouvernement, fit concourir avec les succès de ce grand-homme, les fautes des Empereurs, les vexations des rois Lombards, & jusqu'aux petits intérêts temporels de l'église Romaine.

N'avons-nous point d'autres leçons à tirer de ce grand & mémorable évènement? Jetons encore un moment les yeux sur cette triste & foible postérité du conquérant des Gaules, sur ces malheureux enfans, auxquels des parens farouches envièrent d'abord jusqu'aux talens & aux connoissances qui eussent pu les former dans l'art de régner, & qu'ils livrèrent ensuite sans défense à des Ministres intéressés à les avilir. O Princes! votre postérité est l'espoir de la terre.

Soyez justes, soyez vertueux, la génération présente bénira votre Empire; mais pour l'avantage de la génération future, pour la perpétuité même de votre puissance, combien il est important que vous rendiez vos enfans les héritiers de votre justice & de votre vertu! Malheureux le Prince à qui l'ambition lâche & pusillanime de ses Ministres inspire des soupçons & des défiances contre ceux que la Providence appelle à lui succéder un jour! Pourquoi faudroit-il que l'héritier du Trône n'osât le regarder sans terreur? Quelle barbare politique tenteroit de l'écarter de la route qui, en l'y conduisant, doit l'exercer à s'en rendre digne? Ce vil sentiment n'est fait que pour ces États despotiques, où la puissance sans règle & sans appui peut être la proie du premier occupant. J'oserai le dire avec la confiance qu'inspire une grande vérité. O Rois éclairés par la raison & par la religion! ô vous souverains de l'Europe, dont le sceptre est toujours soutenu par des loix sages! apprenez de

bonne heure à vos enfans la science pénible de gouverner & de conduire. Élevez leurs idées, fortifiez leur ame, accoutumez-les de bonne heure à manier ces instrumens de bienfaisance qui doivent leur être un jour si familiers. Qu'ils fassent sous votre direction l'apprentissage de ces augustes fonctions qui les attendent ; & lorsque, chéris de la Nation, vous entrerez dans ces voies éternelles où tant de Rois sont entrés avant vous, vous direz au milieu des pleurs de votre famille, consolez-vous, mes enfans, je vous laisse un héritage que la Nation vous donneroit elle-même, si elle pouvoit en disposer. Vous direz à vos Peuples, voilà mon fils ; il est le dernier ; il est peut-être le plus précieux de mes bienfaits.

ARTICLE III.

*De l'État & de la Politique de l'Europe
à cette époque : & comment l'un &
l'autre influèrent sur le changement qui
se fit alors en France.*

Dagobert I fut le dernier Prince de la Maison de Clovis qui parut observer les Puissances voisines : je ne donnerai point sa politique comme un modèle , car elle n'eut point la justice pour règle. Il voulut ne plus craindre les Visigots d'Espagne ; il excita les troubles qui divisèrent cette Nation. La loi de la succession au trône d'Espagne fut non-seulement violée , mais détruite. Peut-être les troubles qui commencèrent à la révolte de Sizenande & que la France favorisa , préparèrent-ils les voies à l'épouvantable invasion des Sarrafins.

Sous l'administration des Maires du palais , la France gouvernée par de grands-hommes , eut réellement une politique.

Voyons quelle en étoit la base & quelles en furent les règles.

Ces règles sont dans la Nature : c'est elle qui dicte aux sociétés qui couvrent la terre, qu'il est important pour elles qu'il n'y en ait aucune qui ait le pouvoir d'envahir & d'usurper impunément. Chacune d'elles doit donc porter son attention principale sur celle qui a le plus d'intérêt & de moyens d'être injuste. Tel est le côté vis-à-vis duquel une Nation doit sans cesse travailler à se mettre en défense ; comme dans une Ville prête à subir un siège , on songe principalement à fortifier la partie par laquelle les ennemis doivent le plus vraisemblablement commencer leurs attaques : le Souverain ne doit jamais perdre de vue cette puissance, dont il doit modérer l'activité, & qui est le principal contrepoids qui puisse l'arrêter lui-même. Les Maires du palais connurent à merveille cette force rivale, que la France devoit ménager lorsqu'elle n'étoit pas en état de lui résister.

& repousser avec vigueur lorsqu'elle en avoit les moyens.

Commençons par écarter ceux des États de l'Europe qui ne pouvoient être d'aucun poids dans la balance, ou qui du moins n'en pouvoient détruire l'équilibre.

L'empire de Constantinople n'influa sur la politique d'Occident, que par les imprudences qui achevèrent d'aliéner les Romains. Ces princes Grecs qui, sous Clovis, avoient encore voulu qu'on les regardât comme réunissant le pouvoir & l'éclat des premiers Successeurs de Constantin, s'ils eussent gardé les Provinces recouvrées sous Justinien, eussent conservé la plus grande considération en Europe; mais leur puissance étoit méprisée depuis Justinien III. Léon l'Isaurien, qui abandonna le reste de l'Italie, eut à peine la force de défendre Constantinople contre les Sarrafins, qui, vainqueurs des Légions, eurent long-temps une armée de cent mille hommes autour de cette Capitale. Obligés

de ménager & de flatter les Bulgares, perpétuellement aux prises avec les Musulmans, les Grecs cessèrent alors d'avoir aucune influence active dans les affaires d'Occident; & nous allons voir dans un moment ce que produisit leur inaction. Ils envoyèrent des Ambassadeurs à Charles-Martel; mais il compta cette Puissance pour peu de chose.

L'eptarchie d'Angleterre étoit encore très-étrangère aux relations politiques du continent. La Suède étoit à peine connue; & le Danemarck, dont les Peuples commençoient alors à s'agiter, se bornoit encore à quelques excursions sur les îles du Nord, & en particulier sur l'Irlande, déjà célèbre par quelques études, & par des lumières alors fort rares dans les autres États.

Venise, petite République formée de plusieurs familles qui avoient autrefois fui devant Attila, devoit conserver sa liberté parce qu'elle ne pouvoit exciter l'envie:

elle ne pouvoit s'enrichir que par le commerce, & par conséquent avoit besoin de tout le monde. Les Conquérans dont elle étoit environnée ne pouvoient convoiter ses lagunes, & ignoroient les ressources qui devoient un jour lui mériter l'attention des autres États.

L'Italie, l'Espagne & les contrées Germaniques nous offrent donc les seules relations politiques qui pussent intéresser la France dans le VIII.^e siècle.

Les Nations germaniques, toutes séparées d'intérêts comme de Gouvernement, ne faisoient point alors un Corps d'état, & n'étoient point unies par les liens d'une confédération stable. C'étoient des hordes de guerriers, parmi lesquels le despotisme du Général étoit toujours aux prises avec la licence des Chefs inférieurs. Les armes des François avoient soumis une partie de ces Peuples & contenoient les autres. Le royaume d'Austrasie s'étoit étendu dès le commencement de la Monarchie fort

au-delà de Cologne, & les conquêtes de la Maison de Pépin en avoient encore reculé les bornes. Les Bavares étoient regardés comme Sujets. Les Frisons, les Saxons même, malgré leurs fréquentes révoltes, étoient au moins tributaires de la France; la plupart de ces Peuples avoient des Ducs héréditaires: ils ne se croyoient pas toujours dépendans; & lorsqu'ils l'étoient, ils ne supportoient le joug qu'avec la plus sensible impatience: ils vivoient suivant leurs loix; & s'ils reconnoissoient une autorité commune, ce n'étoit que parce qu'ils étoient obligés de craindre une force supérieure. Presque toujours vaincus, ils n'étoient redoutables à la France que lorsqu'elle avoit en même temps, ou des ennemis plus puissans au dehors, ou des embarras plus fâcheux au dedans. Il lui falloit de ce côté-là plus d'activité que de politique; & sans semer entr'eux des haines meurtrières, ce qui n'est jamais permis, il suffisoit de maintenir entre toutes leurs
petites

petites Peuplades une certaine jalousie d'intérêts qui les empêchât de se réunir dans une rébellion commune. Il falloit encore leur en imposer à toutes, soit par une protection toujours prompte, soit par une médiation toujours juste.

Les deux portions du continent que la France devoit observer avec le plus d'attention, étoient donc l'Espagne & l'Italie; commençons par celle-ci.

Les empereurs, qui l'avoient recouvrée par les armes de Bélisaire & de Narsez, avoient conservé le titre de la Souveraineté sur tout ce qui n'avoit point été conquis depuis par les Lombards; mais leur pouvoir n'étoit plus qu'un nom, depuis qu'il leur étoit impossible d'y envoyer des troupes.

Les Lombards possédoient le nord de l'Italie. Milan & Pavie étoient les capitales de leurs États. Ce Peuple plein de courage & d'ambition occupoit encore Bénévent, Capoue & Brindes, & disputoit aux Grecs

les bords de la mer Adriatique. Tous ces Pays étoient , comme je l'ai déjà dit , partagés entre plusieurs Ducs qui peu-à-peu s'étoient détachés du Souverain & ne lui étoient pas toujours fidèles. Les Grecs possédoient encore la Pouille & la Calabre. L'exarque de Ravenne étoit le représentant de l'Empereur ; & Rome affectoit l'indépendance.

Cette ancienne capitale de l'empire d'Occident, même sous le règne des Césars , avoit toujours conservé dans son Gouvernement municipal, non-seulement les traces, mais une partie des droits de son ancienne liberté. Dans cette administration des Cités, l'Évêque avoit toujours un rang distingué & une grande prépondérance dans les délibérations. Le dirai-je ? voilà le germe de l'autorité temporelle du Saint-Siège, dont nous allons découvrir l'origine dans les évènements de cette époque. L'exarque de Ravenne , après tout, n'étoit que magistrat de l'Empire ; mais le Pape regardé depuis

si long-temps comme l'un des premiers magistrats de Rome, avoit de plus en sa faveur le profond respect des Peuples pour l'autorité pastorale dont il étoit revêtu, & tout le bien que leur avoit fait cette autorité. Ce bien n'est jamais perdu.

J'ai déjà dit, dans un autre Discours, qu'une des anciennes dignités Municipales, qui fut suppléée dans les Cités par les Evêques, étoit celle des *Défenseurs du Peuple*. Ils veilloient à ce qu'il ne fût point opprimé par les Magistrats : ils se croyoient chargés du soin de maintenir les propriétés : ils appeloient l'autorité du Souverain au secours de la liberté.

Lorsque Rome, abandonnée des Empereurs, se trouva exposée à être la proie du premier occupant, l'obéissance que devoient les Papes à leurs légitimes Souverains, ne leur permettoit pas de se soumettre aux Lombards; mais ce que le devoir prescrivoit à la fidélité, la politique, il faut l'avouer, le conseilloit aussi à l'intérêt.

La cour de Constantinople étoit trop éloignée pour gêner beaucoup la liberté des Romains. La puissance des Lombards pouvoit la dévorer, & tant que le titre de Souverain résidoit sur la tête de l'empereur Grec, le Pape étoit maître dans Rome comme l'Exarque dans Ravenne.

L'Église romaine n'avoit, comme vous voyez, aucune Souveraineté en Italie; mais elle avoit, comme toutes les autres églises, de grandes & belles propriétés, fruit de la libéralité des Princes & des aumônes des Peuples. C'étoit-là le patrimoine des indigens; c'étoit le trésor des malheureux. C'étoient des fermes, des maisons, des domaines bien cultivés, dont les revenus répandus par la charité, attachoient au Pape cette foule de malheureux que la guerre dépouilloit.

Pendant quelque temps la piété des rois Lombards avoit respecté ces biens que l'on étoit accoutumé à nommer le patrimoine de S.^t Pierre. Peu-à-peu on leur porta

envie; on chercha à s'en emparer. Alors la prudence du Saint-Siège consista à se ménager des défenseurs, & il en trouva quelques-uns dans ces ducs Lombards qui, voulant augmenter leur puissance aux dépens de l'autorité de leur Roi, faisoient avec empressement une occasion de la rendre odieuse. Sous Grégoire II & sous Grégoire III, les rois de Lombardie firent eux-mêmes plusieurs efforts pour réduire sous leur domination Rome & l'Exarquat. Dans cette guerre, les domaines de l'église furent ravagés : les ducs de Spolète & de Bénévent prirent la défense du Saint-Siège.

Tandis que la politique elle-même prescrivait aux Papes de demeurer attachés à la cour de Constantinople, celle-ci leur imputait les mouvemens de la cour de Pavie. Si les Ministres de l'Empereur n'eussent pas été aveuglés par ce fanatisme persécuteur que les Iconoclastes leur avoient inspiré, ils eussent senti que, dans cette occasion, ils ne pouvoient se tenir trop unis

avec le Saint-Siège, & que le salut de l'Italie exigeoit que le premier Magistrat de Rome fit cause commune avec l'exarque de Ravenne; c'étoit le moyen d'arrêter les Lombards pour se donner le temps de faire passer, si cela étoit encore possible, une armée en Italie.

Rien de tout cela n'arriva, & Grégoire III se trouva poussé à bout, d'un côté par l'imprudence des Empereurs, & de l'autre côté par l'avidité du Roi de Lombardie; tandis que celui-ci s'emparoit, & dans l'exarquat de Ravenne & même dans le territoire de Rome, de toutes les terres de l'Eglise, l'Empereur vouloit faire arrêter le Pape, & donnoit à l'Exarque les ordres les plus précis de se saisir de sa personne. Déjà les ducs de Spolette & de Bénévent, qui avoient pris son parti, étoient hors de combat. Grégoire III chercha un secours plus puissant, & s'adressa à Charles-Martel.

Tel étoit l'état de l'Italie, & l'on voit quel vaste champ il ouvroit aux spéculations

politiques du Génie devant lequel toute la France se taisoit alors. Le Pape sentit qu'il n'y avoit qu'un pareil protecteur qui pût le défendre & contre les Grecs qui n'avoient plus que des droits dont ils abusoient, & contre les Lombards qui avoient des forces.

Mais une nation plus à craindre encore étoit celle des Musulmans qui, déjà possesseurs de l'Espagne, s'étoient encore emparés au midi de l'Italie de tout ce qui n'étoit occupé ni par les Grecs, ni par les Lombards.

Il n'étoit plus possible que l'Empereur chassât d'Italie ces nouveaux hôtes : les Sarrafins formidables, dans toutes les parties du monde, étoient eux-mêmes tous les jours aux portes de Constantinople ; & les Bulgares , foibles voisins , souvent alliés infidèles , lui faisoient acheter bien cher leurs secours intéressés.

Il étoit démontré pour Charles-Martel , que toute l'Italie alloit dans peu ou subir

le joug des Lombards , ou devenir la proie des Sarrafins ; ce fut sur cette vérité connue qu'il régla sa conduite.

En effet , quelle que fût celle des deux Puissances qui fût demeurée maîtresse de ce riche pays , il est certain qu'elle fût devenue dès ce moment non-seulement rivale de la France , ce qu'elle étoit depuis long-temps , mais rivale trop à craindre. Les Sarrafins maîtres de l'Espagne , s'ils eussent asservi l'Italie , resserroient les Lombards , & non-seulement leur ôtoient les moyens de s'étendre , mais menaçoient leur Monarchie d'une fin prochaine , car cette Nation n'avoit que trop prouvé que son plan étoit de tout envahir & de tout détruire.

De cette dernière réflexion il suit , que l'intérêt de la France étoit de ne point se séparer des Lombards , tant que les Sarrafins étoient redoutables pour l'Italie. Car il valloit mieux encore pour Charles-Martel que l'ancien héritage des Césars eût les

Lombards pour Maîtres, ou du moins fût long-temps disputé entre ceux-ci, les Grecs & les Sarrafins, que d'être livré aux Musulmans qui pouvoient alors descendre en France par les Alpes & par les Pyrénées, & auroient de plus été les maîtres de la Méditerranée.

Se feroit-il flatté de faire la conquête de la Lombardie? Une entreprise aussi difficile l'éloignoit de son objet principal, qui étoit avant tout d'assurer à lui-même & à sa postérité la souveraineté de la France. Il devoit craindre les révoltes des Grands de ce Royaume; & pour peu qu'il eût essuyé des revers en Italie, obligé de faire face aux nouveaux ennemis qu'il se fût attiré, il eût peut-être vu sa Patrie déchirée par les intrigues de ceux dont sa puissance excitoit la jalousie, & dévastée par les Sarrafins qui la menaçoient du côté des Pyrénées: tout pouvoit être perdu pour lui, s'il eût cédé aux premières instances de Grégoire III.

Ce fut donc en politique sage qu'il ne

répondit que par des assurances générales de bienveillance à cette fameuse lettre que le Pontife lui écrivit en 740. L'objet de celui-ci étoit d'engager la France à porter ses armes en Lombardie. « Ne vous laissez » pas surprendre, lui disoit-il, aux artifices » & aux faux rapports des rois Lombards; » ils se plaignent éternellement des ducs de » Spolette & de Bénévent, ils les accusent » d'avoir commis les plus grandes fautes » contre eux : mais ces reproches sont autant » de mensonges. Tout leur crime est de » n'avoir pas voulu, l'année passée, venir » faire des courses sur les terres de Rome, » ni, comme eux, détruire les terres des » Saints Apôtres & du Peuple qui leur » appartient. Je vous conjure, » ajoute-t-il plus bas, par le Dieu vivant & » véritable, par ces Clefs sacrées de la con- » fession de S.^t Pierre que je vous envoie, » de ne pas préférer l'amitié du roi des » Lombards à l'amour que vous devez aux Saints Apôtres. »

Charles ne fut point la dupe de ce pathétique. Il savoit que les Saints Apôtres accordoient leur protection à la justice. Il savoit également que celle des Rois consistoit à ne point compromettre sans raison la tranquillité & le bonheur de leurs Peuples. Il ne voulut point renoncer à l'alliance des Lombards, qui pouvoient lui être à lui-même infiniment plus utiles dans ce moment que les éloges & la reconnaissance du Pontife.

Observons même ici, puisque nous en trouvons l'occasion, que ces grands-hommes auxquels la France dut alors sa gloire & son salut, quelque religieux qu'ils fussent, ne voulurent jamais paroître céder à ces discours mystiques que les Papes, & quelquefois les Évêques employoient pour circonvenir la piété facile des Princes. Sans cesse on faisoit parler les Saints, tantôt pour promettre des succès, tantôt pour menacer de quelques revers ceux qui n'étoient point dociles aux insinuations du Clergé.

Charles-Martel respecta la Religion, Pépin son fils fut même pieux, & Carloman embrassa la vie monastique; mais ils apprécièrent toujours au juste ces petites ressources d'un zèle inconsideré, & le père Daniel en rapporte lui-même un exemple. Dans la guerre que Pépin & Carloman firent à Odilon duc de Bavière, ils eurent longtemps à résister aux importunités d'un Prêtre nommé Sergius qui, Légat du Pape auprès du duc de Bavière, ne cessoit de faire des représentations aux Généraux françois. La veille même du combat dans lequel Odilon fut battu, cet Ecclésiastique étoit venu les trouver, & leur avoit fait défenses au nom de Saint Pierre de donner la bataille.

Elle se donna cependant, & le Légat lui-même fut fait prisonnier. Amené devant les Princes, il fut traité avec les égards dus à son caractère; mais Pépin ne put s'empêcher de lui dire, avec cette gaieté qui dans tous les temps caractérisa les

François, Seigneur Sergius, nous voyons bien maintenant que vous n'êtes ni l'Apôtre S.^t Pierre, ni même son Envoyé. Vous nous dites hier que le Pape inspiré par les S.^{ts} Apôtres & en leur nom, nous défendoit de faire la guerre; nous vous répondîmes que ni S.^t Pierre, ni le Pape ne vous avoient chargé de cet ordre; & vous voyez maintenant que si S.^t Pierre n'avoit pas cru que notre cause fût juste, il ne nous auroit pas donné la victoire. Soyez donc bien persuadé que c'est par l'intercession des S.^{ts} Apôtres & par le jugement de Dieu, auquel nous nous en sommes rapportés, que la Bavière & les Bavares sont maintenant soumis à l'Empire françois. Revenons à la politique de Charles.

Si elle ne lui permettoit pas de se séparer des Lombards alors ses Alliés nécessaires, rien ne l'empêchoit de devenir le Protecteur du Pape contre les persécutions de la Cour de Constantinople. Aussi ne parut-il point rejeter les secondes propositions qui lui furent faites. Il n'étoit plus question de

porter les armes en Lombardie: c'étoit la Souveraineté de Rome que l'on offroit à Charles; il ne restoit plus aux Grecs que l'exarquât de Ravenne, on le supplioit de vouloir bien s'en mettre en possession.

Je n'examine point si ces propositions étoient justes, & si Rome étoit assez évidemment abandonnée par les Empereurs pour être autorisée à se choisir un Souverain. C'est ici la politique de Charles que j'examine, mais la justice même vouloit que l'on délibérât. Martel ne refusa point, mais nomma des Négociateurs chargés de traiter ces objets.

Ainsi, sans s'écarter de sa fidélité aux traités qui le lioient avec la Cour de Pavie, il eût pu devenir pour elle le voisin le plus redoutable. Cette négociation qui tendoit à substituer en Italie la puissance de Charles à celle des Grecs, les Lombards l'eussent sans doute traversée; aussi verrons-nous dans la suite que la même année qui vit les François maîtres de

Ravenne, rendit les Lombards leurs ennemis déclarés.

Ce que je viens de dire suffit pour se former une idée de l'intérêt politique de Charles à l'égard des Lombards. Leur État étoit une Puissance rivale de la France, mais une Puissance qui, passez-moi ce terme, avoit autour d'elle beaucoup de contrepoids par lesquels on pouvoit arrêter sa marche & suspendre son activité. Charles le savoit, & ce puissant Génie fit mouvoir leurs ressorts. Pépin l'imita dans la suite, & les rois Lombards furent long-temps dans la dépendance de la politique des François avant que d'être subjugués par leurs armes.

Quant aux Sarrafins, la nouveauté & l'injustice de leur invasion ne permettoit pas qu'on se liât avec eux ; leur génie destructeur, & destructeur même de tout ce qu'il y avoit de plus sacré, étoit un motif de plus de les regarder comme des ennemis irréconciliables, & d'autant plus à craindre

qu'ils pouvoient toujours tirer d'Afrique des armées prêtes à recommencer.

Heureusement pour la France, & cet objet ne fut jamais perdu de vue par les Princes, il s'étoit conservé dans les montagnes des Asturies un foible reste de la race des monarques Visigots. Pélage, issu de leur Sang, avoit rassemblé au milieu de ces rochers une poignée de fugitifs échappés au fer des vainqueurs; & attaqué dans une caverne, il avoit su s'y défendre avec six cents hommes désespérés qui avoient repoussé les Sarrafins. Ce Prince avoit été couronné roi d'Oviédo, centre d'un État de dix lieues de diamètre, & Alphonse I, après lui, s'étoit assuré l'entière possession des montagnes.

La politique de la France, par rapport aux Sarrafins d'Espagne, étoit donc simple & ouverte. Il n'étoit pas possible que les ennemis du Christianisme & les incendiaires de nos temples devinssent ses amis. Rodrigue avoit été un tyran, le comte
 Julien

Julien un traître, mais les Sarrafins étoient des usurpateurs dont l'injustice étoit trop récente pour être oubliée.

Le devoir & l'intérêt des François leur prescrivoient la même conduite; il n'étoit pas possible qu'on laissât à ces conquérans aucun établissement en-deçà des Pyrénées. Ici l'attaque même étoit juste contr'eux, car il me semble qu'il y a entre les Princes une obligation solidaire de repousser les usurpateurs, comme entre les particuliers d'arracher au voleur ce qu'il a pris, & de le rendre au légitime possesseur. Ces petits rois d'Oviédo, quelque foibles qu'ils fussent, devenoient les Alliés naturels de Charles-Martel & de ses Successeurs.

Aussi ce Prince n'entra-t-il jamais en négociation avec les usurpateurs du trône d'Espagne. Abdérame, qui avoit voulu gagner le duc d'Aquitaine, se fût cru trop heureux d'acheter l'alliance de Martel. Celui-ci ne regarda pas même comme possible une liaison si étrange. Abdérame fut

chassé, & les Sarrafins sentirent que la France qu'ils s'étoient flattés de conquérir, alloit être désormais le terme & la barrière de leurs exploits.

Ici j'oserai présenter & résoudre en peu de mots une question importante, sur laquelle il est essentiel que les Princes aient des principes certains.

Ce Rodrigue, dont la tyrannie avoit soulevé tous les Peuples, & dont le crime avoit occasionné la perfidie du comte Julien, étoit mort en 712 dans cette fameuse bataille qui livra l'Espagne aux Musulmans. Vitisa son prédécesseur, presque aussi injuste que lui, & encore plus imprudent, avoit démantelé toutes les places fortes de son Royaume, croyant se mettre en sûreté contre les révoltes. Les Sarrafins n'avoient donc pas eu de peine à s'emparer de toute la Monarchie des Gots. Au bout de quatorze ans, ils s'en étoient trouvés presque paisibles possesseurs.

A la fin de la première Race, leur invasion,

comme vous le voyez , étoit très-récente , & lorsqu'ils furent battus en France, il n'y avoit pas vingt ans qu'ils étoient établis en Espagne. Mais dans quel temps dûrent-ils être regardés comme légitimes Souverains du pays qu'ils avoient conquis? Quel fut le moment où leurs voisins ne purent se dispenser de les reconnoître? Et en général , quand un Prince a commencé par l'usurpation , combien de temps doit-il posséder pour que la Nation dont il est le maître & les étrangers avec lesquels il peut avoir des rapports , soient obligés de le traiter comme possesseur légitime?

Grotius , dans le chapitre 8 de son III.^e livre du Droit de la Guerre & de la Paix , examine le titre qu'un conquérant acquiert sur les vaincus , & s'exprime ainsi : « On peut, dit-il , acquérir la Souveraineté par droit de conquête en deux manières , « ou en tant que la victoire en dépouille le « Roi vaincu , ou quelque'autre Souverain , « & en ce cas tout le pouvoir qu'il avoit »

» passe au vainqueur, mais rien au-delà; ou
 » en tant que la Souveraineté résidoit dans
 » le Peuple même, & alors le vainqueur la
 » possède de telle manière qu'il a droit de
 l'aliéner comme le Peuple auroit pu le faire. »

En partant de ces principes & de tous les témoignages que réunit cet Écrivain célèbre, il semble que l'on pourroit conclure que les Sarrafins devinrent les véritables Souverains de l'Espagne sitôt que les Gots vaincus cessèrent de repousser le joug. Rodrigue avoit été dépouillé; il étoit mort dans le combat, & la Nation qui s'attribuoit depuis quelque temps le droit de disposer de la Couronne, ne pouvoit plus rien contre la force qui l'avoit soumise.

Pourquoi donc, malgré la décision de Grotius, les Princes qui me lisent dans ce moment, entendent-ils au fond de leur cœur une voix qui leur crie, *non, si j'avois été Thierry, le conquérant d'Espagne n'auroit point été mon frère, & si j'eusse été Charles-Martel, je n'aurois pas cru avoir besoin*

qu'Abdérane m'attaquât pour être en droit de lui faire la guerre. Sont-ils trompés par cet instinct de justice & de générosité? Est-il le cri de la Nature? N'est-il, au contraire, que la voix du préjugé?

Gardons-nous d'abuser de ce mot de *Droit*; & ne désignons jamais par ce terme l'irrésistible empire de la violence sur la foiblesse. Le droit du plus fort n'en est point un. Or qu'est-ce que ce droit de conquête si vanté, sinon le droit du plus fort, qui cessera sitôt que le vaincu aura lui-même acquis des forces supérieures?

Le mot de droit renferme deux idées, celle du pouvoir & celle de la justice. Le droit n'est rien, ou il est une puissance avouée par la raison. Je fais qu'il y a des occasions où elle nous prescrit elle-même de céder; je fais qu'on ne doit point recouvrer par un crime ce qu'un crime nous a ravi, & qu'on ne peut entreprendre, pour se faire restituer le pouvoir, ce qu'il est défendu de se permettre pour conserver la vie. Ajoutons

que, lorsqu'en employant même les voies licites & honnêtes, il doit résulter de l'effort qu'un Prince fera pour rentrer dans ses droits, des désordres infiniment plus funestes à la Nation que celui par lequel il a été dépouillé, il n'en est que plus grand, plus respectable, plus cher à ses Peuples, lorsqu'il immole sa grandeur à leur repos. Mais je n'examine point ici ce que la morale prescrit, ou ce que la générosité conseille au Prince dont les États ont été conquis, je cherche quel est envers lui le devoir de ses voisins & de ses sujets.

S'il étoit vrai que dès qu'un pays est devenu la proie d'un conquérant, celui-ci pût s'en regarder comme légitime Souverain, les sujets seroient de ce moment dispensés du devoir d'être fidèles ; les voisins seroient dégagés de l'obligation de secourir leur allié malheureux.

Cependant il n'en est rien, & dès-là il n'est pas vrai que la conquête seule soit un titre légitime pour le vainqueur. Mais

quand le deviendra-t-elle? Quand la Nation aura, dit-on, ou acquiescé formellement ou tacitement consenti à la révolution: à la bonne heure, mais quand lui fera-t-il permis d'acquiescer? Quand pourra-t-elle consentir librement & sans crime? Car enfin c'est-là que doit se réduire la question; il est certain, en effet, que les devoirs & du Souverain & des Sujets doivent cesser à la fois, & que celui d'être fidèle dure tout autant que celui de protéger.

Ici les principes sont clairs, car il n'y a pas deux morales. La résolution du problème dépendra donc toujours du fait. Si le conquérant prétendoit réclamer lui-même son bien, & avoit des droits apparens aux pays qu'il a soumis, les sujets du vaincu qui, en obéissant à celui-ci, ont acquitté la dette de leur serment, peuvent sans doute regarder la conquête comme le jugement du Dieu des armées: subjugués par la force, il leur est permis de croire le

procès décidé. Alors l'acquiescement d'une Nation soumise joint à la nature du titre auquel elle cède, forme entre le nouveau Prince & elle un engagement mutuel, qui de ce moment peut être regardé comme indissoluble, sur-tout s'il n'est pas évidemment contraire aux loix auxquelles l'État vaincu a été soumis dans tous les temps.

Si le vainqueur, sans avoir des droits sur le Peuple qu'il vient d'affujettir, avoit au moins des sujets de plaintes contre son Souverain ; si la guerre qu'il a entreprise étoit juste dans son principe , alors la conquête n'est point injuste , mais elle n'est point encore un titre qui dégage les Sujets ; ils doivent fidélité à leur Prince lors même qu'il a des torts avec un étranger : ces torts même, ils peuvent ne les point partager lorsqu'ils se défendent ; car il n'est pas juste que, pour la faute d'un Souverain, une Nation voie, sans son propre consentement, sa liberté engagée à une famille qui lui est étrangère.

Cependant, comme la Souveraineté suppose des engagemens mutuels entre les Princes & les Peuples, comme il n'est pas juste que ceux qui sont absolument hors d'état de protéger puissent éternellement réclamer une fidélité, dont ils ne rendent plus l'équivalent en bienfaits; si l'autorité est détruite sans ressource, si la race d'un Prince est, sans la faute de la Nation, réduite à l'impuissance absolue de la défendre & de la gouverner, le devoir des Peuples cesse, & les descendans d'un Roi détrôné peuvent mériter encore le respect & la commisération, sans avoir le droit de contraindre à l'obéissance.

A l'égard des Princes voisins d'un État envahi, leur devoir est encore subordonné aux premières loix de la morale. Les relations entre les Souverains sont restées entre elles ce qu'étoient celles des premiers hommes dans l'état de société naturelle & antérieurement à toutes les institutions civiles. Donc toute injustice criante exige

la réclamation des bons Rois, & il seroit peut-être à souhaiter que dans l'Europe quiconque veut envahir sans raison, devînt de ce moment l'ennemi commun.

Cependant, quelque frappante que soit cette vérité, on pourroit souvent en abuser, car son application ne doit jamais se trouver contraire à celle d'une autre maxime également certaine; c'est que le premier, le plus sacré devoir des Rois est de rendre leurs Peuples heureux, & qu'ils ne doivent jamais aux Sociétés voisines un secours qui causeroit la perte certaine de celle dont ils sont les Chefs.

Lorsqu'on peut accorder l'un & l'autre devoir en conciliant également ce que l'on doit, & à l'État que l'on gouverne & à celui que l'on voit opprimé par un usurpateur, tant que les Peuples asservis par celui-ci ont droit d'implorer l'assistance d'une Puissance amie, celle-ci a au moins le droit de venir à leur secours.

Mais si la longue & volontaire soumission

d'un Peuple à la postérité d'un usurpateur, a semblé conférer à celle-ci les droits d'un possesseur de bonne foi, l'un des devoirs de l'État voisin est de respecter, dans le Gouvernement établi, la volonté du Maître souverain qui dispose à son gré des Empires, & qui s'est lui-même nommé, dans l'Écriture, le Dieu des armées. Car retenons bien, que c'est plutôt pour l'intérêt des Nations que pour celui des Rois, que ceux-ci sont obligés de recourir à ce terrible droit de la guerre, qui ne doit être leur ressource que lorsqu'ils n'en ont point d'autre.

Il faut cependant encore distinguer entre le devoir de chasser une Puissance usurpatrice, & celui de la reconnoître comme possédant légitimement le pays dont elle s'est emparée. Bornons-nous ici à l'exemple des Sarrafins ; examinons le droit qu'ils purent acquérir, & voyons de quelle nature furent les relations que produisit leur conquête.

Appelés par un traître, ils viennent mettre sous le joug un Peuple nombreux dont ils détruisent les loix, dont ils renversent les temples, dont ils usurpent les possessions. Le tyran qui a occasionné ces désastres périt dans une bataille. Après sa mort, quel droit avoient les Sarrazins de dire aux peuples d'Espagne, *nous serons vos maîtres !* La race des rois Gots a-t-elle perdu tous ses droits ? Les Peuples ont-ils été dépouillés de la liberté de se soumettre volontairement au Souverain qu'ils auront choisi ?

Le droit de professer librement la religion Chrétienne est un de ceux que ces Peuples chérissent le plus ; est-il une autorité sous le Ciel qui puisse les en dépouiller ? Et la Puissance impie qui ose l'entreprendre, peut-elle jamais devenir l'alliée & l'amie des autres Nations soumises comme eux à la loi de l'Évangile ? Un rejeton de leurs anciens Souverains réclame alors ses droits : il est couronné au milieu des rochers : il

rassemble sous les drapeaux tous les Défenseurs de l'ancienne constitution politique ; tous ceux qui s'intéressent au maintien du culte de leurs ancêtres. Voilà sans doute l'Allié naturel de tous les princes Chrétiens. La justice les invite à prendre la défense des opprimés ; la religion les avertit de venir au secours de leurs frères, que l'on veut forcer d'apostasier.

Contre ce sentiment puissant qui prescrit aux Princes & aux Nations le plus honorable des devoirs, tout raisonnement est foible, tout argument est vicieux ; & le duc d'Aquitaine , qui devint l'allié des Sarrafins, se couvrit d'infamie.

Étoit-il permis alors aux Princes qui étoient en état de défendre le reste de l'Europe contre l'invasion de ces Conquérans, de faire contre eux une ligue éternelle, de la sceller par le serment le plus formidable, & d'invoquer les vengeances du Ciel contre quiconque souffriroit ou reconnoîtroit en Europe, & l'autorité des Califes & le joug

de leurs Vicaires? si une telle confédération eût été formée, qui eût osé la blamer? qui eût osé indiquer, dans les siècles suivans, le terme dans lequel les autres Puissances de l'Europe eussent pu légitimement faire cause commune avec les Mahométans?

Il est donc vrai qu'il y a telle injustice que le temps même ne peut légitimer, tel grand intérêt contre lequel tous les autres viennent se briser. Oui, lors même qu'une longue servitude auroit rendu l'Espagne paisible, nos rois François & les princes Lombards auroient pu, sans mériter aucun reproche, rejeter pour jamais l'alliance des Mahométans. En effet, toutes les conventions de secours & d'amitié qui lient les Princes entr'eux, supposent leur consentement ; & il y a telle occasion où non-seulement ils sont libres de le refuser, mais où ils peuvent avec honneur s'en faire un devoir.

Tel fut celui que se prescrivirent ces braves descendans des Gots, qui donnèrent

naissance aux petites Monarchies, que nous verrons dans la suite resserrer & enfin détruire en Espagne tous les établissemens des Sarrafins. Ces rois de Murcie, de Grenade & de Cordoüe, quelque vertu que quelques-uns d'eux aient montré, quelque bonnes loix qu'ils aient pu établir, furent toujours les ennemis naturels des princes Chrétiens, qui ne crurent jamais que la plus longue possession eût pu couvrir l'injustice de leur invasion.

Finissons cette discussion, en résumant les différens points de vue sous lesquels Charles-Martel & ses enfans purent considérer leurs voisins.

1.^o La France avoit & devoit toujours avoir pour ennemis les Maures d'Espagne, sans cesse redoutables à ses frontières. Son intérêt étoit de fournir des secours aux foibles rois d'Oviedo & à tous les Princes qui pouvoient ressusciter l'ancien gouvernement; de semer des divisions entre tous ces Émirs qui avoient formé

différens petits Royaumes , où , malgré leur feinte dépendance du Calife , ils commandoient en souverains. Telle fut aussi la politique de la France : & nous verrons par la suite de notre Histoire , que ces Sarrafins si terribles lorsqu'ils vinrent désoler l'Espagne , presque toujours occupés dans l'intérieur du Royaume dont ils étoient les maîtres , ne se trouvèrent que bien rarement en état d'en sortir. Toujours en guerre avec les descendans des rois Gots , & souvent peu d'accord entre eux , ils ne firent parler d'eux dans le reste des états Chrétiens , que sous Charles-Martel & sous Charlemagne. Dieu a marqué à la mer le rivage où il lui a ordonné de venir briser ses flots , & il voulut que ce torrent d'Asie qu'il avoit envoyé pour punir les Chrétiens , s'arrêtât au pied des Pyrénées.

2.^o Si après la bataille de Tours , les Sarrafins se trouvèrent moins en état d'insulter les frontières de la France , leurs liaisons avec les Sarrafins d'Italie , & les secours
que

que leurs différentes peuplades pouvoient tirer d'Afrique , ne permettoient pas à Martel & à ses fils de perdre de vue les bords de la mer Adriatique & les rivages du Pô ; & c'étoit principalement de ce côté-là que la politique des Maires du Palais dut réunir, & toute l'activité de leur attention & toutes les combinaisons de leur prudence. Il leur étoit important que cette fertile partie de l'Europe demeurât partagée entre plusieurs Nations, jusqu'à ce qu'on pût s'établir sur les ruines de celle qui la première essuieroit un revers de fortune. Je suppose ici, comme on le voit, les projets de l'ambition dont je ne prétends justifier, ni Charles-Martel ni ses enfans. Il est prouvé par leur conduite qu'ils eurent de bonne heure des vues sur l'Italie, qui certainement ne pouvoit rester dans l'état où on la voyoit alors. L'exarquat de Ravenne & le territoire de Rome ne devoient pas tenir long-temps contre les Peuples guerriers qui les environnoient ; & Pepin

étoit bien persuadé que tôt ou tard il s'en rendroit le maître. Jusque-là son intérêt étoit de défendre les Lombards contre les Sarrafins, & de ne se montrer l'ennemi des premiers, que lorsqu'il auroit formé en Italie un établissement assez considérable pour n'avoir plus rien à craindre des autres. A l'égard des Grecs, il y avoit déjà longtemps qu'il ne les comptoit pour rien.

3.^o Ajoutons à ces vues qui occupèrent le gouvernement François, l'attention qu'il devoit porter en même-temps sur les Ducs des Provinces frontières, pour empêcher également, & les liaisons dangereuses & les révoltes, & nous aurons une juste idée des intérêts politiques du Royaume à la fin de la première race. En général les États de cette Monarchie étoient dès-lors trop étendus; il fallut dans la suite toute la vigueur du génie de Charlemagne pour soutenir, les unes par les autres, toutes les parties de ce vaste édifice, & pour l'accroître encore : Mais dans l'ordre moral, comme

dans l'ordre physique, les hommes ne pourront jamais rien contre les loix de la Nature; & la meilleure de toutes les politiques sera toujours celle qui se proposera pour but de conserver & de fortifier le Gouvernement; non celle qui travaillera à l'étendre au-delà du terme où doit naturellement s'arrêter son activité.

FIN du Sixième Discours.





SEPTIÈME DISCOURS

S U R

L'HISTOIRE DE FRANCE.

PÉPIN SUR LE TRÔNE.

Commencement de la Seconde Race.

PÉPIN, que l'on a cru louer suffisamment après sa mort, en écrivant sur son tombeau, *Cy gist Pépin, père de Charlemagne*, avoit, comme nous l'avons déjà pu remarquer, les qualités personnelles les plus éminentes, les grandes vues, le soin d'y rapporter tout, le courage d'en attendre le succès. Voilà ce qui avoit caractérisé sa conduite avant qu'il fût placé sur le Trône.

Ce n'étoit pas une entreprise facile, que de dégoûter entièrement la Nation de cette auguste & malheureuse famille de Clovis; & pour conduire à sa fin le grand ouvrage

de la révolution, il avoit fallu deux Princes qui, comme Charles-Martel & Pépin, fussent capables de ne jamais perdre de vue un si grand intérêt, de diriger vers lui toutes leurs démarches, & de ne se rebuter par aucun obstacle.

Au reste, si la gloire de Pépin fut à son comble, lorsqu'il se vit appelé à la Couronne par le vœu de tous les premiers magistrats de la Monarchie; si, croyant dominer plus facilement les Évêques que les Grands, il ne voulut pas que les suffrages de ceux-ci fussent regardés comme son titre, & s'il se donna toujours comme investi de la Souveraineté par l'ordre & la volonté de Dieu même, il n'en sentit que mieux combien étoit pénible la charge qu'il avoit désirée, & combien alloit être laborieuse la carrière qu'il devoit parcourir.

Jamais Prince ne fut plus obligé, par son propre intérêt, d'être grand & bienfaisant. Il avoit devant les yeux, & ces premiers Rois, qui avoient ébranlé le Trône par

leurs propres crimes, & ces Monarques, leurs successeurs, qui en avoient été précipités pour s'y être endormis, & ces Évêques, qui venoient de publier, en vertu d'une décision du Pape, qu'un Prince indigne de régner, pouvoit être privé de son droit à la Couronne, & ces Grands qui, se croyant tous en état de la porter, ne pouvoient se dissimuler qu'ils venoient de la donner. Il falloit justifier le choix de la Nation & le jugement de l'Église; faire oublier le Sang de Clovis, se faire aimer des Évêques, récompenser, occuper, distraire les Grands : Voilà les soins dont le nouveau Monarque sentit qu'il étoit chargé.

Je n'irai point chercher, pour ajouter à sa gloire, ces ridicules anecdotes contées par les Moines qui, au commencement de cette seconde race, crurent devoir faire de leurs Héros les plus absurdes panégyriques. Je ne dirai point, avec le Moine de Saint-Gal, que, pour faire cesser les

railleries que quelques Grands avoient faites sur la petite taille du nouveau Souverain; il se précipita dans l'arène, & alla combattre & vaincre un Lion furieux. L'auteur de cette fable ne prouve point que Pépin ait été capable de cette indécente folie, mais que les bons Religieux du Monastère de Saint-Gal regardoient comme la plus haute prouesse, le combat d'un Roi contre un Lion; & croyoient un Prince, capable de cette intrépidité, plus grand que celui qui eût travaillé sans éclat à rendre ses peuples riches & heureux. Concluons encore de cette anecdote & de plusieurs autres contes que l'on trouve dans nos Annalistes romanciers, qu'il faut à cette époque, comme à toutes les autres, commencer par juger les Historiens eux-mêmes, avant que de juger les Princes sur ce qu'ils nous en disent.

Un ennemi dangereux pouvoit susciter à Pépin des affaires pénibles, & cet ennemi étoit son propre frère. Ce Gripon qu'il avoit entrepris inutilement de gagner, & dont

il avoit ensuite paru dédaigner les efforts , étoit alors occupé chez le Duc d'Aquitaine à semer les méfintelligences & les factions.

Tout ce qu'il souhaitoit , étoit de commettre Pépin avec ces Ducs & ces Comtes , auxquels il avoit tant d'obligation & devoit tant de ménagemens. Il eût été dangereux pour le nouveau Monarque de se brouiller avec eux , & cependant il ne vouloit , ni ne pouvoit abandonner son autorité. On imagine bien qu'il fut souvent obligé de condescendre à leurs volontés , & qu'il n'osa pas toujours exiger avec hauteur l'obéissance qui lui étoit dûe. Cette prudence nécessaire dans les circonstances où il se trouva , contribua à augmenter le pouvoir des Magistrats.

Le protecteur de Gripon étoit le fils de cet ambitieux qui avoit eu pour projet de se faire , à l'aide des Sarrafins , un État séparé & indépendant. Pépin envoya lui redemander le rébelle , & menaça d'envoyer une armée ; car il n'y avoit pas

d'autre moyen de se faire obéir. Le Duc d'Aquitaine consterné ne voulut point risquer lui-même une révolte contre son Souverain, & le malheureux Prince prit la résolution d'aller demander un asile au Roi des Lombards. C'étoit alors cet Astolphe si célèbre dans l'Histoire de ce règne, & que vous allez voir incessamment aux prises avec les François.

Pépin avoit prévu cette retraite, & il donna ses ordres pour l'empêcher. Il étoit lui-même occupé à combattre les Saxons, qui, impatiens des tributs qu'ils payoient, ne manquoient jamais de se révolter, toutes les fois que la France changeoit de Maître.

Gripon, au lieu de se sauver déguisé, & de cacher sa marche, avoit voulu voyager en Prince. Il avoit avec lui quelques amis & leurs troupes ; peut-être le Duc d'Aquitaine lui en avoit-il prêté. Il s'avançoit en corps d'armée ; mais Pépin avoit pris ses précautions, pour qu'il ne lui fût pas possible de passer les Alpes. Toutes les Provinces

avoient leurs milices; celles de la Bourgogne Transjurane commandées par Frédéric, & celles de la Province de Vienne qui avoient pour Chef le Comte Théodore, formèrent une armée destinée à observer le Frère du Roi. Celui-ci la rencontra dans la vallée de Mauriene, où elle étoit venue l'attendre à son passage. Il fallut combattre : Gripon se battit en désespéré, & cette bataille où il périt, coûta également la vie aux deux Généraux des troupes royales.

Cette nouvelle que Pépin reçut à Bonne sur le Rhin, le délivra des inquiétudes & des embarras que pouvoit lui causer ce génie indomptable. Il n'eut plus qu'à en imposer par la force aux Ducs des frontières, dont la licence avoit été enhardie par la révolution. Il venoit déjà de vaincre les Saxons qui se regardoient toujours plutôt comme une nation opprimée & tributaire, que comme un peuple sujet, & qui n'avoient presque d'autres relations avec la France, que celles qui les avertissoient de leur propre

foiblesse. En ne considérant même que l'intérêt de leur politique, les Maires du Palais avoient dû souhaiter que les Saxons eussent des mœurs, & embrassassent la Religion Chrétienne. Les Prédicateurs de l'Évangile étoient en même tems les Apôtres de la soumission ; & voilà pourquoi les Chefs de cette Nation, qui ne vouloient que l'indépendance, avoient chassé & persécuté les Évêques & les Missionnaires. Pépin, en doublant le tribut que les Saxons avoient payé jusque-là, exigea qu'ils lui répondissent de la vie des Pasteurs qui leur seroient envoyés.

La réduction des Saxons fut suivie de celle des Bretons. Le château de Vannes fut pris, & Pépin se trouva également à l'une & à l'autre expédition. Celle qui coûta la vie à son frère, fut la seule qu'il ne voulut pas commander.

En général ce qui caractérisa Charles-Martel, Pépin & Charlemagne, fut cette prodigieuse activité qui les portoit d'un

bout à l'autre d'un Empire beaucoup plus vaste que ne l'est aujourd'hui la France. Les derniers Princes de la Maison de Clovis n'avoient été vus nulle part ; ceux-ci étoient par-tout ; & cette incroyable rapidité étoit en même temps & une preuve de leur bonne administration, & un moyen de conserver l'autorité qui la maintenoit. Ces Princes, dans toutes leurs courses militaires, voyageoient à cheval ; les relais étoient dispersés dans tous les domaines du Roi, & de-là envoyés dans les lieux où le Souverain devoit les rencontrer. Le Comte de l'Écurie ou Connétable donnoit ses ordres aux différens Maréchaux ; & ceux-ci, de concert avec les Mansionnaires auxquels leur Chef envoyoit l'état des lieux par où on devoit passer, dispofoient tout sur la route. Il ne falloit pas, comme aujourd'hui, transporter lentement une armée d'un bout du royaume à l'autre. Le Souverain qui avoit donné ses ordres à l'avance de rassembler les troupes des Provinces, & de joindre de proche en

proche celles d'un pays à celles d'un autre , n'avoit plus qu'à venir se mettre à leur tête. Tous les Magistrats qu'il rencontroit sur sa route , étoient autant de Généraux auxquels il donnoit ses ordres en passant , & assignoit des rendez-vous qui n'étoient jamais fort éloignés. Au reste la plupart des chemins romains subsistoient : on les avoit assez bien entretenus sous la première race , & la Reine Brunehaut en avoit même fait faire plusieurs dont on voit encore aujourd'hui des vestiges. Ce ne fut que pendant les désordres de la troisième race , qu'ils furent presque totalement détruits ; & quiconque a voyagé en Allemagne , s'est souvent aperçu que l'administration féodale est peu favorable à ce genre de police si nécessaire dans les grands États.

Je n'entrerai point dans le détail de toutes les courses que fit Pépin , tantôt pour réprimer l'audace de ses ennemis , tantôt pour ramener la confiance de ceux qui lui avoient mis la couronne sur la tête :

je viens aux grands évènements qui illustrèrent son règne, affermirent son pouvoir, & préparèrent la grandeur de Charlemagne.

Il ne paroît pas qu'il ait eu d'abord aucun projet d'étendre les bornes de la Monarchie au-delà des Alpes ou des Pyrénées; il devoit lui suffire d'avoir élevé si haut la fortune de sa Maison. La prudence ne lui permettoit pas de la commettre aux risques qui accompagnent toujours les expéditions lointaines. Il souhaitoit d'affoiblir les Puissances d'Espagne & d'Italie; il ne vouloit point qu'elles pussent un jour se réunir contre lui. Tel étoit son unique intérêt.

Il n'avoit pas cru faire une conquête en réduisant sous son obéissance quelques villes du Languedoc, telles que Béziers, Nîmes, Agde & Magalonne, qui, sous Charles-Martel, voyant s'éclipser la puissance du Monarque, avoient cru pouvoir se rendre indépendantes, & s'étoient mises sous la protection d'un Comte Got.

Peu de temps après, un Émir Sarrafin

lui avoit livré les villes de Barcelonne & de Gironne ; mais ces deux succès n'avoient rien coûté à ses armes : tout avoit été le fruit de sa prudence & de ses négociations. Nous l'allons voir obligé de se mêler des affaires d'Italie, & entraîné à des conquêtes par le plan même qu'il fut obligé de suivre pour se conserver.

Astolphe régnoit en Lombardie : il avoit succédé à Rachis, son frère, qui, suivant l'exemple de Carloman, étoit descendu du trône pour porter le cilice au Mont Cassin. Astolphe étoit ambitieux ; maître d'une partie de l'Italie, il souhaitoit d'enlever aux Grecs ce qu'ils y possédoient encore. Mais n'eût-il été que politique, il lui importoit de ne pas laisser accroître la puissance des Sarrafins. Or telle étoit alors la foiblesse de la Cour de Constantinople, que l'Exarquat de Ravenne, hors d'état de défense, & ne recevant aucun secours, ne pouvoit manquer de devenir la proie, ou des Maures, ou des Lombards.

Ravenne fut donc assiégé & pris par Astolphe. L'Exarquat dont cette ville étoit la métropole, avoit duré cent quatre-vingt-cinq ans depuis les conquêtes de Bélisaire. Les villes de la Pentapole ouvrirent leurs portes au vainqueur : il ne restoit plus que Rome à soumettre ; & Astolphe, maître absolu de l'Italie, n'eût pas eu de peine à chasser les Sarrafins des extrémités qu'ils y occupoient.

Étienne III étoit alors sur le Siège de Saint Pierre : il étoit le second successeur de Zacharie, à qui Pépin avoit eu de si grandes obligations. Rien ne l'obligeoit de se soumettre aux Lombards, & il n'avoit rien à attendre des Grecs : il crut qu'il étoit temps que le Monarque François payât à l'Église de Rome le prix de l'important service qu'il en avoit reçu. Il n'est pas nécessaire de supposer ici que les Papes songeassent dès-lors à se rendre Souverains de cette capitale du Monde Chrétien : nous verrons bientôt qu'ils ne le devinrent
que

que long-temps après, à peu-près de la même manière dont tant de Magistrats, dépendans de la Monarchie Françoisë, se partagèrent les débris de l'Empire des Carlovingiens. Mais il faut convenir que Rome abandonnée par les Empereurs de Constantinople, Rome qui avoit toujours fait tant de cas de sa liberté, avoit au moins le droit de se choisir un Souverain qui s'imposât à lui-même le devoir de la protéger. Étienne commença par profiter des fautes que fit Astolphe.

Ce Prince, possesseur de l'Exarquat, n'avoit qu'un parti à prendre. Il pouvoit sommer les Romains de le reconnoître pour leur Souverain, se mettre lui-même aux droits de l'Empereur Grec, & en conséquence promettre à l'Église & aux citoyens de Rome la conservation de leur liberté & de leurs propriétés ; sur le refus, assiéger cette Capitale, s'en rendre maître par la force, & légitimer ensuite son titre par la justice de son gouvernement. S'il

l'eût fait , il n'eût été qu'un conquérant ; il eût pu devenir ensuite un véritable Monarque : il ne s'annonça que comme un brigand.

L'Église avoit de grands & magnifiques domaines ; il les fit ravager par son armée : celle-ci brûla les maisons , enleva les esclaves & les hommes libres ; & sans faire le siège de Rome , dévasta son territoire.

Le Pape envoya son propre frère au Roi des Lombards. Ce Négociateur étoit un Diacre nommé Paul : il fut chargé de proposer une trêve ; & elle fut conclue pour quarante ans.

Ce fut une faute que fit Astolphe. Autant la conduite du Pape étoit juste & raisonnable dans cette occasion , autant celle de la Cour de Pavie fut imprudente & dangereuse. J'ai déjà dit que souvent j'oserois mettre les Princes pour qui j'écris à la place de ceux dont je leur fais observer les démarches : Que mon auguste Lecteur

consente donc d'être dans ce moment le Roi de Lombardie , & qu'il daigne écouter les représentations qu'auroit pu faire sur ce traité un Ministre juste, sage & désintéressé.

« Écoutez-moi, Prince, auroit-il pu lui dire. Quelle est la nature de l'engagement que l'on vous propose de souscrire « dans ce moment ? Une trêve, dit-on. « Mais avec qui êtes-vous en guerre ? « Quelle est la Puissance qui a droit de « donner des loix dans le pays ravagé par « vos troupes ? C'est sur l'Empereur Grec « que vous avez conquis l'Exarquat ; c'est « à lui que vous faites la guerre , & je veux « bien la supposer juste : je veux que vous « foyez en droit d'ôter aux Grecs tout ce « qu'ils possèdent en Italie. Le Pape est « l'Évêque & le premier citoyen de Rome ; « mais il n'est que le premier sujet de la « Puissance votre ennemie. Je conçois que, « comme administrateur des domaines de « l'Église dont vos troupes sont le fléau, «

» il a intérêt d'arrêter les vexations qu'il
» éprouve : de quelque nature que soit
» l'acte qui suspendra la fureur de vos
» soldats , il le signera donc honorablement.
» Mais vous , Prince , songez-vous au traité
» que vous allez souscrire ? Quels sont les
» engagements de la trêve que l'on vous
» propose ? Est-ce une armistice pour un
» temps ? Le traité ne liera point le Sou-
» verain de Rome avec qui il n'aura point
» été conclu. Les Romains ne sont point
» vos sujets : ils restent ceux de l'Empereur ;
» & s'il le leur ordonne , ils seront obligés
» de prendre les armes contre vous. N'est-ce
» au contraire de votre part que l'obligation
» de n'être ni un brigand ni un incendiaire ?
» La trêve n'ajoute à vos devoirs naturels ,
» que la honte d'avoir eu besoin d'une
» stipulation. Croyez - moi donc , Prince ;
» renvoyez le Diacre Paul ; dites-lui : Les
» propriétés de l'Église & les domaines des
» Romains ne tentent point mon avarice ;
» mais je crois avoir droit d'exercer sur

vous toute cette puissance protectrice «
dont l'Empereur semble avoir abdiqué «
les devoirs : & c'est parce qu'il ne se «
met pas peine, ou est dans l'impossibilité «
de défendre vos propriétés contre les «
injustes ravages de mes soldats, que je «
crois être en droit de me mettre à sa «
place, pour assurer à Rome sa liberté, «
sa sûreté & son bonheur. Je n'ai pas «
besoin de trêve pour interdire à mes «
troupes le pillage & les cruautés. Vous «
êtes venus m'avertir de leurs excès ; mes «
ordres sont donnés ; mais ouvrez-moi «
vos portes ; & , en me reconnoissant «
comme votre Souverain, regardez-moi «
déformais comme chargé de la conser- «
vation de vos droits. »

Sur cette réponse noble & raisonnable ;
qu'auroient pu faire le Sénat, le Peuple,
le Pape lui-même ? Demander du temps à
l'ennemi , & avertir l'Empereur de l'extré-
mité où ils étoient réduits. L'impuissance
des Grecs eût dégagé les Romains , & assuré

à Astolphe leur soumission, ou laissé un libre cours à sa conquête.

Que fait au contraire celui-ci ? Il souscrit une trêve avec le Pontife qu'il doit regarder comme son sujet, si Rome est soumise, & comme celui d'un Souverain étranger, si elle est assez forte pour résister. Il joint ensuite l'infidélité à l'imprudence : cette trêve qu'il a signée pour quarante ans, il la viole au bout de quatre mois : il veut alors être reconnu pour Souverain de Rome, & soumettre tous ses habitans à un impôt personnel.

Étienne avoit eu raison de proposer & de souscrire le traité. Pasteur bienfaisant, il écartoit de son troupeau le fléau de la guerre : politique habile, il assuroit pour quarante ans, à son siège, la puissance de gouvernement dans la métropole de l'Italie ; & pour l'acquérir, il n'avoit été que le libérateur de la patrie.

La trêve une fois rompue, le Pape envoie de nouveau des Députés au Roi de

Lombardie : ils sont reçus avec hauteur. C'est alors qu'arrivent enfin ceux de la Cour de Constantinople. Constantin Copronyme , hors d'état d'envoyer des troupes , fait proposer à la Cour de Pavie , de nommer un Ministre qui vienne sur les bords du Bosphore traiter toutes les affaires d'Italie.

Astolphe étoit le plus fort ; il avoit les armes à la main ; mais il s'agissoit de se rendre le maître de Rome , de Rome , où depuis si long-temps le Saint-Siége exerçoit la plus douce de toutes les autorités : alors il ne donnoit pas encore des couronnes , & c'est pour cela peut-être que ses décisions , universellement respectées par les Princes , étoient regardées comme les oracles de Dieu même. Le Roi Lombard sentit que , pour soumettre la Ville , il falloit s'assurer de l'obéissance de son Pasteur , & qu'il ne le réduiroit qu'en lui présentant un titre légitime. Sans renoncer aux avantages que la force lui donnoit sur les Grecs , il crut

qu'un traité pourroit seul lui acquérir irrévocablement l'Italie , & ôter également , & au Pape tout motif de résistance , & aux François tout prétexte d'intervention. Il tint Rome bloquée , & envoya des Plénipotentiaires à Constantinople.

Par-là cependant il donna au Pontife le temps de négocier avec la seule Puissance qui pût balancer & rendre inutiles les efforts des Lombards. Étienne écrivit au Monarque François ; lui peignit les injustices & les ravages de l'ennemi ; lui demanda la permission de se retirer en France , & l'invita à lui en fournir les moyens.

Astolphe n'avoit point quitté Pavie ; il se fioit aux soins de ses Généraux ; mais tel étoit alors le respect que l'on avoit pour le Saint-Siège , que le Roi Lombard lui-même n'eût pu fermer le passage aux Députés de Pépin , qui se présentèrent comme envoyés au Pontife par leur Maître.

A peine eurent-ils fait quelque séjour à Rome , qu'il passa pour constant que l'on

n'attendoit plus rien des négociations de Constantinople, & que l'Empereur avoit chargé le Pape lui-même de ses instructions auprès d'Astolphe.

Sous ce prétexte, Étienne demande un sauf-conduit : les Députés François l'accompagnent, & arrivent avec lui à Pavie. Ils assistent également à l'audience publique, dans laquelle le Pontife, au nom de Constantin, son Souverain, demande la restitution de l'Exarquat, & la retraite de l'armée.

Le refus avoit été prévu ; mais ce qu'Astolphe ne prévoyoit peut-être pas lui-même, étoit la demande qui lui fut faite sur le champ de vouloir bien permettre au Pape de se retirer en France pendant la guerre.

On n'est pas surpris sans doute de tous les efforts que fit le Prince Lombard, pour le détourner de cette résolution. C'étoit sur-tout parmi les désordres d'un siège, que les peuples avoient le plus de besoin

de la tendre sollicitude & de la présence de leur Évêque. Astolphe avoit à présenter les plus fortes raisons ; mais il n'osoit les dire toutes : il sentoît que ce voyage en France alloit mettre l'Italie en feu.

Pourquoi n'usa-t-il donc pas , pour l'empêcher , des forces dont il pouvoit disposer ? Ce parti eût peut-être été le plus prudent. Cependant le Pape n'étoit point son sujet ; il n'étoit pour lui que le Pasteur commun des fidèles, & le Successeur de Saint Pierre. Les Ambassadeurs de France étoient là, & ne dissimuloient point les ordres qu'ils avoient de l'emmenner. Les Ministres de Pavie craignirent d'irriter les François, & de s'attirer encore plus sûrement le ressentiment de Pépin : peut-être aussi pensèrent-ils que l'absence du Pape rendroit les Romains plus dociles. Soit faux calcul, soit foiblesse, la permission fut accordée : le Pape & les Ambassadeurs, trop heureux de l'avoir obtenue, traversèrent l'Italie rapidement, & ne se crurent

en sûreté, que lorsqu'ils eurent passé les Alpes.

Un Duc & un Evêque François vinrent sur les frontières offrir au Chef de l'Eglise les hommages du Roi & des Grands. Pépin lui-même, après avoir envoyé au-devant de lui le jeune Prince Charles, son fils, vint pour le recevoir à une Maison Royale, nommée Ponthion. La Reine, les Princes, toute la Cour, firent cortége au Pontife; & le Roi descendit de cheval pour le saluer, sans permettre qu'il mît lui-même pied à terre. Ce fut le 6 Janvier 754, que se fit cette célèbre entrevue, dont les suites devoient être si importantes.

Le Pape passa l'hiver en France. On imagine aisément les grands intérêts dont Pépin & lui furent occupés. Le premier vouloit affermir la couronne sur sa tête; l'autre vouloit assurer au Saint-Siége, sur une partie de l'Italie, une autorité qu'il exerçoit depuis long-temps, & dont Astolphe n'eût pas manqué de le dépouiller. Avant tout,

il fut résolu que l'on réitéreroit à Saint-Denys la pieuse cérémonie du Sacre. Il falloit frapper de nouveau les yeux des peuples par le plus imposant de tous les spectacles, & achever de les persuader que Dieu avoit rejeté la race de Clovis, pour mettre sur le trône une famille plus digne de seconder ses vues. Que l'on se représente maintenant le Vicaire de Jésus-Christ à la tête de tous les Évêques de France, non-seulement montrant à la Nation le Roi que Dieu lui a donné, mais prétendant conférer à ce Prince, par l'onction sainte qu'il réitère, le pouvoir le plus étendu qu'un homme puisse avoir sur la société ; le rendant par cette espèce de Sacrement l'Oint du Seigneur, le Représentant, le Magistrat de Dieu même, & prononçant les plus terribles anathèmes contre quiconque manqueroit de fidélité à cette race choisie : quelle impression profonde cette mémorable cérémonie ne dut-elle pas faire sur tous les esprits !

Ce grand évènement fut annoncé, célébré, commenté par tout le Clergé ; il devint le texte des instructions de tous les Evêques ; & pour qu'il fût bien avéré, que le pouvoir de lier & de délier, qui appartenoit à l'Eglise, pouvoit seul briser ou serrer les nœuds qui attachoient le peuple à son Prince, Pépin eut soin de demander de nouveau une absolution solennelle : il fut déclaré par le Pape, libre à jamais de tout ce qu'il avoit promis au Sang de Clovis.

Quiconque connoît combien il est aisé de semer parmi le peuple des opinions nouvelles, ne sera pas surpris des progrès que fit celle-ci. Tout se réunissoit pour elle : l'intérêt du Roi qui craignoit pour sa postérité ; celui des Grands qui cherchoient à se justifier ; celui du Pape & des Evêques qui de ce moment devenoient les organes de la Divinité pour disposer des couronnes. Joignez à cela l'autorité des textes saints mal entendus ; le respect pour la religion

qui depuis long-temps étoit la fauve-garde des peuples, & dont on s'imaginoit affermir pour jamais l'empire ; le vœu secret que firent ceux-ci, pour que l'autorité pastorale tempérât dorénavant la rigueur de ce pouvoir qui jusque-là avoit tout écrasé ; l'espérance conçue par les Magistrats, que le Monarque craindroit davantage la Divinité, lorsqu'il sentiroit qu'Elle peut ôter une couronne qu'Elle a donnée ; enfin jusqu'à l'idée majestueuse que l'on conçut alors d'une Monarchie où l'on ne regarda plus la souveraineté, que comme une émanation de l'autorité de Dieu. Tout se réunit pour faire, du système imaginé pour affermir le pouvoir de Pépin, une espèce de dogme politique qui devint la doctrine dominante de la Nation.

Pépin en fut-il ébloui lui-même ? J'ai peine à le croire ; mais les peuples le furent, & il en profita. Il fut à leurs yeux un nouveau David ; cela lui suffit : il ne prévint point les conséquences de

cette doctrine ; ou , s'il les prévît , il se reposa sur les évènements qui pouvoient en détourner les effets. Hélas ! Il n'y a que la vérité , & la vérité toute pure , dont les Rois n'aient jamais rien à craindre. Nous verrons bientôt cette opinion fautive , sur laquelle on voulut établir les droits de cette nouvelle Maison , devenir l'une des causes de sa ruine.

Lorsque le Monarque François eut tiré du Pape tout ce que celui-ci pouvoit faire en sa faveur , on traita sans doute , on s'occupa sérieusement des affaires d'Italie ; mais il étoit dangereux que la condescendance de la Cour de France n'annonçât une ambition trop marquée. Pépin eut d'abord l'air de la plus grande modération : il affecta de ne prononcer aucune résolution. Il pensa que les excès des Lombards achemineroient de rendre leur domination odieuse aux Romains : il sembla même vouloir donner à Astolphe le temps de répondre aux reproches qu'on lui faisoit , & ne

vouloir être que médiateur entre ce Prince & le Pape.

Le Roi des Lombards auroit dû prendre dès-lors toutes les précautions pour fermer aux François le passage des Alpes ; il seconda lui-même les vues de Pépin, en essayant de tourner l'affaire en négociation. Il envoya en France l'Abbé du Mont-Cassin qui se fit accompagner du Prince Carloman. On juge bien que les instances de celui-ci furent, ou peu pressantes, ou facilement éludées. On croit que sa demande déplut également, & au Roi son frère, & au Pape. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il ne retourna point en Italie. Anastase dit qu'il reçut de l'un & de l'autre l'ordre de se retirer dans un Monastère à Vienne, où il passa le reste de sa vie.

Il étoit difficile que Pépin promît au Pape de porter la guerre en Italie, avant que d'être bien sûr que l'entreprise seroit approuvée par ces grands Magistrats, sans lesquels il lui étoit impossible de disposer
des

des troupes, & qu'il avoit le plus grand intérêt de ne point mécontenter. En attendant qu'il pût s'assurer d'eux, il crut pouvoir accepter pour lui & pour sa famille le titre de *Patrice* que les Romains lui déférèrent, sans doute pour lui annoncer combien ils comptoient sur sa protection.

Au reste, quelque besoin que le Pape eut alors du secours de la France, on doit lui rendre une justice, c'est qu'il ne fit, pour l'obtenir, rien d'indigne de son caractère & de sa dignité. Suppliant auprès d'un grand Roi, il n'oublia point qu'il étoit Ministre de J. C. & le Pasteur de Pépin lui-même. Le Prince étoit dégoûté de la Reine, sa femme : depuis long-temps il cherchoit un prétexte de divorce, & alors il étoit très-aisé d'en trouver. Les petits-fils de Clovis eussent mis moins de ménagement dans leurs démarches. Pépin sentit combien il lui étoit important de respecter les loix. Celles du mariage sont celles de Dieu même ; mais il crut que le Pape pourroit dissoudre

le nœud qui le lioit, en décidant qu'il avoit été irrégulièrement tissé. Il en parla à Étienne; il le pressa; mais le Pontife fut inébranlable. La Reine Bertrade conserva ses droits, & si elle ne recouvra pas le cœur de son époux, elle ne fut pas du moins humiliée par le scandale d'une répudiation qui avoit tant d'exemples.

Pépin devoit tout à l'assemblée des Grands. Depuis le règne des Maires du Palais, on ne prenoit aucune résolution importante sans la convoquer : il suffisoit au Roi de ne point laisser aux Magistrats une autorité différente de celle dont ils avoient joui sous la première race ; il eût tout perdu, s'il se fût dispensé de les consulter.

Depuis que le Pape étoit en France, le Roi avoit déjà tenu à Chierfy-sur-Oise un plaid général, où furent appelés tous les Grands & tous les Évêques. C'étoit-là que l'on avoit donné audience au Prince Carloman & à l'Abbé du Mont-Cassin. Le Roi

y avoit proposé la guerre ; mais ce projet avoit souffert beaucoup de contradiction. On se rappeloit combien, sous la première race, ces expéditions lointaines avoient été malheureuses. Éginhard, Secrétaire de Charlemagne, raconte même, dans la Vie de ce Prince, que plusieurs Ducs avoient osé représenter à Pépin que, quelque attachement qu'ils eussent pour sa personne, ils ne le suivroient point en Italie (*a*).

Le Roi étoit trop prudent pour s'exposer souvent à de pareilles représentations, & pour provoquer des réponses si énergiques. Il voulut commencer par constater l'injustice d'Astolphe, & lui envoya des Ambassadeurs : ils furent chargés de demander la restitution de Ravenne & de l'Exarquat. La proposition fut rejetée. Astolphe averti vraisemblablement par l'Abbé du Mont-Cassin, témoin de ce qui s'étoit passé dans le premier plaid, se flatta que le nouveau

(*a*) *Vita Car. Mag. per Eginh.* art. 6.

Roi ne feroit pas assez puissant pour décider à la guerre une Nation , dont il étoit prouvé qu'il ne dispoſoit point encore en maître.

Ce fut alors que Pépin convoqua une ſeconde aſſemblée : on avoit commencé par ſ'afſurer de la plupart des Grands ; car la guerre y fut réſolue, comme le ſeul moyen qui reſtât de défendre l'Égliſe contre la tyrannie des Lombards. Ce fut toujours ſous ce prétexte, que le Roi & le Pape cachèrent leurs projets. Nous ne faiſons qu'indiquer ici les faits ; nous ne les jugeons point.

Pépin donne ſes ordres pour que les troupes les plus voiſines de cette frontière ſ'emparent promptement du Pas-de-Suze. Aſtolphe avoit eu la même attention , & étoit le maître de ce paſſage du côté qui regarde l'Italie. Bientôt le Roi, à la tête de ſon armée, s'avance par la vallée de Maurienne ; le Pas-de-Suze eſt forcé après une bataille ſanglante. Déjà les François

sont en Lombardie, & Astolphe est assiégé dans sa Capitale.

Le Pape avoit accompagné le Roi dans sa marche ; il avoit même écrit à la Cour de Pavie, pour l'engager à un accommodement qui, après une bataille gagnée, ne pouvoit être que favorable à l'Église. Les propositions furent renouvelées pendant le siège. Astolphe promit tout, à condition que Pépin rentreroit en France. Il s'engagea à rendre Ravenne avec les Places de l'Exarquat, & à ne former aucune entreprise sur le territoire de Rome.

Cette remise de plusieurs Places, qui avoient appartenu à l'Empereur Grec, les faisoit passer sous la domination du Roi ; mais pressé lui-même de repasser les Alpes, il chargea le Pontife de l'exécution du Traité de Pavie, & lui confia sur ces nouveaux États la Magistrature suprême. Ainsi devenu le Représentant du Monarque François, le Pape fut reconduit à Rome avec un appareil qui rendit sa marche une espèce de

triomphe. L'Abbé Fuldrade, Commissaire du Roi, sous le titre de *Legatus*, avoit reçu ordre de l'accompagner, & de lui faire rendre & tous les respects dûs à son autorité pastorale, & tous les honneurs dûs à sa nouvelle dignité. Étienne fut reçu dans sa Métropole, non-seulement comme Pontife, mais comme Sauveur, & presque comme Souverain de Rome.

Ce fut ce pouvoir exercé alors en Italie par le premier Évêque du monde Chrétien, qui donna lieu, plus d'un siècle après, à la fameuse histoire de la donation de Pépin, que l'on place à cette époque. Ce trait historique mérite d'être approfondi, & nous l'examinerons dans la suite. Il est sans doute intéressant de découvrir le premier titre de la Souveraineté du Pape : sans prévenir à cet égard le détail des preuves qui nous ont frappés, qu'il nous soit permis d'annoncer dès-à-présent que l'autorité temporelle dont il jouit, a également pour origine, & le Gouvernement municipal

qui l'avoit rendu le premier citoyen de Rome , & les bienfaits de nos Rois qui l'en firent le premier Magistrat.

A peine Pépin fut-il rentré dans ses États, qu'Astolphe songea à éluder l'exécution de tous ses engagements. L'année 755 fut employée à imaginer des subterfuges pour retarder la restitution des Places entre les mains des Officiers françois , qui tous avoient ordre d'en remettre la garde au Pontife. On se brouilla ; c'étoit tout ce que souhaitoient les Ministres de Lombardie ; & Astolphe, au lieu de rendre l'Exarquat , vint mettre le siège devant Rome. Il se flattoit de la prendre , avant même que Pépin pût en être averti.

Il l'étoit cependant , & déjà il songeoit à repasser les Alpes , lorsqu'il reçut cette fameuse lettre adressée par le Pape au Roi, aux deux Princes ses fils , aux Évêques , aux Prêtres , aux Abbés , aux Ducs & aux Comtes , & à toute l'armée françoise. Elle est écrite au nom du Peuple Romain dont

elle exprime les alarmes. Cette épître devoit être lûe dans le plaid ; mais le Roi en reçut deux autres en même temps ; l'une du Pape seul , l'autre écrite au nom de l'Apôtre Saint-Pierre.

Pépin n'avoit pas besoin de tout le pathétique que contiennent ces pièces, pour sentir combien il lui étoit important de conserver sa conquête. Il avoit le plus grand intérêt d'empêcher que les Lombards ne devinssent les maîtres de toute l'Italie : il disoit tout haut qu'il marchoit au secours de l'Eglise ; il savoit bien que c'étoient ses États qu'il alloit défendre.

Au moment où son armée repasse les Alpes, arrivent des Ambassadeurs de Constantinople, pour prier le Roi de continuer la guerre, & pour demander en même temps que ses conquêtes sur les Lombards soient restituées à l'Empereur. Pépin promet de continuer ses conquêtes, mais déclare très-énergiquement qu'il ne se croit obligé à aucune restitution. Les Grecs se

retirèrent avec cette réponse , mais ne quittèrent le Roi, qu'après l'avoir vu commencer le siège de Pavie.

C'étoit aux pieds des murs de Rome , qu'Astolphe attendoit les François : il apprit avec la plus grande surprise que sa Capitale étoit assiégée , & il craignit de joindre à la perte des pays dont il s'étoit emparé, celle de ses propres États. Il envoya demander la paix : Pépin qui n'avoit voulu que conserver, ne se rendit point difficile. On prit pour règle le Traité de Pavie : on ajouta quelques places aux cessions déjà faites : on stipula des dédommagemens. Pour cette fois, Pépin arbitre de l'Italie , n'en voulut sortir que lorsque l'on auroit consenti à mettre l'Église en possession de tous les territoires dont le gouvernement lui étoit confié. Il se montra dans Rome en véritable Souverain ; se mit aux pieds du Pape pour en recevoir la communion , & le vit aux siens dans les actes d'administration suprême. Il ne repassa les Monts

que lorsque le Traité eut été entièrement exécuté.

An. 756. Astolphe cependant n'avoit point encore irrévocablement renoncé à ses projets, & songeoit à trouver de nouveaux sujets de querelle, lorsqu'il mourut à la fin de l'année 756. Rachis son frère vivoit encore, mais il étoit Moine; & d'ailleurs, comme on le fait, on ne connoissoit plus pour la couronne de Lombardie aucunes loix de succession. Le trône étoit la proie de quiconque avoit en sa faveur, ou l'enthousiasme des Chefs, ou le secours des troupes. Didier, Général d'armée sous Astolphe, osa, quoique Romain, se flatter de lui succéder. Ses ennemis & ses rivaux tirèrent Rachis du monastère, & le mirent à leur tête.

Le Pape vit naître avec plaisir cette division dont il eut en quelque façon l'avantage d'être l'arbitre. Didier sentit bien que celui-là resteroit possesseur de la couronne, qui auroit pour lui le secours de la France & l'aveu de Pépin. Il s'adressa

au Pontife, promet d'exécuter de bonne foi le Traité de Pavie, & d'ajouter aux cessions stipulées, Bologne & ses dépendances.

Fuldrade, Abbé de Saint Denys, Commissaire de Pépin (*b*), étoit demeuré dans Rome, où il étoit plus puissant que le Pape. Il alla lui-même trouver Didier, tandis qu'Étienne employoit & les représentations, & même les menaces pastorales, pour faire rentrer Rachis dans son monastère, & pour détacher de lui les Grands qui avoient pris son parti.

Ce fut pour lors que le Pape se vit véritablement possesseur de toutes les villes de l'Exarquat, & put se regarder comme maître dans Rome. Jusque-là, malgré l'autorité de Pépin, il avoit essuyé mille difficultés; & ce fut à cette négociation, sagement conduite

(*b*) Il exerçoit dans Rome cette Magistrature que l'on nommoit *Légation*. J'ai déjà parlé de ces *Legati*, qui, sous la deuxième race, furent nommés *Missi Dominici*.

par l'Abbé Fuldrade, que l'Église de Rome dut l'exercice de cette autorité temporelle que le Roi lui avoit confiée. Jusqu'où s'étendoit-elle ? ce n'est point ici le moment d'examiner cette question. L'Abbé Vély (c) qui, sur la foi d'un témoignage très-apocryphe, parle des clefs de vingt-deux villes que Fuldrade étoit venu mettre sur le tombeau de S.^t Pierre, après le second Traité conclu avec Astolphe, a grande raison de dire que la Souveraineté de la France fut réservée ; mais il emploie une expression impropre, lorsqu'il assure qu'Astolphe s'étoit reconnu vassal du Monarque françois. Ce terme de *Vassal* ne signifioit qu'un Domestique, un Officier du Prince. Les relations féodales, telles que nous les avons connues depuis, n'entroient point encore dans la constitution de la Monarchie françoise. Elles sortirent dans la suite des débris de la royauté qui pour lors étoit encore entière.

(c) Hist. de Fr. Tome I, in-4.^o, p. 198.

Il paroît par les lettres que le Pape écrivoit alors à Pépin, que non-seulement Didier fut obligé de renoncer aux conquêtes que son Prédécesseur avoit voulu faire sur les Grecs, mais qu'il perdit même une partie de l'ancien territoire sur lequel s'étoit étendue la souveraineté des Lombards. Nous avons déjà vu que les Ducs de Spolette & de Bénévent, pour être moins dépendans du Monarque, s'étoient mis sous la protection de S.^t Pierre, dont ils avoient défendu les domaines. Le Pape à son tour travailla à les soustraire à l'autorité de Didier, & pour se les attacher encore davantage, il fit reconnoître leur indépendance sous la sauvegarde du S.^t Siège, c'est-à-dire, sous la protection de cette Magistrature suprême que le Pontife exerçoit comme représentant le Monarque françois.

Cette révolution rendit Pépin l'arbitre de l'Europe, & sa Cour fut toujours le centre des négociations qui eurent pour objet les intérêts respectifs des Cours de

Constantinople & de Pavie. L'Empereur avoit des Ambassadeurs auprès de lui : le Pape qui cherchoit à étendre les bornes de son territoire aux dépens des Lombards & des Grecs, lui rendoit sans cesse compte de sa conduite, & avoit auprès de lui des Légats toujours attentifs à ménager sa faveur.

La puissance naissante de la Cour de Rome & les accroissemens rapides de l'Empire françois, donnoient de vives inquiétudes à un Prince qui ne pouvoit s'empêcher de prévoir la décadence dont sa Monarchie étoit menacée. Lorsque Didier se crut affermi sur le trône, il regretta tout ce qu'il lui en avoit coûté pour y monter. Un soulèvement général des Saxons obligea Pépin de porter au nord toutes ses forces : ce fut le temps que choisirent ses ennemis pour lui susciter des affaires du côté du Midi.

An. 757. Le Pape Étienne III étoit mort ; Paul son frère lui avoit succédé, & n'avoit eu rien de plus pressé que de renouveler à Pépin,

par les lettres les plus soumises, l'engagement de la fidélité qu'il lui devoit. Bientôt les Lombards se jetèrent sur les terres de l'Eglise : leur principal prétexte étoit la protection accordée aux Ducs de Spolette & de Bénévent, que Didier traitoit de rebelles. Déjà le premier étoit arrêté & mis dans les fers. Un autre Duc, nommé par la Cour de Pavie, avoit pris sa place, & le Duc de Bénévent avoit été obligé de fuir.

Une preuve que les plaintes de Didier portoient principalement sur ces démembrements, c'est que pendant tout ce temps-là il avoit à la Cour de Pépin un Ambassadeur qui, chargé de justifier son maître, se réunissoit au Ministre de l'Empereur, pour peindre le Pape comme un factieux qui, non content de la fortune que son Siége venoit de faire, cherchoit à mettre en feu l'Italie, & y prenoit le parti de tous les révoltés.

Heureusement le Pontife trouva aussi le

moyen de faire passer en France ses propres Ministres. Combien Pépin étoit grand alors ! Qu'il faisoit beau le voir conduire à sa suite les Députés de tant de Princes qui tous réclamoient sa justice, & partant du plaïd général de Compiègne, où il avoit reçu le serment de fidélité de son neveu Tassillon, duc de Bavière, marcher contre les Saxons, & promettre à tous ces Ministres, qu'il examineroit ensuite les plaintes de leurs Maîtres !

Didier cependant comptoit beaucoup moins sur ses négociations à la Cour de France, que sur celles qu'il avoit liées dans le même temps avec celle de Constantinople. L'Empereur désespérant de se faire restituer Rome & l'Exarquât, se prêtoit à un projet d'alliance offensive & défensive avec les Lombards, dont l'objet étoit le recouvrement des États cédés en exécution des derniers Traités.

Pépin offensé des infractions par lesquelles Didier venoit de les violer, lui envoie des Ambassadeurs

Ambassadeurs chargés de lui déclarer que les François sont prêts à repasser les Monts, s'il ne rend justice au Pape. Le Monarque Lombard qui fait que les menaces de la France auront un effet plus prompt que les promesses de l'Empereur, s'accommode avec le Pontife, feint d'exécuter le traité, fait quelques restitutions, & les suspend ensuite dans l'espérance d'un secours de trois cents voiles dont les Ministres de l'Empereur le flattoient.

Cette flotte n'arriva point, & cependant les hostilités avoient recommencé. Heureusement pour la Cour de Pavie, Pépin étoit alors retenu en France. Une diversion que les Ministres Lombards lui avoient peut-être suscitée par leurs intrigues, pendant qu'il triomphoit des Saxons, ne lui permit pas à son retour de porter les armes au-delà des Alpes. Il s'agissoit de maintenir son autorité dans ses propres États.

Nous avons déjà dit que depuis longtemps les Ducs d'Aquitaine affectoient une

indépendance qui forçoit le Souverain de recourir aux armes, toutes les fois qu'il s'agissoit de les réduire. Ces Princes n'oublioient pas qu'ils étoient du sang de Clovis; ils n'avoient souffert qu'avec peine de se voir subordonnés aux Maires du Palais; & depuis que l'héritier de ceux-ci étoit sur le trône, Vaifre, fils & successeur d'Hunalde, oublioit les sermens qui attachoient sa Maison à celle de Pépin, & disoit : *Je suis libre, puisqu'il n'y a plus en France de Rois légitimes.*

Ambitieux & guerrier, il avoit déjà fait quelques efforts inutiles pour se soustraire à l'autorité du nouveau Monarque. En 761, il engagea dans sa révolte deux Magistrats beaucoup moins puissans que lui, Humbert comte de Bourges, & Blandin comte d'Auvergne, qui vraisemblablement avoient été autrefois soumis à son ressort.

Pépin habitoit ordinairement les Provinces orientales de la France : outre que sa Maison en étoit originaire, il se croyoit

particulièrement obligé de veiller sur les Saxons qu'il venoit de réduire une seconde fois ; & il tenoit à Duren dans le pays de Juliers un plaid général , lorsqu'il apprend que Vaifre , à la tête des troupes d'Aquitaine , & secondé par les deux Comtes qui se prêtoient à ses vues , porte le fer & le feu dans la Bourgogne , ravage les bords de la Saône , & brûle les fauxbourgs de Challon.

Le Monarque vole au secours de ces Provinces. Le Duc d'Aquitaine assemble tout ce qu'il peut réunir de forces : les Comtes qui lui sont subordonnés , se rangent sous ses drapeaux ; aucun d'eux n'examine contre qui il va combattre ; il obéit à son Supérieur , & cela lui suffit. Cette guerre civile qui dura plusieurs années , coûta plus au Roi de travaux & de peines , que ne lui en avoit occasionné la révolte des Saxons. Je n'entrerai ici dans aucuns détails ; ils me serviront dans la suite à développer l'esprit & les inconvéniens des maximes

qui furent alors regardées comme la base du Gouvernement François.

Après quelques sièges & deux campagnes laborieuses, Pépin étoit sur le point de réduire le rébelle Vaifre, lorsqu'il se vit forcé d'abandonner tous ces avantages, pour aller prévenir un autre soulèvement moins attendu, & qui pouvoit avoir des suites encore plus fâcheuses.

Tassillon, duc de Bavière, étoit son neveu : investi de cette dignité suprême, il lui avoit prêté serment dans un plaid général tenu à Compiègne immédiatement avant la guerre de Saxe ; & depuis ce temps-là il n'avoit point quitté sa personne, soit que le Roi voulut achever son éducation, soit qu'il se défiât des emportemens de ce caractère fougueux.

Il étoit encore dans l'armée qui faisoit la guerre au Duc d'Aquitaine, lorsque feignant une maladie qui lui servit de prétexte pour se dérober aux regards du Roi, il part rapidement pour la Bavière.

Là , il annonce l'indépendance de son autorité, se met à la tête des troupes, leur commande en Souverain, & jure de ne plus se rendre à la Cour de son oncle. Pépin étonné craint les suites d'un mouvement qui peut se communiquer jusque chez les Saxons: il laisse ses Généraux continuer la guerre contre Vaifre, met en état de défense les places qu'il avoit prises sur lui, & vient s'établir à Vormes, d'où il est en état d'éclairer les démarches des Bava-rois. Cette retraite ralentit pendant quelque temps la vivacité des expéditions militaires; mais Pépin qui vouloit pour jamais affermir son autorité, se proposoit alors moins de réprimer, comme on l'avoit fait jusque-là, les entreprises du Duc d'Aquitaine, que de le réduire à l'impossibilité d'en former de nouvelles.

Ainsi, au lieu que, dans la plupart des guerres de ce temps-là, les Princes ne songeoient qu'à se venger, & dévastotent le pays, Pépin ne travailla qu'à s'y établir.

A mesure que les troupes s'étoient avancées, il avoit eu soin de nommer de nouveaux Magistrats dans toutes les Villes qui se soumettoient. La plupart de tous ces Comtes qui s'étoient fait un devoir de leur fidélité au Duc d'Aquitaine, avoient été destitués & remplacés par de nouveaux Officiers. On continua de suivre ce plan, pendant tout le temps que Pépin demeura à Vormes. Il ordonnoit de-là toutes les opérations dont ses Généraux étoient chargés. Vaisre, en se retirant, étoit obligé de démanteler lui-même les places qu'il abandonnoit ; on avoit soin d'en rétablir les fortifications, & d'y mettre de nouvelles garnisons. Le Duc d'Aquitaine se voyant sur le point de perdre ainsi tous ses États, veut faire un dernier effort ; il rassemble toutes ses troupes ; vient offrir la bataille, la perd, & voit détruire son armée.

Une preuve que c'étoient les intrigues qui avoient séduit & aliéné le jeune Tassillon, c'est que celui-ci n'eut pas plutôt appris

cette défaite , qu'il songea lui-même à rentrer en grâce , & à faire son Traité. Il employa la médiation du Pape ; mais il n'en avoit pas besoin. Pépin s'étoit contenté d'observer sa conduite : instruit de ses mauvais desseins, il avoit borné ses soins à en prévenir l'exécution ; & Tassillon qui n'avoit rien osé entreprendre , avoit eu plutôt l'air de la disgrâce , que de la révolte. Son oncle le reçut avec bonté , & dut se féliciter d'avoir arrêté par sa prudence l'effet d'un complot d'autant plus dangereux que , suivant toutes les apparences , le Roi des Lombards avoit des engagemens secrets avec le Duc de Bavière qui venoit d'épouser sa fille , & avec Vaifre qui depuis deux ans ne travailloit qu'à empêcher les François de passer en Italie.

Le Roi ne craignant plus de diversion du côté de la Germanie , se remit en 767 , à la tête de l'armée qui avoit continué la guerre contre le Duc d'Aquitaine , & s'avança jusqu'à la Garonne dans le dessein

de garder irrévocablement toutes les Places qu'il enlèveroit au rébelle. Cette campagne fut la dernière. Les peuples se mettoient aux pieds du vainqueur ; les Magistrats des Villes lui en apportoit les clefs, & lui donnoient des ôtages. Pépin leur faisoit prêter serment de fidélité, non-seulement à lui, mais à Charles & à Carloman ses fils. Le Duc Vaisre abandonné s'enfuit en Xaintonge, & y est tué ; les uns disent par ses propres soldats ; les autres par un assassin qui crut plaire au vainqueur, en se chargeant de ce crime.

L'Histoire ne l'a point imputé à Pépin : sa justice le mettoit au-dessus de tous les soupçons. Cependant cette mort le délivroit d'un concurrent qui, s'il eût été heureux, eût pu lui disputer le trône. Vaisre descendoit de Clotaire II, par Caribert, second fils de ce Prince. L'Aquitaine avoit été pour cette branche de la Famille Royale une espèce d'apanage ; & ce Duché, quoique de la même nature que les autres, étoit

depuis ce temps-là héréditaire. Pépin ne voulut donc point créer un nouveau Duc, & voilà pourquoi M. le Président Hénaut, en employant une expression qui n'a été imaginée que long-temps après, dit que le Duché d'Aquitaine fut pour lors réuni à la Couronne. Nous verrons bientôt Charlemagne rétablir cette Magistrature suprême sous un nom plus respectable encore ; mais jusque-là les ordres du Prince furent adressés immédiatement aux Officiers qui depuis long-temps n'occupoient que le second rang dans l'ancienne hiérarchie, & qui, pendant le cours de la guerre, avoient tous prêté le serment de fidélité au vainqueur.

Alors Pépin, paisible possesseur de la plus vaste Monarchie qui fût en Europe, put se flatter de donner tous ses soins à l'administration intérieure. Il lui restoit encore l'Italie à pacifier, & au milieu de ses conquêtes il ne perdoit point Rome de vue.

La Chaire de Saint Pierre, en effet, depuis le Traité de Pavie, étoit jointe à une Dignité, ou, pour nous servir d'une expression qui alors ne signifioit pas autre chose, à une Principauté capable de réveiller l'ambition de quiconque aspireroit à un grand pouvoir. La Tiare placée sur une tête ou sur une autre, pouvoit être un moyen, ou d'étendre en Italie la puissance des François, ou de les en écarter. Paul I, & ses Prédécesseurs immédiats, avoient reçu de Pépin leur autorité. Lorsque Paul mourut en 767, Didier sentit combien il étoit intéressant pour lui, que le Pape fût sa créature. C'étoit le moyen le plus sûr de se remettre en possession de tout ce qu'il avoit perdu. Toton, Duc de Nepi, l'un de ses plus intimes confidens, étoit arrivé à Rome pendant la maladie du Pontife, & avoit gagné une partie du Clergé. Dès que Paul a les yeux fermés, il fait proclamer par ses soldats, Constantin son frère, encore

laïque, qui reçoit en un jour tous les Ordres Sacrés de la main d'un Évêque prévaricateur.

Le prétendu Pape, quoique devant la Tiare au Roi de Lombardie, sentit qu'il ne se soutiendrait pas sans l'aveu du Roi de France : il lui écrit, lui demande sa protection, & lui promet fidélité. Abandonné alors par Didier, il est la victime d'une conspiration que les Lombards favorisent. Celle-ci met un nouveau Pape sur le Siège Pontifical ; mais élevé par la violence, il est chassé presque aussitôt ; & alors les suffrages libres du Clergé tombent enfin sur Étienne IV, qui sur le champ envoie en France des Légats, pour renouveler tous les engagements qui soumettoient au Roi la puissance temporelle que l'Église avoit reçue de lui.

Au milieu de ces troubles qui agitèrent Rome pendant l'année 767, je trouve que Pépin eut toujours dans cette Capitale du Monde Chrétien, des Ministres & des

Officiers chargés de l'avertir de tout. C'étoient eux sans doute qui avoient fait entendre à Constantin, que le secours des Lombards ne suffiroit jamais pour l'affermir sur son Siége. Ce furent eux qui firent échouer le projet de lui donner un Successeur dévoué à la Cour de Pavie. Les regards de Pépin éclairoient alors toutes les Cours, & l'opinion que l'on avoit conçue de sa politique, étoit telle que quand on vouloit louer quelqu'un sur la justesse & sur la sagacité de ses vues, on disoit, *il est prudent comme Pépin.*

Il étoit alors, comme vous le voyez, au plus haut faîte de la puissance; mais c'étoit-là que l'attendoit le Juge suprême des Rois. Les Saxons étoient tranquilles : Pépin venoit de terminer la guerre d'Aquitaine qui l'avoit occupé depuis neuf ans : âgé de cinquante-quatre ans, il pouvoit encore se promettre un long règne; ses peuples l'aimoient; ses voisins le craignoient; & il

apprenoit la mort de son plus dangereux ennemi. Arrivé à Xaintes, il est pris d'une fièvre légère ; il continue son voyage, vient demander la santé au Tombeau de Saint Martin, & vient mourir à Saint Denys.

Cette administration intérieure à laquelle *An. 768.* il étoit sur le point de se livrer avec plus de soin que jamais, n'avoit point cependant été négligée pendant le cours des expéditions militaires qui lui avoient laissé si peu de repos. Celles-ci n'avoient jamais interrompu l'usage de ces plaids généraux, où se traitoient, en présence des Grands & des Evêques, les plus grandes affaires du Royaume. Je ne parcours, comme on le voit, que très-rapidement les faits politiques & militaires qui forment le corps de l'Histoire, la législation & les mœurs en font l'ame ; & nous sommes parvenus à une époque où rien n'est plus intéressant que l'examen de ces grands objets.

Quelle fut l'influence de la révolution sur la constitution du Gouvernement françois ?

voilà la grande question que je vais traiter. Quels effets produisit ce changement relativement à l'autorité du Prince , aux fonctions des Magistrats , à la liberté & au bonheur des Peuples ? voilà les différens points de vue sous lesquels je l'envisagerai.

ARTICLE PREMIER.

Effets de la Révolution par rapport à l'autorité du Prince.

Ce fut certainement sur le trône de Clovis , que Pépin se trouva placé. La décision du Pape qui fut employée pour calmer les scrupules des Grands liés par leur serment aux derniers Rois Mérovingiens , portoit qu'il étoit juste , qu'il étoit raisonnable de donner le nom de Roi à celui qui en exerçoit déjà tout le pouvoir.

N'examinons point ici si cette décision suffisoit pour autoriser l'usurpation : ce n'est

pas ici la validité du titre qu'il s'agit de juger, il n'est question que de découvrir & d'interroger la volonté & les intentions de ceux qui le conférèrent.

Pépin exerçoit donc toute la puissance royale ; c'est un fait convenu. L'autorité souveraine étoit donc séparée du nom de Souverain : donc jusque-là elle n'étoit entre les mains du Maire qu'un dépôt, une Magistrature immédiate & suprême. Pépin gouvernoit, mais en faisant parler le Roi, ou en parlant lui-même comme son Représentant.

En réunissant sur la même tête, & l'autorité qui n'étoit que l'exercice de la souveraineté, & le titre qui en étoit la propriété, on entendoit donc rendre Pépin très-véritablement Roi & de droit & de fait. Il fut de ce moment, aux yeux de la Nation, ce qu'étoit avant sa dégradation le Prince que l'on dépouilloit ; & il n'y eut dans l'intention des Grands, ni diminution ni altération de la souveraineté : elle fut

transférée d'une Maison à une autre, mais telle qu'elle avoit été possédée jusque-là.

Pépin se crut de ce moment aux droits des Princes descendans de Clovis : il ne traita point avec la Nation ; ce ne fut pas même d'elle, qu'il reçut la Couronne ; car les Cités ne furent pas seulement consultées ; & sur le changement projeté on ne délibéra que dans le plaid général, composé non des Députés des Peuples, mais de Représentans du Prince. Ceux-ci, quelques espérances qu'ils eussent conçues, crurent bien avoir acquis de nouvelles facilités pour accroître leur pouvoir, mais non s'être procuré un titre qui le dénaturât. Ils firent à Pépin le même serment qu'ils avoient prêté aux plus incapables des Rois fainéans. Ils se crurent obligés envers lui aux mêmes devoirs, & ne jouir, chacun dans leur territoire, que de la même autorité qui leur avoit appartenue. J'aime à citer le suffrage d'un Auteur que l'on ne regardera point comme ayant exagéré la puissance de nos premiers Rois.

Cette

Cette révolution, dit M. l'Abbé de M... ne changea rien à l'autorité réelle de Pépin, ni au sort de la Nation ; & la Royauté, après avoir essuyé les disgrâces les plus entières, se trouva encore en possession de tous les droits qu'elle avoit eus avant le règne de Clotaire II (d).

Avant le règne de Clotaire II ! Cette phrase m'est précieuse ; car avant ce règne le pouvoir étoit encore non-seulement dans son entier ; mais il étoit même souvent despotiquement exercé. Mais si le pouvoir resta ce qu'il étoit, le Prince en régla l'usage.

Pépin remit l'autorité à sa véritable place, & reprit le ton qui lui convenoit. Plus ferme que Clotaire II, beaucoup plus maître de l'État, il ne promit point, comme lui, l'inamovibilité aux Magistrats. La suppression de la dignité de Maire le débarrassa d'un pouvoir intermédiaire dont

(d) Obs. sur l'Hist. de Fr. T. I, p. 108.

il ne dispoſoit pas. On laiffa ſubſiſter le Comte du Palais, qui reprit ſes fonctions civiles ; & le Roi ſeul eut la Préſidence de tous les Conſeils, & le commandement en dernier reſſort de toutes les Troupes.

Parcourez tous les évènements de ce règne , interrogez les monumens de la légiſlation & de la juridiction, vous ne voyez rien de changé, ni dans les formules qui indiquent l'activité du pouvoir, ni dans le commandement qui en prouve l'unité. C'eſt le Roi ſeul qui ordonne ; c'eſt à lui ſeul que tous les Grands croient obéir. Je n'ai pas beſoin d'en dire davantage ici : mes preuves ſ'accumuleront , lorsque je viendrai au règne de Charlemagne, & je me flatte de démontrer alors que l'autorité n'en fut que plus abſolue, lorsqu'elle fut aſtreinte à des règles.

ARTICLE II.

Des Effets de la Révolution par rapport à l'autorité des Magistrats , à la forme des Plaids , & à la liberté de la Nation.

Si la puissance du Prince resta la même, l'administration de l'État se rapprocha-t-elle ; s'éloigna-t-elle au contraire des principes qui étoient entrés dans sa constitution primitive ? ne perdons point de vue ces principes.

Autorité absolue dans le Prince ; dans le Droit, autorité obligée de suivre des règles ; dans le Fait, autorité trop militaire. Entre le Roi & ses Peuples, Magistrature essentielle qui ne doit jamais séparer la puissance d'avec la règle, & qui ne connoît la volonté du Souverain, que par les loix qu'il prescrit. Autour du trône, cette Magistrature assemblée, offrant au Prince, non des coopérateurs, mais des conseils ;

l'éclairant sans cesse , jugeant avec lui , délibérant par son ordre lorsqu'il la convoque , lui obéissant lorsqu'elle n'est plus , dans les Provinces , que dépositaire & exécutrice de sa Législation royale. Depuis le trône jusqu'aux extrémités de l'Empire , suite graduelle de Ministres & d'Officiers ayant devant eux une route tracée , & autour d'eux des agens qu'ils consultent & qu'ils emploient. Dans les Cités , administration libre & populaire sous l'autorité d'un Comte qui doit & peut être toujours surveillé par son Supérieur immédiat. Tel avoit été , dès le berceau de la Monarchie , le mécanisme du Gouvernement.

Ici on ne manquera pas de m'opposer les horreurs dont j'ai été le fidèle historien : on m'accusera de faire un système : quelque ennemi que je sois des hypothèses chimériques , je ne veux point prendre ceci pour un reproche. Je parle d'un Gouvernement , & il n'y a point de Gouvernement sans système , puisque toute

administration suppose un ordre & des relations.

Mais ai-je fait le Roman ou l'Histoire de l'établissement de la Monarchie ; lorsque j'ai prouvé, 1.^o que nos premiers Rois laissèrent subsister le Gouvernement Romain plus favorable à leur pouvoir, que l'ancienne licence Germanique ? 2.^o Que ce fut à cette condition que les Gaulois se soumirent volontairement au pouvoir de Clovis, & que les Francs eux-mêmes sacrifièrent une partie de leur liberté féroce ? 3.^o Que ce fut pour s'être écartés de cette constitution , devenue la loi même des vainqueurs , que les descendans du Conquérant des Gaules virent échapper le sceptre de leurs mains ?

Si je vois ensuite Pépin , & après lui Charlemagne , ramener le Gouvernement à cette forme antique , ne suis-je pas en droit de soutenir qu'ils avoient devant eux leur modèle , & qu'ils ne firent que rendre à toutes les pièces de cette vaste

machine le mouvement que le Despotisme militaire avoit intercepté?

Partons donc de cette maxime dont je ne m'écarterai jamais. Oui, voilà le Gouvernement françois tel qu'il avoit été annoncé à la Nation, lorsqu'elle vola au-devant de son vainqueur. S'il fut un pacte national, il fut scellé, d'un côté, par les Ordonnances de nos Rois qui promirent que tous les peuples continueroient d'être gouvernés par leurs loix; & d'un autre, par les assurances que les Évêques médiateurs entre le Prince & les Cités donnèrent à celles-ci, que le Maître auquel elles se soumettoient, loin d'être leur tyran, feroit au contraire le défenseur de leurs propriétés.

Ces Républicains, que je n'aurai que trop d'occasion de réfuter dans la suite, ont voulu trouver ces pactes dans ces honteux Concordats de Chierfy, passés entre un Prince injuste & foible, & des Magistrats audacieux & rebelles. Ils n'ont

pas fait réflexion que ces Grands, ligués contre Charles-le-Chauve, n'étoient point la Nation ; qu'ils stipuloient les intérêts de leur propre licence , & non ceux de la liberté des peuples ; & qu'au moment même où ils croyoient mettre des bornes à l'autorité Royale , ils reculoient, disons mieux, ils renversoient celles qui jusque-là avoient pu arrêter leurs propres entreprises sur les propriétés des sujets ; tout ceci se développera dans la suite avec la plus grande clarté : contentons-nous d'annoncer ici deux choses ; 1.^o que l'effet de la révolution fut de rappeler les principes primitifs de la constitution, & non d'en établir de nouveaux ; 2.^o qu'il arriva cependant au Corps politique ce qui arrive au corps humain, qui, guéri d'une grande maladie par un traitement violent, conserve long-temps, & quelquefois toute sa vie, l'impression des remèdes par lesquels son tempérament a été altéré. Qu'il eût été heureux pour les enfans de Louis-le-Débonnaire qu'ils

eussent un peu plus appréhendé les rechutes !

Pour mettre quelqu'ordre dans les preuves de cette double proposition , examinons quel étoit l'état de la Nation à l'époque de la *Révolution* , & ne perdons point de vue , que j'entends par ce mot , l'extinction du pouvoir des Mérovingiens , & non l'évènement qui revêtit Pépin des habits royaux : *car* , comme le dit très-bien M. de Montesquieu , *ce ne fut pas-là la Révolution , ce n'en fut que la conséquence (a).*

Tout le monde convient que , sous l'administration des Maires , il s'étoit fait un changement sensible , non dans les principes de la Monarchie , mais dans les relations des différentes parties dont elle étoit composée. Mais en quoi consistoit ce changement ? question importante qu'il faut absolument résoudre , si je veux dans

(a) *Esprit des Loix* , liv. 31, ch. 16.

la suite donner une idée claire du Gouvernement de Charlemagne.

Ici, je le dis en tremblant, je vas me trouver aux prises avec deux adversaires dignes de tous mes respects, & que je n'aurois jamais osé combattre, si j'eusse pu triompher de ma propre conviction. Le premier est l'illustre Montesquieu ; l'autre, M. l'Abbé de Mably.

J'aime à le relire sans cesse ce Président de Montesquieu ; il est peut-être le seul Auteur dont les erreurs même aient fait germer dans mon ame de précieuses vérités ; il m'éclaire lors même qu'il s'égare ; & à force de le méditer, je me suis quelquefois aperçu qu'il me donnoit lui-même le premier mot des découvertes qui me servent ensuite à le combattre ; mais il a plané trop au-dessus de tous les Gouvernemens de l'Univers ; il les voit de trop loin ; & pour défricher les premiers siècles de notre Histoire, il faut ramper à travers des broussailles.

M. l'Abbé de Mably a pris le même parti que moi : il s'est traîné sur des débris ; mais il n'a cherché à les rassembler, que pour en construire le magnifique édifice de la République de Charlemagne. Il me répondra sans doute que j'ai voulu en former celui de la Monarchie. Ce n'est donc pas sur nos intentions qu'il faut nous juger ; c'est sur nos preuves.

Commençons par exposer nos opinions.

M. de Montesquieu & M. l'Abbé de Mably pensent également que lorsque Pépin monta sur le trône, il trouva établi un Ordre de Noblesse héréditaire, dont tous les membres jouissoient dans leurs terres de la plus précieuse portion de la puissance publique, du droit de Justice sur tous les Sujets qui y habitoient. Cette Noblesse se trouva donc revêtue d'un véritable pouvoir : admise aux assemblées de cette époque, qu'ils appellent l'un & l'autre *Assemblées de la Nation*, & dans lesquelles M. l'Abbé de Mably admet même le Tiers-état, elle

modéra, elle restreignit l'autorité royale, disons tout, elle partagea la puissance législative.

Mais comment s'étoit formée cette Noblesse qui va devenir le Corps d'une République dont le Souverain ne sera plus que le Chef ? Les Rois ont-ils accordé ou laissé usurper à tous ces Seigneurs les droits dont ils jouissent ? Les Maires ont-ils favorisé cette licence ; ou la Noblesse a-t-elle joui de tous ces avantages dès le commencement de la Monarchie ? Ici M. de Montesquieu & M. l'Abbé de Mably ne sont plus d'accord.

Le premier a vu des Fiefs & des Vassaux dès le moment où les François se sont établis dans les Gaules ; il les a vus même au-delà du Rhin (b). Selon lui, *La Justice fut dans les Fiefs anciens & dans les nouveaux, un droit inhérent au Fief même, un droit lucratif qui en faisoit*

(b) Esp. des Loix, liv. 30, ch. 3.

partie (c) ; & c'est pour cela qu'encore aujourd'hui les Justices sont patrimoniales en France. Quant à l'Ordre de la Noblesse, il le trouve parmi les François dès le temps de Clovis.

Sur tous ces chefs M. l'Abbé de Mabli l'attaque, & sur quelques-uns même le combat avec avantage. Cet Auteur dit lui-même que la Justice ne fut point attachée aux bénéfices accordés par nos premiers Rois, & il cite en preuve leurs plus anciennes Chartres ; il va plus loin ; il pense que les dons qu'avoient fait les Enfans de Clovis, de quelques portions de leurs domaines, n'étoient que de purs dons qui n'imposoient aucun devoir particulier, & ne conféroient aucune qualité distinctive. Ceux qui les recevoient, ajoute-t-il, n'étant obligés qu'à une reconnoissance générale & indéterminée, pouvoient bien n'en avoir aucune (d). Loin de trouver dans

(c) Esp. des Loix, liv. 30, ch. 20.

(d) Obs. sur l'Hist. de Fr. T. I, ch. 6, p. 103.

le commencement de la Monarchie un Ordre de Noblesse héréditaire, il n'aperçoit alors parmi les Francs, que des dignités & des distinctions personnelles.

Mais, si on l'en croit, tout cela changea depuis Clotaire II ; & le changement fut consommé sous Charles-Martel. Dans son système, les bénéfices étoient devenus héréditaires par le Traité d'Andlau, qui à cet égard ne fut pleinement exécuté que sous Clotaire II (e). *Alors, dit-il, la naissance donna une prérogative que l'on n'acqueroit auparavant que par la prestation de serment de fidélité ; & l'on s'accoutuma à penser que les enfans des Bénéficiaires naissent Leudes (f).* Ces Familles bénéficiaires formèrent bientôt une classe distinguée du Clergé & des simples Ingénus des Cités. Elle se fortifia dans sa possession sous l'administration des

(e) J'ai déjà réfuté cette partie du système de M. l'Abbé de M.

(f) Obs. sur l'Hist. de Fr. *T. I, ch. 5, p. 73.*

Maires; & elle devint même beaucoup plus nombreuse, lorsque Charles-Martel multiplia les bénéfices par des concessions d'un nouveau genre. *En effet, dit-il, ces nouveaux bénéfices furent ce qu'on appela depuis des Fiefs, c'est-à-dire, des dons faits à la charge de rendre au Bienfaiteur conjointement ou séparément des services militaires ou domestiques (g).*

Voilà donc depuis Clotaire II, selon M. l'Abbé de Mabli, une Noblesse & des Fiefs héréditaires. Comment attachait-on la Justice à ceux-ci ? ce fut, répond-il, par une usurpation, mais une usurpation générale & tolérée. « Les Seigneurs, dont le » nombre devoit être très-médiocre, dit-il, » quand les bénéfices devinrent héréditaires, » se multiplièrent fort rapidement dans les » dernières années du règne de Clotaire II, » & sous ses premiers Successeurs. *Chaque » Gentilhomme, chaque Évêque, chaque*

(g) Obs. sur l'Hist. de Fr. T. I, ch. 5, p. 103.

Monastère, se crut en droit de devenir « le tyran de ses voisins La Noblesse « ne formant point un Corps régulier qui « eût ses loix, sa police, ses assemblées « réglées, *chaque Seigneur voulut jouir en « particulier sur ses Terres de tout le pouvoir « de son Ordre.* Quoique les Justices Seigneuriales restreignissent de jour en jour « la juridiction des Ducs & des Comtes, « & diminuassent par conséquent les droits « de leurs Gouvernemens, ils ne s'opposèrent pas aux progrès de l'usurpation ; « ils profitèrent eux-mêmes de l'Anarchie « & de leur crédit, pour se faire de « *grandes Terres*, dont les droits les dédommagèrent de ce qu'ils perdoient en « qualité de Ducs & de Comtes. »

Voilà donc, dans ce système, des Gentilshommes sous Charles-Martel, un Corps de Noblesse ayant à la vérité une mauvaise police, mais en état de s'en faire une meilleure, & jouissant si bien d'un pouvoir réel, que chacun des Membres qui

le composent, *croit exercer* sur ses Terres *le pouvoir qui appartient à l'Ordre entier.* Au nombre de ces droits est celui de la Justice qui cesse d'être un dépôt entre les mains des Magistrats, & devient une propriété patrimoniale dans celle des Seigneurs. Les Ducs & les Comtes deviennent eux-mêmes des possesseurs de grandes Terres, & y regardent comme leur domaine propre *la puissance publique*, dont ils laissent les Seigneurs inférieurs s'emparer dans leurs possessions.

Ainsi M. de Montesquieu & M. l'Abbé de Mably, après avoir marché séparément (*h*) pendant un long intervalle de chemin, arrivent en même temps au même but, & se réunissent à l'entrée des beaux règnes de Pépin & de Charlemagne. S'ils ont

(*h*) Voy. dans les Observations sur l'Hist. de Fr. aux Remarques & Preuves sur les Chap. V & VI du T. I, l'ample Réfutation que fait M. l'Abbé de Mably du système de M. de Montesquieu, sur la Noblesse & sur les Fiefs.

raison , ces deux Princes , loin d'avoir conservé & réintégré le pouvoir de la Souveraineté , l'auront laissé perdre ; & Charlemagne , comme M. l'Abbé de M... l'a dit expressement , & entreprend de le prouver , n'aura été que le Chef de la République françoise.

Cette observation suffit sans doute pour faire excuser les longueurs & les détails de la discussion où je vais entrer. La matière en vaut la peine pour un Jurisconsulte qui veut principalement faire connoître le Droit public & les principes constitutifs de notre Monarchie.

Nos deux Auteurs conviennent , & je suis sur cela d'accord avec eux , que Charles-Martel multiplia considérablement le nombre des bénéfices , & qu'il se fit un vrai changement dans les relations indiquées par ces espèces de *Tenures* (*h*).

(*h*) Charles-Martel fonda de nouveaux Fiefs qu'il faut bien distinguer des premiers. Alors

Expliquons maintenant en quoi mon opinion diffère de la leur , & afin de ne présenter à mes Lecteurs , que les idées les plus claires sur une matière trop long-temps obscurcie par nos disputes , distinguons très-nettement ce que ces deux célèbres Auteurs me paroissent avoir confondu , dans l'application qu'ils font des textes de nos anciens monumens.

On appeloit *Bénéfice* , toute concession à vie, & sous cette dénomination générale étoient compris , & les Offices auxquels étoit attaché le pouvoir, & les Bénéfices simples qui n'étoient que des domaines ou des droits fiscaux aliénés, à la charge de retour, & sous la condition d'un service. Ne perdons jamais de vue cette différence ; elle expliquera tout.

Les Bénéfices - Offices & Dignités, étoient accompagnés d'un pouvoir qui

il se fit une espèce de révolution dans les Loix Féodales. Esp. des Loix , liv. 31 , ch. 22.

n'étoit lui-même qu'une émanation de l'autorité suprême ; c'étoit un dépôt confié au Titulaire.

Les Bénéfices-domaines ne conféroient aucun pouvoir, mais ils étoient entre les mains du possesseur un gage d'un service ou militaire ou domestique.

Sur les uns & sur les autres, voici ce que m'apprennent les monumens ; voici ce que me prouvent les faits de notre Histoire :

1.^o Ni les Offices, ni les simples Bénéfices, ne furent héréditaires sous la première Race, en vertu d'une Loi générale & d'un droit commun ; & à cet égard, je pense que M. le Président de Montesquieu & M. l'Abbé de Mabli se sont également trompés :

2.^o Il n'y eut aucune puissance publique attachée aux Bénéfices-domaines : leurs possesseurs n'eurent dans leurs Terres, qu'une autorité économique, subordonnée au pouvoir royal, & obligée de recourir à

lui, toutes les fois qu'il s'agissoit de contraindre. On trouve donc, à cette époque, dans les Bénéfices, plutôt le germe de nos Justices Seigneuriales, que les Justices Seigneuriales elles-mêmes, qui ne se formèrent que sous les premiers Rois de la seconde Race :

3.^o On commença à honorer d'une considération plus particulière les familles dans lesquelles le Prince choisissoit ses Officiers. Le fils d'un Leude dut être préféré à un homme nouveau ; mais on ne connut point encore, à cette époque, une Noblesse de Sang, qui pût, sans autre avantage que celui de la naissance, & sans serment prêté, jouir des prérogatives attribuées aujourd'hui à nos Gentilshommes :

4.^o Les Bénéfices nouveaux, accordés en si grand nombre par Charles-Martel, furent, comme le pense M. de Montesquieu, de la même nature que ceux dont on avoit été redevable à la libéralité de nos premiers Rois :

5.° Le changement qui se fit sous son gouvernement, consista donc, d'un côté, dans la multiplication des Bénéfices qui en augmenta prodigieusement le nombre, & dans les progrès que fit la licence des Bénéficiers; d'un autre côté, dans l'intervention du ressort qui les lioit autrefois à la Couronne, & qui ne les attacha plus qu'à la personne ou à la dignité du Maire.

Développons & prouvons sommairement ces cinq propositions : nous examinerons ensuite quel fut, par rapport au plaïd & à la Magistrature, le résultat des faits qu'elles nous présentent.

§. I.

Que ni les Offices, ni les Bénéfices, ne furent, à cette époque, héréditaires par les loix.

Nos Rois avoient sans doute donné plusieurs domaines pour être possédés & transmis en toute propriété; nous avons une foule de Titres qui attestent cette

vérité (i). Plusieurs Grands, de leur côté, ayant reçu de nos Rois des fonds en Bénéfices, avoient cherché à se les approprier, tantôt en dénaturant leurs titres, tantôt en profitant de l'inattention du Gouvernement qui les perdoit de vue.

On peut même présumer que, pendant plus de soixante ans que la Maison de Pépin employa à se ménager la faveur des Grands, son indulgence politique leur laissa usurper la propriété & l'hérédité d'une partie des fonds qu'ils n'avoient reçus qu'à vie.

Mais cette hérédité fut-elle l'effet d'une Loi publique, & les Familles Bénéficiaires, en avouant l'engagement réel

(i) Voy. les Formules de Marculfe, que nous avons déjà citées. Voy. aussi une Charte de Charles-Martel, qui, en donnant à l'Église d'Utrecht quelques fonds de terre, avertit que Pépin son père, les avoit reçus en propre de Childeberr, qui les avoit acquis par la confiscation d'un Grand. *Recueil des Historiens de Fr. T. IV, p. 705.*

qui les soumettoit à un service dû à raison de ces possessions, se crurent-elles autorisées, par le Droit public de la France, à les transmettre & à en disposer ? voilà la question.

Or 1.^o, de Loi, nous n'en connoissons aucune, puisque j'ai prouvé dans mon troisième Discours, que ni le Traité d'Andlau, ni les Loix de Clotaire II, n'avoient jamais ni permis ni promis cette hérédité. En maintenant les concessionnaires des Souverains dans leurs possessions, on n'avoit jamais entendu dénaturer leur titre originaire, mais en ordonner simplement l'exécution. C'étoit donc toujours ce titre qu'il falloit consulter, soit qu'il conférât une propriété héréditaire, soit qu'il n'accordât qu'un usufruit.

2.^o Si j'ai démontré que les deux Loix sur lesquelles M. l'Abbé de Mabli a appuyé son système, ne prouvoient rien en sa faveur, consultons les monumens qui peuvent nous instruire de l'usage.

Et d'abord par rapport aux Bénéfices-dignités, je les trouve tout aussi amovibles sous Charlemagne & sous Louis-le-Débonnaire, qu'ils l'avoient été avant l'administration des Maires. C'est un point de fait que j'établirai, avec la plus parfaite évidence, dans les Discours suivans. En attendant, je citerai dans un moment un rapport fait à Charlemagne par Éginhard, son Secrétaire, dans lequel on verra une nouvelle preuve de cette amovibilité des Offices.

A l'égard des Bénéfices-domaines, qu'il me soit permis de transcrire ici l'article XVII des Capitulaires arrêtés à Compiègne, en 757, par le Clergé assemblé. « Un François » a reçu un Bénéfice de son Seigneur, & il emmène avec lui son *Vassal* ». (Ce mot signifioit encore alors, comme on va le voir, un Domestique non-seulement dépendant de son Maître, mais soit qu'il fût encore serf, soit qu'il eût été affranchi, ne pouvant disposer de lui-même sans la permission de son Patron). « Il est mort

ensuite, laissant ce Vassal dans le Bénéfice : « après lui, le Bénéfice est donné à un autre « qui, pour mieux s'attacher le Vassal, le « marie dans la Terre où il l'a trouvé ré- « fidant. Celui-ci vit quelque temps avec « sa femme, la quitte ensuite, & retourne « auprès des parens de son Sénieur : là, il « prend une nouvelle épouse, & s'établit « avec elle. Laquelle des deux est-il obligé « de garder ? » Les Évêques décident que c'est la seconde. Si dès-lors les Bénéfices eussent été héréditaires, cet Affranchi, ce Vassal, qui n'a pas le droit de se marier sans la permission de son Patron, après la mort de celui-ci, se seroit trouvé, sans sortir du Bénéfice, attaché à la famille qui seule pouvoit lui donner une femme. Le mariage par lequel le nouveau Bénéficiaire a cru se l'attacher est nul ; pourquoi ? c'est qu'il a été contracté contre les loix barbares de la servitude (*k*). Le Vassal revient à ses

(*k*) Qu'on ne rompe point les mariages entre les

véritables maîtres : c'est de leurs mains qu'il reçoit la seule épouse légitime qu'il puisse avoir. Donc l'héritier du Bénéficiaire n'avoit point été son successeur au Bénéfice ; donc ce texte détruit le système de l'hérédité de ces sortes de biens.

Allons plus loin. Tous les monumens de cette époque nous parlent des efforts que faisoient les particuliers pour convertir leurs Bénéfices en alleus : je les citerois, si M. l'Abbé de Mabli n'en convenoit pas lui-même. (1). Nous verrons même bientôt que quelques Bénéficiaires employoient la fraude pour tromper à cet égard la vigilance

Serfs, dit le second Concile de Châlons, quoiqu'ils appartiennent à différens maîtres, pourvu qu'ils se soient mariés de leur consentement, & suivant les Loix. On les annulloit donc lorsque les maîtres n'avoient pas consenti.

(1) « Sous les Successeurs de Clotaire II, dit-il, » les Seigneurs employèrent toutes sortes d'artifices pour » dénaturer ces possessions, & persuader qu'elles étoient des propres. » Il cite même l'art. VII des Capit. de 805, qui se plaint de cet abus.

des Officiers du Souverain, & pour se mettre en état de leur présenter des titres différens de la concession primitive. Mais, pourquoi employer l'artifice si l'hérédité eût été un droit général, & si, en vertu des Loix, les bénéfices fussent devenus transmissibles & disponibles ?

J'ai donc eu raison de le dire ; les concessions des Princes demeurèrent ce qu'elles avoient été : elles furent héréditaires quand l'acte originaire le portoit : elles furent sujettes au retour, quand elles n'avoient été données qu'en usufruit. Tout ce qui se passa de contraire à ce principe fut un abus, peut-être toléré par les Maires dans certaines occasions où ils avoient intérêt de fermer les yeux, mais ne devint point une coutume uniforme, encore moins une loi publique.

S. II.

Des Justices des Terres bénéficiales à cette époque.

Je prie mes Lecteurs de se rappeler ce que j'ai dit dans mon troisième Discours sur les immunités accordées d'abord par les Empereurs, ensuite par nos Rois eux-mêmes, aux terres fiscales dont ils formèrent ou la dot des Églises, ou le gage des services par lesquels ils vouloient s'attacher des guerriers.

Ces franchises, on peut s'en souvenir, furent moins un nouveau privilège qu'une suite & une prorogation de celui dont ces terres jouissoient. J'ai observé que, tant qu'elles avoient appartenu au Souverain, d'un côté elles ne lui avoient payé aucuns subsides, d'un autre côté immédiatement subordonnées à l'administration des Officiers du fisc, elles n'avoient été soumises ni à la police ni à la juridiction des Magistrats ordinaires.

Cette immunité, comme on le voit, n'avoit point été de la part du Souverain un don, une aliénation de la puissance publique. Le Bénéficiaire, soit laïque, soit ecclésiastique, n'étoit point devenu Magistrat. Lui-même & tous ceux qui administroient sous lui, n'en étoient pas moins soumis à la Juridiction royale; mais par-là ils échappoient à une foule de petites vexations que se permettoit le pouvoir militaire des Officiers territoriaux. C'étoit une espèce de gouvernement paternel & économique qui, intéressé à maintenir l'ordre dans ces domaines, ménageoit le temps, épargnoit les formes, facilitoit le travail, terminoit à l'amiable les petites querelles, & entretenoit la sûreté & l'abondance parmi cette multitude qu'occupoit la culture des fonds ou l'emploi des fruits.

S'élevoit-il des contestations plus importantes? S'agissoit-il de plus grands intérêts? Étoit-on obligé d'employer la force & la contrainte? On avoit recours au Souverain;

il jugeoit par lui-même ou par ses Officiers, & alors la puissance immédiate faisoit tout.

Tel fut dans le premier siècle de la Monarchie l'état des bénéfices. Lorsque le Prince donnoit une terre à une Église ou à un Monastère, on avoit soin de stipuler dans la charte de concession, que ce domaine seroit possédé en toute immunité ; on avoit grande attention d'en interdire l'entrée aux Ducs & aux Comtes : ils eussent mieux aimé que ces terres, en sortant des mains du Roi, rentrassent sous leur domination. Les Cités eussent souhaité qu'elles fussent rétablies dans leurs polyp-tiques, mais on leur objectoit qu'on ne leur faisoit aucun tort.

M. l'Abbé de M. en citant les quatorze premières des chartes de donation aux Églises, qui se trouvent imprimées dans le recueil des Historiens de France, soutient lui-même qu'elles ne confèrent aucun pouvoir, & qu'il ne résulte de ces titres aucune concession de la justice : cependant plusieurs

de ces chartes s'expliquent à peu près dans les mêmes termes que celles qui sont venues dans la suite. On y voit la stipulation d'immunité, *sub omni immunitate*, ou bien *sub immunitatis nostræ tuitione*. On y défend aux Officiers ordinaires de faire dans ces terres de l'Église aucune fonction de leur juridiction (*m*). Mais la onzième de ces chartes qui est de Chilpéric, suffit pour écarter toute idée d'une justice aliénée au profit de l'Église; le Souverain promet de juger lui-même toutes les contestations que ses *Missi* n'auront pas pu juger dans le domaine concédé.

M. de Montesquieu s'est donc trompé, lorsqu'il a regardé comme une même chose le privilège de l'immunité & le droit de justice (*n*).

(*m*) *Qua propter per præsentium præceptum jubemus ut neque vos, neque successores vestri, nec aliquis de fidelibus vestris in rebus ipsius sancti viri ingredi non præsumatis.* Chart. Childeb. ann. 528. *Tome IV des Hist. de Fr. p. 618.*

(*n*) « La troisième formule de Marculfe, dit-il,

A cet égard même il n'y eut & il ne put y avoir aucune confusion ni sous les Empereurs ni sous ceux de nos Rois qui eurent soin de leurs possessions. Sous les premiers on connoissoit le *Comes rerum privatarum* qui étoit le Surintendant des domaines, & les Rationaux qui étoient ses Officiers. Les premiers Successeurs de Clovis avoient aussi des Administrateurs revêtus de pouvoirs, qui étoient chargés de l'inspection & de la police des terres fiscales. Chacune d'elles étoit gouvernée par un Maire dont la juridiction économique étoit surveillée par le Maire du Palais.

Voyons maintenant comment disparut cette espèce de police que les Officiers du fisc avoient dû exercer tant sur les terres restées au Roi, que sur celles accordées aux Bénéficiers *sub omni immunitate*.

1.^o Lorsque les Maires se furent emparés

» prouve assez que les privilèges d'immunités, & par
 » conséquent de justice, étoient communs aux ecclé-
 siastiques & aux particuliers. »

du pouvoir, non-seulement ils négligèrent l'administration des domaines royaux, ils s'en servirent pour corrompre les Grands. Tout Ministre qui vise à la suprême puissance, doit être prodigue. Ceux qui gouvernèrent sous les minorités qui suivirent le règne de Dagobert, donnèrent tout : à cet égard même, les Pépins qui se firent tant aimer, eurent beaucoup plus à se reprocher que cet Ébroin que l'on détesta. Ce qu'il y a de sûr, c'est que Charles Martel n'ayant plus à disposer que des bénéfices qui vaquoient par la mort des Titulaires, fut réduit à dépouiller les Églises & à faire, de leurs fonds, de nouveaux bénéfices qui lui achetèrent des Partisans.

2.^o Non-seulement on donna des terres, on céda même, soit aux Églises, soit aux Bénéficiers laïcs, des droits & des redevances qui avoient autrefois fait partie des revenus de la Souveraineté. C'étoient des droits de péage, de bac, des rétributions à recevoir sur les denrées & sur les mar-

chandises. On aliéna même les *Freda*, c'est à-dire, les droits de justice & les amendes qui appartenoient au Roi, & on ne les aliéna dans les bénéfices, que parce qu'ils y appartenoient au Roi seul, & que le Magistrat ne les y partageoit point avec lui.

Tous ces droits se nommoient *Justiciæ*, soit parce qu'ils étoient payés aux Magistrats qui rendoient la justice, soit parce que les états s'en arrêtoient dans le plaid, soit parce que les *Freda*, en particulier, n'étoient payés qu'à l'occasion des délits que la justice poursuivoit ou des torts qu'elle réparoit.

La charte de Dagobert, par laquelle, en 630, il donne à l'abbaye de S.^t Denys quelques terres fiscales situées dans la banlieue d'Orléans, porte, *cum omnibus justitiis & dominiis, terris, domibus, &c.* Le même Prince faisant une nouvelle libéralité à l'abbaye de *Reßback*, non - seulement défend aux Juges ordinaires d'exercer sur les biens des Religieux aucun acte de

juridiction, il veut que les *Freda*, ainsi que les redevances payables par les habitans de la terre, soient employés à l'entretien des luminaires de l'Église & aux besoins des Moines ; sans ces dispositions , les *Freda* eussent continué d'appartenir au Roi qui y avoit l'exercice immédiat de la justice (o). Il est inutile de nous étendre en citations , toutes les chartes qui contiennent les libéralités de nos Rois de la première Race , contiennent à peu - près les mêmes termes, les mêmes concessions & les mêmes privilèges ; le motif étoit connu : c'étoient des terres domaniales ou des droits fiscaux (p).

Mais, ce qu'il est très-important d'ob-

(o) Recueil des Hist. de Fr. Tome IV. p. 630.

(p) Voy. la charte de Clovis II, en 638 : *Et sicut ex fisco nostro processit , ita ipsum locum cum præfatis rebus . . . firmiter absque ullâ redhibitione fisci nostri vel judicis publici requisitione supra dictus Bledegifillus, & qui ab illo constituendi sunt in perpetuum valeant possidere.*

server, c'est qu'aucun de ces Diplomes ne confère à l'Évêque ni à l'Abbé cette espèce de puissance publique dont les Magistrats jouissoient dans leur district. Le premier titre où l'on trouve nommément la puissance de Juge conférée à un Bénéficiaire, est de la seconde Race. C'est la charte par laquelle Louis-le-Débonnaire confirmant l'un de ses fidèles, nommé Jean, dans la possession d'un bénéfice que lui avoit donné Charlemagne, & déclarant nettement qu'il veut encore en augmenter les droits, lui accorde une véritable autorité & la puissance de contraindre tous les habitans de sa terre (q).

(q) Dans cette charte, l'Empereur déclare d'abord que Jean est venu lui représenter le titre de la libéralité que lui avoit faite Charlemagne, s'est recommandé à lui, c'est-à-dire, lui a prêté le serment ordinaire, & lui a demandé pour lui-même & pour ses enfans la confirmation de son bénéfice, après quoi il ajoute : *Nos verò alia facere jussimus sive melioravimus, & concedimus eidem fideli nostro Joanni in Pago Narbonensi;* suit le détail des terres du bénéfice. Voici ensuite deux clauses, dont la première seule se trouvoit dans les

Qu'une telle faveur fût alors nouvelle, deux observations fuffifent, selon moi, pour l'établir. 1.^o C'est que dans tous les diplomes antérieurs, on ne trouve aucune disposition semblable. On ne voit aucune concession de justice dans la charte de Charlemagne, donnée en 793, à ce même Jean, & dont Louis-le-Débonnaire lui accorde la confirmation. Dans tous ces titres, la grâce se trouve restreinte au simple privilège de l'immunité qui existoit dans le temps même où, de l'aveu de M.

chartes antérieures. 1.^o *Nullus Comes, neque Vicarius, nec Juniores eorum, nec ullus Judex publicus illorum homines qui super illorum appensione habitant, aut in illorum proprio distringere nec judicare præsumat.* Voilà l'immunité; voici ensuite la concession de la justice. 2.^o *Sed Johannes & filii sui & posteritas illorum illic eos judicent & distringant.* *Charta Lud. Pii, anno 815, Rec. des Hist. de Fr. Tome VI, page 472.* Je rappellerai ailleurs cette charte en entier & je la comparerai avec celle qui avoit été accordée sous le règne de Charlemagne, & que l'on lit page 778 du cinquième volume des Historiens de France; par-là je fixerai au juste l'époque de l'établissement des justices seigneuriales.

l'Abbé de Mabli , les bénéfices étoient sans justice.

2.^o C'est que dans cette chartre de 815 , Louis - le - Débonnaire déclare, qu'il veut ajouter aux avantages que Charies son père a accordés à ce fidèle , *melioravimus*.

Si donc on entend par droits de justice cette portion de puissance publique qui appartient aujourd'hui aux Seigneurs dans leurs terres , & par laquelle , devenus véritablement Magistrats dans un certain district , ils y jouissent tellement d'une autorité coactive , que leur sceau seul garantit l'exécution des jugemens rendus par leurs Officiers , il faut convenir que les Grands n'ont eu ce droit que sous la seconde Race , & depuis le règne foible de Louis - le - Débonnaire.

Si au contraire on entend par *justice* & par *seigneurie* , la liberté que prirent les Grands, laïques & ecclésiastiques, de donner des ordres dans leurs terres , & d'employer souvent la force pour y faire exécuter

leurs volontés, j'avoueraï qu'il y eut des justices seigneuriales sous l'administration des Maires du Palais, pourvu que l'on me permette d'observer & de prouver même que ce pouvoir des Bénéficiers ne fut jamais avoué par le Souverain comme une véritable juridiction.

Après ce que je viens de dire, il n'y a personne qui n'aperçoive l'origine du pouvoir de justice que l'on attacha peu à peu aux bénéfices. Ce fut d'abord un abus ; & lorsqu'il fut presque général, la Législation elle-même s'y conforma. 1.^o Les Officiers des domaines du Prince avoient disparu, à mesure que les domaines avoient été dissipés ; & cela est si vrai que lorsque, sous la seconde Race, nos Rois confièrent l'administration de ce qui leur en restoit à de nouveaux Agens, ils les subordonnèrent à la police & à la juridiction des Comtes sous le ressort des *Missi Dominici* : ainsi, sous le gouvernement des Maires, les Bénéficiers s'accoutumèrent à exercer le pouvoir

dans leurs terres , parce que le Prince n'eut plus d'Officiers qui y maintinssent la juridiction en l'exerçant eux-mêmes.

2.^o Avant même que tous les domaines du Souverain eussent été dissipés, la donation que l'on avoit faite aux Églises de la plupart des profits pécuniaires de la justice , avoit dégoûté les Officiers du Fisc de veiller à la tenue des plaids dans les terres bénéficiales , & à l'exercice de cette juridiction suprême que le Souverain n'avoit pas compté aliéner par la cession de tous ces droits pécuniaires. Les Agens du Prince n'avoient plus rien à gagner dans les bénéfices , ils les négligèrent entièrement. Mais , la raison même qui les rendoit indifférens à cette espèce de police , excitoit plus vivement que jamais les Bénéficiers à s'en emparer ; car les délits de leurs hommes étoient alors un revenu pour eux ; pour toucher les *Freda*, il falloit qu'ils trouvassent des coupables & qu'ils les punissent. Le Roi ne leur avoit donné ni juridiction ni

pouvoir coactif; ils employèrent la force, ils firent ce que nous verrons faire sous le Gouvernement féodal à quelques Seigneurs de fief qui, pour recevoir leurs droits de justice, montoient à cheval, &, sans autre forme de procès, alloient de maison en maison se faire payer, à main armée, la taxe des délits dont ils étoient avertis, mais qu'ils ne poursuivoient pas (r).

Je ne puis trop faire observer ici que, soit qu'on regarde ces justices seigneuriales dans l'époque de la licence qui fut leur berceau, soit qu'on les envisage dans le temps où elles furent non-seulement reconnues, mais accordées par nos Rois de la seconde Race, on n'a jamais pu dire, comme le fait M. l'Abbé de Mabli, qu'*alors chaque Seigneur voulut jouir du pouvoir de son ordre.* Il est prouvé par tous les monumens, 1.^o qu'il n'y avoit point encore d'ordre de

(r) La preuve de ces abus sous le règne de la féodalité, se trouve dans une enquête de 1305 qui est conservée dans les archives de Périgueux.

Noblesse, parce que l'hérédité des Bénéfices n'étoit point une loi. 2.^o Que, quand cet ordre eût existé, c'étoit du Souverain seul que tous les Bénéficiers reconnoissoient tenir même le pouvoir dont ils abusoient.

Aussi, dois-je convenir avec M. l'Abbé de Mabli, que, dans les diplomes que les Évêques & les Abbés obtinrent sous le gouvernement des Maires, ils firent tout ce qu'ils purent pour faire insérer des dispositions qui annonçassent quelque pouvoir. Mais ils eurent beau faire, toutes ces expressions n'indiquent que celui d'un Propriétaire & non l'autorité d'un Magistrat. On peut s'en convaincre en lisant la 2.^e, la 3.^e & la 4.^e Formule du premier livre de Marculfe; on y étend beaucoup, on y généralise même l'état des Officiers auxquels on interdit l'entrée des domaines ecclésiastiques (f). Dans l'un de ces protocoles, on va jusqu'à employer la phrase

(f) *Adjicientes ut nulli penitus judicium, vel cuilibet*

Dominari villabus Ecclesiæ, pour exprimer le pouvoir de l'Évêque sur les fonds qui appartiennent à l'Église (1); mais ce terme de *Dominari* ne fut jamais entendu que de la possession libre & entière d'un domaine.

Ce pouvoir de propriété, cette autorité économique d'un maître qui avoit intérêt de maintenir la tranquillité sur sa terre, obligeoit celui-ci de nommer des Officiers destinés à administrer, il peut fort bien se faire qu'on leur ait donné alors le nom de *Judices*, car on doit se rappeler que ce mot avoit, depuis les Romains, désigné tout homme ayant pouvoir, & même ceux dont l'autorité n'avoit rien de commun avec la juridiction; tels étoient les *Judices*

hominum licentia sit, &c. Or les Officiers du fisc eux-mêmes étoient nommés *Judices*. *Form. 2, lib. 1.*

(1) *Ut in villabus Ecclesiæ nullus Judex publicus ad causas audiendas aut freda undique exigendum ullo unquam tempore non præsumat ingredi, sed hoc ipse Pontifex vel successores ejus propter nomen Domini sub integræ emunitatis nomine valeant dominari.*

militares du Code ; & nous verrons dans la chartre de *Villis*, où Charlemagne prescrit tout ce qui intéresse l'administration de ses terres, que les Officiers chargés des labours, des semences & des récoltes, sont aussi nommés *Judices* ; mais, ce qui me paroît certain, c'est que ces Officiers ne représentant le Bénéficiaire que comme propriétaire, puisque celui-ci n'étoit point encore Magistrat, tenoient bien des assemblées, des espèces de plaids sur les terres bénéficiales, arrangeoient de leur mieux les affaires qui se présentoient devant eux ; mais que toutes les fois qu'il s'agissoit d'exercer un pouvoir coactif, ils étoient obligés de recourir au Roi.

On a allégué, pour établir le contraire, l'art. XIX de l'Ordonnance de Clotaire II que M. de Montesquieu attribue à Clovis II ; avant que d'en citer la disposition, indiquons-en l'objet, & toute difficulté cessera,

Les compositions & les *Freda*, ainsi que tous les autres droits destinés, dans leur

origine , à payer les soins de la puissance publique , s'appeloient *Justitiæ* (u). Le Magistrat suprême avoit sous lui ses Officiers chargés de les exiger : cela s'appeloit *percipere justitiam*. Mais le même Officier qui recevoit ces droits , devoit être aussi justiciable de la cité , & obligé aux mêmes payemens que les concitoyens. Cela s'appeloit *reddere justitiam* (x).

C'étoit parmi les hommes de la cité

(u) Du Cange, in *Verb. justitiæ*.

(x) Voyez une Loi de Charlemagne , citée par Muratori, *T. I, part. 2, p. 100* , & par Du Cange : *Si alicui homini per judicium Scabinorum vita fuerit concessa, & ipse post modum aliquod malum perpetraverit, & justitiam reddere noluerit dicendo quod mortuus sit, & ideo justitiam reddere non debeat, &c.* Or par une loi du même Capitulaire, ce même homme, condamné à mort, ne pouvoit, même après sa grâce, *sedere inter Scabinos ad legem judicandam*. Donc la loi qui l'oblige à rendre la justice, *reddere justitiam*, sous peine de subir son premier jugement, ne peut s'entendre du devoir de partager l'exercice de la juridiction, mais seulement d'obéir à justice. Aussi, dans cette loi, voit-on qu'il s'agissoit de punir sur lui un nouveau délit.

que le Comte devoit choisir les Officiers employés à la perception des *Freda*; ils devoient être Membres du plaïd. On craignit que les Magistrats supérieurs ne respectassent pas assez les privilèges des villes, & tel fut le but de l'article XII de cette Ordonnance de Clotaire. Elle porte : *Ut nullus Judex de aliis provinciis aut regionibus in alia loca ordinetur, ut si aliquid mali de quibuscumque conditionibus perpetraverit, de suis propriis rebus exinde quod malè abstulerit, juxta legis ordinem debeat restituere* (y). Ceci est une disposition très-sage, mais en même temps très-générale : il n'est point ici question du pouvoir des Bénéficiers, mais des Magistrats.

Il est vrai que l'article XIX parle des Evêques & des Grands. *Episcopi & Potentes qui in aliis possident regionibus judices vel*

(y) Que l'on n'établisse aucuns Juges étrangers aux provinces où on les place, afin que s'ils commettent quelques prévarications, leurs biens puissent en répondre. *Ord. de Clotaire II, art. XII.*

missos discussores de aliis provinciis non instituant nisi de loco, qui justitiam percipiant & reddant. On suppose, & je n'ai aucun intérêt de le contester, qu'il s'agit ici de ces Officiers qu'ils étoient en usage d'établir dans les domaines qu'ils tenoient de la libéralité du Prince. Mais, quelles devoient être les fonctions de ces Officiers-administrateurs *qui justitiam percipiant & reddant* ! Le Bénéficiaire ayant les *Freda*, il falloit bien qu'il nommât des Receveurs. Ces Receveurs n'étoient que trop portés à exiger les droits fiscaux cédés à leurs maîtres ; mais celui-ci ne devoit nommer pour la perception qu'un Sujet tenu lui-même de payer *qui justitiam percipiant & reddant*. C'étoit une disposition sage qui devoit engager l'exacteur à être plus humain, & à traiter ses égaux comme il eût voulu être traité lui-même. Mais cet Agent chargé d'une administration par le Bénéficiaire, avoit-il la puissance publique, l'autorité coactive ? Consultez l'article qui suit, & vous verrez que toute puissance

lui est refusée : le Magistrat employoit la force pour enlever ce qui étoit dû ; ici les Agens du Bénéficiaire, quoique nommés *Judices*, conformément à l'usage de ce temps-là, si on leur refuse, n'ont d'autre ressource que de se pourvoir. *Agentes igitur Episcoporum aut Potentum PER POTESTATEM nullius rei collecta solatia nec auferant, nec cujuscunque contemptum per se facere non præsumant* (2).

(2) Les Agens des Évêques & des Grands, (on fait que c'est le nom général que portoient ces sortes d'Officiers, qui sont ailleurs nommés *Missi*, *Judices*, *Discussores*) ne pourront donc lever, par autorité, aucuns droits sur quelque chose que ce soit, ni faire par eux-mêmes aucun acte dont les particuliers puissent se plaindre. Cette traduction est de M. de Bréquigny, l'un de nos Savans qui connoît & entend le mieux nos anciens monumens. J'avois cru d'abord le mot *contemptum* altéré, & qu'il falloit lire *constrictum*, contrainte. Il pense l'altération possible, mais que je n'ai pas besoin de la supposer. Il me suffit qu'il soit prouvé que ces *discussores*, qui *percipiebant justitias*, ne pouvoient ni employer la force, ni agir *PER POTESTATEM*. Ils étoient donc réduits, en cas de refus, à se pourvoir devant le Magistrat.

Cette

Cette discussion me ramène à une formule de Marculfe, dont tout ce que j'ai dit jusqu'ici nous indique la véritable application, & qui est elle-même une des preuves de la vérité de ma proposition. Cette formule est la 27.^e du premier livre; elle est intitulée : *Indiculus ad Episcopum pro alio distringendo*, & je l'ai transcrite dans mon quatrième Discours (a).

Rappelons-nous, pour l'intelligence de ce monument, que les Évêques admis comme conseils dans le plaïd du Monarque, n'étoient point, à proprement parler, Magistrats. Ils eurent dans leurs diocèses la confiance des Princes, ils eurent sur les Clercs une police correctionnelle, ils furent à la tête du plaïd qui devoit les juger dans les affaires même où ils devoient être absous ou condamnés par le Roi ou par le Magistrat; mais l'autorité coactive & territoriale n'étoit point attachée à leur dignité : le pouvoir ne

(a) Voyez *Tome IV*, page 192.

leur vint que, comme aux autres Bénéficiers, par l'effet des immunités accordées aux terres qui formoient la dotation des Églises : or, de quelle nature étoit ce pouvoir au temps où Marculfe recueilloit les protocoles?

Un simple particulier des terres de l'Église se voit enlever un esclave par un des hommes de l'Évêque, domicilié dans son bénéfice. Ce tort n'est point réparé, parce que celui qui l'a fait, est un homme ou puissant ou en faveur, ou désobéissant même à l'Évêque. C'est un Abbé, c'est un Clerc. Si la puissance de la Magistrature eût été attachée au bénéfice, si l'Évêque, qui pouvoit assembler les hommes de sa terre, eût eu, dans cette espèce de plaid, cette puissance coactive qui caractérisoit le plaid du Magistrat, la Partie qui avoit à se plaindre, lui eût présenté requête, & lui-même eût été en état de faire justice de son Sujet désobéissant. Mais comme par lui-même le Bénéficiaire est sans force, la Partie lésée, après avoir fait des efforts

pour engager son Adversaire à lui rendre justice (*b*), s'adresse au Roi; & sur la plainte, il faut que le Souverain communique à l'Évêque, par un mandement particulier, le pouvoir de contraindre (*c*). Muni de ce pouvoir, il devient alors le Commissaire du Prince & Magistrat pour cette cause.

On aperçoit ici la différence qu'il y a entre cette formule & la 26.^e qui la précède immédiatement. Dans celle-ci, le Roi ajourne l'Évêque comme son Sujet; c'est contre lui-même que la plainte a été dirigée. Dans l'autre, il le charge comme Bénéficiaire de faire justice, & lui communique l'autorité nécessaire pour cela.

Si on n'objecte que, par la formule 28.^e adressée à un Comte, & qui renferme la même clause *ut constringatis*, il est prouvé

(*b*) *Et nullam justitiam cum eodem ex hoc consequi possit.* Form. de Marculfe, lib. I, form. 27.

(*c*) *Et si taliter agitur ipsum Abbatem vestrum aut Clericum præsentialiter constringatis.* . . . Ibid.

que le Justiciable de celui-ci s'étoit adressé au Roi lui-même, je répondrai : qu'il s'agit dans cette formule d'un des fidèles du Roi, au lieu que dans la 27.^e c'est un simple particulier qui porte devant le Souverain une plainte qui, dans la règle ordinaire, eût dû être adressée à l'Évêque, si le droit de puissance publique eût été attaché au Bénéfice. Or le Fidèle, le Bénéficiaire du Roi étoit le maître de s'adresser directement à lui, & dès-là, la phrase *ut constringatis* n'est qu'un ordre donné au Comte d'user du pouvoir qu'il avoit déjà, au lieu que celui adressé à l'Évêque, est destiné à lui communiquer celui qu'il n'a pas.

Deux choses me paroissent donc prouvées ; l'une, que l'autorité dont les Bénéficiaires jouirent dans leurs domaines sous la première Race, fut simplement un pouvoir d'administration économique qui, dans tous les cas difficiles, eut besoin de recourir au Roi lui-même. L'autre, que les Maires du Palais qui, pour tenir en échec la puis-

fance des Magistrats, crurent avoir besoin de la puissance des Bénéficiers, fermèrent les yeux sur les usurpations de ceux-ci, mais ne leur donnèrent jamais un titre général & formel, qui pût les autoriser à contraindre tous leurs Sujets.

Tel étoit l'état des choses, lorsque Pépin monta sur le trône. Je vais faire voir dans un moment, qu'il eut alors plus d'intérêt que jamais de s'attacher cette multitude de Bénéficiers, que ses Pères avoient enrichis. Il lui eût été possible de réduire l'espèce d'autorité qu'ils s'étoient attribuée; mais, en la leur ôtant, il eût augmenté celle des Magistrats. Il prit un parti sage. Il supposa, il laissa subsister l'exercice du pouvoir, & avant que de le confirmer nommément, il travailla à le régler. Telle fut sa politique; ce fut aussi celle de Charlemagne : & voici comment l'un & l'autre s'y prirent. Ils commencèrent par rétablir le ressort entre les Bénéficiers & les Magistrats ordinaires. Les Évêques,

seuls Membres du plaïd royal comme les Ducs & les Comtes , se perpétuèrent dans la possession où ils étoient de ne regarder comme leurs Supérieurs immédiats dans les terres de leur Église , que le Roi seul & ses *Missi*. Pour tous les autres Bénéficiers , soit ecclésiastiques , soit laïques , ils furent regardés comme jouissant dans leurs domaines d'un pouvoir subordonné à celui de la Magistrature territoriale du district dans lequel ils étoient enclavés (*d*). Il fut donc ordonné aux Comtes & aux *Missi Dominici*

(*d*) Tous les textes cités par M. de Montesquieu , font de nos premiers Rois de la seconde Race , excepté les deux loix de Childeberr & de Clotaire , où il croit voir ce qui n'y est pas. La première , article XII , porte : *Si una centena in aliâ centenâ vestigium (latronis) secuta fuerit & invenerit , vel in quibuscunque fidelium nostrorum terminis vestigium miserint , &c.* Dans cette loix , le mot *fidelium* ne désigne que les Magistrats qui furent , dès l'origine de la Monarchie , connus sous cette dénomination ; les *centenes* étoient des subdivisions du territoire des Comtes. Il ne s'agit donc-là que des districts de la Magistrature ordinaire , & c'est elle encore qui est indiquée dans l'Ordonnance de Clotaire.

de veiller sur la police des bénéfices , & de forcer leurs possesseurs à remplir les engagemens de leur concession. Un de ces engagemens étoit sans doute de maintenir le bon ordre parmi les habitans du domaine , de terminer leurs querelles , de tenir un plaïd dans lequel ils pussent se faire mutuellement raison de leurs différends ; mais je vais peut-être étonner mes Lecteurs ; ce n'est point de cet engagement dont il est question dans les loix citées par M. de Montesquieu , & qui sont de Charlemagne & de Louis - le - Débonnaire. Sous ces Princes , comme je le dirai bientôt , tous les Bénéficiers étoient obligés de se rendre , soit au plaïd général lorsqu'ils y étoient mandés , soit à celui de la Province lorsqu'il étoit tenu par le Magistrat suprême ou par le *Missus Dominicus*. Ils venoient y recevoir des ordres pour la guerre , des réglemens pour l'administration. Rendre ce service de plaïd , assister à cette espèce de Diète , exécuter ensuite fidèlement dans sa terre

tout ce qui étoit prescrit par le Roi d'après les délibérations de l'assemblée; voilà ce que l'on appeloit , *facere justitias*. Le Bénéficiaire y étoit obligé à peine de perdre son bénéfice; s'il y manquoit, la terre étoit faïcie; & jusqu'à ce qu'il eût rempli le devoir que sa qualité lui imposoit, le Magistrat, sous les armes, pouvoit y faire vivre les gens à discrétion. Voilà ce que signifient les deux loix que je vais transcrire.

L'une est de Pépin, Roi d'Italie, & contient à peu-près la même disposition que l'article XXI du Capitulaire de 779 (e). *Si forsitan Francus aut Longobardus habens beneficium justitiam facere noluerit, ille Judex in cujus ministerio fuerit, contradicat illi beneficium suum, interim dum ipse aut Missus ejus justitiam faciat*. Voici l'autre, elle est de 819 : *Ut ubicumque Missi aut Episcopum, aut Abbatem aut alium quemlibet honore præditum invenerint qui*

(e) Voy. Cap. Car. M. ann. 779, art. XXI.

justitiam facere noluit vel prohibuit, de ipsius rebus vivat quandiu in eo loco justitias facere debent (f).

Le sens de ces deux Ordonnances est bien clair. Dans la première, il s'agit d'un Magistrat suprême qui tient le plaïd de sa province : tous les Bénéficiers sont obligés de s'y rendre, ils doivent avec lui *facere justitias*; car remarquez bien qu'alors ils sont rentrés dans le ressort des Juges ordinaires, *ille Judex in cujus ministerio fuerit*. Le Bénéficiaire ne vient point au plaïd, *justitiam facere noluerit*. C'est de sa part une prétention à l'indépendance; car c'est-là qu'il doit prendre les ordres pour l'administration de son domaine; c'est-là qu'il doit porter lui-même les affaires qu'il n'a pu terminer entre ses hommes; c'est de-là qu'il emprunte la force pour réprimer la licence. Que fait le Magistrat? Il punit ce délit, cette forfaiture par la saisie du

(f) *Cap. V. ann. 819, art. 13. Baluz. p. 617.*

bénéfice ; il le tient sous la main du Roi, jusqu'à ce que le possesseur ou quelqu'un de sa part vienne comparoître.

Dans l'Ordonnance de Louis-le-Débonnaire , il ne s'agit plus du Magistrat ordinaire & territorial : ce sont les Commissaires du Souverain , *Missi Domini* (g) , qui font leurs tournées, & qui tiennent leurs séances par-tout où ils veulent. Ils visitent les districts, ils parcourent les villes, ils viennent sur les terres même des Bénéficiers ; par-tout ils assemblent un plaïd ; les Magistrats ordinaires eux-mêmes doivent s'y rendre , à plus forte raison les Evêques , les Abbés , les Bénéficiers simples. Quelques-uns de ceux-ci manquent à l'ajournement , *justitiam facere nolunt*, un autre même aura porté la licence jusqu'à vouloir empêcher la tenue du plaïd sur son domaine , *prohibuit* (h) ; les *Missi* alors vivent à discrétion

(g) Ils étoient ordinairement deux , un Evêque & un Magistrat laïque.

(h) *N. B.* Que c'étoient les Juges ordinaires qui

sur la terre, pendant tout le temps qu'ils y doivent tenir leur assise, *de ipsius rebus vivunt quandiu in eo loco justitias facere debent* (i).

Cet ordre affermi une fois, conduisoit nécessairement les Bénéficiers à devenir Magistrats; car ils étoient dans leurs terres les exécuteurs de tout ce qui avoit été arrêté & ordonné dans le plaid. Ce fut donc immédiatement après l'établissement de ce ressort & de cette police uniforme, que nos Rois ne firent plus de difficulté de confier une véritable autorité aux Bénéfi-

ne pouvoient pas venir tenir leurs assises dans les terres bénéficiales, quoiqu'ils pussent appeler les Bénéficiers à la leur; les Envoyés immédiats étoient reçus par-tout, & dans leurs tournées, ils pouvoient mener même les Comtes avec eux. *Cap. de 779, art. XXI.*

(i) Observez ici que *justitiam facere noliit vel prohibuit est* au singulier; *quandiu in eo loco justitias facere debent est* au pluriel: il se rapporte donc aux *Missi*. On ne doit donc pas traduire *pendant tout le temps que les Bénéficiers doivent faire justice*, mais *pendant tout le temps que les MISSI doivent tenir leurs assises*.

ciers : nous venons de voir dans le titre que Louis-le-Débonnaire donna à l'un de ses Fidèles, le premier exemple de cette concession.

J'ai peut-être ici un peu anticipé sur des objets que je serai obligé d'examiner encore sous des rapports plus généraux dans mes Discours suivans (*k*) ; mais il étoit nécessaire de rechercher, quelle étoit la nature du pouvoir des Grands à l'époque de la révolution, & je crois maintenant pouvoir tirer de ce que j'ai dit, plusieurs conséquences importantes :

1.^o Que la puissance publique ne fut attachée aux bénéfices que par la concession du Prince, & qu'ainsi il n'est point vrai,

(*k*) Toutes les erreurs, sur cette matière des justices, ne viennent que de ce que l'on a mal entendu le mot *justitia* ; comme les erreurs, sur le pouvoir législatif, viennent de ce que l'on a mal entendu le mot *lex*. Je joindrai donc, à la fin de ce volume, une note en forme de dissertation sur les différentes acceptions des mots *justitia* & *justitiæ* dans les textes où ils se trouvent.

comme l'a pensé M. de Montesquieu ; qu'elle ait appartenu aux Grands , dans leurs terres , dès l'origine de la Monarchie , ni comme l'a écrit M. l'Abbé de Mabli , qu'elle n'ait été sur la fin de la première Race que l'exercice du pouvoir qu'avoit la Noblesse en corps :

2.^o Que lors même que ce pouvoir fut accordé aux Bénéficiers , il ne le fut que sous la condition du ressort , soit au Roi , soit aux Magistrats suprêmes qui le représentoient immédiatement :

3.^o Que cette puissance fut par conséquent elle-même une magistrature , une espèce d'office dont le Bénéficiaire ecclésiastique ou laïque étoit revêtu lorsqu'il prêtoit serment :

4.^o Que loin que Pépin & Charlemagne aient trouvé dans ces Bénéficiers des Députés de la Nation , ils ne les regardèrent jamais que comme des hommes qui leur étoient attachés à eux-mêmes par un service , & qui ne pouvoient recevoir du Souverain

le droit de contraindre, que pour faire respecter & son autorité & celle des loix.

Mes Lecteurs aperçoivent sans doute déjà l'origine des Seigneuries telles que nous les connoissons aujourd'hui; on les verra se former à mesure que ces mêmes offices deviendront des propriétés, & que l'on s'accoutumera peu-à-peu à les regarder comme individuellement & essentiellement unis au sol, idée singulière qui ne put naître que dans l'espèce d'anarchie qui s'introduisit lorsque, sous des Princes très-foibles, les François qui n'avoient plus un Maire du Palais, eurent, à sa place, une multitude de Magistrats qui se crurent indépendans.

§. III.

Yavoit-il un ordre de la Noblesse au moment où Pépin monta sur le trône ?

Sur cette question, mes principes sont simples, & les faits qui doivent nous éclairer sont avoués.

J'ai déjà dit que les Romains avoient eu des Nobles de race. Sous le gouvernement des Francs qui ne connoissoient que la liberté opposée à la servitude, la profession des armes opposée à celle des arts, & dans la profession des armes même, le droit de commander opposé au devoir d'obéir, les Romains conservèrent leurs opinions & leur langage; mais, quant au droit, tout fut égal entre eux & les vainqueurs; le Gouvernement ne connut que des dignités & des distinctions personnelles. Le serment que les uns & les autres prêtèrent au Prince, l'honneur qu'ils eurent de se mettre sur la liste de ceux qui, par la recommandation, se destinoient particulièrement à son service, enfin l'avantage d'obtenir de lui ou une magistrature ou un simple bénéfice; voilà ce qui établit des différences de rang, mais non une Noblesse de race. Les écrivains Romains eurent beau louer la splendeur du Sang des familles sénatoriales dont parle Grégoire de Tours, le Roi ne vit, dans

les Sujets anciens & nouveaux, que les dignités dont il les revêtit.

Sous les Maires, les Bénéfices se multiplièrent beaucoup. Il étoit naturel que les enfans de ceux qui avoient possédé une magistrature, fussent préférés aux hommes nouveaux, & crussent avoir sur eux un véritable avantage. Tous ceux qui avoient de grandes charges, s'appeloient *Proceres*, *Optimates*; les Bénéficiers se nommoient *Potentes*; tous prenoient le titre de *honorati a Rege*, & ceux qui n'étoient que simples recommandés, ne s'en nommoient pas moins *Fideles* ou *Antrustions*. Voilà bien un ordre distingué des simples ingénus. Voilà ces citoyens illustres que ceux qui ont lû les Capitulaires, ont raison de regarder comme les premiers de la Nation. Qu'on leur donne le titre de Nobles, je le veux; qu'on les qualifie de Seigneurs, c'est le parti que je prendrai moi-même; mais, devoient-ils au Sang dont ils sortoient leur éclat & leurs prérogatives? Le fils d'un Leude étoit-il
Leude

Leude en naissant, & ce terme de Noble avoit-il la même signification qu'aujourd'hui? Désignoit-il un homme qui tint un rang dans la Monarchie, sans prêter serment au Roi, sans rien recevoir de lui, sans se lier à lui par aucun service ni médiat ni immédiat? Non-seulement je ne vois aucun monument qui, à cette époque, annonce ces avantages héréditaires; tous, au contraire, me paroissent les démentir.

1.^o Tout homme libre pouvoit être reçu par le Prince au serment d'antrustion, & obtenir ensuite un grand office, une dignité de la maison, un bénéfice pour la vie; après sa mort, ses héritiers n'avoient plus aucun droit à tout cela, je l'ai prouvé.

2.^o Les enfans même dont les parens avoient possédé les plus hautes dignités, si leur père étoit tombé dans la disgrâce, si eux-mêmes avoient déplu, pouvoient être toute leur vie écartés des emplois, & réduits par-là à la simple qualité d'*ingénus*; ils n'avoient d'autres propriétés que leurs

aleus, & d'autre rang que celui de simples citoyens : nulle distinction , nulle prérogative pour eux.

Concluons que l'illustration personnelle que chacun tiroit , soit de sa dignité , soit de son bénéfice , soit enfin de sa qualité de Fidèle qu'il avoit acquise par son serment , ne put se perpétuer dans les familles & devenir un des avantages de la naissance , que lorsque les magistratures & les bénéfices devenus héréditaires , purent transmettre aux enfans l'état & l'illustration de leur père.

Or les magistratures étoient même amovibles sous les premiers Rois de la seconde Race ; & sous les derniers Souverains de la première , pour que certains bénéfices devinssent patrimoniaux , il avoit fallu ou tromper le Roi , ou en obtenir une nouvelle grâce particulière : donc la loi étoit encore alors contre l'hérédité.

Enfin , ce qui prouve sans réplique , que tous ceux qui , à l'époque de la révolution , se trouvèrent en possession des dignités ,

des offices & des bénéfices, tiroient leur qualité, non du Sang dont ils sortoient, mais de la nature du titre qui les lioit soit médiatement soit immédiatement au Souverain, c'est que, dès le commencement de la seconde Race, il fut ordonné à tous ceux qui voudroient prétendre aux bénéfices, de s'attacher chacun, par le serment de la recommandation, à un Seigneur dont ils devinssent les hommes & les fidèles. C'étoit donc par ce serment seul qu'ils acquéroient un titre, ou se présentoient pour l'obtenir. Jusque-là ils étoient dans la classe du peuple, *ingenus*, possesseurs tout au plus, dignes sans doute de quelque faveur, eu égard aux services de leur famille, mais du même état que ceux qui vivoient chez eux sans rien prétendre.

§. I V.

Des nouveaux Bénéfices créés par Charles-Martel ; que l'engagement qu'ils produisirent , fut de la même nature que celui qui avoit accompagné les concessions faites par nos premiers Rois.

Ici, j'aurai du moins pour moi l'un des deux célèbres Auteurs que je me suis vu obligé de combattre. Je crois, avec M. de Montesquieu, que les concessions que fit Charles-Martel, furent soumises aux mêmes obligations qui avoient caractérisé les libéralités de nos premiers Rois. Je crois que M. l'Abbé de Mabli se trompe lorsqu'il dit, que *les bénéfices donnés par ceux-ci, n'obligeoient qu'à une reconnoissance générale & indéterminée.*

Je ne prétends point soutenir ici (car toute proposition générale est rarement d'une vérité exacte) que Clovis & ses enfans n'aient jamais donné aucun fonds qu'à la charge d'un service. Ils ont pu vouloir

enrichir un favori ou récompenser un ferviteur ; mais , ce que je crois évidemment prouvé , c'est que , dès l'origine de la Monarchie , ils distribuèrent à leurs fidèles ces terres que les Romains avoient données aux vétérans , ces bénéfices militaires dont on ne prenoit possession , qu'en prêtant serment de porter les armes. Ces usufruits *imposoient donc un devoir particulier , & conféroient une qualité distinctive* (1). Il en étoit de même des bénéfices-offices ou dignités : on connoissoit leurs charges , elles étoient détaillées par leurs provisions ; & dans le premier siècle de la Monarchie , ce mot de *bénéfice* emportoit si naturellement l'idée d'un service , qu'à cet égard les bénéfices militaires & les bénéfices ecclésiastiques n'étoient différens que par la nature du service dont la terre donnée étoit le gage. Ce n'étoient pas les François qui avoient inventé ces expressions , il faut donc les

(1) C'est ce que leur refuse M. l'Abbé de Mabli.

expliquer dans le même sens que les Romains leur donnoient. Ce qu'avoit fait Clovis, ses enfans le firent aussi. Pourquoi les terres données par eux, l'eussent-elles été à des conditions différentes ?

Lors donc que M. l'Abbé de Mabli objecte au Président de Montesquieu, qu'il est prouvé par tous les monumens de notre Histoire, que servir à la guerre, n'étoit point un devoir particulier aux Bénéficiers, puisque tout citoyen étoit soldat & obligé d'aller à la guerre (m), j'oserai répondre pour l'Auteur de l'Esprit des loix, que cette obligation de porter les armes ou de fournir un soldat à raison de ses biens, étoit, sous les Romains même, un devoir de tous les habitans des Cités, & qu'il ne contrarioit nullement l'engagement plus étendu de ceux qui possédoient des bénéfices militaires. J'ajouterai que, sous le gouvernement des Francs, le simple Sujet ne devoit que le

(m) Obs. sur l'Hist. de Fr. T. I, aux Rem. p. 360.

service de sa personne, au lieu que le Bénéficiaire devoit celui de sa famille. On le voit par le serment de l'antrustion. *Ibique veniens cum suâ arimaniâ.* Le Bénéficiaire n'étoit donc pas un simple soldat, c'étoit un Chef destiné à monter aux dignités, & qui devoit les mériter par ses services.

Pour prouver que ce fut Charles - Martel qui attacha aux bénéfices l'engagement de servir, soit dans les armées, soit dans le palais, M. l'Abbé de Mabli ne produit aucun titre. Il convient qu'il n'en a point (n). Mais, dit-il, ce qui prouve que l'obligation ne remonte qu'à cette époque, c'est qu'alors les Bénéficiaires commencèrent à être appelés

(n) « Nous n'avons, dit-il, aucune des chartes par lesquelles Charles - Martel conféra des bénéfices, « & c'est une grande perte pour les personnes qui aiment « l'Histoire de France. On verroit sans doute, dans ces « chartes, à quelles conditions il donna des bénéfices ; « on y trouveroit les preuves les plus complètes de la « révolution arrivée sous sa régence. » *Observ. sur l'Hist. de Fr. Tome I, page 363.*

Vassaux, mot qui jusque-là n'avoit signifié qu'un domestique.

Je ne fais s'il ne se trompe pas encore ici, car tous les passages qu'il cite, prouvent bien que les domestiques du Prince, *Vassé*, possédoient de plus des bénéfices-domaines qu'ils avoient soin de se faire donner, mais ne prouvent rien de plus (o). Au reste, ceci m'est très-indifférent; car si je veux bien admettre que ce fut à la fin de la première Race que tous les Bénéficiers prirent le nom de *Vassé*, il faut du moins convenir que ce titre fut commun à ceux même qui possédoient les bénéfices créés autrefois par les enfans de Clovis.

Mais, que prouve ce titre, sinon l'honneur que l'on se faisoit de le porter? Ces domestiques de la maison du Prince, ces Officiers employés à son service personnel, étoient de tous les Bénéficiers ceux qui

(o) *De Vassis Dominicis qui adhuc intra casam servunt & tamen beneficia habere nescuntur, statutum est, &c.* Cap. de 812, art. 7.

excitoient le plus d'envie; leurs dignités même, ainsi que celles des Ducs & des Comtes, étoient les meilleurs & les plus honorables de tous les bénéfices. Qu'avoit été, & qu'étoit encore le Maire du Palais, sinon l'un de ces *Vassi Dominici* dont il est parlé dans le Capitulaire de 812 que cite M. l'Abbé de Mabli pour appuyer son opinion? Qu'étoient les Sénéchaux qui dès-lors avoient séance dans le plaid royal? Il y avoit déjà long-temps, sous Charles-Martel, que l'on se faisoit gloire de ces titres qui indiquoient la dépendance servile & domestique. Et quand il seroit vrai, qu'alors les plus simples Bénéficiers, pour relever l'éclat qu'ils tiroient des libéralités du Prince & des services qu'ils lui devoient, eussent pris un nom qui leur étoit commun avec les titulaires des premières dignités, s'ensuivroit-il que le service militaire n'eût pas été la condition des premières concessions faites par nos Rois? Croira-t-on que, dès le temps des successeurs immédiats de

Clovis, ceux qui, par la formalité de la recommandation, s'attachoient au Roi ou aux premiers Magistrats, ne leur promissent rien, & que les bienfaits qu'ils en attendoient, fussent purement gratuits ?

Ne poussons pas plus loin cette discussion. Parmi les vérités historiques, il y en a un grand nombre dont je suis toujours tenté de faire bon marché à ceux qui me les disputent; & ce sont celles dont il ne résulte rien pour nous ni dans l'ordre des devoirs, ni dans l'ordre des principes qui les indiquent. Il étoit important de savoir si, lorsque Pépin monta sur le trône, il y avoit un ordre de Noblesse jouissant d'une autorité qui lui fût propre; si, par la constitution, la puissance de juridiction étoit essentiellement attachée aux bénéfices qui sont devenus des fiefs, ou si elle a été, dans tous les temps, une concession du Prince, une émanation de son pouvoir; mais que nous importe que les bénéfices donnés par Clovis aient été ou gratuits ou onéreux, pourvu

qu'il soit avoué de tout le monde, qu'au moment de la révolution, toutes ces espèces de possessions supposoient & imposoient de véritables devoirs envers le Prince qui ne les avoit données qu'à cette condition? Car, de ce fait, on s'imagine bien déjà que je tirerai des conséquences importantes.

Venons maintenant au véritable changement qui se fit à cette époque.

§. V.

Du changement remarquable qui se fit sous Charles - Martel dans les relations des Bénéfices, & des suites qu'eut ce changement.

Toutes les fois que Charles - Martel avoit besoin de l'autorité du Souverain pour accroître la sienne propre, il le faisoit parler, il faisoit respecter son nom; mais, dans le vrai, c'étoit à sa personne plutôt qu'à la Couronne qu'il vouloit peu-à-peu attacher tous les Bénéficiaires, soit ceux qui possédoient des dignités & des offices, soit

ceux qui n'avoient reçu que de simples domaines. Voici donc le grand changement qu'il fit, changement qui, lorsqu'il fut à peu-près consommé, fit tomber devant lui toutes les barrières qui lui avoient fermé l'accès du trône.

Ce fut d'intervertir, autant qu'il le put, les relations qui jusque-là avoient attaché au Roi & la Magistrature & les Bénéficiers. Son plan fut de leur substituer des rapports immédiats à sa personne & à sa maison. Il distribuoit des terres à ses Officiers, mais ce n'étoit plus le Roi qui les donnoit, c'étoit Charles; ce n'étoit plus au Monarque que l'on prêtoit serment de fidélité, c'étoit au Maire du Palais, c'étoit au Duc des François, c'étoit au Prince, en un mot, qui, sous quelque titre que ce fût, étoit réellement le maître du royaume.

Ici, je fonde ma conjecture, 1.^o sur le plan formé par Martel, & que l'on aperçoit dans toute sa conduite : 2.^o Sur la manière dont il en usa à l'égard des bénéfices-

dignités & offices : 3.^o Sur la nature du pouvoir qu'il exerça après avoir établi ces nouvelles relations.

1.^o Il y avoit déjà long-temps que le Maire s'étoit mis à côté du Roi ; il le représentoit si bien dans le plaid, qu'on lui adressoit des requêtes (*p*) comme au premier Magistrat exerçant l'autorité suprême. Mais le projet de Charles étoit de devenir le centre de toute la hiérarchie des Magistrats , de lier à sa dignité personnelle tout ce qui avoit droit de commander en France , & de n'avoir , dans tout le royaume , que des Officiers qui se crussent obligés de lui obéir , sans examiner si ce qu'il leur prescrivoit , étoit l'ordre du Roi ou le sien. Par-là , il devenoit non-seulement ce qu'il étoit déjà , le premier des Magistrats , mais le Magistrat suprême , le seul Magistrat immédiat , le Magistrat universel du Royaume ; & lorsque

(*p*) Voyez la formule 33 du premier livre de Marculfe.

tous les Grands lui auroient une fois prêté serment, le Roi qui, de ce moment, étoit sans pouvoir, devoit être regardé comme sans droits par toute cette Magistrature militaire, qui ne connoissoit presque plus que le supérieur immédiat auquel elle avoit juré fidélité & service :

2.^o Le plan que j'imagine avoir été celui de Clovis dans la distribution des *bénéfices-domaines*, il est prouvé, par l'histoire, que Martel l'exécuta, autant qu'il le put, par rapport aux *bénéfices-dignités*. Il réduit Hunalde, duc d'Aquitaine, il l'assiège dans Bordeaux & traite avec lui. Ne veut-il que rétablir l'ordre? C'est au Roi que le serment doit être prêté par le vaincu. C'est un des grands Magistrats de la Monarchie françoise qu'il est question de remettre à sa place; point du tout : Charles lui en assigne une toute différente; & sous prétexte qu'il a fait la conquête de cette province, il en fait une nouvelle concession ; c'est en son propre nom, c'est pour lui-même,

c'est même pour sa Maison qu'il reçoit le serment du Duc. Qu'arrive-t-il delà ? Hunalde avoit l'honneur d'être Magistrat immédiat de la Couronne, il étoit, si l'on veut, *Vassus Regis* ; il n'est plus qu'un Officier de Charles.

Ce qu'il fit pour l'Aquitaine, il le fit également pour toutes ces contrées germaniques qu'il réduisit sous l'obéissance de la France, ou dont il châtia les révoltes. A mesure qu'il chasse les Sarazins, qu'il dompte les Frisons & les Saxons, par-tout il établit de nouveaux Chefs, des Magistrats qui lui promettent une obéissance personnelle. Imaginera-t-on que ce Guerrier qui se crut obligé d'acheter, par des bienfaits, tous ceux qu'il voulut détacher du Monarque, & qui, de l'aveu même des Auteurs modernes que j'ai cités plus haut, voulut que le service militaire fût le prix de ses libéralités, se soit avisé de donner des terres au nom du Roi, lorsqu'il donnoit des offices en son propre nom ?

3.^o Est-on surpris après cela de le voir, comme le remarque M. l'Abbé de Mabli lui-même, appeler, *non*, dit-il, *les Grands de la nation, mais ses Vassaux, c'est-à-dire, les Capitaines de ses bandes & les Officiers de son Palais, pour être témoins du partage qu'il fit entre ses fils Carloman & Pépin, de toutes les provinces de la domination françoise, qu'il regardoit comme sa conquête & son patrimoine (q)!*

Observons en effet, que ce qui autorisa Pépin à assembler ses propres Fidèles, non pour partager la France comme le patrimoine de ses enfans, mais pour les faire nommer aux deux premières Magistratures de la Monarchie, fut que ses propres fidèles étoient encore, dans ce moment, les anciens titulaires des premières dignités; c'étoient les mêmes individus, mais les relations

(q) *Igitur memoratus Princeps concilio optimatum suorum filiis suis regna dividit.* Obs. sur l'Hist. de Fr. Tome I, page 105.

étoient changées , & sa politique avoit été de les rendre ses propres Officiers , en dénaturant le titre de leur ancien service.

Que ce fussent les anciens Officiers du Monarque, il suffit, pour l'établir, d'observer que c'étoit avec eux-mêmes que Martel tenoit l'ancien plaïd royal; ses prédécesseurs l'avoient assemblé, l'avoient présidé en l'absence du Roi, mais y avoient toujours fait parler celui-ci; c'étoit au nom du Monarque que tout avoit été ordonné jusque-là : Charles-Martel y parla, y commanda en son propre nom, ce que n'avoient point fait les Maires précédens.

C'étoit sur la foi des sermens qu'il avoit reçus que , sans prendre le titre de Roi, il crut pouvoir le suppléer après la mort de Thierry - de - Chelles. Alors il date publiquement ses chartes des années qui ont suivi cette mort , & les diplomes personnels du Maire, sont signés de plusieurs Comtes, dont il se re-

garde comme le supérieur immédiat (r).

Pépin & Carloman ses fils trouvèrent donc la Mairie différente de ce qu'elle avoit été quand il l'avoit reçue. Sur leur tête, elle n'est plus alors une magistrature parallèle à tous les autres offices immédiats, & ne tenant son pouvoir & sa primatie que de la confiance du Roi; elle a un véritable ressort sur la plupart des Ducs & des Comtes qui semblent s'être éloignés d'un degré; elle a sous elle une multitude de Bénéficiers qui ont juré de la servir; elle est véritablement une puissance intermédiaire entre le trône & les Grands. Aussi Pépin & Carloman, depuis même qu'ils ont placé Childéric sur le trône, tiennent leur propre plaïd, & prononcent du même ton & avec la même autorité que l'avoient fait les Rois. Lisez, dans le Recueil de nos Historiens, les arrêts rendus par l'assemblée des Grands sous le gouvernement de ces

(r) Voy. la Ch. 123, page 707, Tome IV du Rec. des Hist. de Fr.

deux Maires (f), qui est-ce qui y parle? Ce n'est plus le Roi. On a vu son nom à la tête des diplomes qui nous restent des règnes les plus foibles : ici c'est Pépin, c'est Carloman. L'un de ces arrêts commence par cette phrase : *Illuster Karlomannus major domus , &c. Cum nos in Dei nomine unà cum optimatibus & pontificibus seu & illustribus viris Dunavilla ad universorum causas audiendas , vel justo judicio terminandas resideremus , &c. Cum resedisset*, dit un autre arrêt , *illuster vir Pipinus major domus , verno in palatio publico , ad universorum causas audiendas , & justo judicio terminandas , ibi veniens fœmina aliqua nomine christiana , &c.*

Mais le Maire n'est-il ici que le premier des Grands , ou est-il leur supérieur , & pour me servir des termes de cette époque, leur *Sénieur* ? Tient-il le plaid royal ou le sien propre ? Continuons de transcrire : *Proinde nos taliter unà cum fidelibus nostris ,*

(f) Rec. des Histor. de Fr. Tome IV, Dipl. 129, 131, 132, 133, 134 & 135.

id est , Hagione , Theudeberto , &c. & Ermengaldo Comite palatii nostro , vel reliquis quampluribus visi fuimus judicasse , &c. (1).

A-t-on bien fait attention à ce changement terrible ? Quoi , le Comte du Palais même qui autrefois avoit été l'égal du Maire , est devenu l'un de ses Officiers ! il n'est plus le Comte du Palais du Roi , il est celui de Pépin ! il ne l'avoit donc rétabli que pour qu'il lui fût subordonné.

Voyez ensuite une charte accordée à l'abbaye de S.^t Denys , & dont les dispositions ont été délibérées dans la Cour suprême de la Monarchie. Pépin s'adresse à tous les Magistrats dans les mêmes termes , dont se servoit le Roi autrefois pour leur intimier ses ordres. *Illuster vir Pipinus major domus , omnibus Episcopis , Abbatibus , Ducibus , Comitibus , Domestlicis , Grafionibus , Vicariis , Centenariis vel omnibus missos nostros discurs-*

(1) A ces causes , nous avons jugé avec nos fideles , savoir , tels & tels , &c. & avec notre Comte du Palais.

rentes , seu quacumque judiciariâ potestate præditis , &c. Parle-t-il dans le préambule de l'instruction qui s'est faite devant lui ? Il dit que les titres des Moines ont été produits, *in palatio nostro , ante nos vel Procures seu Ducibus nostris ;* & il nomme encore le Comte du Palais, comme étant un de ses Officiers.

Ce rétablissement d'une Magistrature qui avoit disparu pendant tant d'années, & que l'on retrouve ici, jette un nouveau jour sur mes preuves. Tant que les grands Magistrats avoient été immédiats, le Maire du Palais s'étoit bien gardé de séparer de son propre office celui du Comte, qui lui eût donné un égal & peut-être un rival. Lorsqu'ils eurent consenti de prêter serment à Martel, & à recevoir de lui leur institution, il ne trouva nul inconvénient, il trouva même beaucoup d'avantages à rétablir cet office, & celui qui en reçut les provisions, fut obligé de subir la loi commune.

Alors fut consommée l'aliénation du pouvoir des Mérovingiens, & les choses

se trouvèrent dans une telle situation , qu'il importoit au rétablissement de l'ordre ancien , que Pépin , qui avoit déjà toute l'autorité royale , eût encore le titre de Roi. Le chef-d'œuvre de la politique de Martel & de ses enfans fut d'avoir intéressé la constitution même au succès de leur ambition.

En effet , la révolution une fois achevée , & Pépin placé sur le trône , le désordre cessoit , & tout se retrouvoit à sa place. Alors toutes les relations dont l'office de la Mairie s'étoit trouvé le centre , n'en eurent plus d'autre que le trône.

Ce changement , qui avoit donné à Charles-Martel l'audace de se passer d'un Roi , fut donc ce qui mit la couronne sur la tête de son fils : voyons comment il influa sur celui qui se fit alors dans les fonctions du plaïd royal. On va voir que tout injuste projet , quelque merveilleusement combiné qu'il puisse être , porte toujours avec soi l'empreinte de sa foiblesse & la cause de sa fragilité.

Cette multitude de nouveaux Bénéficiaires que Charles-Martel avoit enrichis aux dépens des domaines royaux , n'étoient point Magistrats; ils avoient un véritable service, mais ils n'étoient point encore dépositaires de l'autorité; ils avoient des possessions & point de territoire (*u*).

Cependant le service même dont ils étoient tenus, les obligeoit de s'assembler aux ordres du Maire, soit pour le suivre à l'armée, soit pour recevoir de lui les instructions relatives aux devoirs qu'ils avoient à remplir. Cette obligation de venir tous les ans grossir la Cour du Prince dont ils tenoient leur état, leur étoit rappelée par une convocation, à laquelle ils devoient obéir sous peine de perdre les fruits même de leurs possessions.

Que l'on se figure Charles-Martel prêt à marcher, soit contre les Saxons, soit

(*u*) J'entends par ce mot un district dans l'étendue duquel le Magistrat exerce la puissance publique.

contre les Sarazins, & ayant, comme de raison, plus de confiance en ces guerriers dont il avoit fait la fortune, qu'en ceux des anciens Magistrats qui peut-être ne lui étoient pas encore attachés par un serment personnel, que doit-il faire? Que fait-il? Il convoque, il réunit auprès de lui tous ces François qu'il a pris sous sa protection, & qui lui doivent reconnoissance & fidélité. Chacun arrive avec sa famille armée, avec les hommes de son bénéfice qu'il commande, *cum suâ arimaniâ*. Comme le devoir des Ducs & des Comtes est également de se rendre auprès du Roi ou auprès du Maire qui doit commander l'armée, la convocation est sans doute générale, mais le Maire est du moins sûr que ses propres fidèles n'auront rien à lui refuser. Il se forme donc alors une espèce de diète militaire, une assemblée de guerriers prêts à suivre leur chef, & qui, en venant recevoir ses ordres, ne font que dégager la foi qu'ils ont jurée. Ce n'est

point là le plaid royal destiné à rendre la justice *ad univerforum causas audiendas*, ou à seconder le Souverain dans les soins de la législation & de l'administration ; mais, suivant le langage de cette époque, c'est un plaid (x), un rendez-vous général d'hommes distingués dans l'État, tous ayant & un intérêt & des devoirs communs. Chacun a ses troupes sous ses ordres, chacun a sa bannière, & ne demande qu'à se signaler pour obtenir de nouvelles grâces.

Tant que les Maires du Palais, pour occuper la nation ou pour en subjuguier les chefs, eurent les armes à la main, ils durent souvent faire ces sortes de convocations : car la plupart de ceux dont ils composoient ces assemblées, leur étoient dévoués ; & l'ancienne Magistrature voyoit en eux, avec quelque terreur, une classe nombreuse de gens tout prêts à remplir les dignités, si ceux qui les possédoient, venoient à se

(x) *Placitum exercitale*, disent les monumens de cette époque.

brouiller avec le Ministre; & au milieu de ces rivalités mutuelles, le Maire, dont les uns & les autres avoient tout à craindre & tout à espérer, devenoit nécessairement leur maître à tous.

Ce n'est pas que, dans la règle, on ne dût distinguer entre le plaid du Maire composé de tous ceux qui lui avoient prêté le serment personnel, & qu'il pouvoit, comme on le disoit alors, *admallare*, & le plaid du Roi composé de tout ce qu'il y avoit de Magistrats immédiats. Mais, d'un côté, j'ai déjà fait voir, par l'exemple du Comte du Palais, que les anciens Magistrats eux-mêmes s'étoient mis dans la dépendance des Maires; d'un autre côté, il n'y a personne qui ne sente que la Cour d'un Ministre qui donne tout, sera à la longue infiniment plus nombreuse que celle d'un Roi qui laisse tout faire.

Qu'arriva-t-il donc? 1.^o Le Maire commença par faire entrer ses propres Bénéficiaires dans le plaid royal: 2.^o Comme

la première & la plus solennelle de ces assemblées, celle qui se tenoit au mois de Mars, précédoit immédiatement le départ des troupes, il voulut que le lieu où elle se tenoit, fût en même-temps le rendez-vous des chefs qui devoient & délibérer avec lui, & prendre ses ordres sur les projets de campagne : 3.^o Ce fut pour lui un prétexte de ne jamais arriver au plaïd royal qu'accompagné de tous ses Bénéficiers personnels, & de ceux des Magistrats qui lui avoient prêté serment à lui-même ; par-là il en impofoit aux anciens fidèles du Roi, & se rendoit bien plus facilement le maître des délibérations.

Que de motifs, que de facilités en même-temps il eut pour se permettre ces innovations ! & remarquez en effet, 1.^o Que je parle d'un temps où, n'étant encore que Magistrat, il ne pouvoit se passer du concours des suffrages : 2.^o Que plus il les multiplioit, & plus il acquéroit cette réputation de popularité qu'ambitionnent

toujours les Ministres qui veulent être les maîtres : 3.^o Que personne n'avoit droit d'exclure du plaid ceux que l'on paroïssoit y introduire par l'ordre du Roi : 4.^o Enfin, que les Grands immédiats eux-mêmes trouvèrent quelque avantage à imiter en cela le Maire du Palais. Ils vinrent aussi à l'assemblée accompagnés de leurs inférieurs, & de tous ceux que, dans leur province, ils avoient droit d'ajourner à leur propre plaid.

Je n'assurerais point que cet accroissement que reçut le plaid royal, n'ait pas commencé plutôt que Charles-Martel. Sous Clotaire II & sous ses enfans, nous voyons des plaids ensanglantés, l'autorité royale servir la vengeance du Maire jusque dans l'assemblée des Grands, & cette dignité disputée, les armes à la main, par ceux qui y avoient séance. Dès-lors la nécessité de se précautionner contre les embuches & de s'armer contre la violence, déterminâ la plupart des Magistrats à se faire accom-

pagner de leurs Officiers & suivre de leurs troupes. Celles-ci campoient autour de la ville où le plaid se tenoit. Il se peut faire que dès-lors quelques Bénéficiers inférieurs soient entrés dans l'assemblée avec leur *Sénieur* ; cependant nous n'en voyons point de preuves assez claires pour oser l'affurer.

Mais, lorsque j'examine les monumens de cette époque , plus je compare les assemblées dont ils nous parlent avec celles que je trouve cent ans auparavant , plus je me persuade que ce fut sur-tout Charles-Martel qui ayant, comme l'avouent nos Modernes, prodigieusement augmenté le nombre des Bénéficiers , rendit le plaid du mois de Mars une espèce de diète , dans laquelle , au milieu des délibérations devenues plus tumultueuses, le Maire, en faisant montre de ses forces personnelles, cherchoit à intimider ceux qui n'étoient pas encore ses créatures , & concertoit avec ceux qui l'étoient déjà , les moyens de tout soumettre.

Voici donc, en peu de mots, la progression des changemens qui s'étoient faits dans le plaïd royal. Sous l'administration despotique de Clovis & de ses successeurs, il avoit été peu nombreux ; quelques Évêques y étoient appelés, mais non tous les Évêques. On y voyoit les premiers Officiers du Palais, ceux des Ducs & des Comtes à qui le Roi donnoit le titre de ses Conseillers, ou par lesquels il vouloit être instruit de l'état des provinces, ceux enfin qui y étoient eux-mêmes ajournés, soit pour répondre sur quelqu'accusation, soit pour recevoir quelques ordres intéressans. Voyez les assemblées sous Chilpéric & sous Gontran ; voyez ce dernier Prince réduire & changer à son gré le plaïd royal d'Austrasie : il n'étoit pas alors composé de toute la Magistrature du royaume.

Sous Clotaire II, il devient bien plus nombreux (y), & j'en ai dit la raison.

(y) Cela est avoué par tous nos Auteurs, & notamment par M. le Président Henault.

Outre la plupart des Prélats que l'on y appelle, tous ceux qui tiennent du Roi des offices immédiats, peuvent s'y rendre, & les Maires se font une politique de les y inviter ; mais on n'y voit que des Magistrats ayant administration, & c'est même à raison de leur administration qu'ils sont consultés.

Depuis que la Mairie est fixée dans la Maison de Pépin, & sur-tout depuis Charles - Martel , on voit se multiplier encore les Membres de cette assemblée nombreuse. Non-seulement les Évêques s'y rendent suivant l'ancien usage, mais comme le Maire y fait venir ses propres fidèles, les Prélats y amènent eux-mêmes & les Abbés & les Ecclésiastiques inférieurs qui composent leur cour. Les Ducs & les Comtes eussent en vain cherché à écarter cette multitude de simples Bénéficiers, que le Maire avoit voulu s'attacher pour contrebalancer le crédit des grands Magistrats.

Un des principaux devoirs de ces nouveaux

possesseurs des domaines royaux, étoit de venir paroître au plaïd; s'ils y eussent manqué, ils couroient risque de perdre leurs possessions.

Cet engagement de se rendre au plaïd, je le vois écrit par-tout dans les monumens de la seconde Race; si ce plaïd, tribunal & conseil, dans lequel se jugent les causes & se traitent les affaires de l'administration, s'assemble toutes les semaines au Palais (z). Le Roi n'en ordonne pas moins, que tous ses fidèles se trouvent à une assise générale qui doit se tenir deux fois par an (a), & où ils doivent recevoir les ordres & renouveler les assurances de leur foi.

Aussi le premier des plaïds royaux, celui qui s'assembloit autrefois aux calendes de

(z) *Sciatis ob hanc causam nos velle per singulas hebdomadas uno die in palatio nostro ad causas audiendas sedere.* Lett. de Louis-le-Débonnaire. Rec. des Hist. de Fr. Tome VI, page 343.

(a) *Ut ad mallum venire nemo tardet, primum circa astatem, secundum circa autumnum.*

Mars, après avoir été, sous les Maires, un rendez-vous général des troupes, se trouve, au commencement de la seconde Race, indiqué au mois de Mai, & conserve le caractère qu'il avoit acquis, d'être en même temps & la plus solennelle des Cours de justice, & l'assemblée des Chefs dont le Prince vouloit disposer pour le service de toute l'année : ce même plaid se rassemble encore à la fin de l'automne, mais alors comme les troupes ont pris leurs quartiers, comme leurs Commandans n'ont plus d'ordres à recevoir, il est moins nombreux ; ceux des Ducs & des Comtes qui s'y trouvent, n'y sont plus que pour instruire le Prince de l'état des provinces, & délibérer sur leurs besoins.

Ce fut Pépin qui changea le temps de cette première assemblée, & dans ce changement même, je trouve la preuve de celui qui s'étoit fait dans sa destination. Tant que le plaid n'avoit été que l'assemblée des Évêques & des Grands, délibérant &

jugeant, il avoit dû se tenir, suivant l'ancien usage, au commencement de l'année. Alors il n'avoit à offrir au Roi que des conseils & des projets utiles ; lorsqu'il eut été joint à une revue générale, lorsqu'il dut en même temps présenter au Monarque, prêt à se mettre en campagne, une foule de guerriers attachés à sa personne, on ne crut devoir l'assembler qu'au moment où le Prince, ayant déjà formé le plan de ses opérations, se trouva en état de leur assigner à chacun leur place & leur service (*b*).

Ce sont ces plaids que virent ou dont entendirent parler ces Annalistes de la seconde Race, ces Moines qui, dans leur cloître, recueilloient tous les bruits populaires, & faisoient alternativement & des relations de miracles & des récits de combats. Non-seulement ils vouloient parler de leur siècle qu'ils connoissoient peu, mais

(*b*) Je dirai encore, dans mon neuvième Discours, une autre raison qui dut faire changer le temps du plaid général.

ils vouloient encore peindre les siècles précédens qu'ils ne connoissoient point du tout. Ils imaginèrent que, sous Clovis & sous le despotisme de ses fils, on avoit dû avoir en France ces grandes assemblées. Sous Charles-Martel, elles se tenoient au mois de Mars : ils avoient lû dans Grégoire de Tours, le mot *de champ de Mars*, qui certainement n'avoit pas passé le Rhin, & qui ne désigne dans cet Auteur que le lieu où se fit une revue : ils nommèrent *champs de Mars* les plaids de Clovis ; & parce qu'ils les avoient appelés champs de Mars, ils nommèrent ensuite champs de Mai les plaids de la seconde Race.

Au reste, la nécessité de se rendre à cette assemblée, étoit un véritable devoir, un service dû à raison, soit de l'office dont on étoit revêtu, soit du bénéfice qu'on n'avoit obtenu qu'à cette condition. Voyez-en la preuve dans les rapports qu'Éginhard, Secrétaire de Charlemagne, lui fait des différens placets que ce Prince lui a renvoyés :

« Frumoldus, dit-il dans l'un , plus infirme
 » qu'il n'est vieux, possède un petit bénéfice
 » dans la banlieue de Genève, où son père
 » a possédé la dignité de Comte, & comme
 » ses infirmités ne lui permettent pas de se
 » rendre au plaïd, il craint de le perdre,
 si votre bonté ne lui fait grâce (c). »
 Ailleurs, parlant d'un autre Bénéficiaire, il
 dit au Roi : « Dès que sa santé le lui
 » permettra, il se rendra à son service; en
 » attendant, il vous demande de lui con-
 server son bénéfice (d). »

On étoit donc bien éloigné, à cette époque, de regarder cette assistance au premier plaïd de l'année comme un acte

(c) *Frumoldus . . . magis infirmitate quam senectute confectus habet beneficium non grande in burgundiâ in vago Genewasensi, ubi pater ejus Comes fuit, & timet illud perdere, nisi vestra benignitas illi opituletur, eo quod præ infirmitate quâ premitur, ad palatium venire non potest.* Rec. des Histor. de Fr. T. VI, p. 374.

(d) *Cum primum potuerit veniet ad servitium ejus, interim postulat, ut sibi liceat beneficium suum habere.* Rec. des Histor. de Fr. Tome VI, page 375.

de pouvoir, comme une espèce d'association à l'autorité du Monarque. Le Magistrat y venoit, pour instruire le Prince, pour délibérer en sa présence sur les besoins de la province; le simple Bénéficiaire qui devoit un service, y venoit comparoître pour recevoir des ordres, pour remplir un devoir auquel étoit attachée la conservation de son état. Aussi, n' imaginez pas que ceux qui prétendoient à l'indépendance, parussent alors à cette assemblée. Vous n'y verrez ni ces fiers Ducs d'Aquitaine, Hunalde sous Charles-Martel, Vaifre sous Pépin; ni les Comtes de Bretagne, ni les Ducs des Saxons, à moins qu'on ne les y forçât. Tassillon se rend à Compiègne; c'est pour y prêter son serment; dès qu'il lui prend fantaisie d'être maître chez lui, il quitte la Cour & retourne en Bavière.

Qu'il me soit permis de demander ici en passant, comment on a pu trouver dans ces assemblées *la Nation françoise*. Ce terme est sans cesse répété par nos Auteurs répu-

blicains, je dirois presque qu'il est profané. Heureux les Princes dont le cœur est lui-même l'interprète des vœux & des besoins de leurs peuples ! mais ils le trouveront rarement, cet interprète, dans les prétentions de ceux qui s'en disent les Chefs, & dans les demandes de leurs propres courtisans. Or, au moment où Pépin monta sur le trône, les Membres du plaïd le plus nombreux n'étoient que cela. Qui est-ce qui formoit alors le corps de la Nation ? C'étoit cette multitude de cités peuplées de François & de Gaulois libres, dont la vie, l'honneur & les propriétés étoient sous la garde des loix. Le Roi, en distribuant des offices & des terres, pouvoit-il regarder comme la Nation françoise, cette classe de Bénéficiers qu'il enrichissoit ? Pouvoit-il même leur donner le droit inappréciable de la représenter ? Voilà pourtant l'énorme pouvoir qu'accordent au Souverain ceux qui lui en refusent tant d'autres : selon eux, il n'aura pas eu celui

de gouverner la Nation & de lui donner des loix , mais il aura eu celui de se l'approprier par un genre de conquête bien étrange , ou de l'acheter avec des possessions qui ne devoient servir qu'à la défendre.

Difons-le hardiment , ce n'est point pour les peuples qu'ont été inventés les systèmes républicains, & lorsqu'on a voulu ôter aux Rois leur autorité, ce n'a point été pour en revêtir la Nation qui ne la demandoit pas. La dispute a été à qui s'empareroit du pouvoir absolu. Une douzaine ou une cinquantaine d'hommes ont cru qu'il seroit mieux entre leurs mains, qu'en celles du Souverain; mais les peuples ont toujours souffert de ces querelles. Ils ont le plus grand intérêt d'avoir un Roi; mais, à tout prendre , ils seront toujours plus libres sous un maître que sous plusieurs. Revenons à notre objet.

La Nation resta donc ce qu'elle étoit; & lorsque le plaïd devint infiniment plus nombreux, le Prince n'augmenta que la

multitude de ceux par lesquels il pouvoit la dominer.

Mais ce changement, le seul que nous apercevions à la fin de la première Race & au commencement de la seconde, prépara une partie de ceux qui survinrent ensuite; & c'est ici que nous allons apercevoir le principal effet de la révolution par rapport à la Magistrature.

Le premier des plaids de l'année étant devenu l'assemblée générale de tous les fidèles à portée de s'y trouver, & qui presque tous étoient obligés de suivre le Prince à la guerre, fut en même temps le rendez-vous d'une partie des troupes qui devoient faire la campagne avec lui. Toute cette multitude n'étoit pas là pour délibérer, il fallut dans la suite la séparer de ceux qui, soit par leurs offices, soit par leurs bénéfices, avoient séance dans l'assemblée. C'est ce que nous apprendront les Lettres d'Hincmar que nous rapporterons dans les Discours suivans. Les deux ordres des Grands laïques & des

Grands ecclésiastiques eurent alors chacun une salle particulière qui devint le siège de leurs séances. Le reste de la multitude, composée, soit des guerriers qui avoient suivi leurs Chefs, soit des Ecclésiastiques qui n'étoient que cortége, soit du peuple qui étoit appelé à cette assise, tantôt par ses affaires, tantôt par sa curiosité, fut exclus de cette double enceinte, & selon toutes les apparences, il ne lui étoit permis d'entrer au plaid, que lorsque le Roi, rassemblant autour de lui & les Évêques & les Grands, paroissoit sur son trône, soit pour ratifier les arrêtés, soit pour recevoir les sermens.

Pendant que les deux ordres délibéroient chacun dans leur chambre, le Roi tantôt tenoit son conseil intime avec ceux en qui il avoit le plus de confiance, tantôt faisoit la revue générale des troupes. Cette auguste assemblée étoit le centre de toutes les affaires, & le rendez-vous de tout le militaire du royaume. C'est sans doute pour cette raison que nous verrons un jour nos Romanciers

joindre toujours à l'idée de la Cour plénière du Monarque , celle des tournois & des exercices qui occupoient toute cette jeunesse guerrière , tandis que , dans l'intérieur du plaid , on traitoit les plus grands objets de l'administration.

Bientôt la multitude qui se rendoit à ces assemblées , se trouva même si nombreuse , que souvent le plaid général se tint en pleine campagne ; c'est encore Hincmar qui nous l'apprendra (*e*). Cet usage dut devenir plus commun depuis que Pépin , pour ne point séparer les deux services qui lui étoient dûs , eut jugé à propos d'indiquer au mois de Mai le plaid solennel qui jusque-là s'étoit tenu au mois de Mars.

Il est certain que ces assemblées ne donnèrent alors aucun nouveau droit à la Magistrature , & je le démontrerai encore plus clairement dans la suite ; mais si elle n'acquiesça aucune autorité , elle commença

(*e*) *De Ord. Pal. chap. XXXV.*

du moins à deviner ses forces, & ce fut beaucoup.

1.^o Les Évêques & les Grands rassemblés, sentirent plus que jamais que ce Souverain, qui leur commandoit avec empire, ne pouvoit rien sans eux. Quelqu'impofant qu'eût été le fpectacle de l'autorité pontificale donnant le fceptre au nom de Dieu, ils ne fe diffimuloient pas qu'ils venoient de mettre Pépin fur le trône, & qu'il leur devoit tout. Ces Bénéficiers que fon père & lui avoient admis au plaïd, lorsqu'ils n'étoient que Maires, il ne put, il n'ofa les en exclure lorsqu'il fut Roi. Il lui arriva ce que nous verrons arriver depuis à Hugues Capet, dont les vaffaux devinrent ceux même de la Couronne, dès qu'il l'eut placée fur fa tête. Tous ces guerriers réunis virèrent bien que leur indocilité feule fuffiroit pour arrêter le Prince :

2.^o On ne tarda pas à s'apercevoir que les Corps pouvoient avoir des intérêts par-

ticuliers distingués de ceux du Monarque. Jusque-là le Roi avoit toujours été à la tête du plaid. L'unité de l'assemblée sembloit l'avertir que l'État seul étoit le grand objet qu'elle devoit envisager sous tous ses rapports. Lorsque le Clergé & les Laïques délibérèrent séparément, ils ne virent que trop qu'ils formoient deux Ordres distincts; ces deux Ordres s'observèrent, se jalousèrent quelquefois, & le plaid général fut effectivement composé de deux plaids :

3.^o Le caractère même des délibérations du Clergé dut inviter les Grands à franchir les bornes anciennes de leurs devoirs. Je n'explique, car je ne veux point ici blâmer les Évêques. Le Clergé, assemblé séparément, n'oublia point ce qu'il étoit essentiellement, une assemblée de Pasteurs ayant reçu de J. C. même une mission immédiate, & un pouvoir indépendant de celui du Prince. S'ils n'eussent délibéré que sur des affaires d'État, cette vérité eût été sans application; mais le Roi non-seulement

permit, il voulut même qu'ils traitassent, dans le plaïd, toutes les matières de religion qui étoient de la compétence de l'autorité pastorale. Aussi cette chambre du Clergé s'appela - t - elle Synode & Concile. Or le gouvernement de l'Église a toujours été aristocratique; en matière spirituelle, elle ne connoît point sur terre de pouvoir monarchique. Le Roi se faisoit un devoir de déférer aux décisions des Pasteurs prononcées à la pluralité des voix. Les Seigneurs laïques le virent, & ne firent pas assez d'attention à la différence des autorités, ni à celle des matières. Ils se demandèrent souvent, pourquoi le Roi n'auroit pas la même condescendance pour leurs propres arrêtés. De-là des prétentions que le Souverain fut obligé d'éluder, des murmures qu'il feignit de ne pas entendre, des mécontentemens secrets qui n'attendoient que l'occasion d'éclater :

4.^o Enfin, les simples Bénéficiaires reçus dans le plaïd, oublièrent bientôt qu'ils

n'étoient que de simples possesseurs de biens donnés à la charge d'un service ; admis une fois aux assemblées , ils voulurent s'affimiler aux Magistrats, ils se crurent leurs égaux. On leur avoit payé d'avance le prix du service qu'ils devoient au Prince, ils se flattèrent de le faire acheter de nouveau. Ils voulurent prendre part aux affaires , ils cabalèrent, ils s'attachèrent aux chefs de parti qui leur promirent d'améliorer leur condition.

Je n'entends point ici peindre ce qui arriva sous Pépin & sous Charlemagne. Le mécanisme du gouvernement étoit devenu plus compliqué, mais leur génie en maîtrisa les mouvemens. Je ne veux que faire apercevoir , dans l'état où se trouva la Monarchie au moment où elle changea de Souverain, le principe de beaucoup d'inconvéniens que nous verrons se développer sous les règnes suivans.

Et voilà l'imperfection qui accompagne toujours les plus beaux ouvrages des hommes , voilà comment les vues que leur

suggère leur intérêt personnel , nuisent à ce qu'ils croient faire de mieux pour l'intérêt général. Il étoit juste de rendre au premier plaid de l'année sa solennité, sa liberté, son activité; il étoit juste que nos Rois y trouvassent la lumière qui pouvoit guider leurs entreprises, le zèle qui devoit les seconder; mais en multipliant les Membres de l'assemblée, ajoutoit-on au zèle, augmentoit-on la lumière? Étoit-il prudent de placer à côté de tous ces Magistrats guerriers une multitude armée comme eux, qui devoit leur être peu utile, s'ils étoient fidèles, & qui, s'ils cessoient de l'être, pouvoit leur fournir des forces contre le Souverain lui-même? Les Maires avoient eu besoin de cette foule; leur projet étoit d'élever une puissance qui bravât d'abord, & qui renversât ensuite la maison régnante. Pépin, mal affermi sur le trône, doutant de ses droits, comptant peu sur la fidélité des Grands, crut qu'il étoit intéressant pour lui de laisser le plaid dans l'état où il l'avoit

trouvé; il crut, par le moyen des Bénéficiers attachés à sa Maison, établir une espèce d'équilibre qui ralentiroit le mouvement de la haute Magistrature, & il ne fit pas réflexion que celle-ci feroit peut-être un jour mouvoir elle-même le contre-poids imaginé contre elle.

Avec tout cela la Nation qui ne fut point consultée, la Nation dont les droits ne furent pas même mis en délibération, gagna beaucoup à la révolution. Les Magistrats qui ne furent plus tyrannisés, comme ils l'avoient été sous la première Race, tyrannisèrent beaucoup moins. Le ressort d'un tribunal à l'autre ne fut plus intercepté par la violence. Chacun se flatta de faire entendre sa voix dans l'assemblée solennelle. Cette liberté fit la confiance du foible, la terreur de l'homme injuste & puissant. Au milieu de cette foule toujours autorisée à représenter, & souvent même disposée à résister, on ne craignit plus, de la part du Monarque, ces coups terribles d'une
autorité

autorité arbitraire , auxquels il est si difficile d'accoutumer des hommes libres. Les plaids qui se tinrent plus régulièrement que jamais , donnèrent à la Nation une législation qu'elle n'avoit jamais eue , & qui commença à lui faire sentir l'imperfection des usages grossiers qui lui en avoient tenu lieu.

Mais cette sécurité publique, combien de temps dura-t-elle ? O ! si Pépin eût eu alors un ami fidèle , sincère & désintéressé , un Sage qui sorti de sa retraite , uniquement pour le féliciter & l'avertir , n'eût voulu ensuite qu'y rentrer , j'aime à croire qu'il eût ainsi parlé au nouveau Roi ! « O Prince , réglez par la justice & par le courage , « & puisse votre postérité ne présenter à « la nôtre qu'une longue suite de grands « hommes ! Mais si vos descendans cessent « de vous ressembler , leur chute sera plus « terrible que celle des Princes que vous « remplacez. Appréciez vous-même en effet « votre ouvrage & celui de vos braves « Ancêtres ; ne perdez jamais de vue le «

» vice caché qui peut l'affoiblir. La Race
 » de Clovis a disparu; ses excès ont armé
 » contre elle la licence des Grands : qui
 » est-ce qui donnera aujourd'hui à celle-ci
 » un frein qui soit toujours sûr de l'arrêter?
 » Au lieu de mettre entre le Souverain &
 » le peuple des conseils éclairés, uniquement
 » zélés pour la patrie, Charles - Martel se
 » plaça lui-même à la tête d'un Corps
 » terrible, par lequel il voulut en imposer
 » à son Prince timide : quelle sera la suite
 » de ce plan mieux combiné pour les cir-
 » constances du moment où il se trouvoit
 » que pour celles de l'avenir qu'il préparoit
 » à ses enfans? Tant que ceux-ci auront
 » son génie, sa valeur, ses succès, l'État
 » conservera sa gloire, le Monarque sa force.
 » Celui - ci redeviendra - t - il un homme
 » ordinaire? Gêné d'abord & importuné
 » par les prétentions de cette multitude
 » réunie qui aura substitué l'idée de ses
 » droits à celle de ses devoirs, bientôt
 » il se laissera entraîner, peut-être même

dominer par elle. Que fera-ce s'il est « imprudent ou injuste? D'abord la licence « des Membres du plaid sera un désordre « qui, semblable au despotisme de la pre- « mière Race, violera les loix sans les « détruire; mais il est bien plus aisé d'écarter « la tyrannie d'un seul que la tyrannie de « tous. Le Prince foible sera donc obligé « de traiter; & au lieu de se perdre seul, « il perdra avec lui la Monarchie elle-même. « Votre Père, avant que de détrôner le « dernier Prince de la Maison de Clovis, « avoit commencé par s'approprier toute « l'autorité; ceux qui pourront un jour « l'enlever à vos descendans, auront com- « mencé par s'en partager les débris. » Voilà ce qu'un Sage eût pu dire à Pépin, & il eût fait l'horoscope de la seconde Race de nos Rois.

ARTICLE III.

*Des Titres respectifs du commandement
& de l'obéissance au commencement de
la seconde Race.*

Ce seroit peut-être ici le lieu de rendre compte des monumens qui nous restent de la législation de Pépin ; mais , outre que je ne veux point séparer les Capitulaires de ce Prince de ceux de Charlemagne , avec lesquels ils ne doivent composer qu'un seul corps de loix , j'imagine que mes augustes Lecteurs doivent être fatigués de cette attention pénible qu'ils viennent de donner à des recherches, dont ils ne sentiront l'importance , que lorsqu'ils m'auront suivi encore quelque temps.

Un grand intérêt les a sans doute soutenus. Ce sont des ruines qu'ils ont parcourues avec moi ; mais ce sont celles d'un Palais antique qui a été transmis à leur Maison ; & de ces ruines même , s'est formé l'édifice immense & solide qu'ils habitent

aujourd'hui ; puisse-je contribuer à rendre celui-ci éternel , en leur faisant connoître les vices cachés qui firent écrouler l'autre ! En attendant , si , parmi ces débris , je trouve un trésor , il est à eux.

Que ne puis-je maintenant les délasser du moins , par la contemplation de vérités plus satisfaisantes ! Ce ne sont pas les hautes spéculations qui gênent notre ame , ce sont celles vers lesquelles on l'oblige de se baïsser.

Voilà donc , au moment où Pépin monte sur le trône , la Monarchie françoise composée d'une multitude de Nations qui toutes ont leurs loix , mais qui toutes obéissent à une autorité commune. Le même homme est en droit de donner des ordres depuis les bords de l'Océan jusqu'aux confins de la Bavière & de la Saxe , & depuis l'embouchure du Rhône jusqu'à celle du Rhin. Quel est le titre qui lui répond de l'obéissance de tant de millions d'hommes ? Est-ce la force de son bras , est-ce le nombre de ses troupes ? Je vois les vastes

provinces de la France & de la Germanie partagées entre une multitude de Guerriers tous redoutables les uns aux autres, mais plus redoutables encore au Souverain s'ils se réunissent contre lui. Est-il en état de les subjuguier s'ils lui résistent? Et pour les empêcher de se révolter, les tient-il assujettis par la crainte? S'il étoit obligé de les combattre, il ne seroit pas sûr de les vaincre, mais très-certainement il ne les gouverneroit pas; car ce qui pourroit alors lui arriver de mieux, ce ne seroit pas de régner, ce seroit d'être le plus fort.

Il faut pour gouverner les hommes une autorité paisible, mais invincible; une puissance qui n'ait pas besoin de détruire, & qui soit toujours en état de conserver. Où est-elle? Ici je m'adresse aux Républicains comme aux Partisans de la Monarchie; je leur dis à tous, montrez-la-moi. Fut-elle, sous la première Race, l'effet des conventions? Je ne chercherai point la solution de ce problème dans ces temps obscurs

dont parle Tacite , je n'interrogerai point les mœurs des Germains ; mais je dirai hardiment , que le consentement de quelques hordes de brigands eût été un foible titre pour assurer à leur chef un pouvoir absolu en temps de paix ; j'ajouterai , qu'il eût été difficile de persuader à toutes ces nations qui furent réunies sous la domination de Charles-Martel , que cette promesse faite à Clovis ou à ses successeurs , fût pour elles un engagement irrévocable , & il est assez prouvé , qu'elles ne le jugèrent pas tel.

Je fais que les Francs & les Gaulois , habitant ensemble le meilleur pays de l'Europe , dûrent sentir l'avantage de leur nouveau gouvernement : je fais que leurs Chefs purent être ou retenus par l'espérance ou enchaînés par la crainte , & que les peuples fatigués par tant de révolutions , respirèrent enfin alors à l'ombre de cette loi de paix qui transmettoit le Sceptre du père à ses enfans ; mais tout cela n'an-

nonce que l'intérêt de la Nation : cet intérêt est puissant, j'en conviens. Est-il ce devoir sacré dont nous cherchons le titre , & sans lequel il n'y a rien de sûr dans la société ?

Il existe ce devoir ; je l'ai démontré ailleurs (*f*) ; j'en ai indiqué le principe ; j'en ai calculé les effets : mais il m'a fallu pour cela remonter au grand axiome de la destination de l'homme. Mes raisonnemens sont sans réplique ; mais eussent-ils été facilement saisis par cette foule innombrable de guerriers féroces qui , dans les premiers siècles de la Monarchie , connoissoient tous leur force , & néanmoins se croyoient obligés d'être fidèles ?

On a raison d'instruire les hommes ; mais on a beau leur prouver que , par les loix même de la Nature , leur liberté ne peut être indéfinie , on n'enchaînera jamais , ni

(*f*) Devoirs du Prince réduits à un même principe ,
ou Discours sur la Justice, I.^{re} partie.

cet amour de l'indépendance qui les domine, ni les passions orageuses qui les poussent sans cesse au-delà des bornes que la Nature a prescrites à leur pouvoir. De toutes les vérités de morale, celles qui sont relatives à la théorie du gouvernement civil sont peut-être celles qu'ils concevront le plus difficilement, celles qu'ils adopteront plutôt par habitude que par conviction. Ils sentent leur liberté, ils en abusent; ils voient leurs Chefs abuser également de leur autorité: bientôt on perd de vue les premières institutions sociales, la violence jette partout le désordre; & lorsque les Nations se sont affoiblies par leur propre licence, elles sentent bien plus aisément l'intérêt qui les porte à se reposer, que le devoir qui les oblige de se soumettre.

Au milieu de ces incertitudes, la société a besoin d'une autorité qui lui commande. Comment en discernera-t-on le titre? Il faut qu'il soit palpable, car il doit être aperçu de la multitude; il faut qu'il ne

soit susceptible d'aucune contradiction, car il doit assurer l'autorité elle-même.

Pour le découvrir, je remonte aussi loin que je le puis dans la nuit des siècles passés : j'interroge les annales de l'Univers, & voici ce que j'y trouve. Lorsque les hommes ont voulu se lier entr'eux, ils n'ont rien vu sur la terre qui pût irrévocablement sceller leurs engagements, & pour s'inspirer mutuellement la confiance la plus entière, ils ont été obligés de recourir à la Divinité. Plus le contrat étoit important, plus on regarda comme nécessaire de le passer sous ses yeux; & voilà sans doute pourquoi, chez toutes les Nations, la religion a présidé aux mariages. Les sociétés civiles n'étoient point encore formées; Dieu fut appelé comme témoin & comme garant du plus nécessaire des traités.

Celui qui lie l'État à son Chef, la partie de la Nation qui est gouvernée à celle qui gouverne, est presque aussi ancien, & n'est ni moins important ni moins nécessaire. Il

fut aussi, dès l'origine, mis sous la garde & contracté sous la garantie de la Divinité même.

Ainsi, dès l'origine du gouvernement civil, je vois la religion s'avancer entre la puissance des Rois & la fidélité des peuples ; il n'y a qu'elle qui ait pu dire aux uns & aux autres, & il n'y a qu'elle qui leur ait dit en effet, « c'est moi qui vous garantirai vos droits & vos avantages réciproques. » Alors elle a reçu les sermens, elle a inspiré l'horreur du parjure ; les malfaiteurs & les traîtres ont craint un vengeur. La société a connu des loix , les passions ont été contenues, & elles ont connu la digue lors même qu'elles l'ont franchie.

Dieu se choisit-il un peuple qui, vis-à-vis de toutes les Nations, soit le dépositaire de ses promesses, & qui, grossier, féroce, méprisable par lui-même, n'en soit que plus propre à servir de preuve à une religion, qui n'a jamais dû recevoir ses accroissemens des efforts & de l'industrie

des hommes? Veut-il être le Monarque immédiat de la famille d'Israël? Il lui dit par le ministère de Moïse, jurez d'être fidèle à mes loix; & il jure lui-même, par sa propre essence, de le défendre & de le protéger contre les ennemis qui l'environnent.

Consultez ensuite toutes les autres histoires: par-tout vous voyez les Souverains exiger le serment de leurs sujets. L'homme qui a voulu dominer sa Nation, a connu sa foiblesse personnelle; celui qui n'a voulu que la conduire, a prévu des obstacles terribles. L'un & l'autre ont cherché à s'appuyer sur le premier, le plus naturel & le plus connu de tous les pouvoirs. Les Rois & les peuples ont dit, c'est à Dieu que nous promettons; & alors ils se sont fiés à leurs paroles mutuelles, parce qu'ils ont tremblé devant ce Maître commun qui, en recevant leurs engagements, sembloit s'en déclarer le vengeur.

Je laisse à ceux pour qui la religion est

un joug incommode, le soin d'examiner, s'il pouvoit y avoir d'autres moyens de contenir l'autorité des Chefs & la licence des Nations. Je ne suis qu'Historien, & je leur dis, lisez & jugez. Vous auriez peut-être mieux fait; mais voilà ce qui s'est passé depuis que les hommes sont gouvernés. Chaque société a été persuadée qu'un Etre suprême veilloit sur elle; tous les hommes ont pensé qu'en vertu d'une loi antérieure à toutes les promesses, ils étoient obligés de tenir ce qu'ils avoient promis, & que de toutes les promesses, la plus sacrée, celle dont l'infraction seroit le plus sévèrement punie, seroit dans tous les temps celle qu'ils feroient à la Divinité.

La sûreté des peuples & des Rois supposa donc toujours une autorité commune, une souveraineté universelle, dont tous les hommes naissent & meurent sujets, une souveraineté essentiellement juste pour absoudre & pour condamner, une souveraineté essentiellement toute-

puissante pour récompenser & pour punir.

Ce fut ce lien du serment, ce fut cette intervention de la Divinité elle-même qui, sous la première Race de nos Rois, forma le titre en vertu duquel le Prince commanda & les sujets obéirent. Sans cette espèce de contrat dont la religion garantissoit l'exécution, la loi de la succession, quoiqu'universellement reconnue, auroit été souvent & facilement violée. Jusqu'au serment prêté au Prince, cette loi lui donnoit des droits, mais ne le mettoit point encore en possession du trône. Jusque-là l'ambition intriguoit & osoit espérer. Thiery I.^{er} meurt, ses frères osent se flatter de partager ses États : dès que les Magistrats ont juré fidélité à Theodebert, ce Prince est en sûreté contre les projets de ses oncles. Après la mort d'un Roi, c'étoit donc en recevant le serment des Grands, que son successeur s'assuroit la Couronne : il exigeoit celui des Ministres, des Magistrats, des Officiers du Palais qui étoient à

la Cour; étoit-il prêté? Le nouveau Roi se voyoit en état de forcer à remplir le même devoir ceux qui auroient été le plus disposés à la révolte. Nous avons vu, sous Gontran & sous Childebert, les Ducs & les Comtes aller de ville en ville exiger le serment des cités. Il étoit ordonné par le Prince, & Marculfe nous a conservé la formule générale du pouvoir donné aux Commissaires chargés de le recevoir.

De degrés en degrés il est prêté aux Magistrats par les Officiers qui leur sont subordonnés. C'est par le serment que les Princes confirment leurs traités; c'est par le serment qu'ils réconcilient ceux des Grands dont ils veulent prévenir les dissensions meurtrières; c'est par le serment que les accusés se justifient & se défendent. Un Souverain acquiert-il un nouveau titre? Aperçoit-il de nouvelles relations entre lui & ses sujets? C'est par de nouveaux sermens qu'il veut les leur rendre respectables : nous verrons bientôt qu'ils furent tous réitérés à

Charlemagne, lorsqu'il eut mis sur sa tête la Couronne impériale.

Charles-Martel & ses fils violent eux-mêmes ceux qu'ils ont faits ; ils brisent les nœuds anciens , & ils ne peuvent en imaginer d'autres. C'est par la religion que Pépin se fait absoudre , parce qu'il fait que la religion seule peut lui attacher la Nation sur laquelle il veut régner.

On est sans doute étonné , lorsqu'on lit nos anciens Historiens , de la prodigieuse multitude de sermens que l'on rencontre à chaque page. Je ferai même observer dans la suite les inconvéniens qui en résultèrent. L'audace s'y accoutuma & craignit moins le parjure. La pusillanimité qui s'étoit liée par des sermens injustes , se crut plus obligée par ce qu'elle avoit promis à Dieu , que par ce qu'il commandoit. La superstition les éluda : on crut les rendre plus redoutables par le grand nombre de Saints dont on invoqua les noms , & dont on profana les reliques. Voyez Gontran , Sigebert & Chilpéric

Chilpéric jurer sur les châsses de Saint Polieucte, de Saint Martin, de Saint Hilaire; voyez Tassillon prêter son serment de fidélité à Charlemagne, sur les tombeaux de Saint Denys, de Saint Martin & de Saint Germain; voyez un Grand dont on craint l'infidélité, conduit de monastères en monastères pour invoquer contre lui la vengeance de leurs Fondateurs; voyez enfin l'audacieux Ébroin, pour pouvoir diminuer dans l'esprit des peuples l'horreur de son infidélité, jurer sur une châsse vide. Par-tout les hommes ignorans & grossiers dénatureront les institutions les plus respectables, par-tout la superstition viendra corrompre les plus saintes loix de la religion, & par-tout l'homme prêterà à Dieu même ses propres penchans, ses ressentimens & ses foiblesses.

Mais écartons les imperfections de l'homme, examinons le principe dont il part; il a l'idée d'un Dieu, auteur, protecteur, conservateur de la société; c'est à lui qu'il

demande secours, c'est de lui qu'il attend vengeance : sans lui il ne croit point qu'il y ait de promesse stable, parce qu'il n'y a point d'effets sans cause, point d'ordre qui ne soit l'effet d'une loi : en admettant une fois cette doctrine universelle de toutes les Nations, le serment pourra ne pas toujours empêcher le parjure, mais il fera, dans tous les temps & dans tous les pays, un aveu que le parjure est l'un des plus grands crimes.

Nous sommes sans doute aujourd'hui plus éclairés que ne l'étoient nos ancêtres ; il n'y a pas un François qui ne sache que le devoir qui nous lie au Gouvernement, est indépendant de nos promesses. Mais, d'un côté, cette obligation d'obéir n'est-elle pas fondée sur le principe même dont sont partis ceux qui ont cru les sermens nécessaires, sur l'idée d'un Etre créateur qui a donné à la société des loix essentielles ? D'un autre côté, la promesse existe encore : elle est renouvelée à chaque commencement de règne, & elle est faite à ce Dieu

qu'invoquoient Clovis, Charlemagne & Saint Louis. C'est à lui que nos Rois jurent de rendre leurs peuples heureux; c'est à lui que nous jurons d'obéir à nos Rois : c'est lui que nous réclamons comme le témoin de notre fidélité, le garant de nos devoirs, le juge de notre innocence, le vengeur de nos forfaits. Laissons aux Pasteurs, l'ordre religieux & spirituel. Ne considérons que l'ordre civil & politique; dans cet ordre soumis à l'inspection des Magistrats, il est impossible de faire un pas sans rencontrer des traces de son culte & des monumens de son autorité toujours reconnue par le genre humain (*f*).

O quelle importante leçon, les Rois peuvent tirer de ces faits purement historiques! Leur sûreté tient donc à cette idée si universellement répandue, si profondément enracinée. Si cette idée est fautive, si

(*f*) Quelques Critiques m'ont reproché que je cherchois à mettre Dieu par-tout. Ils se sont trompés : en vérité, c'est que je l'y trouve.

le hasard gouverne le monde , s'il n'existe point une Intelligence suprême, une Providence qui punit & récompense, tout est dit. Je connois ma liberté, & si elle est jointe à la force, je suis l'arbitre de mes devoirs, mon intérêt est ma règle.

Quel est donc le crime de ceux qui, sur l'existence de cette éternelle & toute-puissante autorité, sur la divinité de cette religion qui, depuis Clovis jusqu'à nous, a garanti tous les sermens qui se sont faits, viennent jeter des doutes dans l'esprit des peuples, & cherchent même quelquefois à séduire celui des Rois? Quoi, l'obligation de servir le Prince & la patrie n'a été, pendant treize siècles, fondée que sur une chimère! ô peuples! on vous a trompés jusqu'ici; elle n'existe point cette Intelligence, cette Justice suprême que vos Ancêtres regardèrent comme scellant leurs promesses & recevant leurs sermens!

Il n'appartient qu'à Dieu, comme dit l'Écriture, de rire des efforts des impies,

Ces nouveaux Titans n'iront point ébranler son trône ; mais songez , Souverains de la terre , que le vôtre n'est point hors de la portée de leurs insidieuses attaques. Que deviendra votre pouvoir, si ce n'est plus la conscience qui nous prescrit le devoir d'obéir ? Que deviendra la liberté des peuples , si ce n'est plus la conscience qui vous prescrit le devoir de les protéger ? Ce que deviendront l'une & l'autre ! je suis effrayé de le prévoir, & je n'ose l'annoncer ; mais nous verrons sous les règnes suivans, quelle est la force la plus à craindre, ou celle de la souveraineté qu'on abandonne , ou celle de la multitude qui ne veut plus être soumise. Je ne cesserai jamais de le redire, je le répéterai à toutes les pages : malheur aux Rois, malheur aux peuples, malheur à l'État lorsque la religion n'est plus regardée comme le rempart du trône ! Mais quelle est alors la première victime du désordre général ? Est-ce l'autorité du Prince ? Est - ce la liberté des peuples ?

Toutes les histoires de l'Univers répondent presque unanimement à cette question : ce sont elles qui nous apprennent que si le peuple & le Souverain n'ont plus ni la crainte de Dieu, ni la certitude de sa providence, ni la conscience de cet ordre éternel qui gouverne la société, il est encore plus facile à la multitude d'être rébelle avec succès, qu'au Despote d'être impunément oppresseur.

FIN du Septième Discours.



N O T E

*Annoncée à la page 316, ou Discussion
sommaire sur l'acception du mot Justitia
dans nos anciens Monumens.*

LA plupart des erreurs qui ont obscurci notre Droit public, n'ont eu pour cause quel'abus & l'équivoque des termes. Un mot, dans un siècle, ne présente pas toujours le sens qu'on lui donne dans un autre ; & il arrive souvent qu'à la même époque, mais dans des monumens différens, une expression s'entend de plusieurs manières qu'il est essentiel de distinguer, si l'on ne veut s'exposer au danger de confondre toutes les idées. Les peuples qui s'établirent dans les provinces de l'Empire, apprirent la Langue des Romains, mais ils la parlèrent mal, & cependant ils furent obligés de s'en servir, soit que la plupart des choses qu'ils virent, n'eussent point de nom dans leur propre Langue, soit qu'ils trouvassent les mots Romains plus clairs, plus expressifs, plus analogues aux usages qu'ils laissèrent subsister. De l'ignorance des termes propres, de la nécessité d'user de ceux que l'on put saisir, & que l'on entendoit mal,

fortit ce latin barbare que l'on trouve employé dans tous les monumens de la première & de la seconde Race.

Ce qui changea le moins dans les Gaules, fut l'administration des villes. Elle favorisa le gouvernement des vainqueurs. Ceux-ci trouvèrent des ressources, soit dans les forces municipales des Cités, soit dans les impôts qu'elles étoient accoutumées à payer. Les *Catus* ou *Conventus populi* continuèrent, & nous avons déjà vu que l'abus de ce mot qui n'indiquoit que le plaid d'une ville, a fourni l'idée des assemblées de la Nation.

Il y a deux choses sans lesquelles il n'y a point de gouvernement, & ces deux choses sont *Loi* & *Justice*. Les Barbares sentoient la nécessité de tout cela, mais ils n'en avoient qu'une idée très-imparfaite; les plaids des Cités leur en donnèrent une plus juste. C'étoit-là en effet que l'on pouvoit observer les restes de l'ordre ancien. Par-tout ailleurs on ne voyoit que des débris. Les assemblées & les formes municipales instruisirent nos Ancêtres. Employant, comme ils purent, les termes qu'ils y apprirent, ils appelèrent *Loi*, tout ce qui indiquoit le pouvoir des plaids; ils appelèrent *Justice* tout ce qui en caractérisoit les fonctions. Ainsi, non-

seulement les jugemens, mais les actes volontaires, les procédures, la sentence des Juges, le dépôt même qui renfermoit les titres, tout cela fut connu sous la même dénomination de *Loi*, & nous avons déjà vu les erreurs qu'a produites l'équivoque de ce mot *Lex* pris à contresens dans les monumens où il se trouve.

Quel étoit l'objet de la *Loi* de la Cité ? C'étoit de faire *Justice*. Mais, qu'entendoit-on par faire *Justice* ? Ici l'ignorance des termes qui, dans l'ancienne Langue romaine, eussent pu différencier tous les devoirs des citoyens assemblés au plaid, rendit prodigieusement stérile le langage des Notaires ou Greffiers des villes ; & depuis sur-tout que les Barbares qui avoient étudié, furent admis à ces emplois, les protocoles & les actes fourmillèrent d'équivoques. Ce mot de *Justice* fut appliqué à tout. On s'entendoit sans doute, car les circonstances déterminoient la signification dans laquelle il devoit être pris ; mais lorsque, dans les siècles suivans, on a voulu entendre les anciens monumens, les circonstances avoient disparu, & on n'a pu s'en procurer une véritable intelligence qu'à force de recherches, de combinaisons & d'hypothèses.

La *Justice* étoit l'obligation commune des

citoyens, Chefs, Membres ou dépendans du plaïd, de quelque dignité qu'ils fussent revêtus, & dans quelqu'état qu'ils se trouvaissent placés. Le plaïd qui leur indiquoit leur devoir, *faisoit Justice*, le Magistrat qui les forçoit à le remplir, *faisoit Justice*; le citoyen qui comparoissoit à l'assemblée devant laquelle il avoit été ajourné pour répondre à une accusation, ou pour se défendre d'une demande, *faisoit Justice*, & celui qui n'y venoit que pour délibérer & juger, *faisoit également Justice*. C'étoit dans le plaïd que l'on délibéroit sur les impositions, que l'on réformoit les cadastrés qui en étoient la règle, que l'on régloit les compositions dûes pour les délits, & les *Freda* qui firent partie des revenus du fisc; on donna à tous ces droits le même nom de *Justices*.

Dans notre langage féodal, confondant la cause avec les effets, nous avons appelé *Justice* cette espèce de magistrature territoriale que s'approprièrent & les Officiers du Prince sur les districts soumis à leur surveillance, & les possesseurs des bénéfices sur les terres qui leur avoient été concédées; & lorsque l'on a voulu rechercher l'origine de ces *Justices* qui étoient & *pouvoir* & *jurisdiction*, on a cru la trouver dans tous les monumens où le mot *Justitiæ* n'est employé que pour signifier des *devoirs* & des

fonctions. Cependant, qu'on liſe tous les textes des premiers ſiècles de la Monarchie, il n'y en a aucun où le mot de *Juſtitia* ſoit employé pour ſignifier *juridiction*; car, lors même qu'il s'applique à un Magiſtrat exerçant un pouvoir territorial, il ne défigne que ſes devoirs & non ſon autorité.

C'eſt ce que nous allons prouver, en parcourant les différentes acceptions de ce mot qui, dans nos anciennes chartes, lorsqu'il ne ſignifie pas des droits pécuniaires accordés par nos Rois aux Églifes & aux Bénéficiers, ſe trouve preſque toujours joint aux verbes *facere*, *reddere* & *recipere*. Commençons par examiner ce que c'étoit que *facere Juſtitiam*.

Ce mot indique d'abord l'obligation du ſimple Sujet qui ſe conforme au jugement du plaïd, ou obéit à l'ordre du Magiſtrat. Dans l'article XXII des Capitulaires de 779, il eſt queſtion de la compoſition fixée pour la réparation du délit. Nous avons déjà vu que celui qui reſuſoit de la payer, autorifoit ſon adverſaire à le pourſuivre par les armes, & que celui qui ne vouloit pas la recevoir, ſe réſervoit le droit de cette pourſuite militaire. Il étoit important d'empêcher ce déſordre; & voici ce que dit le Légiflateur : *Si quis pro ſayda pretium recipere non vult, tunc*

*ad nos sit transmissus & nos eum dirigemus ubi
damnum minimè possit facere. Simili modo & qui
pro fayda pretium solvere noluerit nec JUSTITIAM
inde FACERE, in tali loco eum mittere volumus
ut pro eodem majus malum non crescat.* Il est
évident que le mot *Justitiam inde facere*, doit
s'entendre ou du traité qui devoit se faire dans
le plaid entre l'offenseur & l'offensé, ou de
l'exécution du jugement auquel les deux Parties
devoient également déférer.

Dans l'article XXII des Capitulaires de 802, il est dit : *Ut Comites & Centenarii OMNES AD JUSTITIAM FACIENDAM compellant.* Le Centenier, comme on le fait, exerçoit le plus bas de tous les degrés de juridiction. Ceux qu'il devoit forcer à *faire Justice*, n'étoient donc point des gens qui eussent ou pouvoir, ou territoire, c'étoient de simples habitans que le Comte & le Centenier pouvoient appeler à leur plaid.

Voici un autre Passage, où ce mot *facere Justitiam* n'indique point non plus le pouvoir du Magistrat, mais l'obligation des Sujets. *Quando JUSTITIAM (Missi) pauperibus FACERE jufferint, semel aut bis præcipiant ut JUSTITIA FACTA SIT; tertiâ vice, si nondum factum est, ipsi pergant ad locum, & ad hominem qui JUSTITIAM FACERE noluerit, & cum virtute tollant ab eo quod injustè*

alteri tulit , & reddant illi cujus per JUSTITIAM esse debuit. (II. Cap. de 810 , art. III.) Cet homme , dont le Magistrat va militairement saisir les meubles parce qu'il n'a pas fait justice , a , comme on le voit , refusé de comparoître au plaïd , ou d'exécuter la condamnation que celui - ci a prononcée contre lui : on n'imaginera point qu'il soit ici question de l'obliger à tenir son plaïd , & à rendre lui - même justice sur son domaine. Nous pourrions citer une foule d'autres textes , dans lesquels on ne trouveroit que la même acception de cette phrase si commune.

Ailleurs , les mots *facere Justitiam* indiquent le devoir qui obligeoit , soit le Magistrat , soit le simple Bénéficiaire , à tenir le plaïd , ou du moins à y assister. *Si Comes in suo ministerio JUSTITIAS NON FECERIT , Missos nostros in suâ casâ soniare faciat , usquedum JUSTITIÆ ibidem factæ fuerint , & si vassallus noster JUSTITIAM non fecerit , tunc & Comes & Missus ad ipsius casam sedeant , & de suo vivant quoadusque JUSTITIAM FACIAT* (Cap. de 779 , art. XXI.) Ici c'est encore remplir un devoir , c'est exercer des fonctions attachées à un office ou à un bénéfice. Ces fonctions sont celles du plaïd , car c'est dans le plaïd que *fiçbat Justitia*. Mais

ici on ne les considère point comme un exercice du pouvoir, on les regarde simplement comme sa dette. Le Comte a certainement juridiction; mais soit qu'il lui soit enjoint de tenir son plaïd, soit qu'il soit ajourné à celui du *Missus*, le mot de *facere Justitiam* désigne le service qu'il doit, & le désigne par le même terme employé pour indiquer le service du simple Bénéficiaire qui n'a point juridiction; c'est aux uns & aux autres qu'il est enjoint, sous peine d'exécution militaire, de faire le devoir ou le service du plaïd, *facere Justitiam*.

En effet, cet article du Capitulaire de 779 est parfaitement expliqué par l'article XXIII de celui de 819, qui renferme la même disposition, mais qui indique plus nettement le genre de devoir dont il parle. *Ut ubicumque Missi aut Episcopum aut Abbatem aut alium quemlibet honore prædicitum invenerint qui JUSTITIAM FACERE noluit vel prohibuit, de ipsius rebus vivant quandiu in eo loco justitias facere debent.* Ici il s'agit des Justices que font les *Missi* eux-mêmes. Ils tiennent des plaïds dans leurs tournées, mais le Bénéficiaire qui y est appelé, ne s'y rend pas. Tant que durent les plaïds des *Missi*, *quandiu JUSTITIAM FACERE debent*, ils peuvent vivre à discrétion sur les terres du Contumace.

Dira-t-on que je suppose ici que le simple Bénéficiaire étoit sans juridiction, & que c'est précisément ce qui est en question ! Voudra-t-on même prouver qu'il avoit autorité, puisque le même terme qui désigne les fonctions du Comte & du Commissaire impérial, indique également celles du Bénéficiaire ?

Je répondrai par deux textes qui prouveront que les Bénéficiaires *faciebant Justitias*, & cependant n'exerçoient point le pouvoir de la Magistrature.

Qu'ils fussent obligés à faire Justice, c'est-à-dire d'assembler leurs plaids, ou de se rendre à celui de leur Supérieur, tous les Capitulaires le prouvent : *Ut omnes FACIANT JUSTITIAM tam publici quam ecclesiastici.* (Cap. de 755, art. XXXIX.)

Qu'ils n'eussent point ce que nous nommons aujourd'hui la Justice de leur terre, voici un autre monument qui le démontre ; c'est l'article XI des Capitulaires de 779 : le fait y est très-clairement exprimé. Un voleur est arrêté dans les domaines de l'Eglise ; on sait que les Magistrats ordinaires n'ont pas le droit de s'y transporter, c'est la prérogative de l'immunité dont jouissoient autrefois la plupart des bénéfices, mais que les Ecclésiastiques sur-tout avoient

conservée avec beaucoup de soin ; il faut donc que le voleur soit discuté par le plaïd du bénéfice ; c'est - là que sont les Juges du coupable : mais ce n'est point - là qu'est l'autorité qui peut le condamner ou l'absoudre. L'Évêque & ses hommes acquièrent la preuve du crime par les informations ; mais celles-ci ne sont qu'un témoignage. Le plaïd de l'Évêque achevera-t-il le procès ? A-t-il autorité pour prononcer & faire exécuter la peine ? Non ; il déclare seulement que l'accusé est coupable. Les hommes du bénéfice *Justitiam fecerunt*, ils se sont assemblés, ils ont rempli leurs fonctions, ils ont constaté & prouvé le délit : le reste regarde le Magistrat auquel le voleur est renvoyé : mais les procédures faites par le plaïd du bénéfice, font foi & suffisent pour décharger la conscience du Comte. *De vindictâ & judicio jussu in latrones facto testimonio Episcoporum , absque peccato Comites esse dicuntur.* « De manière » que , sans jalousie & sans autres mauvais » motifs, on n'ajoute rien à ce qui a été fait, » sinon les formes nécessaires pour finir le procès par la condamnation : » *Ita tamen ut, absque invidiâ & occasione malâ , nihil interponatur, nisi vera justitia ad perficiendum.* Mais, si pour se défaire d'un homme , le Magistrat ajoute quelque

quelque chose à la procédure, il doit alors être privé de son office, & puni de l'injuste condamnation qu'il a prononcée. *Ille verò qui, per odium aut malum ingenium, nisi pro JUSTITIÂ FACIENDÂ hominem disfecerit, honorem suum perdat, & legibus contra quem injuste fecerit, secundùm pœnam quam intulit, emendet.*

Ces termes sont bien remarquables, *secundùm pœnam quam intulit*. C'est donc le Comte, c'est le Magistrat qui a prononcé la peine. Cependant le plaideur de l'Église, *Justitiam fecit*; car c'est sur la procédure faite par l'ordre des Évêques, *testimonio Episcoporum*, que le voleur a été condamné. Donc, des dispositions de nos anciennes Ordonnances qui enjoignent aux Évêques, aux Abbés, aux autres Bénéficiers, de *faire les Justices, facere Justitias*, on ne doit point conclure que ceux-ci eussent le pouvoir de juridiction.

Qu'avoit donc le Bénéficiaire, soit laïque, soit ecclésiastique? le devoir du plaideur & les profits de la Justice. Le Clergé sur-tout avoit eu soin de faire insérer ceux-ci dans les concessions qui lui avoient été faites. *Imprimis jubendum est*, dit l'article premier des Capitulaires de 806. *Ut habeant Ecclesiæ earum JUSTITIAS, tam in vitâ illorum qui habitant in ipsis Ecclesiis, quàm*

in pecuniis & substantiis eorum. L'Église avoit donc les confiscations, *in vitâ eorum* ; elle avoit les *Freda* & les amendes, *in pecuniis* ; les *Telonea* ou les péages, *in substantiis*.

Le devoir de faire juger les coupables par les Comtes , & de les leur conduire après avoir fait *Justice*, c'est-à-dire, après avoir constaté le délit dans un plaïd, étoit commun aux Bénéficiers laïques & aux ecclésiastiques. *Ut latrones de infra emmunitatem illi Judices ad Comitum placita præsentent, & qui hoc non fecerit beneficium & honorem perdat similiter & Vassi nostri si hoc non adimpleverint, beneficium & honorem perdant.* (Cap. de 779 , art. IX.)

Ces expressions sont remarquables, *ad Comitum placita*. C'étoit donc une condamnation qu'on venoit leur demander, & non pas seulement une exécution. Le plaïd du Bénéficiaire avoit instruit, avoit témoigné, avoit jugé même; mais un jugement n'étoit qu'un acte de devoir, & non un acte d'autorité.

Comment les Bénéficiers qui étoient tenus de *faire*, & autorisés à *percevoir* les *Justices*, auroient-ils eu sur leurs terres une véritable juridiction, une puissance de condamner & de contraindre? Nous avons vu que toutes les immunités tiroient leur origine de celles des

domaines royaux, dont faisoient autrefois partie les bénéfices accordés, soit aux Églises que l'on avoit fondées, soit aux guerriers que l'on avoit voulu acheter. Or, du temps de Pépin & de Charlemagne, les Officiers même qui étoient préposés à la conservation & à l'administration des domaines royaux, n'avoient point, sur les terres du Prince, cette juridiction proprement dite, ce pouvoir qui caractérisoit le Magistrat. Je sais qu'on appeloit ces Officiers *Judices*; mais je sais que leur autorité étoit purement économique, & bornée au gouvernement de la famille & aux soins de la culture : *Judices nostri labores (les labours) facere debent, seminare & arare, fœnum secare aut vindemiare.* (Cap. car. M. de Villis, art. V). Et l'on voit par l'art. XXI de cette charte célèbre, que les Lides & les Serfs du Roi étoient quelquefois obligés de se transporter hors du domaine pour comparoître au plaïd du Magistrat. Les Officiers du fisc avoient ordre de faire de leur mieux pour l'empêcher, sans doute en accommodant les différends; mais quelquefois ils ne pouvoient y réussir : alors ils devoient eux-mêmes soutenir devant le Magistrat les intérêts du Lide ou du Colon qui leur étoit subordonné : *Si habuerit forinsecus servus noster Justitias ad quærendum,*

magister ejus cum omni intentione decertet pro ejus Justitiâ; & s'il ne pouvoit obtenir Justice pour lui devant le plaid du Magistrat, à qui elle étoit demandée, il devoit lui épargner la peine d'aller s'en plaindre au Palais, & écrire au Prince en sa faveur. (Ibid. art. XXIX.)

Cependant ces Préposés, qui n'avoient point sur les Sujets & sur les terres du fisc une véritable juridiction, étoient tenus de faire les Justices : *Ut unusquisque Judex*, dit l'article LVI de la même charte, *in eorum ministerio audientias teneat, & Justitias faciat, & provideat qualiter rectè familiæ nostræ vivant.*

Donc on faisoit la *Justice* ou les *Justices* sans avoir juridiction; donc *faire Justice* caractérisoit des fonctions & non une autorité; donc on pouvoit & on devoit tenir un plaid, sans être pour cela Magistrat; donc les hautes-Justices qui commencèrent sous le règne de Louis-le-Débonnaire, & appartenrent à tous les Seigneurs sous la troisième Race, ne sont point les Justices dont il est parlé dans les monumens du règne de Charlemagne.

Que l'on parcoure maintenant tous les textes dans lesquels on trouvera ce mot de *Justitia* ou *Justitiæ*, & on en aura la clef. Si, par exemple, dans l'art. XXV des Capitulaires de 755, on

trouve défendu à ceux qui faisoient Justice, de recevoir des présens : *Ut nec Episcopus , nec Abbas , nec ullus Laicus , pro Justitiâ faciendâ sportulas contradictas accipiat , quia ubi dona interveniunt Justitia evacuatur* ; on se rappellera que l'intérêt des coupables qui avoient à craindre la décision du plaïd , étoit d'en corrompre les Chefs ou les Membres par des présens ; mais on fera attention que des devoirs du plaïd on ne doit pas conclure à son autorité.

Le mot , *facere Justitiam* , sera donc toujours très-mal-entendu , & donnera lieu à beaucoup d'erreurs , tant que l'on ne fera pas attention à la qualité ou à l'état de ceux dont il exprime le devoir. Lorsque , dans l'art. V d'un Capitulaire de 810 , qui a pour titre *de Instructione Missorum* , Charlemagne s'exprime en ces termes : *Quicumque illis JUSTITIAM FACERE volentibus resistere conatus fuerit , domino Imperatori annuntient* ; il parle certainement des fonctions de Magistrats ayant autorité ; il ne veut point qu'elle puisse être arrêtée par la résistance de leurs inférieurs : le mot , *Justitiam facere* , s'applique-t-il à un simple Bénéficiaire ou ecclésiastique ou laïque ? Il n'indique que les devoirs dont celui-ci est tenu ; il doit assembler le plaïd , délibérer , instruire : ce terme s'adresse-t-il enfin à un

simple Sujet ? Il n'exprime que l'obéissance que doit celui-ci; ainsi *Iusticiam facere*, dit Du Cange, *dicitur is qui de crimine aut de re quâpiam interpellatus juri stat*, & il cite les Capitulaires ajoutés par Louis-le-Débonnaire à la loi Salique. Ce ne sera donc jamais dans aucun cas par cette expression que l'on prouvera l'autorité de juridiction.

C'est parce que le mot *Iustitia* se prenoit pour toutes espèces de devoirs, qu'il signifia également tout ce que le Prince & le Magistrat étoient en droit d'exiger. On se rappelle que les contributions publiques se régloient dans le plaid de la Cité; que les polyptiques faisoient partie de la Loi des villes; & que les Comtes étoient chargés de faire la recette des deniers du Roi; on entend après cela ces ordres donnés aux Comtes de la part de l'Empereur & par ses Commissaires. *De Iustitiis domini imperatoris secundum quod vobis scriptum vel verbis est dictum, tale certamen habeatis sicut vos exinde debitores esse cognoscitis*. Mais comme le même mot *Iustitiæ* signifie tout ce que l'on doit non-seulement au Roi, mais à tous ses Sujets, l'ordre continue : *Deinde ut Iustitias Ecclesiarum, viduarum, orphanorum & reliquorum, sine ullo malo ingenio & sine ullo injusto pretio, & sine ullâ dilatione, aut non necessariâ morâ pleniter & irreprehensibiliter & rectè*

ac justè per omnia faciatis. (Capit. *incerti anni.* Hist. de Fr. tome V , page 693). Il ne s'agit dans l'une & dans l'autre disposition , que de faire rendre à chacun ce qui lui appartient.

De-là les mots *reddere & recipere Justitias.* *Volumus , ut de fiscalibus vel servis nostris vel ingennis qui per fiscos aut villas nostras commanent diversis hominibus plenam & integram qualem habuerint reddere faciant Justitiam* (Capit. de Villis , art. LII.) Ici le Législateur parle des Officiers préposés à l'administration des domaines ; il leur enjoint de veiller à ce que chacun paye ce qu'il doit , soit au fisc , soit aux particuliers.

J'ai fait remarquer ailleurs les textes qui ordonnent que , dans les villes , ceux qui seront préposés à la recette des Justices , *qui recipiant Justitias* , seront pris dans la classe des citoyens obligés de les payer , *qui reddant.*

Quel étoit donc le terme qui désignoit l'acte du tribunal qui jugeoit & prononçoit ? Par quelle phrase exprimoit - on ce que nous entendons aujourd'hui par rendre Justice , lorsque nous parlons d'une Cour qui délibère , absout ou condamne ? Cette phrase étoit *dicere legem* , lorsqu'il s'agissoit de la prononciation du jugement : Nous l'avons vu dans la loi Salique. C'étoit *legem judicare* , lorsqu'il s'agissoit

du jugement en lui-même; c'est ce que nous apprennent les dispositions de nos anciennes Loix. Transcrivons ici pour le prouver un texte important que nous avons déjà indiqué dans une note, mais qui mérite d'être pesé avec quelque attention. Il est d'autant plus précieux, que l'expression *legem judicare* s'y trouve en opposition avec la phrase *reddere Justitiam*.

L'article XXX d'un Capitulaire de 809, parle d'un coupable condamné par le plaïd, mais auquel le Roi a fait grâce. Quoiqu'on lui ait donné la vie, sa sentence de mort lui a imprimé une flétrissure, & en voici les effets. Il ne peut ni être reçu en témoignage, ni prendre place dans l'assemblée de la Cité parmi les Juges : *In testimonio non suscipiatur (a) nec inter Scabinos ad legem judicandam locum teneat.*

Délibérer, juger dans le tribunal, voilà donc ce que l'on appelle *judicare legem*. Qu'appelle-t-on *reddere Justitiam* !

L'article XXXI suppose que cet homme flétri a commis un nouveau délit, moindre sans doute que le premier. Il est ajourné pour comparoître au plaïd, ou condamné & obligé

(a) Sans le pouvoir du Magistrat, le jugement n'étoit qu'un témoignage; & c'est pour cela que quiconque ne pouvoit être témoin, ne pouvoit être Juge.

de payer la composition, il refuse l'un & l'autre ; & son moyen, c'est qu'il est mort civilement, & doit être regardé comme étranger au plaïd : *Si alicui post judicium Scabinorum vita fuerit concessa, & ipse in post modum aliqua mala perpetraverit, & JUSTITIAM REDDERE noluerit, dicendo quòd mortuus sit, & ideo Justitiam reddere non debeat.*

La Loi écarte l'équivoque que le coupable veut employer ici. *Justitiam reddere* pouvoit signifier se rendre à l'ajournement qui oblige les Scabins ou Ratchimbours à venir juger. Dans ce sens, l'homme dont il s'agit, ne devoit pas, ou plutôt ne pouvoit pas *reddere Justitiam*. Mais *reddere Justitiam* signifioit aussi obéir, comme accusé ou comme coupable, aux ordres du plaïd qui ajournoit, ou au jugement qui condamnoit. Or le condamné, à qui on avoit fait grâce, n'en étoit pas moins obligé à ce devoir, il n'avoit acquis ni l'indépendance, ni l'impunité. Le Capitulaire décide donc que, s'il refuse, on doit exécuter contre lui son premier jugement : *Statutum est ut superius judicium sustineat.*

Mais, dans tous les cas, le même Capitulaire veut que ce condamné ait lui-même le droit de demander Justice contre ceux qui le maltraitent. *Et si aliquis adversus eum aliquid mali fecerit, secundum æquitatis ordinem, licentiam habeat suam Justitiam requirendi de causis perpetratis.*

Ainsi le mot *reddere Justitiam* étoit opposé à celui de *requirere* : le demandeur, *requirebat* ; l'accusé ou le défendeur, *reddebat* ; les Juges assemblés, *legem judicabant* ; le Magistrat, *legem dicebat*.

Tout ce que je viens de dire, suffit pour donner une idée du sens dans lequel le mot de *Justitia* doit être entendu dans nos anciennes Loix. Ce que j'avois principalement en vue d'établir, c'est que cette expression de *Justice* ne signifie nulle part *juridiction*, & qu'ainsi on en a abusé toutes les fois que l'on s'en est servi pour prouver qu'il y eut, sous la première Race & au commencement de la seconde, jusqu'à Louis - le - Débonnaire, des hautes-Justices seigneuriales. Je traiterai cette question plus en détail, lorsque je ferai observer la véritable origine & les premiers titres de cette autorité territoriale accordée aux Bénéficiers. J'ai cru devoir dès-à-présent faire connoître quelques-uns des textes qui prouvent en même temps, & que les Justices seigneuriales n'existoient point encore sous Charlemagne, & que tout cependant préparoit les voies à cet établissement qui devint nécessaire sous son successeur.



T A B L E

Des Matières traitées dans ce Volume.

SIXIÈME DISCOURS

Sur l'Histoire de France.

LES ROIS FAINÉANS.

QUE le moyen que prit Pépin pour s'approprier le pouvoir fut d'en faire un bon usage.....	page 3
Les Mécontens & les Austrasiens demandent justice à Thierry.....	5
Bataille de Testri. Bertaire est tué. Pépin se rend maître de la personne du Roi.....	7
Guerres sur les frontières de l'Austrasie.....	9
Mort de Thierry.....	11
Proclamation de Clovis III.....	14
Childebert III règne après lui.....	15
Dagobert II.....	16
Pépin fait nommer son petit-fils, encore enfant, Maire du palais de Neustrie.....	17
Mort de Pépin.....	18
Prison du jeune Charles.....	19
Rainfroi nouveau Maire de Neustrie & de Bourgogne. Charles se sauve de prison.....	20
Chilpéric II succède à Dagobert.....	21
Combat d'Amblef.....	23

Bataille de Vinci. Charles, Duc d'Austrasie.	24
Clotaire IV , roi d'Austrasie.	25
Charles défait les Gascons & Chilpéric.	26
Il est maître de toute la France.	27
Mort de Chilpéric II. Thierry de Chelles placé sur le Trône.	28
Guerres contre les Saxons, les Frisons, les Thuringiens & les Allemands. Charles fait prêcher le Christia- nisme chez les Nations idolâtres.	30
Le Duc d'Aquitaine négocie avec les Maures.	32
Charles Martel défait les Sarazins.	34
Il dénature les relations qui attachoient au Roi le Duc d'Aquitaine.	37
Mort de Thierry de Chelles.	<i>ibid.</i>
Commencement des affaires qui ouvrirent aux François le chemin de l'Italie.	40
Luitprand, roi des Lombards, est reçu dans Ravenne.	41
Grégoire III écrit à Charles Martel.	44
Les Romains offrent à Charles la suprême puissance dans Rome.	46
Charles Martel fait ses deux fils Maires du palais.	48
Mort de Charles Martel	50
Pépin & Carloman triomphent du duc d'Aquitaine.	51
Childéric est mis sur le Trône.	53
Justice faite aux Ecclésiastiques dans le plaid des Estlins, en 742.	56
Guerres & succès de Pépin & de Carloman.	58
Carloman renonce à la Royauté.	60

Pépin rend la liberté à Grypon.....	62
Grypon soulève les Saxons, & s'empare ensuite de la Bavière.....	63
Il est pris dans une bataille, & Pépin lui pardonne.	66
Suite des affaires d'Italie.....	68
Pépin s'ouvre les voies au Trône, & consulte le Pape.....	71
Pépin est proclamé Roi à Soissons.....	75
De la doctrine qui fut alors semée par la politique de Pépin.....	76
Consécration de Pépin.....	81

ARTICLE PREMIER.

ENCHÂÎNEMENT & progrès des causes de la dégradation des Mérovingiens.....	83
Des raisons qui firent préférer Chilpéric II au fils de Dagobert II.....	86
Que ce fut l'abus du pouvoir qui en précipita la chute.	88
Que le bon usage que les Maires firent de leur auto- rité les approcha du Trône.....	91
De la maxime triviale qu'il faut se prêter aux cir- constances.....	92
De la Mairie du petit-fils de Pépin, & du gouverne- ment de Plectrude.....	98
De la manière dont Charles Martel se rendit le centre de toutes les relations que les pouvoirs intermé- diaires avoient eues avec le Trône.....	104
Des raisons qui portèrent Pépin & Carloman à nom- mer un Roi.....	107

Que les entreprises de la Cour de Rome ont elles-mêmes été autant de témoignages contre les maximes de nos Républicains.	112
Résumé de toutes les réflexions que doit faire naître la chute de la première Race.	114
Des inconvéniens du pouvoir militaire.	119

A R T I C L E I I.

DES causes de l'élévation de la Maison de Pépin, prises dans le caractère de ses Princes.

Réflexions sur le plan de leur politique intérieure.	125
De Pépin de Landen.	126
De Grimoald son fils.	127
De Pépin d'Héristal.	128
De Charles Martel.	137
Des obligations que la France eut à Charles Martel, & de ses guerres contre les Sarazins.	140
Des bienfaits par lesquels la Providence sembla veiller alors à la conservation du Gouvernement & de la Religion.	150

A R T I C L E I I I.

De l'État & de la Politique de l'Europe à cette époque, & comment l'un & l'autre influèrent sur le changement qui se fit alors en France.	155
Des seules puissances que la politique eut alors intérêt d'observer.	159

De la Politique de Charles Martel, par rapport à l'Italie.....	167
Discours de Pépin au Légat Sergius.....	172
De la politique de la France, par rapport aux Sarazins & aux restes de la Monarchie des Goths en Espagne.....	175
Examen d'une question importante de Droit public. Du temps nécessaire pour prescrire la Souveraineté, lorsque le Prince a commencé par l'usurpation.	179
Du droit du plus fort.....	181
Application de la décision à la conquête d'Espagne par les Sarazins.....	187
Résumé des relations politiques de la France sous Charles Martel & sous ses enfans.....	191

SEPTIÈME DISCOURS

Sur l'Histoire de France.

PÉPIN SUR LE TRÔNE.

C OMMENCEMENT de la deuxième Race.	196
Intrigues de Grypon chez le duc d'Aquitaine.	200
Mort de Grypon dans une bataille.....	202
Réduction des Saxons & des Bretons.....	203
De la manière dont nos Rois voyageoient...	204
Prise de Ravenne par Astolphe. Fin de l'Exarchat.	208
Trêve conclue pour quarante ans entre Rome & les Lombards. Réflexions sur cette trêve.....	210

Rupture de la trêve.....	214
Négociations entre la Cour de Pavie & celle de Constantinople.....	215
Le Pape s'adresse à Pépin. Négociations avec la Cour de France.....	216
Pendant que Rome est bloquée, le Pape Étienne passe en France.....	218
Sacre de Pépin réitéré à Saint-Denys.....	220
Réflexions sur cette cérémonie.....	221
Voyage de Carloman & de l'Abbé du Mont Cassin en France.....	224
Le Pape refuse d'autoriser Pépin au divorce..	225
La guerre d'Italie est résolue en France.....	228
Siège de Pavie.....	229
Traité de Pavie.....	<i>ibid.</i>
Nouveau Siège de Rome.....	230
Second siège de Pavie.....	233
Second traité entre Pépin & Astolphe. Le traité est exécuté, & Pépin vient à Rome.....	<i>ibid.</i>
Mort d'Astolphe.....	234
Didier son successeur s'accommode avec le Pape.	237
Didier se brouille ensuite avec le Saint-Siège, & ravage les Terres de l'Église.....	239
Vaifre, duc d'Aquitaine, se révolte contre Pépin.	242
Retraite & défection de Tassillon, duc de Bavière.	244
Celui-ci se réconcilie avec Pépin.....	246
Fin de la guerre d'Aquitaine. Mort de Vaifre.	248
Troubles dans Rome.....	250
Étienne IV	

Étienne IV est élu Pape, & renouvelle ses sermens au roi de France.....	251
Mort de Pépin.....	253

ARTICLE PREMIER.

EFFETS de la révolution par rapport à l'autorité du Prince.....	254
Que le pouvoir du Prince ne changea point de nature.	256

ARTICLE II.

DES effets de la révolution par rapport à l'autorité des Magistrats, à la forme des plaids & à la liberté de la Nation.....	259
Tableau de la constitution Françoisè dès son origine.	<i>ibid.</i>
Du changement sensible qui s'étoit fait dans les rela- tions des différentes parties dont la Monarchie étoit composée.....	264
Des opinions de M. de Montesquieu & de M. l'Abbé de Mabli. De ce qu'elles ont de commun, & de leurs différences.....	266
En quoi l'opinion de l'Auteur est différente du système de ces deux célèbres Écrivains.....	274
Distinction qu'il faut faire entre les différentes espèces de Bénéfices dont parlent nos anciens monumens.	<i>ibid.</i>
Cinq propositions dont on promet la preuve.	276
<i>Tome V.</i>	<i>D d</i>

§. I.^{er} Que ni les Offices , ni les Bénéfices ne furent
à cette époque, héréditaires par les Loix.

277

§. II. Des Justices des Terres bénéficiales sous
Pépin. 284

Que M. de Montesquieu s'est trompé en
regardant le privilège de l'immunité & le
droit de Justice, comme une même chose.

287

Comment disparut la police que les Officiers
du fisc avoient exercée sur les Terres domaniales ou bénéficiales. 288

Époque & origine des Justices seigneuriales.
292

Examen & explication de ces mots *Percipere*
& *reddere justitiam*, dans l'article XIX de
l'Ordonnance de Clotaire II. 300

Explication de la vingt-septième des formules
du premier Livre de Marculfe. 305

Que Pépin & Charlemagne crurent qu'avant
de confirmer le pouvoir que les Bénéficiers
avoient acquis, il falloit commencer par
le régler. 309

Rétablissement du ressort entre les Bénéfices
& la Juridiction des Magistrats ordinaires.

310

Que l'assistance au plaid fut caractérisée par
les mots *facere justitias*. 312

- Que le pouvoir accordé aux Bénéficiers dut les conduire nécessairement à devenir Magistrats. 315
- Résumé de ce que l'on doit penser sur l'exercice de la puissance publique qui fut depuis attachée aux Bénéfices. 316
- S. III. Y avoit-il un ordre de Noblesse au moment où Pépin monta sur le Trône! 318
- Preuves que cet ordre de Nobles de naissance ne subsistoit point encore. 321
- S. IV. Des nouveaux Bénéfices créés par Charles Martel. Que l'engagement qu'ils produisirent fut de la même nature que celui qui avoit accompagné les concessions faites par nos premiers Rois. 324
- Défense de l'opinion de M. de Montesquieu contre celle de M. l'Abbé de Mabli. 326
- Du temps où les Bénéficiers commencèrent à s'appeler *Vassi* ; qu'il ne suit point de cette dénomination que l'on ait attaché de nouveaux devoirs aux Bénéfices. . . 328
- S. V. Du changement remarquable qui se fit sous Charles Martel dans les relations des Bénéfices, & des suites qu'eut ce changement. 331
- Preuves qui démontrent que Charles Martel changea ces relations. 332
- Qu'alors l'ancien plaïd du Roi devint le plaïd
- Dd ij

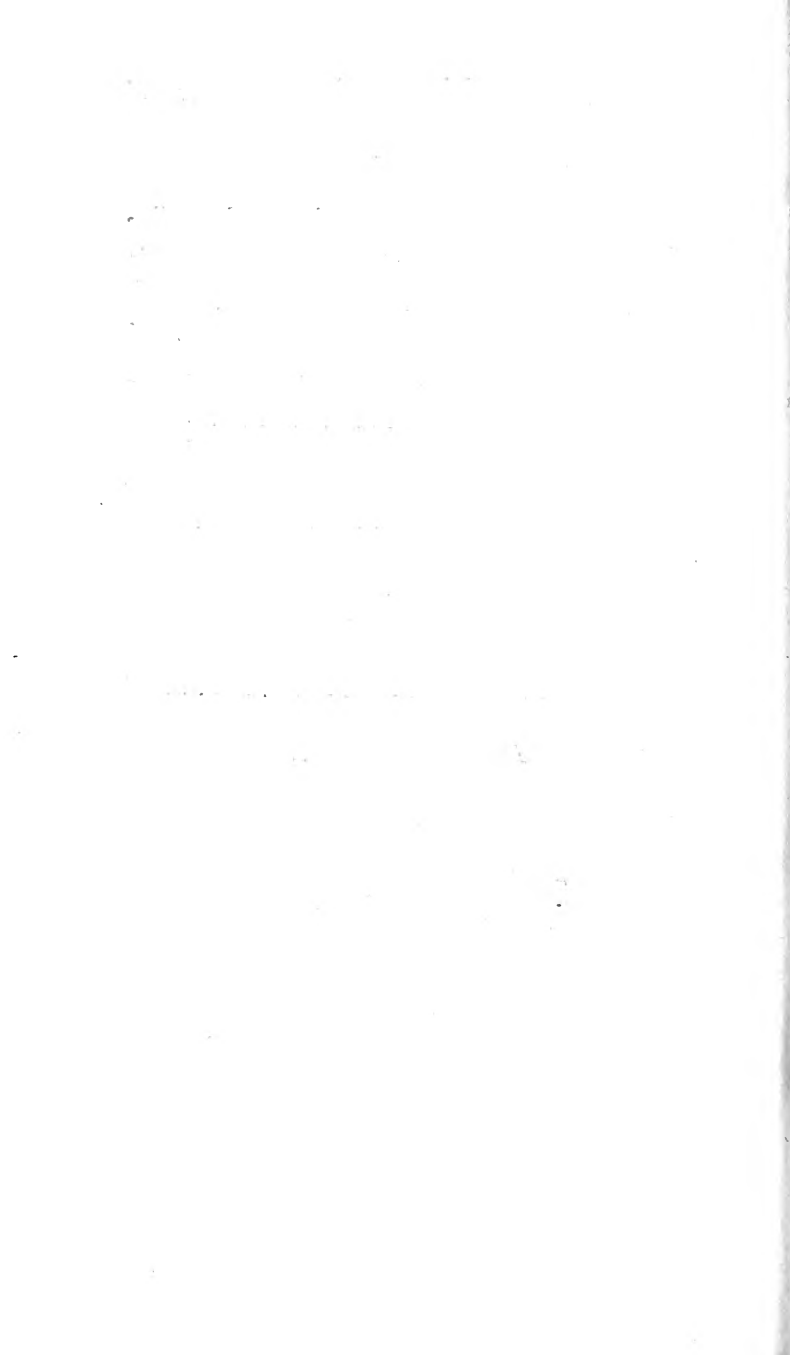
du Maire.....	336
Que Pépin & Carloman reçurent la Mairie différente de ce qu'elle avoit été, quand Charles Martel l'avoit reçue.....	338
Du rétablissement de l'office du Comte du palais.....	340
Chef-d'œuvre de la politique de Charles Martel, qui intéressa la constitution même au succès des démarches qu'il fit pour dé- trôner le Roi.....	342
De l'accroissement que reçut le plaïd Royal.	348
Progression des changemens qui s'étoient faits dans cette assemblée, depuis Clovis.	350
Du changement qui se fit par rapport au temps de la convocation.....	353
Que le plaïd n'étoit point une assemblée de la Nation.....	357
Principal effet de la révolution, par rapport à la Magistrature.....	360
Inconvéniens qui en résultèrent par rapport au pouvoir du Monarque.....	362
Qu'à tout prendre, la Nation gagna à la révolution.....	368
Horoscope de la deuxième Race.....	369

ARTICLE III.

DES titres respectifs du commandement & de l'obéissance au commencement de la deuxième Race.	372
Caractère de l'autorité qui doit gouverner les hommes.	374
Des motifs qui ont fait recourir à la Divinité pour sceller les engagemens.....	378
De la religion & des sermens.....	379
Des inconvéniens de la trop grande multiplication des sermens.....	384
Que le crime de l'impiété tend à briser tous les liens du Gouvernement.....	386
Note annoncée à la page 316, ou Discussion sommaire sur l'acceptation du mot <i>justitia</i> dans nos anciens monumens.....	j

FIN de la Table.





Fautes à corriger dans ce Volume.

Page 58, ligne 2, neveu de sa nièce, lisez fils de sa nièce.

90, ligne 8, de Souverain, lisez du Souverain.

108, lig. 9, Childebert I, lisez Childebert II.

154, ligne 4, effacez de bonne heure.

213, ligne 1, vous toute, lisez vous tous.

256, ligne 20, appartenue, lisez appartenu.

299, sixième ligne des notes, Domin, lisez Domini.

339, ligne 12, verno, lisez Verno.

340, ligne 17, dont se servoit le Roi autrefois, lisez dont le Roi se servoit autrefois.

369, ligne 9, dura-t-elle ? lisez durera-t-elle !



